



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 008
Le mercredi 1^{er} décembre 2021

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 1^{er} décembre 2021

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Traduction]

Le Président: Nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par la députée de Fort McMurray—Cold Lake.

[*Les députés chantent l'hymne national.*]

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LE DÉPUTÉ DE VAUGHAN—WOODBIDGE

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mes chers concitoyens de Vaughan—Woodbridge.

[Traduction]

Depuis six ans, je sers les habitants dynamiques de Vaughan—Woodbridge. Ils sont une source d'inspiration pour le travail que j'accomplis à la Chambre. Leur persévérance et leur engagement à faire grandir notre collectivité sont les moteurs de cette population diversifiée, tournée vers l'avenir et dynamique. J'ai reconnu personnellement ces qualités chez mes bénévoles, qui étaient plus qu'une équipe: nous sommes devenus une famille. Je remercie chacun d'entre eux.

[Français]

Ils n'ont ménagé aucun effort pour me faire réélire et les représenter à Ottawa, car ils savent que nous devons agir maintenant pour bâtir un Canada plus sain, plus inclusif et plus équitable, qui leur permet de se réaliser pleinement.

[Traduction]

C'est un privilège d'être leur porte-parole local.

[Français]

Je suis fier de représenter la circonscription de Vaughan—Woodbridge.

[Traduction]

Nous sommes des gens qui affrontent de front les difficultés et nous sommes prêts à jouer notre rôle pour bâtir un Canada plus fort, plus sain et plus prospère.

LE DÉTACHEMENT DE LA GRC DE RIDGE MEADOWS

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, depuis des décennies, les résidents de Pitt Meadows et Maple Ridge sont bien servis par le détachement de la GRC de Ridge Meadows. Les agents et les agentes de ce détachement ont toujours travaillé très fort pour servir et protéger nos collectivités, souvent en périodes difficiles. À l'heure actuelle, avec les autres premiers intervenants et les fournisseurs de services d'urgence, ils ont été très occupés par les graves inondations qui ravagent la Colombie-Britannique.

Nos collectivités connaissent une croissance rapide, ce qui crée de nouveaux besoins en matière de services policiers. La semaine dernière, j'ai eu l'honneur d'assister à l'annonce d'un nouveau détachement de la GRC à Pitt Meadows, en compagnie de représentants de la GRC et de la nation Katzie, des maires Dingwall et Morden, et de conseillers municipaux. Le nombre d'agents en devoir sera plus que doublé. Des postes seront créés afin d'améliorer la sécurité et la sensibilisation de la collectivité.

Je félicite tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet. Merci beaucoup au détachement de la GRC de Ridge Meadows pour son service extraordinaire.

* * *

LE SERVICE COMMUNAUTAIRE

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens qui habitent dans les régions côtières, tant à l'est qu'à l'ouest, ont été durement touchés par des phénomènes météorologiques extrêmes ces derniers jours, que l'on pense à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve ou à la Colombie-Britannique. Je suis de tout cœur avec les personnes qui, d'un océan à l'autre, ont été touchées par les inondations, qui ont subi les répercussions sur leur propriété, leur exploitation agricole, leur bétail, leur entreprise et leurs infrastructures, et qui ont dû quitter leur foyer.

Je saisis l'occasion pour remercier quelques-uns des nombreux organismes locaux à Surrey qui sont passés à l'action alors que le niveau des eaux augmentait en Colombie-Britannique la semaine dernière: l'Akal Sewa Foundation, Guru Nanak's Free Kitchen, la banque alimentaire Guru Nanak, le gurdwara Dukh Nivaran Sahib, le gurdwara Sahib Dasmesh Darbar, le gurdwara sikh Guru Nanak, Khalsa Aid, Maskeen Farms et les membres de la Chambre immobilière de la région métropolitaine de Vancouver.

Déclarations de députés

Je remercie toutes les personnes qui n'ont pas hésité à venir en aide à leurs voisins dans le besoin, et mes pensées accompagnent tous ceux qui espèrent retourner à la maison et dans leur communauté.

* * *

• (1410)

[Français]

LE CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE LONGUEUIL

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à souligner le travail exceptionnel de deux organisations: le Comité d'actions féministes de l'agglomération de Longueuil et La Traversée.

Ces deux organismes ont uni leurs efforts pour mettre sur pied le tout premier Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, ou CALACS, à Longueuil. Un CALACS, c'est une approche féministe pour une aide directe et un accompagnement aux victimes et leurs proches en matière de violence sexuelle et conjugale. C'est de la prévention, de la sensibilisation, de la formation, de la mobilisation et la défense des droits.

Avant la pandémie, il y a eu 493 plaintes à Longueuil. Sachant que les plaintes sont en hausse depuis presque deux ans, il était donc inconcevable que la cinquième plus grande ville du Québec n'ait pas de CALACS. Je suis très fier de la mobilisation des groupes de femmes de Longueuil et surtout de Mme Sylvie Langlais, directrice du projet, que je salue d'ailleurs.

Le CALACS est fait par et pour les femmes. Il servira les femmes et les filles de 14 ans et plus, de Longueuil et des villes avoisinantes. Au nom de toutes les femmes victimes de violence sexuelle et conjugale, bravo et merci!

* * *

L'INITIATIVE POUR UN PONTIAC VERT ET PROSPÈRE

Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai eu le plaisir de lancer l'initiative Pour un Pontiac vert et prospère, qui se veut une approche intégrée pour faire face aux changements climatiques dans nos communautés.

[Traduction]

Pour lutter contre les changements climatiques, nous devons agir localement. En tant que députés, nous pouvons mobiliser les collectivités de nos circonscriptions et les aider à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. C'est pourquoi je prends le temps de remercier les 18 maires de la MRC de Pontiac et la préfète Jane Toller d'avoir adopté une résolution mercredi dernier pour soutenir cette initiative.

[Français]

J'ai très hâte de travailler avec tous nos autres leaders provinciaux et régionaux, ainsi qu'avec nos organismes tel le Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Ouataouais, ou CREDDO. Je tiens d'ailleurs à remercier de son soutien le directeur général de cet organisme, Benoit Delage.

[Traduction]

LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, la Chine est de loin le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde et n'a pris aucun engagement ferme pour réduire ses émissions dans les 10 prochaines années. On serait tenté de croire que cela préoccupe le premier ministre; pourtant, quand il a rejoint sa clique du jet-set à cette grotesque COP26, il a plutôt décidé de lancer sa toute dernière attaque contre l'énergie canadienne en s'engageant à plafonner rigoureusement les émissions.

Alors que le Canada ne représente qu'à peine 1,5 % des émissions mondiales, comparativement à la Chine qui en produit 27 %, cet engagement n'aura quasiment aucune conséquence sur la réduction des émissions mondiales. Par contre, cela entraînera la disparition d'emplois canadiens bien rémunérés et une hausse des prix de l'énergie pour les citoyens. Le premier ministre mène une attaque en règle contre l'énergie propre du Canada tout en laissant carte blanche au plus gros émetteur de la planète. Je n'ai qu'un mot pour qualifier cette politique: c'est de la pure folie.

* * *

EGMONT

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, parmi les qualités qui forment la pierre d'assise de ma circonscription, Egmont, figurent une compétence tranquille, la détermination, l'ardeur au travail et le profond respect de la communauté. Ces qualités ont assuré la pérennité d'Egmont au fil des ans et ancré la conviction qu'avec des efforts soutenus, on peut venir à bout de toutes les difficultés.

Il y a quelques années, quand j'étais député à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement fédéral a fermé la base aérienne de Summerside. Devant cette situation, l'ensemble de la province a uni ses forces; guidée par les efforts soutenus de Summerside, elle a élaboré de vraies solutions qui ont mené à la création d'un secteur aérospatial florissant.

Devant la COVID, Egmont a réagi d'une manière très semblable, avec la conviction que tout le monde faisait partie de la solution. C'est pourquoi notre lutte contre le virus a donné d'excellents résultats.

Les cultivateurs de pommes de terre de la province sont maintenant confrontés à un nouveau défi, le mildiou de la pomme de terre. Devant ce défi, Egmont fait preuve de solidarité et de détermination. Comme cela s'est produit par le passé, nous surmonterons ce défi et serons ensuite mieux placés que jamais pour vendre nos produits de première qualité à un marché mondial qui reconnaît la valeur des produits que nous cultivons.

* * *

LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Monsieur le Président, le contrôle des armes à feu concerne les femmes. Pendant les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe, nous devons reconnaître que le risque qu'une femme soit tuée augmente de 500 % lorsque son partenaire intime a accès à une arme à feu.

Darian Hailey Henderson-Bellman, une jeune femme de la région d'Halton, a été tuée par balle dans un acte de violence faite aux femmes. La fille d'Alison Irons, Lindsay Wilson, a été assassinée par son ancien petit ami. Celui-ci s'est servi de son permis d'arme à feu pour acheter l'arme avec laquelle il a tué Lindsay. Le 6 décembre, nous nous souviendrons des femmes qui ont été tuées par arme à feu à l'école Polytechnique simplement parce qu'elles étaient des femmes.

Toutes ces jeunes femmes auraient changé leurs collectivités et notre pays en mieux, mais leur vie et celle de bien d'autres femmes ont été écourtées par des hommes violents qui se sont servis d'armes violentes. Souvenons-nous d'elles et engageons-nous à prendre des mesures en matière de contrôle des armes à feu pour créer un monde sans violence contre les femmes.

* * *

• (1415)

LA BOURSIÈRE RHODES

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Monsieur le Président, chaque année, 11 étudiants canadiens sont choisis pour se joindre à une cohorte de boursiers Rhodes et étudier à l'Université d'Oxford, à Londres, en Angleterre. Seulement deux étudiants sont choisis dans la région du Canada atlantique.

Établie en 1903, la bourse Rhodes est la plus ancienne bourse d'études supérieures au monde et est considérée comme la plus prestigieuse. Elle vise à promouvoir l'unité et à inculquer aux chefs de file de demain un sens du leadership axé sur l'esprit civique ainsi que la droiture morale.

Cette année, l'un des lauréats de cet insigne honneur est Jane Hutchings, de la belle province de Terre-Neuve-et-Labrador, qui est diplômée de l'Université Queen's où elle a obtenu un baccalauréat en commerce ainsi qu'un diplôme universitaire supérieur en comptabilité de l'École de commerce Smith.

Grâce à un partenariat avec Mitacs et au programme de recherche en revitalisation des communautés de l'École de commerce Smith, Mme Hutchings a effectué des recherches sur la participation communautaire et la protection de la culture sur l'île Fogo.

J'invite mes collègues à se joindre à moi pour féliciter Jane Hutchings de cette grande réalisation.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, depuis 1988, nous reconnaissons le 1^{er} décembre comme la Journée mondiale de lutte contre le sida.

C'est l'occasion pour les gens de partout au monde de s'unir afin de lutter contre le VIH-sida, de montrer leur appui aux personnes vivant avec le VIH et de se souvenir de celles qui sont décédées.

J'aimerais remercier les chercheurs et les médecins pour les avancées médicales qui ont révolutionné la prévention et le traitement du VIH.

De plus, j'aimerais inviter tous les députés de la Chambre, ainsi que tous les Canadiens, à se joindre à moi pour remercier les gens de nos communautés qui travaillent à prévenir le sida et à éliminer

Déclarations de députés

la stigmatisation, de même que toute forme de discrimination, et qui aident les gens à obtenir les soins, les traitements et le soutien dont ils ont besoin.

* * *

[Traduction]

BOB KILGER

M. Eric Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC): Monsieur le Président, notre région est en deuil depuis l'annonce, hier, du décès d'un ancien député libéral, le maire Bob Kilger.

Pilier du sport local, Bob a été entraîneur des Royals de Cornwall et également arbitre dans la LNH. Il a été député de ma région pendant 16 ans avant d'être élu maire de Cornwall à deux reprises.

Personne ne peut remporter six élections, être whip du gouvernement, vice-président de la Chambre et maire sans posséder, à l'instar de Bob, un talent de leader hors pair. Excellent ambassadeur de notre région, Bob était connu pour son style rassembleur. J'ai toujours apprécié sa générosité et son énergie positive lorsque nous étions tous deux maires dans notre région.

Bob a apporté une contribution très positive à la vie publique pendant près de 30 ans. Nous le remercions de tout ce qu'il a fait, car il a été un député et leader communautaire efficace. À l'heure où nous lui rendons hommage, nous offrons nos sincères condoléances à sa femme, Courtney, et à sa famille.

* * *

KILDONAN—ST. PAUL

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, en ce temps des Fêtes, les mots me manquent pour exprimer ma gratitude envers tous ceux qui m'ont aidée dans mon parcours au service de la population. Je tiens à remercier ma famille de son soutien indéfectible et de ses encouragements, ainsi que les formidables membres de mon équipe et de mon personnel qui ont travaillé sans relâche au cours de la campagne en vue de ma réélection. Tous les députés savent que sans une équipe on ne peut pas y arriver. Je suis donc très reconnaissante envers les gens exceptionnels qui font partie de la mienne.

Je tiens à remercier les habitants de Kildonan—St. Paul de m'avoir encore une fois confié la grande responsabilité et accordé l'honneur de les représenter au Parlement. Au cours de la présente législature, je ne ménagerai pas mes efforts pour bâtir des ponts et rassembler les Canadiens afin de: ramener la vie à un coût abordable pour les personnes âgées et les familles; garantir la sécurité publique; assurer la prospérité de l'économie, grâce à des emplois et des débouchés pour tous les Canadiens, dans toutes les régions du pays.

Je souhaite aux habitants de ma circonscription ainsi qu'à tous les députés de la Chambre des Fêtes remplies d'amour et de solidarité.

Joyeuse Hanouka, joyeux Noël et tous mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour la nouvelle année.

Questions orales

LES MESURES LIÉES À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Monsieur le Président, étant donné que de nouveaux variants de la COVID-19 ont été détectés au Canada, les Canadiens comprennent que nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Tout le monde a été touché par la pandémie, mais les gens à faible revenu ont souvent été les premiers à perdre leur emploi.

Nous avons vu les femmes et les personnes de diverses identités de genre se charger de la majorité des soins et des responsabilités ménagères. Les entreprises dirigées par des femmes sont encore durement touchées. Les taux de violence familiale ont augmenté pendant la pandémie sans que le soutien offert ne soit rajusté. En réponse à la situation, des organismes de première ligne dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, ont pris les devants en soutenant les femmes et les personnes de diverses identités de genre en ces temps difficiles.

Tout en continuant à vivre avec la pandémie, nous devons nous assurer que toutes les femmes et toutes les personnes de diverses identités de genre obtiennent le soutien nécessaire de la part du gouvernement afin que personne ne soit laissé pour compte.

* * *

• (1420)

[Français]

MARIE-CLAIRE BLAIS

Mme Caroline Desbiens (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, BQ): Monsieur le Président, une grande tristesse m'habite aujourd'hui au moment de souligner le décès de Marie-Claire Blais, écrivaine incontournable, pionnière et grande Québécoise.

Mme Blais aura consacré sa vie entière à construire de sa plume incandescente l'une des œuvres les plus marquantes de la littérature québécoise. Elle n'avait que 20 ans lorsque fut publié *La belle bête*, en 1959, un premier roman choquant qui la démarqua de ses contemporains et fit dire au critique américain Edmund Wilson qu'elle était possiblement un génie.

Au cœur de presque 60 ans d'écriture, il est impossible d'ignorer *Une saison dans la vie d'Emmanuel*. Ce chef-d'œuvre lui valut notamment le prestigieux prix Médicis en 1966, l'une des quelque 40 distinctions qui ponctueront sa carrière, incluant l'Ordre national du Québec.

Marie-Claire Blais s'est éteinte hier à l'âge de 82 ans.

Au nom du Bloc Québécois, je tiens à offrir mes plus sincères condoléances à ses proches et à saluer ce précieux héritage qu'elle légua à notre culture nationale.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Monsieur le Président, ce matin, sur ma page Facebook, j'ai demandé qui avait commencé ou terminé ses emplettes de Noël. J'ai rapidement reçu une foule de messages déchirants d'habitants de ma circonscription qui n'ont pas d'argent pour payer l'épicerie ou le loyer, alors encore moins des cadeaux de Noël.

La crise économique que nous traversons se traduit par une crise en santé mentale. Comment aider les gens lorsqu'ils n'ont pas assez d'argent pour faire leur épicerie? Comment aider les gens lorsqu'ils ne peuvent se permettre d'acheter une maison ou de payer leur loyer? Comment aider les gens lorsque le paiement de leurs factures les stresse tellement qu'ils n'en dorment plus la nuit?

Le Canadien moyen a une dette de plus de 70 000 \$. C'est tout un fardeau à porter, et c'est aussi tout un fardeau à léguer à nos enfants. Tout coûte plus cher. Les salaires stagnent, et le premier ministre hausse simplement les épaules.

La crise la plus importante, en ce moment, est celle du coût de la vie. Les conservateurs refusent d'accepter que ce n'est qu'une question d'inflation. Nous allons lutter pour les Canadiens.

* * *

LA FONDATION NAV BHATIA POUR LES SUPER PARTISANS

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Monsieur le Président, Nav Bhatia est surtout connu comme le super partisan officiel des Raptors. Il n'a manqué aucune partie à domicile depuis la création de l'équipe en 1995.

Motivé par sa passion pour le sport, il a mis sur pied la Fondation Nav Bhatia pour les super partisans avec l'objectif d'unir les gens de tous les horizons et de tous les âges grâce au basketball.

Nav a initié un nombre incalculable d'enfants et de jeunes racialisés de la région du Grand Toronto aux Raptors. En 2019, cette équipe canadienne a remporté le championnat de la NBA, réalisant par le fait même l'un des plus grands rêves de Nav, c'est-à-dire voir son équipe de basketball favorite gagner l'ultime trophée. Nav met à profit son influence de super partisan pour combattre le racisme, encourager les personnes à aller au-delà de leurs différences et promouvoir la diversité. Nav se plaît souvent à dire que le Canada est le paradis sur terre, car c'est notre beau pays qui lui permet d'avoir une si belle vie.

Nav Bhatia est fier de sa culture sikhe. Il mène une carrière fructueuse dans le monde des affaires, il démontre une passion contagieuse pour les Raptors et il est un modèle d'homme exemplaire pour tous les Canadiens. L'histoire remarquable de Nav sera présentée sur la chaîne CBC ce vendredi.

Je vous demande de vous joindre à moi pour accueillir Nav Bhatia aujourd'hui.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE LOGEMENT

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le Canada traverse une véritable crise du logement. Il n'y a qu'en Nouvelle-Zélande que le coût des logements augmente plus vite qu'au Canada. Le pire, c'est qu'il ne se bâtit pas de maisons, alors l'effet de l'inflation est encore plus marqué. Quant aux dépenses effrénées du gouvernement libéral, elles ne font qu'empirer la situation. Seulement l'an dernier, à Toronto, le prix médian d'une maison a augmenté de 33 %.

Questions orales

Si les milliards dépensés par les libéraux ont fait augmenter le coût des logements, comment le fait d'en dépenser encore plus pourrait-il le faire diminuer?

• (1425)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme nous le soulignons dans le discours du Trône, le logement figure tout en haut de la liste des priorités du gouvernement, et pour y donner suite, nous misons sur divers programmes, dont le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui permettra aux municipalités de bâtir des maisons de meilleure qualité, d'en bâtir plus et de les bâtir plus rapidement.

Qu'il s'agisse de construire chaque année davantage de logements ou d'accroître la part de logements abordables, nous nous employons à produire de véritables résultats pour les familles canadiennes, en collaboration avec nos différents partenaires. Nous allons aussi aider les familles à acquérir leur première maison plus rapidement en assouplissant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre dit que c'est une priorité pour le gouvernement, mais le Canada est aux prises avec la plus grande bulle immobilière du monde.

Sous le gouvernement actuel, la crise de l'inflation au Canada ne fait que s'aggraver. Pas plus tard qu'aujourd'hui, RE/MAX a déclaré que le prix des maisons augmentera encore de 10 % en 2022, et l'entreprise soutient que c'est parce qu'il y a encore une pénurie de logements. Nous devons donc faire face non seulement à une crise de l'inflation, mais aussi à une pénurie de logements.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il aucun plan pour faire construire des maisons?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons pas de leçon à recevoir du Parti conservateur du Canada en ce qui concerne les investissements en matière de logement. Pendant 10 ans, le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'a rien fait dans ce dossier. C'est pourquoi nous avons proposé, en 2017, une stratégie nationale sur le logement, et nous offrons maintenant 4 milliards de dollars pour que les municipalités puissent investir en vue d'accélérer la construction de maisons, contrairement aux conservateurs, qui se sont contentés d'accorder d'énormes crédits d'impôt aux riches propriétaires pour les aider à vendre leurs immeubles. Cette approche n'aurait pas contribué à réduire le coût des maisons au Canada.

Nous agissons et nous obtenons des résultats.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre aime revenir à l'époque où les conservateurs étaient au pouvoir, lorsque le budget était équilibré, les taxes et impôts étaient peu élevés, et les Canadiens n'accusaient pas de retard dans leurs paiements mensuels. Personne ne peut nier que les Canadiens paient actuellement des prix records à la pompe.

Le premier ministre et la ministre des Finances se plaignent des pénuries de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Quelle est la meilleure façon d'assurer le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement? Les pipelines. Si nous pouvions construire des pipelines au Canada, nous pourrions réduire le prix de l'essence.

Quand le premier ministre cessera-t-il de s'en prendre à notre secteur de l'énergie?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, contrairement aux conservateurs, nous comprenons que la meilleure façon de bâtir une économie solide et un avenir meilleur, ce qui comprend non seulement la création de bons emplois, mais aussi de bonnes carrières pour les Canadiens, c'est d'investir à la fois dans la lutte contre les changements climatiques et la croissance économique.

Nous avons effectué des investissements pour appuyer les travailleurs de l'Alberta et acheminer nos ressources pétrolières vers de nouveaux marchés, mais nous avons aussi intensifié nos efforts pour combattre les changements climatiques parce que c'est ce que les Canadiens attendent de nous.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens subissent les effets de l'inflation. L'épicerie, l'essence, le logement, le poulet et le bœuf coûtent de plus en plus cher, même si certains produits sont fabriqués ici au Canada. Plus de dépenses signifie moins de possibilités pour les familles et les aînés.

Quand est-ce que le premier ministre va comprendre que la politique monétaire est importante?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au début de cette pandémie, nous avons promis aux Canadiens que nous serions là pour eux et c'est exactement ce que nous avons fait. Malgré le fait que les conservateurs voulaient que nous investissions moins dans les familles, les travailleurs, les entreprises et les étudiants, nous avons été là pour eux et nous allons continuer de l'être. La meilleure façon de créer une économie forte pour tout le monde est d'en finir avec cette pandémie, et cela passe par la vaccination pour tous.

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en septembre dernier, un million de postes étaient disponibles au Canada. La pénurie de main-d'œuvre est un autre élément touchant le coût de la vie. Il n'y a aucune action sur la pénurie de main-d'œuvre.

Quand ce gouvernement va-t-il contrer ce problème pour aider les Canadiens?

• (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, ce qu'on est en train de voir, c'est un retour de notre économie encore plus rapide que celui qu'on voit aux États-Unis, alors que plus d'emplois sont revenus au Canada qu'aux États-Unis et ailleurs.

En même temps, nous savons que cette pénurie de main-d'œuvre qu'on vivait avant la pandémie continue aujourd'hui, et c'est pourquoi nous sommes en train d'agir en ce qui concerne l'immigration, la formation, les investissements dans les familles, la création d'emplois et les investissements dans les petites entreprises. Nous sommes là pour aider notre économie à reprendre en vitesse.

*Questions orales***L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, plusieurs institutions d'enseignement québécoises veulent accueillir des étudiants africains francophones. Ce sont des milliers d'étudiants africains francophones qui veulent fréquenter les institutions québécoises dans le plus parfait respect des règles.

Malheureusement, les services d'immigration du Canada les refusent souvent, dans une proportion allant au-delà de 80 %, un taux incomparable à celui que connaissent les étudiants de toute autre origine, prétextant qu'on les soupçonne ne pas vouloir rentrer chez eux par la suite. C'est un grave procès d'intention, une forme de discrimination à dénoncer qui nuit aux échanges et qui nuit au développement de l'Afrique.

Est-ce que le premier ministre va intervenir auprès des services d'immigration?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec mon honorable collègue que ces rapports sont particulièrement inquiétants. La discrimination est inacceptable sous toutes ses formes et nous n'allons tolérer aucune discrimination systémique dans nos programmes.

Pour nous assurer que nos programmes et services traitent tous de manière équitable, nous procédons à un examen détaillé de leurs impacts. Nous allons continuer de travailler de près avec les provinces, y compris le Québec, bien sûr, pour que notre système d'immigration soit robuste et équitable pour tous.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, c'était joli et vide.

Voici l'effet réel qui se produit encore aujourd'hui: on nuit au français, on nuit aux institutions d'enseignement du Québec, on nuit à l'Afrique francophone et on nuit à ces étudiants-là. C'est 80 % de refus; il y a discrimination.

Est-ce que je comprends bien que le premier ministre qualifie le comportement d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada de racisme systémique?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, contrairement au Bloc québécois et à certains autres, nous avons reconnu que le racisme systémique existe dans toutes nos institutions au pays. Depuis que nous l'avons reconnu, nous travaillons d'arrache-pied pour l'éliminer et pour transformer notre système d'immigration et tous nos autres systèmes pour qu'ils soient équitables et reconnaissent les biais qui existent à l'intérieur d'eux. C'est le travail que nous sommes en train de faire, et nous le prenons très au sérieux.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le variant Omicron inquiète sérieusement les Canadiens. Tous craignent pour leur famille et leur collectivité. De plus, ce nouveau variant montre très clairement qu'il sera impossible d'éradiquer la pandémie à moins que les gens du monde entier soient vaccinés.

Pourquoi le premier ministre continue-t-il de défendre les intérêts et les profits des puissantes pharmaceutiques plutôt que de s'employer à ce que tous les pays du monde puissent produire des vac-

cins sur leur propre territoire afin de pouvoir vacciner leurs populations?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en investissant dans le mécanisme COVAX, nous contribuons à ce que tous les pays du monde aient accès aux vaccins contre la COVID-19. Le Canada a été l'un des tout premiers pays à souscrire à ce mécanisme et à y investir pour faire en sorte que l'équité vaccinale à l'échelle mondiale devienne réalité. Qui plus est, le Canada a pris les devants à l'Organisation mondiale du commerce pour collaborer avec la communauté internationale afin de s'assurer que le système commercial mondial contribue à éliminer les obstacles à l'accès à la vaccination. Nous enregistrons des progrès dans ces dossiers, notamment au chapitre de la propriété intellectuelle, mais aussi de la chaîne d'approvisionnement, de la fabrication et des restrictions à l'exportation.

Nous continuerons à fournir notre aide car nous savons que pour stopper la pandémie, il faut l'éradiquer partout.

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre continue littéralement à défendre les profits des sociétés pharmaceutiques.

[Français]

Le variant Omicron de la COVID-19 est tellement inquiétant. Les gens ont peur pour leur famille et leur communauté. Le variant a montré que l'on doit vacciner tout le monde pour faire face à la pandémie.

Pourquoi le premier ministre continue-t-il à défendre les profits des grandes entreprises pharmaceutiques, au lieu de défendre les intérêts des pays moins nantis pour qu'ils aient la capacité de produire les vaccins chez eux?

• (1435)

[Traduction]

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis en désaccord avec le député d'en face, et pas uniquement parce qu'il utilise le terme « littéralement » de façon métaphorique.

[Français]

Le Canada est un leader de l'Organisation mondiale du commerce, et nous travaillons avec la communauté internationale afin de nous assurer que le système commercial contribue à éliminer les obstacles à l'accès aux vaccins.

Nous faisons progresser ces questions, qui comprennent...

Le Président: Je vais me permettre d'interrompre le premier ministre, parce que je ne peux pas entendre sa réponse. Je vais donc lui demander de recommencer pour qu'on puisse tous entendre sa réponse.

Le premier ministre a de nouveau la parole.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, nous sommes tous préoccupés par le variant Omicron. C'est pour cela que nous allons continuer à être là pour aider à la vaccination partout dans le monde.

Au sujet de l'Organisation mondiale du commerce, nous travaillons avec la communauté internationale pour contribuer à éliminer les obstacles à l'accès aux vaccins. Nous faisons progresser ces questions, qui comprennent la propriété intellectuelle, mais aussi la chaîne d'approvisionnement, la production et les restrictions à l'exportation.

Nous sommes déterminés à trouver des solutions pour accélérer la production et la distribution équitables des vaccins contre la COVID-19.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, le prix moyen d'une maison au Canada à l'heure actuelle est de 717 000 \$. Voulez-vous savoir quel était ce prix l'an dernier? Il était de 606 000 \$. On parle donc d'une augmentation de 18,2 %. En 2015, année où le premier ministre est entré en fonction, il était de 450 000 \$.

Sur quels chiffres le premier ministre peut-il bien se baser pour dire que son plan fonctionne?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis 2015, nous investissons dans le logement partout au pays, un secteur sous-financé par le gouvernement fédéral pendant de nombreuses années. Nous avons mis en place la Stratégie nationale sur le logement en 2017 qui a permis à des centaines de milliers de familles d'avoir un nouveau chez-soi. Nous avons renforcé des initiatives comme l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et l'Initiative pour la création rapide de logements. Nous venons de mettre à la disposition des municipalités 4 milliards de dollars pour les aider à accroître l'offre de logements. C'est tout un contraste avec le plan des conservateurs visant à accorder des allègements fiscaux aux propriétaires fortunés.

Nous agissons pour lutter contre la crise du logement.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre vient de nous dire qu'il se décharge de cette responsabilité sur le dos des provinces et des municipalités. Qui blâmera-t-il lorsque son plan échouera? Il blâmera les provinces et les municipalités, bien sûr.

Lors de la dernière campagne électorale, les conservateurs ont proposé de vendre 15 % des biens du gouvernement fédéral pour accroître l'offre de logements. Quand le premier ministre agira-t-il pour aider les familles canadiennes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, pendant que les conservateurs se livrent à des attaques partisans, nous nous concentrons sur les Canadiens. Nous procédons actuellement à un investissement de 4 milliards de dollars dans les municipalités afin de faire avancer rapidement la construction de logements et d'augmenter l'offre dans le secteur du logement. Nous travaillons même au-delà de l'Initiative pour la création rapide de logements que nous avons mise de l'avant. Nous avons signé des accords historiques avec les provinces à la grandeur du pays pour investir dans le logement. Nous continuerons d'être là pour les acheteurs d'une première maison grâce à un programme spécial et à la possibilité de réduire les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs.

Questions orales

Nous proposons de nombreuses initiatives, car nous savons qu'il n'existe pas de solution miracle pour résoudre ce problème. Il faut privilégier une approche globale, et c'est ce que nous faisons.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, plus le premier ministre dépense, plus les coûts sont élevés. Le prix des maisons est passé de 450 000 \$ au cours de la dernière année du gouvernement conservateur à 716 000 \$ sous le gouvernement actuel, soit une hausse de 32 % en un peu plus d'un an. Nous avons maintenant la plus grosse bulle immobilière au monde après la Nouvelle-Zélande, et Toronto et Vancouver sont les cinquième et deuxième marchés immobiliers les plus chers au monde, notamment devant Manhattan, San Francisco et Londres.

Si le premier ministre n'est pas responsable de cette inflation des prix de l'immobilier, alors quelle en est la cause exacte?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il faut à tout le moins reconnaître que les conservateurs restent cohérents dans leur approche: face à un problème, ils veulent toujours en faire moins.

Les Canadiens sont aux prises avec une crise du logement en ce moment, et nous proposons des programmes pour aider les acheteurs d'une première maison et pour investir de l'argent dans les municipalités afin qu'elles puissent réduire les formalités administratives et accroître l'offre de logements. Nous travaillerons avec les provinces sur des initiatives qui permettront d'augmenter le nombre de logements et de les relier aux réseaux de transport en commun rapide. Ce sont des initiatives que nous présentons.

Or, la réponse des conservateurs reste: « Eh bien, il faut en faire moins ». Voilà malheureusement le genre d'austérité qu'ils continuent de préconiser, malgré le fait que les Canadiens ont besoin d'aide.

● (1440)

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, quand les conservateurs étaient au pouvoir, les maisons étaient plus abordables. Une famille moyenne pouvait se procurer une maison pour 450 000 \$; aujourd'hui, on parle plutôt de 720 000 \$. Mais pourquoi les prix augmentent-ils si soudainement? Eh bien, le nombre de riches propriétaires qui achètent des maisons a augmenté de 100 % depuis mars 2020, selon la Banque du Canada. Que s'est-il passé en mars 2020? C'est à ce moment-là que le gouvernement a commencé à imprimer de l'argent, inondant ainsi le système hypothécaire et faisant gonfler le coût du logement.

Quand les libéraux cesseront-ils d'inonder les marchés d'argent ayant peu de valeur, au profit des riches propriétaires?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Premièrement, monsieur le Président, je recommande au député d'en face d'examiner attentivement le mandat indépendant de la Banque du Canada en matière de politique monétaire, mandat que nous respectons de ce côté-ci de la Chambre.

Deuxièmement, il est intéressant d'entendre le député d'en face parler des riches propriétaires, car l'essentiel du plan que les conservateurs ont proposé et que le député a défendu lors des dernières élections consistait à accorder un allègement fiscal aux riches propriétaires pour les aider à vendre leurs immeubles, sans rien prévoir pour les familles ni pour le logement abordable. C'était cela, le plan des conservateurs, et ils se plaignent à nouveau que nous en faisons trop pour aider les familles. Nous allons continuer à en faire plus.

Questions orales

[Français]

L'EMPLOI

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, pendant que le gouvernement du Québec donne un grand coup et lance l'Opération main-d'œuvre, un plan de match pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement regarde la parade et ne semble pas comprendre la situation. Nos entreprises ralentissent leur production. Pourquoi? C'est parce qu'elles manquent de personnel pour pourvoir les 280 000 postes vacants actuellement au Québec.

Le premier ministre peut-il faire preuve de leadership, s'inspirer du Québec et prendre au sérieux la pénurie de main-d'œuvre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la pénurie de main-d'œuvre est réelle, mais elle dure depuis avant la pandémie. C'est pour cela que nous avons continué à augmenter les seuils d'immigration du fédéral depuis plusieurs années. C'est pour cela que nous allons continuer d'investir plus dans l'immigration et dans la formation de la main-d'œuvre pour aider les jeunes qui ont été heurtés par la pandémie. Nous investissons dans la croissance des petites entreprises pour qu'elles puissent offrir de meilleurs salaires.

Nous allons être là pour aider l'économie à rebondir, et cela veut dire lutter contre la pénurie de la main-d'œuvre.

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, on ne veut pas des discours et des mots, on veut de l'action.

Sur le plan de l'immigration, la semaine dernière, j'ai fait part à la Chambre du cas de Rotobec, une entreprise de ma circonscription qui tente actuellement de pourvoir 30 postes, dont une dizaine par l'immigration. On me confirme aujourd'hui, encore une fois, que Rotobec doit attendre des mois et des mois avant de pouvoir combler ces postes et d'avoir accès à ces gens venus de l'extérieur.

Qu'attend le premier ministre pour aider nos entreprises et mettre enfin en place des mesures pour le traitement tardif des dossiers des travailleurs en immigration?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je veux souligner que mon honorable collègue devrait parler à son honorable collègue de Carleton qui se plaint que nous en faisons trop. Elle, elle veut que nous en fassions plus. Nous allons continuer à en faire plus. Nous reconnaissons à quel point c'est important d'investir encore plus en immigration, d'accélérer l'arrivée de nouveaux Canadiens. Oui, pendant un an et demi, la pandémie a nécessité que nous fermions nos frontières, mais nous allons rattraper ce retard, amener plus de gens au Canada et créer de la croissance pour tous.

Nous allons travailler avec le Québec et les autres provinces afin de contrer la pénurie de main-d'œuvre.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, quand le fédéral a interdit les passages irréguliers à la frontière par le chemin Roxham, les demandeurs d'asile se sont mis à utiliser d'autres voies plus périlleuses, quitte à se mettre en danger. Il fallait agir. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? Est-ce qu'il a suspendu l'Entente sur les tiers pays sûrs pour que les demandeurs d'asile passent par les postes frontaliers réguliers et sécu-

ritaires? Non, il a rouvert le chemin Roxham. Il a rouvert le chemin Roxham, et l'on est revenu à la case départ avec la même situation qu'avant la pandémie.

Est-ce que le premier ministre convient que ce n'est pas cela, la solution?

• (1445)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous continuons à travailler avec nos partenaires américains sur l'immigration et les demandeurs d'asile. Nous allons être là pour continuer à gérer la situation de la bonne façon. Notre gouvernement a maintenu un contact étroit avec ses homologues provinciaux, afin de se préparer à ce changement récent à la frontière. Nous avons mis en place des procédures pour nous assurer que les demandeurs d'asile sont assujettis aux mesures strictes de santé publique, y compris la quarantaine et les tests de dépistage.

Le Canada est résolu à poursuivre sa collaboration avec ses homologues, afin d'aller de l'avant.

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, nous l'avons, la solution, et nous la leur donnons.

C'est simple: il est inscrit à l'article 10.3 de l'entente sur les tiers pays sûrs que le premier ministre peut suspendre l'entente unilatéralement pour trois mois et reconduire cette suspension aussi longtemps que nécessaire sans demander la permission à personne. C'est sécuritaire pour les demandeurs d'asile, c'est rassurant pour la population et cela désengorge le Québec qui, soit dit en passant, gère 97 % des demandes irrégulières du Canada.

Le premier ministre va-t-il suspendre l'entente au lieu de rouvrir le chemin Roxham et revenir au même vieux problème?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous faisons ce qui est nécessaire pour d'abord assurer la sécurité de tous les Canadiens par rapport à la COVID-19 et remplir nos obligations internationales en lien avec les demandeurs d'asile.

Nous nous assurons qu'il y a les ressources nécessaires pour bien contrôler ces demandeurs d'asile irréguliers et faire des suivis. Nous allons continuer de travailler avec le gouvernement du Québec et avec le gouvernement américain pour nous assurer que la situation demeure sous contrôle.

* * *

[Traduction]

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, les entreprises canadiennes perdent des contrats dans le monde entier parce que les libéraux n'ont pas réussi à régler la crise des conteneurs, qui s'aggrave de jour en jour.

Les produits agricoles et les produits manufacturiers sont bloqués dans les ports de Vancouver et de Montréal. Les États-Unis ont pris des mesures, et les routes maritimes sont détournées du Canada vers les États-Unis.

Les libéraux continuent à miner la réputation du Canada en tant que partenaire commercial fiable et digne de confiance. Pourquoi le premier ministre a-t-il refusé d'ouvrir une enquête aux termes de la Loi sur les transports au Canada pour résoudre cette crise?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la COVID a perturbé les chaînes d'approvisionnement, et les récents phénomènes météorologiques extrêmes qui ont frappé la Colombie-Britannique ont aggravé la situation. C'est pour cette raison que nous avons pris les devants, notamment en investissant 4 millions de dollars directement dans le port de Vancouver afin d'appuyer la réduction de l'arriéré.

Nous savons qu'il y a encore du travail à faire à court terme et nous le faisons en collaboration avec certains partenaires, dont le gouvernement de la Colombie-Britannique, mais il y a aussi du travail à long terme qui doit être fait.

Je sais que les membres du Parti conservateur du Canada commencent à comprendre que nous devons agir avec détermination et vigueur dans notre lutte contre les changements climatiques. Je suis heureux de voir qu'ils commencent à le reconnaître.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, cela n'a rien à voir avec les changements climatiques ni avec les voies navigables mondiales. Les États-Unis ont remédié à cette crise, et les voies de transport maritime qui avaient pour destination le Canada sont maintenant reroutées vers les États-Unis.

Je suppose que le premier ministre pense également que l'interdiction des exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard est due aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Des centaines d'habitants de l'Île-du-Prince-Édouard ont perdu leur emploi et l'avenir des familles agricoles est incertain. Maintenant, on leur dit qu'il n'est pas garanti que cette question soit réglée avant Noël. C'est inacceptable.

Quand le premier ministre comprendra-t-il qu'il ne s'agit pas d'une petite patate, mais bien d'une grosse patate et que c'est toute notre industrie qui est en péril? Quand agira-t-il pour remédier à cette interdiction d'exportation?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard souffrent et sont inquiets, et les conservateurs trouvent à rire. La situation est très grave.

Nous allons continuer de défendre les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et les pommes de terre qu'ils produisent. Voilà pourquoi nous avons pris des mesures auprès des États-Unis pour mettre fin à cette interdiction d'exportation et garder le contrôle de la situation. Nous soutenons l'Île-du-Prince-Édouard. Nous allons continuer de nous battre pour sa population, malgré les blagues douteuses des conservateurs.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré être « un peu préoccupé » quand il a été questionné à propos du projet de remboursement de taxe du président Biden pour les véhicules électriques, qui exclut les modèles construits ici même au Canada.

Est-il « un peu préoccupé » par les dizaines de milliers d'emplois canadiens qui sont menacés? Est-il « un peu préoccupé » par notre deuxième marché d'exportation en importance?

Les Américains ne font qu'une bouchée du premier ministre. Que faudra-t-il pour qu'il soit très préoccupé par les Canadiens qui sont au chômage à cause de son manque de courage?

• (1450)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, à l'instar de ce que nous avons fait pour les tra-

vailleurs de l'acier et de l'aluminium en prenant des mesures que le chef de l'opposition a qualifiées de stupides, nous continuons à défendre l'industrie canadienne des véhicules électriques de même que ses travailleurs.

J'ai soulevé la question auprès du président Biden lui-même et avec des dirigeants du Congrès à Washington il y a quelques semaines à peine. Je leur ai bien expliqué qu'une telle politique aurait des conséquences négatives majeures, non seulement pour le Canada, mais aussi pour l'industrie automobile américaine. Le Canada et les États-Unis ont la priorité commune de protéger les chaînes d'approvisionnement transfrontalières. Nous continuerons d'insister auprès des États-Unis sur cet enjeu important.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, cela n'a rien à voir avec les chaînes d'approvisionnement. Le président Biden a resserré les mesures relatives à la politique d'achat aux États-Unis, renforcé son programme protectionniste et augmenté les droits de douane imposés au Canada.

Sous la gouverne du premier ministre actuel, notre relation avec notre allié le plus solide est devenue notre plus grand échec. Le premier ministre s'est rendu à Washington, où il a perdu la bataille sur le bois d'œuvre, ainsi que celle sur les agriculteurs, et il est sur le point de perdre celle sur les travailleurs de l'automobile. Il n'a même pas pris la peine de se battre pour les travailleurs du secteur de l'énergie.

Le premier ministre a-t-il tout simplement abandonné?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la députée d'en face devrait savoir que le secteur canadien de l'automobile repose entièrement sur les chaînes d'approvisionnement. C'est exactement ce sur quoi nous travaillons avec les États-Unis, pour leur démontrer que l'intégration entre les économies et entre les chaînes d'approvisionnement canadiennes et américaines est importante pour les emplois, non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis.

Nous avons défendu les métallurgistes et les travailleurs de l'aluminium malgré la capitulation proposée par le Parti conservateur du Canada. Nous avons continué de défendre les Canadiens. Nous continuerons de défendre les travailleurs canadiens.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous sommes en pleine crise climatique, une crise dont nous avons vu les effets dévastateurs en Colombie-Britannique. Nous savons que nous devons agir immédiatement. Le commissaire à l'environnement a fait observer que les subventions du gouvernement libéral ne fonctionnent pas pour réduire les émissions, contrairement à ce qu'il avait prétendu. En fait, elles ne fonctionnent pas du tout.

Pourquoi le premier ministre ne met-il pas un terme aux subventions aux combustibles fossiles une fois pour toutes et n'investit-il pas cet argent dans l'énergie renouvelable, dans la main-d'œuvre et dans la réduction des émissions et la protection de l'environnement?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous faisons. Nous nous sommes engagés à mettre un terme aux subventions pour les combustibles fossiles. Au même moment, nous avons fait des investissements historiques dans la transformation du secteur de l'énergie pour aider les travailleurs partout au pays, pour favoriser les énergies renouvelables et pour promouvoir le genre d'avenir qui nous assurera de l'air et de l'eau plus propres et qui offrira aux Canadiens de meilleures perspectives d'emploi et de carrière. Lors des dernières élections, nous avons présenté le plan le plus ambitieux jamais présenté par un parti pour lutter contre le changement climatique. Les experts disent qu'il est substantiellement plus solide que les autres, même celui du NPD.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, ce sont encore de belles paroles, sans actions concrètes.

Nous vivons une crise climatique qui frappe fort. Nous avons vu les conséquences désastreuses en Colombie-Britannique et nous devons agir. Le commissaire à l'environnement a dit clairement que les subventions aux entreprises pétrolières ne fonctionnent pas pour réduire les émissions.

Pourquoi le premier ministre n'arrête-t-il pas de subventionner les entreprises pétrolières, tout de suite, immédiatement?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, à Glasgow, nous avons annoncé notre intention d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2023, soit deux ans avant l'objectif de nos partenaires du G20, qui visent 2025.

Nous avons également annoncé que le Canada cessera de financer des projets internationaux liés aux combustibles fossiles. De ce côté de la Chambre, nous savons que l'action pour le climat est essentielle et que la lutte contre la crise climatique demande un effort de chacun de nous.

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, depuis les dernières élections, il y a un peu plus de deux mois, des gens de ma circonscription, Davenport, tels que des dirigeants communautaires, des résidents et des groupes comme Pride Toronto, m'écrivent pour me dire qu'ils encouragent le gouvernement fédéral à rapidement présenter de nouveau un projet de loi pour interdire la pratique néfaste que sont les thérapies de conversion.

Le premier ministre peut-il faire le point sur le projet de loi C-4 et l'importance d'interdire les thérapies de conversion pour toute la population canadienne?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Davenport de son travail dans ce dossier. Comme elle, j'ai entendu les témoignages de victimes des thérapies de conversion, et quiconque les a entendus sait que cette ignoble pratique doit cesser.

Cette semaine, nous avons présenté un projet de loi encore plus ferme pour l'interdiction des thérapies de conversion. Au cours de la dernière législature, plus de la moitié du caucus conservateur a voté contre l'interdiction. Malheureusement, le chef de l'opposition

a déjà indiqué qu'il laissera encore les membres du caucus voter de la même façon. Aujourd'hui, je demande à tous les députés de se montrer solidaires des membres de la communauté LGBTQ2 canadienne en appuyant ce projet de loi.

* * *

● (1455)

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, un peu plus tôt lors de la période des questions, le chef du Parti conservateur a demandé au premier ministre quand il allait se décider à défendre les travailleurs du secteur canadien de l'énergie. Le premier ministre a laissé entendre que les emplois dans ce secteur ne sont pas des carrières intéressantes. Je vais lui donner l'occasion de préciser sa pensée.

Le premier ministre est-il d'avis que ceux qui travaillent dans ce secteur, un secteur aux pratiques commerciales équitables et en voie rapide de décarbonisation, ces gens qui travaillent d'arrachepied pour faire fonctionner le Canada pendant notre transition vers une économie à faible intensité de carbone, ont « de bons emplois »?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de me donner l'occasion de répéter ici à la Chambre ce que j'ai dit à maintes et maintes reprises. Nous n'atteindrons pas la carboneutralité d'ici 2050 sans l'aide des bons et extraordinaires travailleurs du secteur de l'énergie en Alberta. Nous ne pourrions pas y arriver si nous ne pouvons pas compter sur l'innovation, les efforts soutenus, l'imagination, la créativité et la motivation des Albertains, des Saskatchewanais, des Terre-Neuviens et des Labradoriens qui travaillent dans le secteur de l'énergie afin de nous assurer d'aller dans la bonne direction. J'ai hâte de continuer à travailler avec eux pour bâtir un avenir meilleur et créer de meilleurs emplois pour tous nos enfants.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, c'est intéressant, parce que le premier ministre incite les Canadiens à consommer de l'énergie à teneur élevée en carbone qui provient de pays peu soucieux de l'éthique, comme l'Arabie saoudite.

Le secteur canadien de l'énergie est en train de décarboner rapidement sa production. D'ici à ce que des solutions de rechange abordables aux produits à teneur élevée en carbone soient facilement accessibles, l'écart doit être comblé par ce secteur.

Si le premier ministre se soucie des travailleurs du secteur canadien de l'énergie autant qu'il le dit, pourquoi ne limite-t-il pas l'importation de produits étrangers à teneur élevée en carbone et contraires à l'éthique provenant de l'Arabie saoudite et du Venezuela, alors que l'Alberta offre déjà des produits énergétiques décarbonés, dont l'émission de carbone est plafonnée et qui sont issus de pratiques commerciales équitables?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout au long de la crise et des années qui l'ont précédée, nous avons collaboré avec le secteur de l'énergie de l'Alberta pour faire progresser des initiatives de décarbonisation, aborder des problèmes comme celui des puits orphelins et investir dans la réduction du méthane. D'ailleurs, à Glasgow, le Canada a pris l'un des engagements les plus importants au monde, qui consiste non seulement à diminuer les émissions de méthane de 30 %, mais aussi à réduire de 75 % les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier.

Questions orales

C'est le genre de leadership que nous pouvons exercer uniquement grâce au partenariat établi avec les travailleurs exceptionnels du secteur canadien de l'énergie, qui, eux aussi, aspirent à un avenir meilleur pour leurs enfants.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, les émissions de gaz à effet de serre au Canada ont, en fait, augmenté chaque année depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir. De plus, le nombre d'emplois chez nous — en particulier dans le secteur des ressources naturelles — a diminué, car les postes sont délocalisés dans d'autres pays qui n'ont pas les mêmes normes éthiques que nous.

Nous aurons besoin de nombreux minéraux issus des terres rares pour fabriquer des éléments comme les batteries de voitures électriques, mais nous savons que, dans certains pays, ce sont des enfants qui travaillent dans l'extraction de ces minéraux particuliers.

Pour fabriquer les batteries qui alimentent les voitures électriques canadiennes, le premier ministre s'engagera-t-il à s'approvisionner en minéraux issus des terres rares dans des mines canadiennes équitables au lieu de délocaliser nos emplois qui sont donnés à des enfants étrangers?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis un certain nombre d'années, nous travaillons à nos partenariats sur les minéraux critiques partout dans le monde afin de montrer qu'il existe bel et bien une solution de rechange, ici même au Canada, aux minéraux provenant de la Chine. Nous disposons de cobalt, de nickel, de lithium, de cuivre ou d'autres métaux essentiels à la production des technologies que nous utilisons tous les jours et sur lesquelles nous nous appuyerons encore plus à l'avenir. Le Canada peut être un fournisseur solide, sûr et fiable de ces minéraux pour répondre à ses besoins et à ceux de ses alliés dans le monde. C'est exactement dans cette direction que nous avançons.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le problème est que le monde n'investit pas au Canada, car le premier ministre fait fuir ceux qui voudraient investir dans nos sources d'énergie éthiques. Franchement, j'estime que son bilan à cet égard est épouvantable.

Je voudrais rappeler quelque chose au premier ministre. De bons emplois, ce sont des emplois éthiques et réglementés dans le secteur des ressources naturelles du Canada. De mauvais emplois, ce sont ceux occupés par des enfants dans des mines de cobalt ailleurs dans le monde. De mauvais emplois, ce sont des emplois que l'on exporte dans des pays où les hommes gais se font assassiner et où les femmes ne sont pas considérées comme des personnes. Les mauvais emplois sont là-bas; les bons emplois, ici.

Quand le premier ministre s'engagera-t-il à soutenir les travailleurs du secteur énergétique de l'Alberta?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout au long de la pandémie, nous avons pris les choses en main: 9 dollars sur 10 versés aux Albertains pendant la pandémie provenaient du gouvernement fédéral. Dans les années antérieures, nous n'avons cessé d'investir dans les infrastructures et les mesures de soutien destinées aux Albertains. Nous avons continué d'être là pour les travailleurs du secteur de l'énergie.

Ce qui n'aide pas les travailleurs du secteur énergétique, c'est de prétendre que les changements climatiques n'existent pas et de ne pas les envisager à la fois comme un défi et une occasion à saisir.

C'est pourtant ce que le Parti conservateur du Canada s'entête à faire depuis 10 ans.

* * *

• (1500)

[Français]

LES AÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, les travailleurs âgés les moins nantis sont plongés dans la misère par Ottawa. Ceux qui ont perdu leur emploi durant la pandémie et qui ont dû toucher la PCU se font couper leur Supplément de revenu garanti, parce que l'argent de la PCU est traité différemment des revenus de travail, même lorsqu'il sert justement à remplacer le revenu de travail. Par exemple, pour le même revenu de 10 000 \$, un travailleur qui se ferait couper 100 \$ par mois de SRG en perd en ce moment 400 \$. C'est 300 \$ de moins chaque mois.

Le premier ministre va-t-il corriger cette injustice?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dès le début de cette pandémie, nous avons promis aux Canadiens que nous serions là pour eux aussi longtemps que nécessaire et que nous ferions tout ce qu'il faut pour les aider. C'est exactement ce que nous sommes en train de faire. Notre priorité a toujours été de soutenir les plus vulnérables. Nous avons mis en œuvre la PCU pour aider les gens durant la pandémie et nous savons que cela a des répercussions sur certaines personnes plus vulnérables. Les ministres travaillent activement sur ce problème pour trouver la bonne solution afin de soutenir les Canadiens. Nous allons toujours être là pour protéger nos aînés, y compris avec le SRG.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, ce n'est pas de cela qu'on parle.

Cela fait des mois que le Bloc québécois a alerté la ministre des Aînés et la ministre des Finances, et rien n'a bougé. Il faut que le premier ministre s'en mêle. Il faut traiter la PCU comme un revenu de travail et il faut que les aînés puissent demander un recalcul des prestations selon leur revenu actuel. C'est simple. Ce cafoillage administratif est en train de plonger des gens dans la misère, et certains voient leur état de santé se détériorer. Certains aînés doivent choisir lequel de leurs médicaments couper parce qu'ils n'ont plus assez de moyens.

Est-ce que le premier ministre va prendre en charge le dossier?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons été là pour nos aînés et nous serons toujours là pour eux. Je peux assurer à la Chambre que nous sommes en train de travailler sur cette question et que nous allons la résoudre très bientôt.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a de la difficulté avec ses priorités.

Questions orales

La semaine dernière, il a approuvé de nouveau l'entrée de migrants illégaux par le chemin Roxham, mais, pendant ce temps, il n'est pas capable de respecter son engagement de ramener 40 000 réfugiés d'Afghanistan. Il peut tout faire pour encourager les migrants illégaux, mais, quand il est temps de ramener ceux qui nous ont aidés en Afghanistan, on attend.

Peut-on savoir à quelle date cela va être réglé?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes de tout cœur avec le peuple afghan, comme nous l'avons toujours été. Nous allons être là pour accueillir 40 000 ressortissants et réfugiés afghans. Comme l'honorable député le sait très bien, le défi, c'est que les talibans empêchent l'accès à l'aéroport ou aux frontières, ce qui ne permet pas aux gens de partir de manière sécuritaire.

Nous allons continuer de travailler avec nos partenaires dans la région et avec nos partenaires à l'international pour accueillir ces réfugiés afghans, parce que les Canadiens veulent en faire plus. Nous allons être là pour aider ces familles afghanes.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je comprends que le premier ministre nous dit qu'il y a des complications et que cela n'est pas évident sur le terrain, mais, en même temps, lorsqu'un engagement est pris, on veut une date et des actions réelles.

Peut-on avoir une idée du temps que cela prendra? Va-t-on y arriver? Ces gens, qui tous les jours sont menacés de se faire tuer par les talibans, peuvent-ils encore croire que le Canada va s'occuper d'eux?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada va être là pour eux. D'ailleurs, nous sommes encore une fois en train de démontrer la générosité extraordinaire des Canadiens, qui veulent accueillir des gens qui font face à des situations atroces et horribles pour eux-mêmes, leur famille et leurs filles. C'est pour cela que nous travaillons avec nos partenaires dans la région pour exercer des pressions sur les talibans afin de pouvoir diriger les réfugiés vers le Canada. Nous sommes plus présents que quasiment n'importe quel autre pays dans le monde pour accueillir les réfugiés. C'est grâce à la générosité et à l'ouverture des Canadiens, et nous pouvons en être très fiers.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je vais répéter ma question.

Le premier ministre peut-il être plus précis quant à la durée? Est-il capable d'avoir une échéance? Actuellement, peut-on nous dire combien de ces réfugiés sont déjà arrivés au Canada et combien il en reste à rapatrier?

• (1505)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada a déjà accueilli des milliers de réfugiés, mais nous avons encore beaucoup à faire. C'est pour cela que nous continuons à exercer des pressions, avec nos alliés à l'international, sur les talibans pour permettre aux gens de quitter l'Afghanistan et de venir dans des pays comme le Canada qui veulent les accueillir en grand nombre. Nous serons là pour accueillir 40 000 réfugiés. C'est ce que veulent les Canadiens et c'est ce que nous ferons ensemble.

L'EMPLOI

Mme Rachel Bendant (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, notre reprise économique va bon train grâce à notre taux élevé de vaccination, et grâce aussi aux mesures d'aide mises en place par notre gouvernement. Je pense par exemple à la Subvention salariale d'urgence du Canada, au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, et j'en passe. Nous en voyons les effets aujourd'hui avec une croissance économique très robuste au troisième trimestre.

Le premier ministre aimerait-il éclairer les membres de l'opposition sur l'état actuel de l'économie, et plus particulièrement sur les derniers chiffres relatifs à l'emploi?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la députée d'Outremont, que je félicite pour sa réélection, a posé une excellente question.

La COVID-19 a eu des répercussions considérables sur les Canadiens et sur nos petites entreprises de tout le pays, mais notre approche pour combattre la récession occasionnée par la COVID-19 fonctionne. Le Canada a récupéré 101 % des emplois perdus contre seulement 81 % aux États-Unis.

Nous continuerons à soutenir nos travailleurs et nos petites entreprises pour en finir avec le combat contre la COVID-19 et permettre à notre économie de reprendre en force.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, lorsque l'Afghanistan est tombé aux mains des talibans plus tôt cette année, le premier ministre a fait croire à des milliers d'Afghans qui travaillaient aux côtés de nos militaires que le Canada assurerait leur sécurité. Le ministère de la Défense nationale a reçu plus de 23 000 demandes de la part des interprètes et des employés de soutien afghans qui ont servi avec nous. Pourtant, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ne traite que 14 500 demandes. Cela signifie que plus de 9 000 interprètes et employés de soutien afghans n'ont pas été invités à présenter une demande.

Quand le premier ministre fera-t-il venir au Canada les 40 000 ressortissants afghans, comme il l'a promis?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le Canada demeure ferme dans son engagement d'accueillir 40 000 réfugiés afghans. Nous travaillons sans relâche pour rester en contact avec ceux qui sont encore en Afghanistan et qui souhaitent venir s'établir au Canada, et pour continuer de les appuyer.

IRCC a mobilisé l'ensemble de son réseau mondial pour traiter les demandes et délivrer des visas de toute urgence. Nous allons continuer de faire tout ce que nous pouvons pour aider le peuple afghan, non pas parce que c'est ce que veut le gouvernement — ce qui est bien le cas —, mais parce que c'est ce que les Canadiens attendent de nous. Voilà précisément pourquoi nous travaillons en ce sens.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je peux dire au premier ministre que les anciens combattants du Canada ont fait plus que leur part pour protéger leurs amis afghans qui ont été laissés derrière. Ils ont établi des refuges pour protéger des centaines d'interprètes afghans et leurs familles, mais lorsque les anciens combattants qui géraient ces refuges ont demandé au gouvernement de leur accorder une aide de 5 millions de dollars, les libéraux ont dit non. Nos amis afghans ont été forcés de partir, et maintenant ils tentent d'échapper aux griffes des talibans.

Je demande à nouveau: le premier ministre peut-il dire aux 40 000 réfugiés afghans quand exactement ils peuvent s'attendre à venir au Canada?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'obstacle le plus important et le plus difficile à surmonter pour faire sortir les gens de l'Afghanistan demeure l'absence de routes sécuritaires et sécurisées pour quitter le pays. Nous continuerons à faire tout ce que nous pouvons pour la population afghane.

Je tiens à saluer et à remercier tous les organismes, y compris les regroupements d'anciens combattants et les ONG qui ont soutenu les troupes canadiennes sur le terrain, ainsi que les agents d'IRCC qui aident les Afghans à quitter le pays.

Nous allons accueillir 40 000 Afghans au Canada. Nous allons continuer à faire pression sur les talibans afin que les gens puissent quitter le pays en toute sécurité.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, nos anciens combattants et toutes ces organisations non gouvernementales ont dû intervenir faute d'action par le gouvernement. Nous sommes partis en laissant le personnel de soutien et les interprètes afghans en pâture à la brutalité des talibans, qui les pourchassent depuis. Nos anciens combattants font tout en leur pouvoir pour protéger ces personnes, y compris leur noliser un vol vers un tiers pays sûr, mais il semble que le premier ministre ne s'en soucie que lorsque nous sommes en campagne électorale.

Au nom de nos anciens combattants, au nom des membres des Forces armées canadiennes et au nom des 40 000 Afghans qu'il a promis d'accueillir au Canada, le premier ministre peut-il nous dire à quelle date ces Afghans arriveront au Canada?

• (1510)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous travaillons sans relâche pour accueillir ces 40 000 réfugiés afghans au Canada dès que possible. Nous collaborons avec la communauté internationale pour exercer de la pression sur les talibans afin qu'ils permettent des routes plus sûres hors du pays. Nous avons montré notre capacité à les accueillir.

J'aimerais rappeler au député, qui était là aux élections de 2015, que lorsque son gouvernement a tourné le dos aux réfugiés syriens, les Canadiens ont réagi et accueilli 40 000 réfugiés syriens au cours des premiers mois de 2015-2016. C'est pour cette raison que nous avons intensifié nos efforts à l'époque et que nous ferons exactement de même aujourd'hui pour les Afghans. Je n'ai pas de leçons à recevoir du Parti conservateur.

Questions orales

L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, cet été, ma province, la Colombie-Britannique, a été touchée par des incendies ravageurs. Ces dernières semaines, ce sont des pluies torrentielles qui s'y sont abattues, provoquant des inondations et des glissements de terrain dans les collectivités de tout l'intérieur de la province et dans la vallée du Fraser. Cette catastrophe a coûté la vie à au moins quatre personnes et a détérioré d'innombrables maisons, entreprises et exploitations agricoles familiales.

Le premier ministre peut-il informer la Chambre de ce que le gouvernement fait pour aider les Britanno-Colombiens à traverser cette épreuve?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue le député de Surrey—Newton de sa question et de son travail acharné pour aider les autres députés de la Colombie-Britannique.

Les Britanno-Colombiens peuvent avoir la certitude que nous serons toujours là pour eux en cas de catastrophe naturelle, comme nous l'avons été pour ces inondations. Les Forces armées canadiennes sont sur place, et nous collaborons avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour ce qui est des interventions immédiates et des futures reconstructions. Avec la province, nous avons chacun décidé de verser un montant équivalent pour chaque dollar donné à la Croix-Rouge, ce qui triple tous les dons des Canadiens.

Le gouvernement demeure déterminé à aider les Britanno-Colombiens, que ce soit pour l'intervention immédiate ou la reconstruction. Nous serons là pour eux.

* * *

LA SANTÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, en cette Journée mondiale du sida, ma pensée accompagne les nombreux Canadiens qui ont vu un être cher ou des amis proches être emportés par le VIH-sida. Le pire, c'est que nous disposons actuellement de tous les outils pour éradiquer le VIH-sida. Ce qu'il manque, c'est un plan pour éliminer les obstacles auxquels se butent les personnes les plus vulnérables.

Pourquoi le Canada n'a-t-il pas un plan pour éradiquer pour de bon le VIH-sida?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a de nombreuses années, le Canada a signé le pacte mondial pour éliminer le VIH-sida, la malaria et la tuberculose. Nous collaborons avec des collègues et des partenaires à l'échelle internationale pour atteindre cet objectif et nous redoublons même d'efforts sur la scène nationale pour soutenir les personnes atteintes du VIH-sida et prévenir de nouvelles tragédies et difficultés liées à cette maladie.

Le Canada a fait d'immenses progrès pour lutter contre la stigmatisation entourant le VIH-sida. Nous avons fait beaucoup de chemin depuis la première fois où nous avons célébré la Journée mondiale du sida un 1^{er} décembre.

Je me réjouis de voir un si grand nombre de députés se porter solidaires de la communauté LGBTQ2 et également de toutes les personnes qui souffrent des conséquences du VIH-sida.

[Français]

Le Président: C'est tout le temps que nous avons pour la période des questions orales.

Affaires courantes

L'honorable député de Montarville invoque le Règlement.

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante: Que la Chambre félicite la Barbade de s'être affranchie de la monarchie britannique.

Le Président: Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je demanderai seulement à ceux qui s'opposent à la demande d'exprimer leur désaccord.

Des voix: Oh, oh!

[Traduction]

Le Président: Je rappelle simplement à tout le monde qu'il n'est pas permis de chanter dans cette enceinte à moins que ce ne soit pour entonner l'hymne national au moment prévu à cette fin.

[Français]

Par conséquent, que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

* * *

• (1515)

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

(Projet de loi C-4. L'ordre du jour appelle: Ordres émanant du gouvernement:)

Le 29 novembre 2021 — Le ministre de la Justice — deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des droits de la personne du projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion).

L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC): Je demande aujourd'hui le consentement unanime de la Chambre pour adopter la motion suivante. Je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, le projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion), soit réputé lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier, réputé étudié en comité plénier, réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement, réputé adopté à l'étape du rapport et réputé lu une troisième fois et adopté.

Le Président: Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je demanderais seulement à ceux qui s'opposent à la demande d'exprimer leur désaccord.

Par conséquent, que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose la motion veuillent bien dire non.

Comme il n'y a pas de voix dissidentes, le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

Comme il n'y a pas de voix dissidentes, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée, le projet de loi est réputé lu pour la deuxième fois et avoir été renvoyé à un comité plénier, avoir fait l'objet d'un rapport sans proposition d'amendement, avoir été agréé, lu pour la troisième fois et adopté.)

[Français]

LE BUREAU DE RÉGIE INTERNE

Le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les députés suivants ont été nommés membres du Bureau de régie interne, aux fins et en vertu des dispositions du paragraphe 50(2) de la Loi sur le Parlement du Canada.

Il s'agit de l'honorable Dominic LeBlanc et de l'honorable Mark Holland, membres du Conseil privé de la Reine; de l'honorable Steven MacKinnon et de Mme Ruby Sahota, représentants du groupe parlementaire libéral; de M. Gérard Deltell et de M. Blake Richards, représentants du groupe parlementaire conservateur; de Mme Claude DeBellefeuille, représentante du groupe parlementaire bloquiste; et de M. Peter Julian, représentant du groupe parlementaire néo-démocrate.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Le Président: Il est de mon devoir de déposer sur le bureau, conformément au paragraphe 94(2) de la Loi sur l'accès à l'information et au paragraphe 72(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, les rapports du vérificateur général du Canada sur l'application de ces lois pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

• (1520)

[Traduction]

Conformément à l'article 108(3)h) du Règlement, ces rapports sont renvoyés d'office au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

* * *

LA LOI SUR L'ÉVALUATION D'IMPACT

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD) demande à présenter le projet de loi C-205, Loi modifiant la Loi sur l'évaluation d'impact.

— Monsieur le Président, j'ai le grand honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter mon projet de loi, Loi modifiant la Loi sur l'évaluation d'impact. Je tiens à remercier le député d'Edmonton Griesbach, mon collègue du caucus du NPD de l'Alberta, d'avoir accepté d'appuyer ce projet de loi. Je tiens également à remercier les députés de Victoria et d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de m'avoir aidée et soutenue pour l'élaboration de ce projet de loi. Ce projet de loi essentiel tombe à un moment on ne peut plus opportun, et je compte sur l'appui de tous les parlementaires pour faire en sorte qu'il soit adopté.

Cette mesure législative vise à protéger nos chères montagnes Rocheuses et à instaurer des mesures de protection fondamentales pour notre eau, nos espaces sauvages et nos espèces en voie de disparition. On y reconnaît le travail incroyable que des leaders autochtones comme Latasha Calf Robe et les Niitsitapi Water Protectors ont accompli pour défendre le territoire. Ce projet de loi concerne la protection de l'environnement, ainsi que des militants comme Kevin Van Tighem, Lorne Fitch et tant d'autres qui se sont battus sans relâche contre les intérêts des grandes entreprises qui détruisent notre environnement pour de l'argent.

Notre avenir n'est pas dans le charbon. Lorsque ce projet de loi entrera en vigueur, tous les projets de mine de charbon feront l'objet d'une évaluation d'impact environnemental du gouvernement fédéral, et ce, quelle que soit leur taille. C'est essentiel. Je suis certes heureuse que l'ancien ministre de l'Environnement et du Changement climatique ait adopté cette politique, mais encore faut-il qu'elle soit inscrite dans la loi afin qu'aucun futur gouvernement ne puisse plus jamais mettre en péril les magnifiques Rocheuses canadiennes et leur versant est.

Je vais terminer cette présentation sur les mots de mon artiste albertain préféré, Corb Lund:

Ici, c'est ma prairie, ma maison.
Je vais défendre cet endroit et j'y mourrai seul.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

PÉTITIONS

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je suis encore un peu émue par cette merveilleuse démonstration d'unité dans cette enceinte.

Je prends la parole pour présenter une pétition au nom des habitants de ma communauté et d'ailleurs. Les pétitionnaires sont inquiets de constater que le gouvernement du Canada ne respecte pas les dispositions de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Ils sont particulièrement bouleversés par les activités qui se déroulent sur le territoire des Wet'suwet'en, où les chefs héréditaires et d'autres personnes se tiennent debout pour protéger toute la population en faisant en sorte que les combustibles fossiles demeurent dans le sol. J'ouvre une brève parenthèse pour faire remarquer que, récemment, une approche militarisée a été adoptée pour arrêter les protecteurs de la terre ainsi que des journalistes, ce qui soulève de profondes inquiétudes.

Les pétitionnaires prient le gouvernement du Canada, la population canadienne et la Chambre des communes de faire tout leur possible pour respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, et ce, partout au pays, surtout sur le territoire des Wet'suwet'en.

• (1525)

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier les résidents de la circonscription de Peace River—Westlock, et plus particulièrement ceux des villes de Swan Hills et de Fox Creek.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître que les villes de Fox Creek et de Swan Hills sont des collectivités rurales éloignées, situées à une altitude parmi les plus élevées au pays. Ils demandent au gouvernement de reconnaître que le fait de vivre dans ces collectivités rend la vie plus chère et souhaitent obtenir une plus grande déduction fiscale pour les habitants des régions éloignées. Ces collectivités se trouvent à environ 12 kilomètres sous la limite établie. Si cette ligne géographique pouvait être légèrement ajustée, les signataires se retrouveraient en zone intermédiaire et bénéficieraient ainsi d'une plus grande déduction fiscale pour les habitants des régions éloignées. Les résidents de Fox

Décision de la présidence

Creek et de Swan Hills le demandent, et j'attends avec impatience la réponse du gouvernement à cette pétition.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

PRIVILÈGE

ALLÉGATIONS CONCERNANT LE GREFFIER DE LA CHAMBRE — DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 23 novembre 2021 par le député de Barrie—Innisfil concernant des allégations au sujet du greffier de la Chambre.

D'entrée de jeu, je tiens à souligner que le greffier s'est récusé de ce dossier et n'a pas participé à la préparation de cette décision.

Dans ses observations, le député de Barrie—Innisfil s'est dit troublé par un reportage il y a quelques semaines par la CBC concernant le greffier. Selon le député, la Chambre doit défendre sa dignité et son intégrité et c'est pourquoi cette affaire devrait être renvoyée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. La députée de Calgary Nose Hill a aussi exprimé des préoccupations au sujet de la façon dont sont traitées les plaintes de harcèlement, ajoutant que si les employés ne pouvaient pas faire leur travail en toute sécurité, les députés ne pourraient pas non plus remplir leurs fonctions parlementaires de manière adéquate.

[Français]

Pour sa part, le leader du gouvernement à la Chambre a souligné que la Chambre ne doit pas servir à propager des rumeurs et n'est pas l'endroit approprié pour délibérer de cette question, puisque les personnes impliquées n'ont pas une voix pour y être représentées. À son avis, ainsi que de celui des députés de Saint-Jean et de New Westminster—Burnaby, le Bureau de régie interne est le forum qui permet de traiter ce genre d'affaires.

[Traduction]

Avant toute chose, la présidence se doit de réitérer, suite à certains propos mentionnés par les députées de Calgary Nose Hill et de Saint-Jean concernant le harcèlement, que des mécanismes sont bel et bien en place à la Chambre des communes pour traiter de toutes formes de harcèlement afin que le lieu de travail soit sécuritaire et sain pour tous. En effet, tant au niveau des députés et leur personnel que de l'Administration de la Chambre, des politiques sont en place afin de prévenir le harcèlement en milieu de travail et d'enquêter les plaintes. Plus tôt cette année, ces politiques ont été mises à jour afin de refléter les plus récentes exigences statutaires. Que les députés de cette Chambre soient rassurés que toute plainte est traitée avec le sérieux et la diligence qui s'imposent selon des processus bien établis.

[Français]

Ce n'est pas dans l'intérêt de quiconque que des allégations de ce type soient traitées sur le parquet de la Chambre des communes.

L'Adresse

Cela dit, étant donné les préoccupations soulevées dans les correspondances de septembre 2021 de la députée de Calgary Nose Hill quant à la politique s'appliquant aux députés, l'Administration de la Chambre procède à un examen de cette politique et de son application. Elle en fera ensuite rapport au Bureau de régie interne, qui pourra considérer et déterminer si des modifications à la politique sont nécessaires. La question sera abordée lors de la prochaine réunion du Bureau de régie interne.

En ce qui concerne les allégations contre le greffier, la présidence est d'avis que le forum le plus approprié pour traiter de ces questions est le Bureau de régie interne. Il s'agit de l'organe administratif responsable des questions touchant les ressources humaines.

• (1530)

[Traduction]

En effet, l'article 52.3 de la Loi sur le Parlement confère au Bureau de régie interne compétence sur les questions administratives et de personnel. Comme mentionné, cette affaire sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Bureau. Le Bureau étant déjà saisi de cette question, la présidence ne peut donc conclure à ce stade-ci qu'il y a, à première vue, matière à question de privilège. Par contre, advenant que des députés considèrent que certaines composantes reliées au privilège doivent toujours être évoquées à la Chambre suite à la conclusion de l'étude de cette question par le Bureau de régie interne, il serait possible de les soulever à ce moment.

Je remercie les députés de leur attention.

DISCOURS DU TRÔNE

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 30 novembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Le Président: Nous reprenons le débat.

L'honorable députée de Repentigny a trois minutes pour terminer son discours.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, lorsque j'ai été interrompue hier soir, je parlais d'une publication d'avril 2019 de l'Agence de la santé publique du Canada dans laquelle on fait le lien entre les changements climatiques et la santé.

Le gouvernement dit haut et fort qu'il faut absolument écouter la science. Je porterai donc à l'attention de la Chambre une autre étude publiée durant la COP26 par la très renommée revue *The Lancet* dont j'ai traduit librement le titre: « La voix des jeunes sur l'anxiété climatique, la trahison du gouvernement et les blessures morales: un phénomène mondial ».

Le titre est assurément évocateur, et ce recensement est le fruit d'une enquête dans 10 pays auprès de plus de 15 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans. Je parle ici de cette étude parce qu'elle touche le cœur de nos responsabilités en tant qu'élus du peuple. Elle aborde directement les liens entre les perceptions des jeunes de 16 à 25 ans face aux États, à l'autorité des gouvernements et aux responsabilités

qu'ils ont envers cette génération, et ce, concernant un seul dossier, celui de la crise climatique.

Regardons quelques chiffres. Près de 60 % de ces jeunes se disent très inquiets ou extrêmement inquiets à l'égard de cette crise; 83 % sont d'avis qu'on n'a pas pris soin de la planète; et 65 % considèrent que les gouvernements ont abandonné la jeunesse et qu'ils mentent sur les actions promises. Suivent, de très près, leur sentiment de trahison envers les générations futures et le fait que les gouvernements font fi de la détresse qu'ils expriment.

Ce que nous en comprenons est que les pensées négatives, les inquiétudes sur les impacts de la crise climatique dans plusieurs sphères de leur vie sont en corrélation directe avec les sentiments de trahison, les réponses insuffisantes et, pire, la lâcheté de la part des gouvernements.

Parlons un peu du rapport du commissaire à l'environnement DeMarco. Son contenu limpide et dévastateur témoigne non seulement de l'urgence d'agir, mais il confirme également les intuitions du Bloc et ce que nous proposons depuis de nombreuses années.

Si l'on était tenté de jeter tout le blâme sur les années Harper, je rappellerais que le gouvernement libéral a choisi d'attendre quatre ans avant de ratifier le Protocole de Kyoto. En 2002, ce gouvernement libéral faisait la promesse de réduire de 6 % les émissions de gaz à effet de serre, mais aucun plan n'avait été établi. Sur le terrain, rien n'a été mis en place et on connaît la suite.

Je le dis maintenant et je le répéterai tout au long de cette législature: le Bloc québécois ne permettra pas au gouvernement de poursuivre un double discours, c'est-à-dire des politiques paradoxales et contradictoires qui seraient nuisibles à l'action climatique.

Je ne permettrai pas non plus à la fédération canadienne de faire du millage diplomatique en se fiant aux progrès notables, mais insuffisants, du Québec et de plusieurs provinces par le maintien de politiques et de fonds publics qui, depuis 30 ans, contribuent à détruire la planète.

Je deviendrai grand-mère pour la toute première fois en janvier prochain. Je ne détournerai pas le regard et ne baisserai pas les bras.

Au Bloc québécois, nous sommes résolus. Quel que soit leur dossier, mes collègues sont toutes et tous préoccupés par l'environnement. Ensemble, nous saurons travailler pour le Québec, pour sa jeunesse et pour son avenir.

• (1535)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, d'abord et avant tout, je tiens à vous féliciter d'avoir été reconduite dans vos fonctions de vice-présidente adjointe. Je sais que beaucoup de mes collègues sont heureux de vous voir occuper le fauteuil.

J'entends sans cesse les députés du Bloc parler des soins de santé et de la question des champs de compétence. Lorsqu'on examine le discours du Trône et certaines des mesures prises par le gouvernement libéral, aujourd'hui comme hier, on constate un engagement solide dans des dossiers comme les soins de longue durée, le coût des produits pharmaceutiques et la santé mentale. Il s'agit d'enjeux nationaux importants, et le gouvernement fédéral s'est engagé à collaborer avec les autres ordres de gouvernement pour s'assurer que ces questions cruciales sont réglées.

L'Adresse

Je me demande si la députée pourrait nous dire pourquoi il est essentiel que le gouvernement national agisse dans ces dossiers qui revêtent une importance pour ses concitoyens à elle et pour les miens.

[Français]

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

J'aimerais simplement lui dire que, pour ce qui est des problèmes liés à la santé, cela relève du Québec et des provinces. Ce sont elles qui ont ces compétences.

Ce qui relève du gouvernement fédéral, ce sont les transferts en santé, mais aussi la mise en œuvre de mesures pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et contre la pollution atmosphérique qui génère des maladies pulmonaires, cardiaques et rénales.

Non seulement le gouvernement ne s'occupe pas de cela, mais il ose s'occuper de ce qui relève des compétences du Québec et des provinces. Les libéraux agissent contre la santé et nous donnent ensuite des leçons.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours. On reconnaît sa passion et son engagement en faveur de l'environnement. Avant de poser ma question, je tiens à la féliciter pour le prochain titre qu'elle va obtenir, celui de grand-maman. C'est un titre extrêmement prestigieux. Je suis sûr que cela va lui apporter beaucoup de bonheur et de plaisir.

Je vais l'amener sur le terrain des libéraux qui disent une chose, mais qui font le contraire malheureusement. Il y a un exemple très simple. Ils ont promis de mettre fin aux subventions données aux compagnies pétrolières et gazières. Après cela, ils disent qu'ils vont mettre fin aux subventions inefficaces. On pourrait croire que c'est le ministre de l'Environnement et du Changement climatique qui définit ce qu'est une subvention efficace ou inefficace, mais non, c'est le ministre des Finances qui définit ce qu'est une subvention efficace ou inefficace.

Qu'est-ce que cela dit, selon elle, sur la volonté réelle des libéraux de tourner la page sur les combustibles fossiles?

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je remercie sincèrement le député de Rosemont—La Petite-Patrie de son intervention.

Pour ce qui est des subventions efficaces ou inefficaces, on joue sur les mots. Elles sont toutes inefficaces, parce que toutes les subventions à l'industrie pétrolière et gazière font en sorte de générer des gaz à effet de serre et son pendant, des problèmes en santé, comme je l'ai dit souvent.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie ma chère collègue de Repentigny de son discours et de son travail, ainsi que de son profond engagement pour protéger notre planète, face à l'urgence climatique.

Je me demande si elle est troublée aussi par le fait qu'il manque dans le discours du Trône les autres promesses faites par les libéraux dans les autres campagnes. Par exemple, le discours du Trône ne contient rien sur la transition équitable. Dans la dernière campagne, l'ancien ministre de l'Environnement et du Changement climatique a promis d'éliminer les exportations de charbon. Cela n'est pas non plus dans le discours du Trône.

Je voudrais avoir les commentaires de la députée à ce sujet.

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Saanich—Gulf Islands de sa question.

Pour ce qui est de la transition équitable, il me semble que, pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis un projet de loi là-dessus. Nous allons nous assurer de regarder cela attentivement. C'est sûr qu'il n'y aura pas de gain dans la lutte contre les changements si on n'est pas capable d'amener les travailleurs avec nous. Il y a toujours ce double discours. Il n'y avait pas grand-chose dans le discours du Trône, que je qualifierais d'insipide. Pour revenir à ce que disait tantôt mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie, il y a cette façon de subventionner sous de beaux titres comme le Fonds de réduction des émissions. Cela, c'est une création du gouvernement libéral. Enfin...

● (1540)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. C'est le temps de reprendre le débat avec l'honorable députée de Kanata—Carleton.

[Traduction]

Mme Jenna Sudds (Kanata—Carleton, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole aujourd'hui avec le député de Kingston et les Îles.

Je suis honorée d'intervenir pour la première fois à la Chambre des communes afin de représenter les gens formidables des quatre coins de Kanata—Carleton. Tout d'abord, je tiens à souligner que nous sommes rassemblés sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe. Ma gratitude, mon admiration envers cette institution et mon engagement à susciter des changements positifs pour les Canadiens n'ont jamais été aussi forts.

Je félicite sincèrement tous mes collègues de leur élection, ainsi que vous, madame la Présidente.

J'exprime ma gratitude sincère aux personnes qui ont voté pour moi et qui se fient à moi pour les représenter à la Chambre des communes. Je ne prends pas cette responsabilité à la légère. Je suis ici parce que ces personnes me font confiance. Je les en remercie sincèrement.

Je remercie également tous les citoyens qui ont voté et toutes les personnes qui ont pris le temps de m'écrire pour me faire part de leurs préoccupations ou de s'entretenir avec moi au cours des derniers mois.

C'est le concours d'innombrables bénévoles qui rend possible la tenue de campagnes électorales. Je suis extrêmement reconnaissante à ceux qui ont fait du porte-à-porte avec moi, qui ont veillé au bon fonctionnement de mon bureau de campagne et qui ont organisé le travail des bénévoles.

[Français]

Je suis toujours émerveillée de voir ces gens incroyables consacrer, avec tant de générosité, leur temps et leurs ressources à une campagne électorale.

[Traduction]

Je remercie tous mes bénévoles.

Je remercie mon époux Tim, qui travaille dans l'ombre, pour le soutien inébranlable qu'il m'offre et pour être pour moi un compagnon extraordinaire et un père formidable pour nos filles. Jamais je n'aurais pu me lancer dans cette aventure sans lui.

L'Adresse

Évidemment, ce sont mes filles. Elles représentent ma plus grande réussite et j'estime que j'ai vraiment de la chance. Mes filles sont plus importantes que tout et elles inspirent ce que je fais. Je tiens à remercier mes filles, Riley, Ryan et Brynn, pour les câlins et les mots d'encouragement à leur maman quand elle en a besoin. Elles sont d'extraordinaires jeunes femmes, et je suis impatiente de voir ce que le monde leur réserve.

Je tiens à remercier mon père Bob et sa partenaire Kim, aussi appelés poseurs d'enseignes en chef. Ils sont mes partisans les plus dévoués et des grands-parents extraordinaires.

Les mots me manquent pour remercier ma sœur Melissa pour tout ce qu'elle fait pour moi et les filles.

Bien que ma mère Jean soit très loin, je reçois son soutien et ses encouragements tous les jours. Et j'en suis très reconnaissante.

J'ai eu la chance d'avoir des dirigeants politiques qui m'ont encouragé à me présenter. J'aimerais d'abord remercier Marianne Wilkinson, première mairesse de Kanata, puis conseillère municipale de Kanata, de m'avoir encouragée à me présenter aux élections municipales. Deuxièmement, j'aimerais remercier l'ex-députée de Kanata—Carleton Karen McCrimmon, dont le travail et la détermination ont tant aidé notre collectivité et dont l'amitié m'est très précieuse.

Enfin, j'aimerais souligner l'influence que ma regrettée grand-mère a eue sur moi. C'était une force de la nature avec laquelle il fallait compter. Elle avait un cœur d'or et était toujours prête à aider les autres. Ce sont des leçons que j'ai apprises d'elle et que je chéris toujours.

● (1545)

[Français]

Aujourd'hui, j'aimerais aborder quelques-uns des faits saillants du discours du Trône qui, à mon avis, comptent le plus pour les résidents de Kanata—Carleton.

[Traduction]

Kanata—Carleton est une circonscription diversifiée, dotée d'un centre dynamique à Kanata, de magnifiques villages à Carp et Dunrobin, de collectivités pittoresques le long de la rivière à Constance Bay et Buckham's Bay, du charmant village de Fitzroy Harbour et d'extraordinaires espaces verts s'étendant jusqu'à West Carleton. Si la diversité de notre région est prometteuse, elle apporte aussi des défis. Les 21 derniers mois ont été très difficiles pour de nombreuses personnes au pays et dans notre collectivité. Compte tenu des nombreuses restrictions que nous avons vécues pendant toute la pandémie, les résidents de Kanata—Carleton ont été chanceux de pouvoir compter sur nos magnifiques espaces verts et sentiers pédestres pour rester actifs. Je suis extrêmement reconnaissante de pouvoir bénéficier de ces espaces verts et de la proximité de la nature.

Pour répondre à la pandémie de COVID-19, notre gouvernement a adopté des mesures de soutien ciblées destinées aux personnes qui en ont le plus besoin et il continuera d'aider les Canadiens jusqu'à la fin de la pandémie.

Notre économie s'est révélée incroyablement résiliente. Même s'il faut reconnaître que les entreprises ont souffert tout au long de la pandémie, certaines ont prospéré. J'ai vu des petites entreprises, des cafés locaux aux grandes entreprises de notre parc technologique, innover et changer leur façon de fonctionner pour assurer la

sécurité de leurs employés et de leurs collectivités. Les marchés locaux extérieurs, comme les marchés fermiers de Carp et de Kanata, sont devenus des lieux où les gens peuvent venir faire des achats tout en pratiquant la distanciation physique. Les résidents n'ont pas baissé les bras devant les difficultés, ils ont plutôt foncé et innové en vue d'un avenir meilleur.

Nous sommes vraiment un pays d'innovateurs et je suis extrêmement fière des projets d'innovation qui ont été réalisés dans ma collectivité, dans le parc technologique de Kanata-Nord et ailleurs. La transformation numérique et l'automatisation ont des répercussions sur tous les secteurs de notre économie. Une occasion en or s'offre au Canada de se tailler une position de chef de file dans de nombreux domaines. Il suffit de penser à l'industrie agricole. À preuve, la ferme intelligente d'Ottawa, le terrain de jeu agrotechnologique révolutionnaire dirigé par Investir Ottawa, est un chef de file.

Le Canada a beaucoup de chance. Nous possédons les ressources naturelles, le talent et l'esprit créatif nécessaires pour aider non seulement le Canada, mais le monde entier à lutter contre la crise climatique. Nous ne pouvons pas hésiter à prendre des mesures audacieuses pour lutter contre les changements climatiques. Les événements météorologiques extrêmes se multiplient. Au cours des cinq dernières années, Kanata—Carleton a été balayé par une tornade et touché par une inondation. Les effets en ont été dévastateurs. Nous devons agir rapidement. Je sais qu'au cours des mois et des années à venir les innovateurs de ma collectivité seront mis à profit pour appuyer l'engagement du gouvernement à lutter contre les changements climatiques. Je sais que ceux qui se montreront à la hauteur connaîtront sans aucun doute beaucoup de succès.

Il est essentiel d'investir dans le transport en commun et je suis reconnaissante que notre gouvernement s'engage à financer le train léger électrique propre ainsi qu'un projet pilote de navette pour véhicules autonomes pour un aménagement du dernier kilomètre à Kanata—Carleton. Nous devons nous assurer que de l'argent est investi dès maintenant dans les solutions de mobilité propre afin de minimiser notre empreinte carbone actuelle et future.

Il va sans dire que la pandémie de COVID-19 a entraîné un retour en arrière après des décennies de progrès en matière de participation des femmes au marché du travail. Encore une fois, ce sont surtout les femmes qui ont cessé de travailler pour s'occuper davantage des enfants et des personnes âgées en raison du confinement et des fermetures d'écoles. Nous devons inverser cette tendance. Je suis certaine que le plan de notre gouvernement visant à mettre en place des services de garde d'enfants abordables et de qualité aura une incidence énorme et engendrera des retombées économiques qui permettront à plus de femmes de participer au marché du travail. Même si l'Ontario ne s'est pas encore engagée, je reste déterminée à mener ce plan à terme. Je sais que ce plan permettra aux mères et aux pères de Kanata—Carleton de s'en tirer beaucoup mieux.

Comme le Canada, Kanata—Carleton est une collectivité très diversifiée. Malheureusement, on assiste à une augmentation alarmante de la haine et du racisme. À l'instar du gouvernement, je suis déterminée à lutter contre la haine et le racisme. J'attends avec impatience le renouvellement de la stratégie contre le racisme du gouvernement ainsi que les travaux qui s'imposent pour lutter contre la haine en ligne qui, malheureusement, continue de s'accroître.

L'Adresse

Il faut également souligner le rôle du Canada sur la scène internationale. En effet, le Canada doit continuer de collaborer avec ses partenaires étrangers. La pandémie nous a appris beaucoup de choses, notamment que le monde est très petit.

Il faut continuer de se battre pour l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est un dossier qui me préoccupe, car j'ai trois filles. En tant que politicienne à la Chambre, où les hommes sont majoritaires, et qu'ancienne cadre dans le secteur de la haute technologie, je sais qu'il y a beaucoup de travail à faire. Je suis fière des engagements que le gouvernement a pris, mais je sais qu'il reste beaucoup à faire.

Enfin, je suis extrêmement fière d'être canadienne.

• (1550)

[Français]

Je le dis et je le répète: je suis extrêmement fière d'être Canadienne.

[Traduction]

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, puisque c'est la première fois que je prends la parole depuis le début de la présente session parlementaire, je tiens à vous féliciter de votre réélection à la présidence. Je voudrais également remercier les habitants de Sarnia—Lambton qui m'ont élue une troisième fois pour les représenter.

La députée d'en face a parlé de certaines des restrictions que nous avons connues à cause de la COVID-19. Le droit de tous les Canadiens d'entrer au pays et d'en sortir, en toute liberté, est garanti par la Charte. À la suite des politiques adoptées par le gouvernement libéral sur les déplacements en avion, en train et en bateau, les gens qui ne sont pas doublement vaccinés ne peuvent pas traverser la frontière terrestre et sont, dans la pratique, bloqués au pays.

Quelles mesures d'adaptation, comme les tests de dépistage, l'équipement de protection individuelle et la quarantaine, le gouvernement mettra-t-il en place pour redonner à des millions de Canadiens le droit qui leur est garanti par la Charte?

Mme Jenna Sudds: Madame la Présidente, je ne me gênerai pas pour m'enorgueillir du travail effectué par le gouvernement pour protéger les Canadiens. Que ce soit par le déploiement rapide des programmes de subvention salariale, de Prestation canadienne d'urgence et d'aide au loyer pour les entreprises ou, plus récemment, par notre travail à la Chambre, nous sommes là pour appuyer les Canadiens. Les temps sont difficiles. Comme je viens de le dire, cette pandémie nous a appris à quel point le monde est petit. Je suis donc fière des mesures que nous avons prises et que nous continuerons de prendre pour protéger les Canadiens.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, j'ai cru un instant que vous ne vouliez pas recevoir mes félicitations pour votre retour à cette chaise. Je vous promets que nous aurons des après-midis de pur plaisir, comme c'était le cas lors de la dernière législature. Je vous adresse mes félicitations. Je suis content de vous voir.

Je félicite aussi ma collègue d'en face. Son premier discours était très beau. Elle a d'ailleurs souligné, avec une certaine émotion dans la voix, le soutien qu'elle reçoit de son conjoint et de ses enfants. Elle est meilleure que moi sur ce plan, car, chaque fois que je parle de mes enfants et de ma conjointe, je suis incapable de m'empêcher

d'avoir une larme. Je suis peut-être trop émotif. Quoi qu'il en soit, je lui dis bravo et la félicite de son premier discours.

Ma collègue a mentionné deux choses. Elle a d'abord parlé du fait que la Chambre était dominée par des hommes. Cela est vrai en nombre, mais je tiens à dire que l'apport du contingent féminin de la Chambre des communes est indispensable et inestimable, et je pense que nous gagnerons tous à voir ce contingent s'accroître éventuellement lors de prochaines élections.

Ensuite, ma collègue a beaucoup parlé d'environnement et de changements climatiques. Le gouvernement duquel elle fait partie a parfois un discours un peu contradictoire. On investit dans les énergies fossiles et, en même temps, on se fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Allons-nous pouvoir compter sur ma collègue pour faire pression au sein de son caucus afin que les décisions qui se prennent soient prises pour le meilleur de l'avenir de nos enfants?

[Traduction]

Mme Jenna Sudds: Madame la Présidente, le gouvernement a fait de l'excellent travail jusqu'à maintenant et est résolu à faire plus pour lutter contre les changements climatiques.

Nous savons que pour créer une économie plus résiliente, créer des emplois et faire croître la classe moyenne, le Canada doit prendre des mesures solides et audacieuses. Voilà pourquoi nous avons amorcé les démarches en vue de limiter et de réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, d'investir dans le transport en commun, comme je l'ai mentionné, et d'exiger que les véhicules vendus soient des véhicules zéro émission. Grâce à ces mesures, nous sommes sur la bonne voie. Comme nous en avons parlé, nous augmentons le prix de la pollution et remettons de l'argent dans les poches des Canadiens. Nous protégeons nos terres et, grâce à l'agence canadienne de l'eau, nos eaux.

Le Canada a la chance incroyable d'avoir les ressources naturelles, le talent et l'innovation voulus pour devenir un véritable chef de file dans la lutte contre les changements climatiques et je suis franchement ravie que nous fassions notre part.

• (1555)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été reconduite dans vos fonctions de vice-présidente adjointe. J'ai toujours apprécié le temps que j'ai passé à la Chambre lorsque vous occupiez le fauteuil, et je me réjouis des nombreuses autres occasions qui se présenteront.

Je suis très enthousiaste à l'idée de parler du plan ambitieux que le gouvernement a présenté dans le discours du Trône. Je vais être tout à fait honnête: lorsque j'ai commencé à élaborer les thèmes de mon discours aujourd'hui, l'un des sujets qui me passionnaient au cours de la législature précédente et que j'avais hâte d'aborder aujourd'hui a été résolu par une motion de consentement unanime il y a quelques instants.

J'espère que les Canadiens comprennent le caractère historique d'aujourd'hui. Aujourd'hui est le jour où ce Parlement s'est réuni et a donné son consentement unanime. Chaque député de la Chambre a accepté d'adopter une loi importante pour interdire les thérapies de conversion. J'ai hâte que le projet de loi soit renvoyé au Sénat et qu'il reçoive enfin la sanction royale, afin que cette mesure soit inscrite dans une loi. Une pratique aussi horrible sera alors inscrite dans le Code criminel, interdite et rendue illégale au Canada.

L'Adresse

Je sais qu'il est difficile de changer d'avis de temps à autre sur divers textes de loi. Je sais qu'il est difficile de faire changer d'avis les gens lorsqu'ils sont retranchés dans une position sur une question. Cependant, je sais qu'un certain nombre de conservateurs, en particulier, ont changé d'avis, et je tiens à les remercier. Je veux les remercier non seulement en mon nom et au nom des autres députés de la Chambre, mais, en particulier, au nom de Ben Rodgers.

Ben Rodgers est un survivant des thérapies de conversion. Il est originaire de ma circonscription, Kingston et les Îles. Lorsque ce débat a eu lieu à la Chambre au cours de la dernière législature, j'ai eu l'occasion de lire son histoire. Il milite depuis très longtemps en faveur de cette interdiction. Nous avons adopté cette mesure si rapidement à la Chambre que je sais que Ben voudrait que je remercie les députés en son nom et au nom d'autres survivants, non seulement pour la mobilisation du Parlement, mais aussi pour ceux qui ont pu changer d'avis sur cette question.

Il y a deux autres questions dans le discours du Trône sur lesquelles je vais me concentrer pendant les sept et quelques minutes qui me restent, et elles sont extrêmement importantes et cruciales pour l'avenir de notre pays. Il s'agit des services de garde d'enfants et de l'accélération de l'électrification de notre pays.

Tout d'abord, en ce qui concerne la garde d'enfants, le gouvernement s'est engagé dans son budget à offrir des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour dans tout le pays. Ce n'est pas facile à faire dans un pays comme le Canada en raison des diverses provinces et territoires, de la façon dont notre pays fonctionne avec les provinces et de la façon dont nous sommes établis constitutionnellement. En effet, il faut du temps pour travailler avec les provinces et territoires afin de conclure les accords nécessaires. Toutefois, étant donné que certaines provinces peuvent avoir déjà commencé à le faire ou avoir leur propre version, comme le Québec, qui était beaucoup plus progressiste que certaines autres provinces, les accords qui doivent être conclus et les ententes qui doivent être formulées ne seront pas unilatéraux et identiques pour chaque province et territoire.

Toutefois, le travail qui se poursuit depuis maintenant environ un an a véritablement commencé à porter ses fruits. Tous les territoires et les provinces, sauf quatre — dont deux provinces — ont signé l'accord. Certains commenceront à bénéficier des services de garde à 10 \$ par jour, comme l'Alberta, dès le 1^{er} janvier de l'année prochaine, c'est-à-dire dans un mois. En fait, je crois savoir que la Saskatchewan a prévu dans son accord que cette mesure serait rétroactive au 1^{er} juillet de cette année. Les gens se verront appliquer rétroactivement un montant de 10 \$ par jour pour les services de garde.

Pourquoi est-ce si important? J'en ai parlé dans les médias sociaux. On pouvait y lire des messages de gens qui déclaraient que, comme ils avaient dû payer pour placer leurs enfants en garderie, il n'y avait pas de raison pour que les autres n'aient pas à payer. Aborder les choses sous cet angle donne l'impression qu'il s'agit d'une aumône, ce qui n'est pas le cas.

● (1600)

Il s'agit d'un investissement. Il s'agit de libérer le potentiel économique autant que d'aider les familles individuellement. Il y a beaucoup de ménages où l'un des conjoints, en général la femme, a choisi de rester à la maison parce que c'est plus rentable que de mettre un enfant dans une garderie qui coûte de 50 \$ à 60 \$ par

jour. Cela n'a tout simplement pas de sens du point de vue économique.

En procédant ainsi, nous verrons beaucoup de gens dépenser entre 300 \$ et 350 \$ par mois pour que leur enfant aille en garderie et un plus grand nombre de gens dire que les deux conjoints peuvent à présent entrer sur le marché du travail. Qu'est-ce que cela va donner? Cela ne va pas seulement générer une activité économique au sein de la population active, mais aussi des recettes fiscales et plus de possibilités pour le gouvernement de payer pour un programme aussi ambitieux.

Je suis vraiment heureux qu'après des décennies de discussion sur le sujet et après avoir été tout près d'y arriver en 2006 avec Paul Martin, nous puissions voir enfin ce projet se concrétiser. C'est un jour de réjouissance de sorte que je ne parlerai pas de la manière dont le projet a été enterré, comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises à la Chambre. Après en avoir parlé et grâce aux pressions exercées par d'autres partis progressistes à la Chambre, comme le NPD, auquel devrait revenir le mérite d'avoir insisté lorsque c'était nécessaire, nous pouvons enfin voir le résultat de notre travail.

Bien que nous ayons ici des allégeances politiques et que nous puissions être entraînés dans des discussions à n'en plus finir pour déterminer qui a eu l'idée en premier, qui l'a mise en œuvre ou qui l'a améliorée, en fin de compte, j'espère que nous sommes tous très satisfaits de savoir que le programme transformera la vie des familles et la participation au marché du travail. Il sera très important pour les Canadiens.

Dans les quelques minutes qu'il me reste, j'aimerais aborder rapidement la question de l'électrification de nos parcs et de nos infrastructures dans tout le pays. Nous mettons actuellement l'accent sur l'électrification des véhicules. C'est extrêmement important de le faire, et nous savons pourquoi. Nous comprenons la science qui est derrière le changement climatique. Nous comprenons que nous devons aller le plus rapidement possible vers l'électrification.

On ne peut nier qu'il y ait des problèmes, puisque, suivant l'argumentaire des opposants, le lithium doit être extrait par des bulldozers et des équipements miniers qui utilisent des produits pétroliers. Je comprends. Je ne suis pas en désaccord. Si nous sommes honnêtes, nous devons reconnaître que c'est le cas actuellement, mais je crois aussi que nous devons être honnêtes quant à l'état d'avancement du véhicule électrique. À l'heure actuelle, il serait juste de comparer un véhicule électrique à la Ford Modèle T. Le véhicule électrique est au tout début de son évolution et de ses possibilités de progression technologique.

Mon épouse et moi avons acheté notre première voiture électrique en 2012. C'était une Chevy Volt, une hybride rechargeable. Nous pouvions faire 40 kilomètres en mode électrique, en réalité plutôt 30. Nous roulions un peu, puis on passait à l'essence. C'était un bon début, mais ce n'était en aucun cas une solution à long terme.

Nous avons maintenant une Chrysler Pacifica, qui est une mini-fourgonnette. Après l'avoir branchée, nous parcourons environ 60 kilomètres en mode électrique, ce qui nous permet d'utiliser l'électricité pour la plupart de nos déplacements en ville. Si nous sortons de la ville, nous avons toujours l'essence en réserve. Plus récemment, nous avons acheté une Hyundai Kona entièrement électrique. Nous pouvons parcourir environ 450 kilomètres entre deux recharges, et je la conduis chaque semaine pour aller à Ottawa et en revenir.

L'Adresse

J'ai remarqué que le nombre de véhicules électriques a augmenté ici même sur la Colline, puisque, lorsque j'ai commencé à me brancher en 2015, il y avait une ou deux voitures sur peut-être huit emplacements disponibles dans le stationnement situé à proximité, et l'une des deux était la mienne. Lorsque je suis arrivé lundi matin, il n'y avait aucune place disponible: c'est donc que les gens sont en train de changer. L'évolution est en cours et nous allons vers les véhicules électriques.

Le gouvernement a un rôle à jouer à cet égard, à savoir encourager les gens, comme nous avons vu auparavant le gouvernement de l'Ontario le faire en collaboration avec le gouvernement fédéral. Nous devons en faire plus. Je suis très heureux que cela soit prévu dans le discours du Trône, et j'ai hâte de contribuer à accélérer la transition vers l'électrification.

• (1605)

M. Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Madame la Présidente, le député d'en face a vraiment attiré mon attention quand il a parlé de véhicules électriques. Je suis très fier de représenter les bonnes gens de ma circonscription, Simcoe—Grey, où l'on trouve les installations de Honda of Canada Manufacturing.

Dans son intervention, le député a affirmé notamment que le gouvernement doit inciter les gens à acheter des véhicules électriques. La semaine dernière, j'ai rencontré le président de Honda Canada. Il est très préoccupé par le programme et les négociations en cours avec les États-Unis concernant le remboursement de 12 500 \$, qui ne s'appliquerait pas aux véhicules canadiens non fabriqués par les trois Grands.

Je suis curieux d'entendre les observations du député. A-t-il parlé à des constructeurs d'automobiles et, dans l'affirmative, a-t-il vraiment entendu leurs préoccupations?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, j'ai entendu quelques-unes des questions posées à ce sujet durant la période des questions. Je dirais que lorsque l'ancien président des États-Unis a imposé des droits de douane sur des produits canadiens, le gouvernement libéral, et plus particulièrement un groupe clé de ses membres, a réagi d'une manière qui nous a permis, à mon avis, de sortir gagnants de la situation.

Est-ce que cela m'inquiète d'entendre les États-Unis tenir de tels propos? Bien sûr, mais est-ce que je crois que notre équipe sera en mesure de nous aider à composer avec cette situation et de trouver une solution avantageuse pour les Canadiens? Certainement.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, tout d'abord, permettez-moi de vous adresser ces premiers mots et vous féliciter pour votre élection.

J'ai bien écouté le discours de mon collègue de Kingston et les Îles et je veux l'informer d'une situation préoccupante. Un mot très important ne se retrouve pas dans le discours du Trône: le mot « science ». En pleine pandémie, le gouvernement n'a pas trouvé bon d'inclure le mot « science » dans ce discours.

Le Canada est le seul pays du G7 qui n'a pas été capable de produire de vaccin contre la COVID-19, le seul pays du G7 qui a fait appel au programme COVAX pour obtenir des vaccins qui étaient plutôt destinés aux pays les plus pauvres ou en voie de développement, et le seul pays du G7 qui a diminué ses investissements en

recherche et développement dans le domaine scientifique entre 2009 et 2019.

Le gouvernement a-t-il réellement le désir d'investir à nouveau dans la science?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, le gouvernement et le premier ministre, même quand ils formaient l'opposition, ont toujours été fiers d'écouter les scientifiques et d'utiliser les données et la science pour étayer leur processus décisionnel. Peut-être qu'un mot en particulier ne figure pas dans le discours, mais je crois qu'il serait bien exagéré d'essayer d'en conclure que le gouvernement ne croit pas en la science.

Je l'ai déjà dit et je le répète: si cette pandémie ne nous a pas appris qu'il faut s'assurer de produire des vaccins au Canada, alors j'estime que, en tant que Canadiens, nous avons tout simplement échoué. Je suis persuadé que nous verrons ce tournant au Canada. Nous serons en mesure de veiller à ne plus nous trouver dans la même position que celle où nous étions en début de pandémie, soit incapables de produire nos propres vaccins, une situation que nous devons à différents gouvernements.

• (1610)

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, une situation commence à préoccuper de plus en plus de nos entrepreneurs.

Au début de la pandémie, le gouvernement fédéral a offert de l'aide, mais souvent sous la forme d'un prêt. Or, pour beaucoup de petites entreprises qui n'ont pas vu leurs opérations revenir à la normale, la date de remboursement de ce prêt approche très rapidement. Dans Rosemont—La Petite-Patrie, c'est le cas de Gabriel Campeau, de Vélo Festif Montréal, qui nous a écrit et qui est très inquiet de l'approche de cet échéancier.

Les libéraux sont-ils prêts à faire preuve d'écoute et de flexibilité pour annuler la dette, la réduire ou alors en étaler le remboursement dans le temps?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, la mesure législative dont nous venons de discuter, soit le projet de loi C-2, vise expressément les secteurs les plus durement touchés par la pandémie. Si des entreprises ont été durement frappées et n'ont toujours pas repris pied, elles devraient consulter le projet de loi dont la Chambre est saisie et les programmes qui y sont proposés.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue d'Edmonton—Wetaskiwin.

En commençant ma première allocution de cette législature, je tiens tout d'abord à remercier les électeurs de Regina—Qu'Appelle de m'avoir choisi à nouveau pour les représenter à la Chambre. J'ai eu la chance d'assumer divers rôles à la Chambre des communes. J'ai été vice-président et Président de la Chambre, leader à la Chambre de l'opposition officielle et chef de l'opposition. Cependant, chaque fois que j'entre dans cette enceinte, je suis très conscient que je ne pourrais y jouer aucun rôle si je n'avais pas gagné la confiance des gens de ma circonscription, Regina—Qu'Appelle. Je remercie sincèrement tous ceux qui m'ont appuyé lors des dernières élections.

L'Adresse

Une fois de plus, un grand affrontement idéologique secoue notre monde. En regardant leur avenir et la fin de la pandémie avec espoir, les Canadiens nourrissent deux visions différentes de ce qui les attend. Ce choc d'idées et de philosophies revient régulièrement à différentes périodes de l'histoire humaine, mais il est plus présent que jamais au XX^e siècle.

Bien des gens, comme le premier ministre et ses amis de l'élite mondiale, se servent de la COVID comme excuse pour accroître la taille du gouvernement. Ils sont persuadés que le gouvernement devrait intervenir davantage dans l'économie et restreindre la liberté individuelle. D'autres, cependant, comprennent que la prospérité ne nous vient pas du gouvernement, mais du marché libre. Pour créer la richesse et faire sortir les familles de la pauvreté, il faut que les gens puissent acheter et vendre librement. Cette question revient régulièrement: devrions-nous faire confiance au gouvernement ou au peuple?

On entend souvent dire que pour prédire les résultats futurs, il faut examiner ceux du passé. Les faits historiques l'illustrent clairement. Tous les pays qui ont laissé le contrôle à leur gouvernement ont échoué lamentablement. Après tout, personne n'a été abattu sur le mur de Berlin pour essayer d'aller vivre à Berlin-Est, et personne ne s'est épuisé aux rames d'un canot pour aller vivre à Cuba. La terminologie a changé avec le temps. Ce que nous appelions jadis le communisme et le socialisme, les gens de gauche appellent maintenant un programme progressiste. Ces changements de nom ne changent rien à la réalité.

En novembre, nous avons célébré le 32^e anniversaire de la démolition du mur de Berlin. Tout au long de l'histoire de l'humanité, les murs étaient considérés favorablement. Ils protégeaient les humains. En période de danger, les gens couraient vers les murs pour entrer dans les villes. Toutefois, cette perspective a changé avec la montée du socialisme. Le mur de Berlin empêchait les gens de sortir.

Berlin est devenue une sorte d'étude en temps réel sur l'économie et sur le comportement humain. Dans l'Est, c'était le socialisme, le contrôle de l'économie par l'État. Les fonctionnaires décidaient de ce que le pays produirait, désignaient ceux qui le feraient et fixaient les volumes à produire. Ils déterminaient les salaires et les prix. Ils supprimaient aussi les droits fondamentaux de la personne comme la liberté d'expression et interdisaient toute critique de leur régime. Ils ont ainsi produit la misère, les interminables queues pour acheter du pain, des pénuries et une qualité de vie stagnante.

Dans l'Ouest, c'est le libre marché qui décidait. Les gens achetaient et vendaient assez librement, ils fixaient les prix et ils indiquaient au marché ce qu'il fallait produire. Cela a eu pour résultat d'améliorer considérablement la qualité de vie. La différence entre la vie dans un marché libre et la vie au sein d'une société sous le contrôle du gouvernement était frappante. Les habitants de Berlin-Est ne pouvaient pas participer à de véritables élections, mais ils pouvaient partir, et c'est ce qu'ils ont fait. Il y avait un flux constant de gens qui fuyaient les horreurs du socialisme.

Voilà pourquoi le mur a été construit, non pas pour empêcher l'ennemi de pénétrer à l'intérieur, mais pour empêcher les gens de sortir. C'est le symbole d'un gouvernement interventionniste dans nos vies. Les gens de gauche ne cessent de nous répéter à quel point les politiques socialistes seront merveilleuses, mais ensuite, ils se mettent à construire des murs, parfois virtuels, à nous empêcher de

choisir et à nous priver de nos libertés pour nous empêcher de partir.

Lorsque j'ai été élu pour la première fois, en 2004, le Canada vivait sa propre expérience en matière de libre marché et d'ingérence gouvernementale. La différence entre l'Alberta et la Saskatchewan tout au long de l'histoire du Canada est également très marquée. Durant des décennies, la Saskatchewan a été dirigée par le NPD, qui a adopté des politiques d'intervention gouvernementale massives. Les néo-démocrates ont paralysé le libre marché et fait fuir les investisseurs du secteur privé. Ma province a donc connu une longue période de stagnation économique et une stabilité démographique relative. L'Alberta a connu une croissance. En Alberta, il y avait des possibilités.

● (1615)

J'ai eu la chance de visiter l'Alberta en ma qualité de chef de parti et je me suis toujours demandé combien de personnes dans l'auditoire étaient originaires de la Saskatchewan ou dont les parents venaient de la Saskatchewan. En parcourant l'Alberta, je posais la question dans pratiquement toutes les salles et près de la moitié des gens levait la main. J'avais l'habitude de dire que les bons Saskatchewanais ont bâti deux provinces extraordinaires dans ce pays.

La formulation change, mais les politiques demeurent les mêmes. Le communisme a finalement été un échec si notoire que ses plus loyaux promoteurs ont admis que cette doctrine ne serait plus jamais acceptée. Cependant, nous assistons maintenant à une résurgence de ce courant de pensée selon lequel le gouvernement a toujours raison.

Au moment où nous émergeons de la pandémie, nous pouvons déjà constater les effets négatifs de l'ingérence considérable du gouvernement dans le libre marché. En mars dernier, la Banque du Canada a commencé à faire quelque chose de tout à fait inédit dans l'histoire canadienne: elle a commencé à créer de l'argent de toutes pièces, au rythme de 5 milliards de dollars par semaine. Le gouvernement n'avait plus d'argent pour emprunter, il a dû demander à la banque centrale de remettre la planche à billets en marche pour acheter la dette du gouvernement que personne d'autre ne voulait acheter.

Les gens de la circonscription de Regina—Qu'Appelle, que je représente, me demandent souvent comment le premier ministre va financer ses énormes déficits. Il ne le fera pas. Ce sont les Canadiens qui en font actuellement les frais en raison de l'inflation. Ils en paient le prix aujourd'hui, en temps réel. Les prix ne cessent d'augmenter parce que le gouvernement a forcé la Banque du Canada à inonder le système d'argent frais créé de toutes pièces. Que se passe-t-il lorsqu'il faut plus d'argent pour acheter la même quantité de marchandises? Les prix montent.

L'activité économique a diminué en raison des restrictions imposées à notre économie par la pandémie de COVID. Non seulement la production économique a-t-elle diminué, mais la masse monétaire a augmenté de façon exponentielle. Les gouvernements adorent l'inflation.

Au cours de l'histoire de l'humanité, nous trouverons des exemples qui montrent que lorsque les gouvernements dépensent trop d'argent, cela a pour effet de dévaluer la monnaie. Il s'agit d'une fraude commise contre les gens qui travaillent si fort pour gagner leur chèque de paie et pour mettre un peu d'argent de côté; une fraude commise par le gouvernement qui, essentiellement, dévalue ce travail en créant de l'argent de toutes pièces.

Mes collègues qui ont déjà participé à un encan silencieux ont peut-être déjà vu une reproduction d'un magnifique tableau, au bas de laquelle figurait un chiffre sur 100 ou sur 500. Cela signifie qu'il s'agit d'une reproduction à tirage limité et que l'artiste n'a produit qu'un certain nombre de copies de cette œuvre. Si quelqu'un achète l'œuvre pour ce qu'il croit être sa valeur et que l'artiste crée 5 000 reproductions de plus, l'acheteur est floué. Il a acquis quelque chose dont la valeur diminue simplement parce qu'on en a créé davantage. C'est ce qui se passe en temps réel avec l'argent que les travailleurs canadiens gagnent.

Que pouvons-nous faire pour remettre notre économie sur les rails? Pendant le temps qu'il me reste, je voulais demander au gouvernement d'écouter les préoccupations des gens de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ouest canadien.

Le secteur pétrolier et gazier est une source incroyable de richesse au Canada. Nous vivons maintenant dans un monde sens dessus dessous où la première chose que le président Biden a faite lorsqu'il est arrivé au pouvoir a été d'annuler le projet d'oléoduc Keystone XL. Cette question n'a même pas été soulevée par le gouvernement auprès du nouveau président. Le premier ministre a annulé le projet Northern Gateway et le projet d'oléoduc Énergie Est, qui aurait permis d'acheminer l'énergie de l'Ouest canadien vers les marchés de l'Est canadien.

Je vois beaucoup d'alarmistes et d'activistes radicaux s'enchaîner aux arbres et s'allonger devant des bulldozers dans l'Ouest canadien pour essayer d'empêcher l'exportation de notre pétrole et de notre gaz. Toutefois, je ne les vois jamais se rassembler le long du Saint-Laurent pour protester contre les pétroliers étrangers qui entrent sur les marchés canadiens. Nous avons l'occasion de fournir au monde l'énergie éthique canadienne au profit de tous. Depuis 2018, la production pétrolière et gazière du Canada a procuré près de 240 milliards de dollars aux gouvernements provinciaux et 66 milliards de dollars à Ottawa.

Les conservateurs seront toujours les défenseurs des hommes et des femmes qui travaillent fort dans le secteur de l'énergie. Nous avons besoin de plus de gens comme eux. Nous pouvons nous débarrasser du pétrole étranger provenant de dictatures violentes qui ne respectent pas les droits de la personne et remettre les Canadiens au travail.

• (1620)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, j'avoue que le gouvernement du Canada a dû emprunter de l'argent, mais pour une très bonne raison. Vu la pandémie mondiale, afin de soutenir les Canadiens et les entreprises, il fallait être là pour eux de façon très concrète.

Si nous n'avions pas emprunté l'argent — ce que le député d'en face essaie de présenter comme une mauvaise chose —, il y aurait eu beaucoup plus de faillites et bien d'autres problèmes sociaux, comme des ruptures familiales et des suicides. Le gouvernement a pris la décision de soutenir les Canadiens.

L'Adresse

Le député est-il en train de dire que nous n'aurions pas dû offrir les programmes qui étaient si essentiels pour aider les Canadiens à traverser cette période difficile qu'était la pandémie?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, le déficit que le gouvernement a accumulé l'a été en très grande partie avant même que la pandémie ne frappe. Le gouvernement enregistrait déjà un déficit de 87 milliards de dollars avant l'arrivée de la COVID-19.

Pendant la pandémie, le gouvernement a pris la décision de verser 1 milliard de dollars à ses amis de l'organisme UNIS, en plus d'accorder des contrats à fournisseur unique à d'anciens députés libéraux. Pendant la pandémie, le gouvernement a donc pris le temps de s'assurer d'enrichir ses amis.

Parlons maintenant de l'inflation. Les libéraux aimeraient nous faire croire qu'il s'agit d'un phénomène externe comme la météo: c'est le fruit du hasard. Toutefois, cela n'arrive pas dans les pays qui n'ont pas fait marcher la planche à billets. Je pourrais parler longtemps des milliards de dollars de dépenses inutiles, d'aide aux entreprises parasites, et aussi des 35 milliards de dollars qui ont transité par la Banque de l'infrastructure du Canada pour financer de gros projets menés par des entreprises privées rentables.

Le député va tenter de convaincre les Canadiens que toutes les dépenses inflationnistes étaient liées à la pandémie de COVID-19, mais nous pouvons prouver que c'est faux. Quand on examine les comptes publics, on constate qu'une bonne partie de l'argent dépensé par le gouvernement est lié à une augmentation des dépenses discrétionnaires. Nous avons entendu répéter tout au long de la semaine que l'effet a été contraire à l'objectif. Le gouvernement a dépensé plus d'argent dans le logement, mais moins de logements ont été construits, et le prix des logements est en hausse pour cette raison. C'est pourquoi la solution passe par moins d'ingérence gouvernementale dans l'économie et plus de libre marché.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, en tant que porte-parole en matière de condition féminine, je tiens à vous féliciter. Je suis bien heureuse de voir une femme occuper le fauteuil.

Cela dit, j'aimerais maintenant faire un commentaire. Ensuite, je poserai une question à mon collègue de Regina—Qu'Appelle.

Il a parlé du geste qui a été posé par le président américain, à la suite de son élection, en lien avec l'oléoduc Keystone XL. Cela vient peut-être du fait que le président américain a compris quelque chose que même les conservateurs ne semblent pas avoir compris, c'est-à-dire qu'on est dans un moment où l'important est d'effectuer une transition écologique vers moins de pétrole, pas plus. Il est important de s'assurer d'investir dans la relance verte, une relance qui va vraiment permettre de développer de nouvelles technologies vertes. C'est peut-être cela. C'est mon commentaire, mais, en même temps, mon collègue parle d'investissements.

J'aimerais que ces investissements soient faits dans la technologie verte. J'aimerais aussi que mon collègue me rassure: en période d'austérité, s'il y a un secteur dans lequel il est important de ne pas faire de coupes, c'est celui de la santé. Les libéraux, tout comme les conservateurs, ont malheureusement eu tendance à se servir de la période d'austérité pour procéder à des coupes dans notre système de santé, et c'est ce qui nous a menés à la situation actuelle.

L'Adresse

Mon collègue ne pense-t-il pas qu'il serait important de réinvestir massivement dans les transferts en santé, soit jusqu'à 35 %, tout comme il est important d'investir dans les technologies vertes? Peu importe l'état de l'économie à la fin de la pandémie, ce sont deux secteurs qui auront besoin d'investissements.

• (1625)

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer: Madame la Présidente, très rapidement, j'aimerais rectifier les faits. C'est bien le gouvernement conservateur qui a rétabli les investissements en santé que le gouvernement précédent, celui de Jean Chrétien et Paul Martin, avait supprimés dans les années 1990.

C'est bien le gouvernement conservateur qui a défendu l'autonomie provinciale et l'innovation pour le système de soins de santé, s'opposant aux menaces du premier ministre de récupérer les transferts en santé de la Saskatchewan pendant les élections.

La députée demande si le président Biden comprend les enjeux mondiaux concernant le pétrole et le gaz. Tout ce que je sais, c'est qu'il a annulé le projet Keystone. Il a annulé un projet qui aurait pu acheminer aux États-Unis des hydrocarbures de l'Ouest canadien provenant d'un allié solide, d'un partenaire de confiance; des hydrocarbures provenant d'une source éthique. Quelques mois plus tard, le président des États-Unis suppliait l'OPEP, et des pays comme l'Arabie saoudite qui ont un piètre bilan en matière des droits de la personne, d'approvisionner davantage les États-Unis en pétrole et en gaz. C'est insensé.

Voici le type de décisions idéologiques que le premier ministre soutient, et c'est pourquoi les conservateurs défendront sans cesse le secteur énergétique de l'Ouest canadien.

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole pour la première fois au cours de la présente législature. C'est la sixième fois que je suis élu pour représenter d'abord les gens d'Edmonton—Mill Woods, puis d'Edmonton—Wetaskiwin. Je tiens d'abord et avant tout à remercier les électeurs. Comme mon collègue l'a dit, nous n'aurions pas la possibilité de faire notre travail si nous n'avions pas de comptes à rendre à nos électeurs et si ces derniers ne nous appuyaient pas aux élections. Au cours des deux dernières campagnes électorales, nous avons eu la chance d'avoir le plus grand nombre de votes au pays dans Edmonton—Wetaskiwin. Je suis très reconnaissant aux électeurs et aux nombreux bénévoles qui viennent nous appuyer.

Je ne lirai pas toute la liste des bénévoles, mais je mentionnerai en particulier ma mère, Bonnie, et son mari, Dale, qui ont été des bénévoles infatigables au sein de l'équipe des pancartes électorales lors des six campagnes. Comme ma mère a eu 75 ans hier, je profite de l'occasion pour lui souhaiter un joyeux anniversaire. Je l'aime, et elle est un modèle pour moi et pour notre famille par son amour des gens et tout ce qu'elle fait. Elle donne sans compter, et je lui en suis très reconnaissant.

Je pense aussi à mon père pendant que je suis ici aujourd'hui. Mon père est décédé en 2003. Il aurait fêté son 78^e anniversaire le 4 décembre. Je pense à mon père alors que j'assume une nouvelle responsabilité à titre de ministre du cabinet fantôme pour la santé mentale, la toxicomanie et la prévention du suicide. Mon père était une véritable source d'inspiration. Il avait des défis à relever. Nous avons tous des défis à relever à certains égards, et mon père n'était pas différent. Malgré les nombreux défis qu'il a dû relever, il a aus-

si été l'un des êtres humains les plus extraordinaires que j'aie jamais rencontrés, non pas en dépit de ces défis, mais en raison de la façon dont il les a affrontés et qu'il a vécu. Il était un modèle à suivre et, encore une fois, quelqu'un qui n'a pas laissé ses difficultés l'empêcher d'améliorer le sort des gens et de les aimer. Je pense à lui. Il est mort trois ans avant mon élection. Il n'aurait jamais imaginé que son fils serait député, mais je sais qu'il serait très fier du travail que nous faisons tous ici.

Je vais remercier une autre personne et, encore une fois, attirer l'attention sur une personne en particulier. Nous ne pourrions pas faire ce que nous faisons sans un personnel incroyable, et un de mes infatigables collaborateurs va me quitter la semaine prochaine. C'est son anniversaire demain, alors c'est un peu le thème de mon intervention. David McClelland est mon adjoint. Il travaille avec moi depuis cinq ans et il est du genre plutôt cynique. Il retourne en Australie. Il n'a pas vu sa famille depuis quelques années, et je sais qu'au moment même où je parle, il lève probablement les yeux au ciel et fait un commentaire sarcastique au bureau. Dave nous manquera. Au cours des cinq dernières années, il a représenté un pilier pour notre équipe et il a toujours été à la hauteur. Je remercie donc David.

En ce qui concerne le discours du Trône, j'ai mentionné que, dans Edmonton—Wetaskiwin, nous avons obtenu le plus grand nombre de votes au pays au cours des dernières années. J'aimerais mettre les choses en perspective. Cette fois-ci, à l'Île-du-Prince-Édouard, où quatre députés libéraux ont été élus, le nombre total de votes dans toute la province pour quatre députés était de 38 956. Dans Papineau, où le premier ministre a été élu et où il a obtenu un peu plus de 50 % des voix, le nombre total de votes était de 45 423. Dans Edmonton—Wetaskiwin, le Parti conservateur a obtenu 48 340 voix. Lorsque nous faisons les calculs, nous obtenons un nouvel éclairage. C'est important parce que chacun de ces votes devrait avoir autant d'importance que n'importe quel autre au Canada.

Je sais que nous avons adopté un système uninominal majoritaire à un tour. Je ne veux pas parler de la carte électorale compliquée ou de toutes ces choses. Ce n'est pas ce que j'essaie de dire, mais plutôt que lorsqu'il y a cette disparité et des élections où le Parti conservateur du Canada a eu plus de votes, et même si nous avons perdu, nous avons tout de même eu plus de votes que tout autre parti au pays. Il faut en tenir compte dans une démocratie fonctionnelle. Il faut en tenir compte dans un gouvernement qui se soucie de tous ses citoyens, pas seulement des citoyens qui alimentent sa carte électorale. Au cours des six dernières années, nous avons été confrontés à une frustration incroyable en Alberta, en Saskatchewan et dans d'autres régions du pays. Cette frustration découle du fait que les gens ont l'impression qu'on ne les écoute pas.

• (1630)

Pour donner un peu de contexte aux députés, le Parti libéral n'a réussi à présenter aucun candidat de ma circonscription aux deux dernières élections. Dans la circonscription la plus peuplée du Canada, qui compte probablement 200 000 habitants, pas un seul libéral n'a proposé sa candidature.

Certains députés ne vivent pas dans leur circonscription pour diverses raisons, comme le changement des limites des circonscriptions électorales, etc., mais les libéraux n'ont trouvé personne, ne serait-ce que pour présenter leur candidature. Par conséquent, dans deux élections d'affilée, quelqu'un de l'extérieur de la circonscription a été désigné par acclamation dans Edmonton—Wetaskiwin.

Cela montre que les libéraux ne viennent presque jamais dans ma circonscription. Ils viennent de temps en temps, parce que l'aéroport se trouve au centre de ma circonscription. Lorsqu'ils viennent ici, ils appellent des gens, surtout des libéraux, de partout dans la province pour se réunir dans une salle pas très grande, parce qu'ils n'ont pas besoin d'une très grande salle pour se réunir en Alberta. Ils viennent donc de temps à autre, tiennent une petite séance, puis remontent dans leur avion et se rendent là où ils sont susceptibles d'obtenir plus de votes. C'est un très grave problème.

Je parle souvent de trouver un terrain d'entente. En Alberta, il est possible de trouver un terrain d'entente dans de nombreux dossiers, mais je vais parler d'un dossier dans lequel il est particulièrement difficile d'y parvenir, et cela illustre à quel point il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre production d'énergie et environnement. Mon collègue de Regina—Qu'Appelle et d'autres en ont déjà parlé auparavant.

Il est difficile à croire que, dans l'Est du Canada, des centaines de milliers de barils de pétrole sont importés sans être assujettis à la réglementation sévère en matière d'émissions en aval et en amont qui encadre le pétrole de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve. Les gens de ma circonscription peinent à le croire. C'est une chose de débattre de l'énergie et c'en est une autre de parler des façons de réduire les émissions au pays. Tous les députés voudraient que cette discussion ait lieu et qu'on trouve des idées pour réduire les émissions encore plus pour que nos enfants et nos petits-enfants jouissent d'un environnement sain.

Par contre, même si nous discutons de ces questions, tout le monde conviendra que le pétrole provenant de l'Arabie saoudite ou du Nigeria devrait être assujéti à la même réglementation que le pétrole qui vient de l'Alberta, de la Saskatchewan ou de Terre-Neuve.

Je regarde en face. N'y aurait-il pas quelques signes de tête? Est-il raisonnable de s'attendre à ce que le pétrole venant de pays étrangers, où les droits de la personne, de même que les normes du travail et environnementales, ne peuvent être comparés à ceux du Canada, soit soumis aux mêmes normes que le pétrole canadien? Une fois de plus, peu de signes de tête de l'autre côté de la Chambre. Peut-être que, pendant la période des questions et observations, certains prendront la parole et seront d'accord avec moi là-dessus.

Pour ce qui est de trouver un terrain d'entente, je vais parler de certains enjeux sur lesquels, je l'espère, nous pourrions nous entendre au cours de cette législature. Le député de Cariboo—Prince George est un collègue conservateur très apprécié qui compte d'ailleurs beaucoup d'amis au sein des autres partis. Le 11 décembre 2020, il a proposé une motion adoptée à l'unanimité. Tous les députés étaient d'accord avec la motion, qui se lit comme suit:

Que, étant donné que le taux de suicide alarmant au Canada représente une crise nationale en matière de santé, la Chambre demande au gouvernement d'agir immédiatement, en collaboration avec les provinces, pour regrouper tous les services d'écoute téléphonique pour la prévention du suicide en un seul service national accessible à tous les Canadiens au moyen d'un numéro à trois chiffres facile à mémoriser (988).

J'ose espérer que, si nous pouvons nous entendre là-dessus, nous pourrions aussi nous entendre sur la nécessité d'avoir un Parlement fonctionnel. C'est encourageant, et c'est bien que nous soyons ici en aussi grand nombre depuis deux semaines. Espérons que le Parlement continuera de fonctionner normalement. J'espère que les comités seront reconstitués pour que nous puissions étudier des ques-

L'Adresse

tions vraiment importantes, comme la crise économique que traverse le Canada, ainsi que la crise d'inflation. J'ose espérer que nous pourrions mettre sur pied le comité de la santé pour étudier la COVID et le nouveau variant qui se répand et qui est une source de préoccupation.

• (1635)

Je sais que mon temps de parole est écoulé. Je conclus donc mes observations à la Chambre. Je répondrai aux questions des députés et j'écouterai leurs observations.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je formulerai soigneusement ma question. Elle est liée à la motion que nous avons adoptée, car il régnait un sentiment de bienveillance à la Chambre des communes quand nous avons reconnu l'importance des questions de santé mentale et, en particulier, celle du suicide.

L'idée d'avoir une seule ligne téléphonique pour l'ensemble du pays est très bien accueillie dans pratiquement toutes les provinces et tous les territoires; cela dit, il reste un travail de fond considérable à faire, notamment en collaboration avec certains intervenants, en particulier les provinces et les organismes qui offrent déjà de telles lignes. Je pense que si nous nous montrons un peu plus patients, nous verrons ce projet se concrétiser.

Ma question pour le député porte sur l'engagement du gouvernement fédéral à fournir davantage de ressources et de soutien en matière de santé mentale. J'aimerais savoir ce qu'il a à dire sur ce point et sur la nécessité de parvenir à un consensus.

L'hon. Mike Lake: Madame la Présidente, je n'apprécie pas toujours les questions que pose l'honorable député quand j'ai la parole, mais je suis heureux de répondre à celle-ci. Peut-être est-ce dans l'esprit de ce qui s'est passé plus tôt dans cette enceinte.

La santé mentale est une question qui a pratiquement rallié tous les partis au cours de la campagne électorale. Les partis ont présenté des plans d'action très concrets en matière de santé mentale. Je pense qu'à mesure que nous progresserons, nous constaterons qu'il s'agit d'un domaine dans lequel nous pouvons coopérer, même si nous ne coopérons pas toujours à tous les égards.

Un excellent point de départ serait de nous pencher sur le projet de service d'écoute téléphonique pour la prévention du suicide. Il y a un an, nous avons adopté la motion demandant le consentement unanime de la Chambre. Nous savons que le numéro 988 est le numéro utilisé aux États-Unis et que nous pouvons l'utiliser ici. En cette période de crise, et plus particulièrement de crise de santé mentale, nous pouvons certainement unir nos efforts pour traiter cette question avec célérité.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, je me permets tout d'abord de vous féliciter. Je suis très heureux de vous revoir dans ce fauteuil pour présider nos débats.

Je félicite aussi mon collègue pour sa sixième élection. J'ai cru comprendre du début de son discours qu'il était déçu de la distorsion entre le nombre de votes et le nombre de sièges obtenus par son parti. Est-ce qu'il aurait aimé voir dans le discours du Trône un engagement à réformer le mode de scrutin?

*L'Adresse**[Traduction]*

L'hon. Mike Lake: Madame la Présidente, je suis pas mal certain que s'il y avait eu un engagement à l'égard de la réforme électorale dans le discours du Trône, il aurait déjà été abandonné. Comme le député le sait, les libéraux s'étaient engagés à réformer le système électoral lors de leur campagne électorale de 2015 et, comme cela arrive parfois, tous les députés de l'opposition avaient fini par s'entendre sur une proposition.

Le député se souviendra peut-être que, pendant la campagne électorale en question, son parti avait promis que les élections de 2015 seraient les dernières à se dérouler selon le système majoritaire uninominal à un tour, mais lorsque l'opposition unifiée a proposé une solution qui était en général fort bien vue, les libéraux ont immédiatement mis fin à la conversation parce que ce système ne leur convenait pas d'un point de vue mathématique.

● (1640)

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, je suis heureux de vous voir à nouveau occuper le fauteuil.

Je tiens à féliciter le député pour sa réélection à la Chambre. Je remarque qu'il est déçu que nous n'ayons pas rendu les choses plus difficiles pour lui. Je lui assure que nous tâcherons de faire mieux à l'avenir.

Dans sa circonscription comme dans la mienne, il y a beaucoup de gens qui reçoivent le Supplément de revenu garanti et qui ont peut-être suivi le conseil du gouvernement sur la possibilité de se prévaloir de la PCU sans qu'il y ait de conséquences négatives. Je sais que, dans nos deux circonscriptions respectives, il y a aussi beaucoup de familles qui touchent l'Allocation canadienne pour enfants et qui ne se sont pas rendu compte que leurs prestations seraient récupérées. Je me demande si le député et ses collègues se joindront à nous — et je sais que le Bloc en a parlé — pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il ne se contente pas de dire qu'il travaille sur cette question, mais qu'il fasse le nécessaire pour protéger les aînés et les familles en les excluant de ces mesures de récupération, car ces Canadiens sont parmi les plus vulnérables.

L'hon. Mike Lake: Madame la Présidente, le député et moi avons déjà été voisins de banquette. Cela peut sembler étrange, mais il fut un temps où nous siégions tous les deux à la limite de nos partis respectifs. Maintenant, nous ne pourrions pas être plus éloignés l'un de l'autre à la Chambre. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours aimé m'entretenir avec lui. Pour ce qui est des mesures dont il a parlé, il trouvera en mon parti un allié disposé à pousser le gouvernement à rendre des comptes.

J'ai parlé d'une démocratie pleinement fonctionnelle. L'une des choses qui nous ont nui considérablement au cours des dernières années, à part la pandémie, est le fait que le Parlement ne fonctionne pas comme il le devrait. En ce moment, à cause des élections, des mois entiers se sont écoulés sans que des comités entièrement opérationnels puissent étudier ces mesures d'une grande importance. Il faut mettre les comités sur pied le plus rapidement possible, car le fait de ne pas étudier ces dossiers importants pénalise les Canadiens.

M. Tony Van Bynen (Newmarket—Aurora, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de London-Ouest.

Lorsque j'ai été élu pour la première fois à titre de député de Newmarket — Aurora, je ne savais pas à quel point nos vies quoti-

diennes changeraient, notamment ici à la Chambre des communes. Je suis prêt à parier que personne ici ne le savait non plus. Nous avons tous dû apprendre et agir rapidement pour assurer la sécurité des Canadiens, les soutenir et les rapatrier.

Même s'il peut être difficile de voir ce qui nous attend, plus nous apprenons, plus nous acquerrons de l'expérience et plus nous réfléchissons, plus le tableau se précise. Il y a près de 20 mois, on nous a dit de rentrer chez nous et de passer au numérique, de nous protéger et de protéger notre personnel, nos familles et nos collectivités d'un virus que nous ne connaissions pas.

Nous avons eu le temps de nous adapter et de changer de cap. Nous avons appris que les difficultés que nous avons traversées avec cette pandémie ont aussi mis en évidence le besoin et la possibilité de bâtir un Canada meilleur, plus juste et plus inclusif pour tous les Canadiens.

À mon avis, le discours du Trône qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui décrit une bonne partie de nos apprentissages et des demandes des Canadiens. Mon devoir en tant que député de Newmarket — Aurora est d'intégrer une perspective locale sur les priorités que le gouvernement a présentées aux Canadiens au début de la 44^e législature. C'est donc un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre et de vous faire part des priorités de mes électeurs, celles-là mêmes qui se trouvent dans le discours du Trône.

Dans ma circonscription et partout au Canada, nous avons fait des progrès notoires contre la COVID-19. Je suis fier de souligner que dans la région de York, où se trouve ma circonscription, 86,5 % des résidents admissibles âgés de douze ans et plus sont maintenant complètement vaccinés. Depuis le début, notre priorité absolue a été de garder la pandémie sous contrôle et de terminer le travail sur les vaccins. Nous avons réservé la prochaine génération de vaccins contre la COVID-19, les rappels et les doses pédiatriques, et nous continuerons d'inviter tous ceux qui le peuvent à se faire vacciner dès que possible.

Alors que nous nous apprêtons à tourner la page sur la pandémie, notre gouvernement en tirera des leçons pour bâtir un système de santé encore meilleur. Nous devons améliorer l'accès aux traitements en matière de santé mentale et de toxicomanie, éliminer le retard accumulé dans les interventions et améliorer les conditions de soins de longue durée. Pour ce faire, nous devons travailler ensemble à la Chambre et avec nos partenaires provinciaux et territoriaux.

La reprise après cette pandémie nous donne l'occasion de reconstruire une économie plus résiliente et qui fonctionne pour tout le monde. Grâce aux mesures prises par notre gouvernement, l'emploi a déjà retrouvé son niveau d'avant la pandémie et nous avons pu passer à des soutiens plus ciblés pour aider ceux qui en ont encore besoin.

Il est maintenant temps de se concentrer sur le travail nécessaire pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Un système pancanadien d'apprentissage précoce en matière de garde d'enfants est essentiel pour réduire les coûts pour les familles et aider les parents à retourner sur le marché du travail. Une mère de trois enfants de ma circonscription m'a dit un jour que si un système national de garde d'enfants avait été en place lorsqu'elle a eu ses enfants, elle aurait pu garder son emploi, acheter une maison et, surtout, élever ses enfants avec son mari, au lieu d'avoir des emplois du temps opposés.

Pour elle et pour beaucoup d'autres personnes ayant une histoire similaire, j'ai bon espoir que ma province natale, l'Ontario, verra bientôt une entente sur les services de garde d'enfants. Pour elle et pour beaucoup d'autres comme elle, notre gouvernement va agir sur l'abordabilité du logement et remettre l'accession à la propriété à la portée des Canadiens.

Alors que nous cherchons à rebâtir notre économie, nous devons également veiller à ce qu'elle soit plus inclusive et diversifiée. Nous facilitons l'accès des femmes et des groupes vulnérables à la formation pour les aider à acquérir et à renforcer les compétences nécessaires pour réintégrer le marché du travail. Nous devons continuer à travailler pour mettre fin au racisme, au sexisme et à la discrimination systémiques dans les lieux de travail, les écoles et les collectivités.

Une véritable égalité rend nos communautés et notre économie plus fortes et plus résilientes. Personne ne devrait manquer une occasion d'avancer en raison de son sexe, de la personne qu'il aime, de ses origines, de la langue qu'il parle, du destinataire de ses prières ou de la couleur de sa peau.

• (1645)

Parce que tous les Canadiens méritent de se sentir en sécurité et bienvenus dans leur propre collectivité, nous poursuivons notre travail en soutenant les organisations qui offrent des services essentiels aux personnes victimes de violence et de discrimination fondées sur le sexe. Je veux que les résidents de Newmarket—Aurora, et en fait tous les Canadiens, se sentent en sécurité dans les endroits qu'ils ont choisi d'appeler leur foyer. La sécurité des Canadiens n'est pas négociable.

En parlant de sécurité, les changements climatiques sont la plus grande menace à laquelle nous sommes confrontés. Nous savons qu'il y a peut-être des députés qui ne croient toujours pas à cette réalité, mais ils ne peuvent pas contester les faits. Qu'il s'agisse d'une augmentation des inondations et des incendies, d'hivers froids ou d'étés plus chauds, les changements climatiques sont réels et leurs effets se font déjà sentir.

Ce n'est pas une nouvelle. En fait, depuis 2015, notre gouvernement a injecté environ 60 milliards de dollars dans la lutte contre les changements climatiques en investissant dans les technologies propres, les transports en commun, les bornes de recharge à émission zéro et plus encore. Nous continuerons à investir dans nos travailleurs et notre industrie pétrolière et gazière pour réduire la pollution, tout en faisant une économie verte qui les inclut davantage. Nous disposons des matières premières et de la main-d'œuvre qualifiée nécessaires pour fabriquer des produits propres qui feront du Canada un leader mondial.

Cela dit, nous devons aussi tenir compte de la relation importante que les Autochtones entretiennent avec les terres sur lesquelles nous vivons. Ils peuvent nous en apprendre beaucoup, et il nous incombe de travailler avec nos partenaires autochtones pour tirer parti de leurs connaissances traditionnelles, les protéger et les respecter. C'est dans cet esprit de compréhension et de partenariat avec les peuples autochtones que nous renouvelons notre engagement à faire progresser la réconciliation.

En tant que père de famille et grand-père, je ne peux imaginer l'atrocité de savoir que je ne verrai peut-être plus jamais mes enfants parce que le gouvernement est venu me les enlever. Des parents et des enfants autochtones ont vécu de l'angoisse, des souffrances

et une discrimination sans nom pendant des décennies, et ce n'est malheureusement pas terminé.

En tant que pays et gouvernement, nous avons la responsabilité de veiller à ce que les communautés autochtones aient le soutien dont elles ont besoin pour garder leurs familles unies, d'évaluer leur accès à des services de santé opportuns et adaptés à leur culture, de remédier à la surreprésentation des Autochtones dans nos pénitenciers et nos systèmes d'aide sociale et d'assurer une indemnisation juste et équitable pour ceux qui ont subi des préjudices dans le cadre du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. Nous avons la responsabilité d'accélérer le travail auquel nous nous sommes déjà engagés.

Il y a beaucoup de travail à faire pour remédier aux disparités qui empêchent bien des membres des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'être traités équitablement au Canada. Agissons rapidement, de concert avec les peuples autochtones, pour non seulement remédier aux disparités, mais aussi pour profiter des immenses possibilités qui s'offrent à nous grâce à une compréhension et à un partenariat égaux et renouvelés.

Il y a quelques semaines, j'ai eu l'honneur d'accueillir la famille Noori à Newmarket — Aurora. Ces gens ont quitté leur foyer en Afghanistan en croyant que leur chance d'un avenir meilleur se trouvait dans notre collectivité et au Canada, un espoir que partagent tant de gens du monde entier.

Je l'ai déjà dit et je le répète: nous sommes chanceux de vivre au Canada. Je sais ce qu'ils ressentent; c'est le Canada qui a accueilli ma famille après la Seconde Guerre mondiale. J'ai vu de mes propres yeux la compassion des Canadiens pour leurs voisins et l'aide qu'ils apportent à ceux qui en ont besoin. Lorsque les temps sont durs, les Canadiens ont le courage de se préparer pour l'avenir, avec la détermination de relever les défis et la compassion pour leurs voisins.

Dans ma circonscription, pendant les jours les plus difficiles de la pandémie, j'ai vu des membres de la communauté se mobiliser pour faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. Chaque jour, ma communauté m'inspire et c'est grâce à ses membres que j'ai l'honneur de venir à la Chambre pour travailler à faire avancer leurs priorités avec des collègues de partout au pays. Ensemble et maintenant, nous bâtissons un Canada meilleur, plus juste et plus inclusif pour tous, le Canada que nous méritons tous.

• (1650)

M. Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord remercier les formidables habitants de Saskatoon-Ouest de m'avoir encore une fois fait confiance pour les représenter ici à Ottawa. En passant, nombre d'entre eux sont des aînés, qui m'ont parlé à maintes reprises des difficultés auxquelles ils sont confrontés. La plupart des aînés vivent évidemment d'un revenu fixe, et le gouvernement leur a rendu la vie très difficile. L'inflation fait augmenter tous les prix, y compris celui des aliments. Le prix du bœuf est en hausse de 14 % et celui du poulet de 9 %.

Comment le député explique-t-il aux aînés de sa circonscription les répercussions que les mesures prises par le gouvernement ont eues sur eux, le tort qu'elles leur fait? Que leur répond-il lorsqu'ils lui font part des difficultés qu'ils éprouvent dans leur vie quotidienne?

L'Adresse

Tony Van Bynen: Madame la Présidente, je discute souvent avec les aînés de ma circonscription. Notre communauté d'aînés ainsi que notre comité des aînés sont très actifs, tant à Newmarket qu'à Aurora. Ces conversations portent sur l'aide que leur a apportée le remboursement de la TPS. Les problèmes que nous connaissons actuellement sont difficiles pour tout le monde, surtout pour les personnes à revenu fixe, et pas seulement pour les aînés. Les mesures de soutien que nous leur offrons leur sont d'une grande aide pour traverser cette période difficile.

Le gouvernement tiendra compte des répercussions de l'inflation pour déterminer les mesures à prendre à l'avenir.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, je vous félicite sincèrement pour votre nomination.

Le député a dit, lors de son discours, qu'il était près des gens de sa circonscription et que sa province lui était importante. Je dirais que nous avons cela en commun.

Ce que les gens de nos circonscriptions demandent, c'est de renforcer le système de santé. Je suis fière d'être Québécoise. Ce que le Québec revendique, ce sont des transferts fédéraux en santé à la hauteur des besoins.

La question des transferts en santé était totalement absente du discours du Trône. Le gouvernement fédéral ne répond pas aux besoins du Québec et des provinces en matière de santé. Nous sommes obligées de gérer de la décroissance, alors qu'il faut rééquilibrer les besoins des provinces et du Québec et la capacité du fédéral de faire passer les transferts en santé à 35 %.

Pourquoi a-t-on omis de mentionner dans le discours du Trône cette nécessaire hausse de 35 % des transferts fédéraux en santé, comme le demandent l'Ontario et le Québec?

• (1655)

[Traduction]

M. Tony Van Bynen: Madame la Présidente, la question est importante. Ayant été membre du conseil d'administration du Southlake Regional Health Centre pendant neuf ans, je comprends le défi que constitue le respect des obligations financières dans la gestion de l'inflation, particulièrement à cause de l'augmentation du nombre de patients en raison de la croissance des collectivités. Je comprends bien qu'il faut examiner le financement des soins de santé.

Je crois que le premier ministre a dit que la question allait être examinée en temps voulu, dès que nous aurons traité les questions dont nous sommes actuellement saisis relativement à la COVID-19, aux vaccins et à l'établissement d'un plan pour la relance de l'économie. Après quoi, nous devrions être mieux placés pour déterminer ce qui devrait être pris en compte pour la suite des choses.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je sais à quel point mon honorable collègue, le député de Newmarket—Aurora, s'inquiète au sujet de la crise climatique. Cependant, je dois dire que, quand nous entendons des libéraux dire que le gouvernement comprend la science climatique, je suis terriblement inquiète. Je crains sincèrement que la science ait été mal comprise.

Une loi sur la carboneutralité a été adoptée lors de la 43^e législature. On ne parle que de carboneutralité d'ici 2050, alors que notre engagement dans le cadre de l'Accord de Paris consiste à maintenir

à 1,5 °C l'augmentation de la température mondiale moyenne, si possible. Nous n'atteindrons pas l'objectif de 1,5 °C si la cible est la carboneutralité d'ici 2050. Ce serait à la fois trop tard et trop vite. Nous devons vraiment en faire davantage, même avant la réunion climatique de l'année prochaine à la COP27.

Je demanderais à mon collègue s'il a le sentiment que, parmi ses collègues, on comprend que nous sommes en voie de connaître des conditions climatiques nettement pires et plus dangereuses et, peut-être, le recul de la civilisation humaine.

M. Tony Van Bynen: Madame la Présidente, je partage les inquiétudes de la députée. Je crois que tous les parlementaires les partagent aussi. Je crois que l'on souhaite ardemment faire ce qui s'impose et faire les investissements requis. Comme je le mentionnais plus tôt, nous avons déjà investi quelque 60 milliards de dollars et nous sommes déterminés à dépasser nos objectifs.

[Français]

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureuse de vous revoir assise au fauteuil.

[Traduction]

Je vais commencer par mentionner un terrible accident qui s'est produit hier soir à London-Ouest et qui a impliqué 11 personnes, dont huit ont été transportées à l'hôpital. Ce matin, nous avons appris qu'une petite fille de 8 ans a perdu la vie dans ce tragique accident. J'offre mes plus sincères condoléances à sa famille et à ses amis de London. Je tiens également à souhaiter un prompt rétablissement aux blessés et à leurs familles et à remercier nos premiers intervenants d'être toujours les premiers à soutenir tout le monde.

Je tiens également à remercier mes concitoyens de London-Ouest. C'est grâce à eux que je suis ici. Je continuerai de travailler fort pour les servir.

Je veux aussi remercier mon fils Noah, qui sera probablement très gêné de m'entendre. Il a été ma source d'inspiration et de motivation à devenir la femme que je suis aujourd'hui. Je suis devenue maman à l'âge de 18 ans, et je l'ai traîné partout avec moi dans ma lutte pour l'équité et la justice à London. Il ne le sait pas, mais chaque matin, c'est pour lui que je poursuis ce combat. Noah a toujours été mon partisan le plus zélé, un bénévole infatigable qui soutient continuellement le moral des travailleurs de ma campagne. Même s'il admire les Lakers, il m'a fait sourire tout au long de ma campagne.

[Français]

J'aimerais remercier ma mère de son soutien, pendant que je suis ici.

Maman, tu m'as toujours soutenue. Si tu n'avais pas choisi de venir au Canada en quittant le Burundi, qui sait où je serais maintenant?

• (1700)

[Traduction]

Je remercie le reste de ma famille et de mes amis d'avoir contribué à préserver ma santé mentale au cours de ces dernières années de ma vie politique. Leur appui a été incommensurable.

L'Adresse

Je remercie infiniment les bénévoles qui m'ont aidée à frapper à des milliers de portes tout au long de la campagne. La campagne a été intéressante, remplie de défis, mais sous le signe de l'amitié.

Je remercie également ma prédécesseure, Kate Young, pour son appui extraordinaire. Nos conversations téléphoniques hebdomadaires m'ont été extrêmement utiles et m'ont aidé à m'y retrouver.

Il faut reconnaître que notre campagne à London a été très difficile. Je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre que, lors de sa visite, le premier ministre a reçu du gravier en plein visage. Cet acte de lancer du gravier à un dirigeant du G7 est tout à fait inacceptable et odieux. Ce comportement continue de montrer les failles de notre système. Elles n'ont fait que s'amplifier au cours de ces deux dernières années. Cette année, London a beaucoup souffert de ces manifestations de haine. L'attentat terroriste perpétré l'été dernier dans ma circonscription nous a scandalisés et consternés.

Ces deux dernières années ont jeté de la lumière sur le racisme systémique et sur les actes de discrimination et de haine qui règnent au Canada depuis longtemps. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles je m'étais présentée aux élections municipales. Nous devons éliminer ces obstacles, promouvoir l'équité et l'accès aux services et nous soutenir mutuellement. Je continue à soutenir la communauté musulmane de London afin qu'elle comprenne l'importance du rôle qu'elle joue chez nous. Je me réjouis de collaborer avec ses membres à la lutte contre l'islamophobie, la xénophobie, l'antisémitisme, le racisme envers les Noirs et les Autochtones et contre toutes les formes de haine.

Les élections assurent à tous les membres du public une occasion d'exprimer leurs opinions. Quelles que soient leur origine ou leur apparence, tous les Canadiens ont le droit de voter pour l'avenir qu'ils recherchent. Je l'ai ressenti personnellement lorsque la communauté burundaise de London et d'ailleurs au Canada a appuyé ma campagne. Franchement, cette communauté s'était désengagée de la politique parce qu'elle avait l'impression que personne ne l'écoutait. Le soutien de ma communauté fait toute la différence pour moi, et je l'en remercie. Je me réjouis de continuer à travailler fort pour représenter les gens de London-Ouest, et je les remercie encore une fois de m'avoir fait confiance.

En ce qui concerne le discours du Trône, qui a exposé l'avenir vers lequel les Canadiens veulent que le gouvernement se dirige, je dirai d'emblée que nous sommes toujours en pleine pandémie. En Ontario, 10 000 personnes sont mortes de la COVID-19. Compte tenu du nouveau variant qui a été signalé partout dans le monde, et maintenant au Canada, nous savons qu'il reste du travail à faire. Le gouvernement accorde d'abord et avant tout la priorité à la santé et à la sécurité des Canadiens, tout en s'efforçant de maîtriser la pandémie de COVID-19 et d'assurer une reprise inclusive et résiliente.

C'est pour cette raison que nous mettons l'accent sur la vaccination. En effet, nous avons rendu la vaccination obligatoire pour les fonctionnaires fédéraux et les travailleurs sous réglementation fédérale, ainsi que pour quiconque voyage à l'intérieur du Canada. Qui plus est, le gouvernement s'est procuré davantage de vaccins, des doses de rappel et des vaccins pour les enfants de 5 à 11 ans. Je sais que c'est très important pour les parents.

Nous ne pouvons pas débattre des données scientifiques. Le seul moyen de sortir de cette pandémie est de s'assurer que tous ceux qui peuvent être vaccinés le soient.

[Français]

Tout au long de la pandémie, nous n'avons pas seulement été témoins de la dévastation généralisée causée par la COVID-19, mais aussi des effets mortels du changement climatique et de la crise climatique à laquelle nous sommes actuellement confrontés.

La semaine dernière, la population de la Colombie-Britannique a été confrontée à des inondations mortelles, qui ont entraîné la perte de vies humaines, le déplacement de familles et l'interruption de l'importation de biens essentiels.

Les effets du changement climatique sont réels. Ils sont plus présents aujourd'hui dans notre société, ce qui est un code rouge pour l'humanité. Nous devons tous prendre des mesures immédiates pour faire en sorte que les générations futures, comme mon fils Noah, aient un endroit où vivre.

[Traduction]

Le gouvernement est résolu à s'attaquer à la crise climatique en prenant des mesures encore plus audacieuses que celles prises au cours des six dernières années. Nous allons plafonner et réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, tout en nous efforçant d'accélérer notre transition vers un réseau d'électricité carboneutre. Nous investirons davantage dans des moyens de transport plus écologiques, tout en augmentant le prix de la pollution et en améliorant l'atténuation des catastrophes. Ce sont des mesures et des investissements indispensables dans les villes; des investissements qui créeront plus d'emplois, des emplois propres et verts.

Alors que nous nous dirigeons vers un avenir plus vert, plus propre et plus inclusif, nous pouvons faire en sorte qu'il n'y ait plus de pertes de vie en raison des effets catastrophiques et terrifiants de la crise climatique. Alors que nous travaillons à reconstruire notre économie, nous devons nous concentrer sur une reprise durable et inclusive qui continue de soutenir tous ceux qui ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie, dont les femmes, les petites entreprises, les communautés racialisées et les personnes âgées, pour n'en nommer que quelques-uns.

Soutenir les Canadiens en leur permettant d'accéder à des programmes d'éducation préscolaire et de garde d'enfants accessibles et abordables fera en sorte que les femmes et les parents ne soient pas laissés en plan dans notre reprise économique. En tant que mère, je connais bien l'importance de donner le meilleur départ possible à un enfant. La création d'un système d'éducation préscolaire et de garde d'enfants à l'échelle du Canada permettra à tous d'accéder à des services à des prix abordables. Il aidera un plus grand nombre de femmes à revenir sur le marché du travail et à alléger le fardeau financier qui est souvent imposé aux familles ayant de jeunes enfants, en particulier au sein des communautés les plus vulnérables.

Enfin, j'aimerais attirer l'attention sur un sujet que j'ai soulevé à la Chambre mercredi dernier: le logement. Pour composer avec la hausse du coût de la vie, il faut s'assurer que tous les Canadiens, peu importe leur revenu, ont accès à un chez-soi sûr et abordable. Alors que se prépare la reprise économique, il est essentiel de veiller à ce que les Canadiens aient accès à des logements abordables.

L'Adresse

S'engager à rendre la vie plus abordable en aidant les familles à acheter leur première maison plus rapidement grâce au programme de location avec option d'achat et en améliorant l'incitatif à l'achat d'une première propriété sera vital pour les jeunes Canadiens de London-Ouest qui, comme moi, rêvent d'être propriétaires de leur première maison. Construire plus de logements partout au pays en augmentera l'accessibilité. Nous devons donc travailler avec tous les ordres de gouvernement et les intervenants. En termes simples, il faut permettre à plus de Canadiens d'avoir un logement et mettre fin à l'itinérance chronique, comme le prévoit la Stratégie nationale pour le logement.

Je sais que ce n'est qu'une petite partie de ce que le gouvernement s'est engagé à faire. Je voulais en parler parce que c'est ce que les électeurs de London-Ouest m'ont dit quand j'ai frappé à leurs portes. C'est la raison pour laquelle nombre d'entre nous sont ici. Nous avons été envoyés à la Chambre pour nous battre pour l'avenir des Canadiens, et non pour nous battre entre nous. Unissons nos efforts pour servir tous les Canadiens en bâtissant un Canada plus fort, plus vert et plus inclusif.

J'ai hâte de poursuivre cet important travail et de collaborer avec l'autre côté de la Chambre pour mieux servir les Canadiens.

• (1705)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, on a beaucoup parlé des services de garde dans le discours du Trône et dans les discours sur le discours du Trône. Il s'agit assurément d'une question très importante. Lorsque j'étais présidente du comité de la condition féminine, nous nous sommes penchés sur le travail non rémunéré, en particulier la garde des enfants, et les Canadiens ont assurément besoin d'avoir diverses options à cet égard.

En 2018, les libéraux s'étaient engagés à créer 40 000 places en garderie et, à ma connaissance, ce n'est jamais arrivé.

En quoi cette promesse est-elle différente aujourd'hui?

Mme Arielle Kayabaga: Madame la Présidente, je tiens à souligner que le plan dont nous avons parlé en campagne électorale vise à rendre les services de garde accessibles et abordables pour toutes les familles au Canada. En Ontario, nous attendons toujours. Les femmes attendent encore de savoir ce que leur gouvernement fera pour leur permettre de retourner au travail, leur permettre d'épargner plus d'argent pour continuer à élever leur famille. On parle de ce qu'on peut faire en ce moment pour aider les Canadiens. Nous venons tout juste de sortir d'une élection. Nous sommes ici pour servir les Canadiens. Travaillons alors ensemble pour nous assurer que toutes les familles ont accès à des services de garde abordables.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, je vous félicite moi aussi pour votre nomination.

Ma collègue a parlé d'environnement. Comment explique-t-elle que le gouvernement libéral a dépensé plus pour les énergies fossiles que le gouvernement conservateur qui l'a précédé? Je pense qu'il n'y a pas de pétrole propre et qu'il faut réduire notre dépendance au pétrole.

D'autre part, on a récemment beaucoup discuté du taux de refus — 80 % — des étudiants temporaires africains francophones. Cela semble inacceptable et je voudrais savoir l'avis de ma collègue à ce sujet.

Mme Arielle Kayabaga: Madame la Présidente, je vais commencer par dire que les changements climatiques sont réels: on les a vécus pendant la campagne électorale, alors qu'il faisait vraiment chaud, et on a vu à quel point il est temps d'agir. J'ai entendu beaucoup de jeunes Canadiens dire qu'ils veulent avoir un avenir et vivre dans ce pays et sur cette planète. Il faut donc faire quelque chose dès aujourd'hui.

Notre plan pour les changements climatiques est clair et c'est pour cela que le gouvernement a été réélu: pour continuer de prendre des mesures qui peuvent répondre aux changements climatiques au Canada. Il est vrai que nous avons beaucoup de travail à faire. C'est pour cela que nous sommes tous ici. J'espère que mon collègue va y participer et nous aider à faire avancer ce que nous devons faire pour les Canadiens.

• (1710)

[Traduction]

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, c'est avec une joie particulière que j'accueille la députée de London-Ouest dans cette enceinte. Nous nous sommes croisées dans les couloirs tout à l'heure, et je me suis rappelé que je l'avais rencontrée lorsqu'elle était une jeune militante écologiste, en 2010, à la Conférence des Parties de Cancún.

Je n'avais pas l'intention de lui poser cette question, mais je veux répondre à la question de la députée de Sarnia-Lambton, car je suis beaucoup plus âgée que la députée de London-Ouest. Je me souviens qu'un ministre libéral du nom de Ken Dryden avait signé des ententes avec chaque province et territoire pour offrir des services de garde d'enfants universels, qui avaient déjà été financés dans le budget de 2005, lorsque Ralph Goodale était ministre des Finances. Je crains d'avoir une mémoire terriblement bonne. Nous avons perdu Kyoto, l'accord de Kelowna et un plan universel de garde d'enfants lorsqu'un gouvernement minoritaire dirigé par Paul Martin a été défait par le Bloc, les conservateurs et les néo-démocrates. Je ne les mets pas en cause pour ces pertes.

Je sais pourquoi on a pris une décision qui a été si dévastatrice pour Kyoto, pour les services de garde d'enfants et pour Kelowna. C'est notre système de scrutin qui est en cause. C'est le système majoritaire uninominal à un tour qui incite les bons partis à faire de mauvaises choses pour obtenir l'avantage par la suite.

Je n'ai pas posé de question à ma collègue. Je me tiens ici comme une sorte de relique qui se souvient de certaines choses, et je suis toujours en colère.

Mme Arielle Kayabaga: Madame la Présidente, j'ai effectivement rencontré ma collègue lors de la COP16, en 2010. J'avais alors environ 10 ans de moins. Quel plaisir de voir qu'elle est toujours à la Chambre, qu'elle fait toujours son travail et qu'elle lutte toujours contre le changement climatique. J'ai hâte de travailler avec elle, son équipe et tous les autres pour concrétiser les promesses que nous avons faites aux Canadiens.

Je tiens à souligner que nos enfants nous regardent à la maison, et qu'ils savent. J'ai parlé à des enfants de cinquième, quatrième et troisième années, et le premier sujet qu'ils souhaitaient aborder avec moi était celui des changements climatiques. Nous devons faire plus. Nous devons travailler ensemble et ne pas nuire aux plans de nos collègues qui visent à servir les Canadiens.

Souvenons-nous que les Canadiens nous ont envoyés ici pour que nous travaillions ensemble dans leur intérêt.

L'Adresse

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton Griesbach.

Je tiens d'abord à signaler que la circonscription de Nanaimo—Ladysmith est située sur le territoire traditionnel des Premières Nations stz'uminus, snuneymuxw, snaw-naw-as et de Lyackson.

Je profite de ma première allocution à la Chambre pour remercier chaleureusement les gens de Nanaimo—Ladysmith de m'avoir accordé leur confiance. C'est un grand honneur de les représenter à titre de députée. Je tiens à remercier tout particulièrement mes amis, mon équipe de campagne dévouée et les bénévoles qui ont travaillé sans relâche pour que je sois ici aujourd'hui. Ils ont vraiment travaillé fort. Je veux également remercier mes collègues néo-démocrates de leur appui indéfectible, jour après jour, ainsi que le député de Burnaby-Sud qui éveille chez les jeunes générations le désir de s'engager dans le processus politique. J'essaie de suivre son exemple.

J'aimerais également remercier mon prédécesseur, Paul Manly, qui n'a ménagé aucun effort pour représenter Nanaimo—Ladysmith avant que je sois élue. Je remercie la députée et ministre de la Santé mentale et des Dépendances de la province, Sheila Malcolmson, ainsi que ma prédécesseure Jean Crowder, qui m'ont toutes les deux ouvert la voie et permis d'être ici aujourd'hui parmi tous les députés. Plus que tout, je tiens à remercier ma famille et mes deux enfants extraordinaires, Makayla et Wyatt. J'aurais tellement de monde à remercier, mais faute de temps, je dirai seulement que si je suis ici aujourd'hui, c'est grâce au soutien de beaucoup de gens et je tiens à les remercier.

Ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, est une magnifique île située sur la côte Ouest de la Colombie-Britannique. Même si je suis heureuse d'être ici aujourd'hui pour travailler pour les gens Nanaimo—Ladysmith, je dois dire que mes concitoyens, comme un trop grand nombre de Canadiens, connaissent un lot de difficultés. La circonscription de Nanaimo—Ladysmith est aux prises avec de nombreux problèmes graves. Compte tenu du temps dont je dispose, je n'aborderai qu'une partie d'entre eux, mais au cours des semaines et des mois à venir, j'espère pouvoir parler dans cette enceinte des nombreuses difficultés qui touchent les résidents de Nanaimo—Ladysmith et trouver des solutions.

Les gens de Nanaimo—Ladysmith ont du mal à se trouver un chez-soi. De jeunes familles ont peu d'espoir d'acheter leur première maison. Certains travailleurs de ma circonscription ont perdu leur maison à cause de la précarité de leur emploi et des aînés à faible revenu ont du mal à payer leur loyer. Je constate directement les répercussions de l'inaccessibilité des logements abordables. Mes concitoyens me demandent souvent: « Comment se fait-il que nous ayons oublié que le logement est un droit fondamental de la personne, et non une marchandise financière pour les investisseurs? »

Cela me fait penser à une résidente de ma circonscription qui vient de subir une éviction. Il lui restait deux options: un loyer au double du prix ou l'itinérance. Son revenu est demeuré fixe, mais son loyer a doublé. Elle est toutefois loin d'être la seule. Mes concitoyens veulent savoir quand le gouvernement tiendra ses promesses de fournir des logements sûrs et vraiment abordables aux Canadiens dans les collectivités où ils vivent et où ils travaillent.

Tous les jours, dans ma circonscription, j'entends parler de gens qui sont incapables de joindre les deux bouts à cause du coût de la

vie et du logement. Personne ne devrait avoir à choisir entre se nourrir et se loger.

Dans ma circonscription, le nombre de sans-abri augmente avec le coût des logements. À titre d'exemple, selon les résultats du recensement ponctuel effectué à Nanaimo en 2020 avant le confinement lié à la COVID, l'itinérance avait augmenté de presque 150 % au cours des quatre années précédentes. La pandémie de COVID n'a fait qu'aggraver cette situation. Près du tiers de la population itinérante s'est identifiée comme étant membre des Premières Nations, Métis ou d'ascendance autochtone. Nous devons plus que jamais collaborer avec les communautés autochtones pour construire des logements qui leur soient destinés.

Nous savons que la surreprésentation des Autochtones au sein de la population itinérante de Nanaimo—Ladysmith est le résultat du racisme systémique qui règne depuis plus de 150 ans. La découverte constante de tombes anonymes d'enfants autochtones n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une tentative de génocide des peuples autochtones. Malheureusement, ces actes de racisme se poursuivent aujourd'hui. La surreprésentation des jeunes et des enfants autochtones dans les familles d'accueil de Nanaimo—Ladysmith n'en est qu'un exemple. Les peuples autochtones ont été dépouillés de leurs terres, de leur culture, de leurs langues et de leurs communautés, et ces actes racistes se perpétuent aujourd'hui.

● (1715)

Heureusement, il y a des organismes dans ma circonscription qui font de l'excellent travail, comme le centre d'amitié autochtone Tillicum Lelum. Depuis plus de 50 ans, il fournit des services essentiels aux Autochtones vivant en milieu urbain afin de ramasser les pots cassés par la trop longue inaction du gouvernement fédéral. Les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation doivent être plus que des mots sur papier. Malgré les promesses faites aux peuples autochtones, le gouvernement traîne toujours les enfants autochtones devant les tribunaux et ne garantit pas aux communautés autochtones l'accès à de l'eau potable. Il n'a pas encore donné suite aux appels à la justice résultant de l'enquête nationale sur les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées.

Les gens de Nanaimo—Ladysmith sont témoins directs des répercussions de la crise des changements climatiques. Pendant tout l'été, les Britanno-Colombiens ont vécu les pires conditions de sécheresse et les jours les plus chauds jamais enregistrés dans la province. Passant d'un extrême à l'autre, la Colombie-Britannique subit actuellement les pires inondations de son histoire. Les nations autochtones sont les plus touchées par les inondations dans Nanaimo—Ladysmith. La montée des eaux a aggravé les difficultés auxquelles les Premières Nations de ma circonscription faisaient déjà face. Ces inondations ont fortement endommagé les maisons, dont le nombre était insuffisant et qui avaient déjà grand besoin de réparations.

Ces nations et les autres Britanno-Colombiens touchés par les inondations n'ont pas besoin de mesures de soutien inadéquates qui arrivent trop tard. Les citoyens de Nanaimo—Ladysmith me disent haut et fort que si nous voulons protéger la planète, non seulement pour nous-mêmes aujourd'hui, mais aussi pour la prochaine génération, nous devons agir maintenant. Nous devons faire tout ce qu'il faut pour limiter les répercussions de la crise climatique, bâtir des collectivités plus résilientes et faire la transition vers un avenir énergétique propre où les travailleurs ne seront pas laissés pour compte.

L'Adresse

Nous savons que le gouvernement libéral dépense plus de 4,8 milliards de dollars chaque année en subventions aux entreprises de combustibles fossiles. Nous devons mettre fin à ces subventions dès maintenant et investir plutôt ces milliards de dollars dans des sources d'énergie équitables, durables et renouvelables. Nous devons avoir le courage d'agir aujourd'hui pour lutter contre la crise climatique. Nous devons prendre des mesures qui correspondent à l'ampleur et à l'urgence de la crise. Trop de jeunes, y compris mes propres enfants, me disent qu'ils craignent pour leur avenir. Nous devons faire mieux, car c'est l'avenir de chacun d'entre nous qui en dépend.

En plus des effets de la crise climatique et de la crise du logement, la circonscription que je représente souffre aussi d'une crise des opioïdes. Trop de proches, d'amis et de voisins ont tragiquement perdu la vie dans la crise des opioïdes. Combien d'autres vies devront être perdues avant que nous commencions à prendre cette situation au sérieux? Non seulement le discours du Trône ne fait aucune mention de cette crise, mais l'inaction constante a entraîné plus de 1 500 décès en Colombie-Britannique, dont 39 à Nanaimo seulement. Les habitants de Nanaimo—Ladysmith veulent et méritent que des mesures soient prises dès maintenant pour lutter contre la crise des opioïdes.

En tant que députée d'une circonscription côtière et porte-parole de mon parti en matière de pêches et océans, je suis profondément préoccupée par la population de saumon sauvage et les effets des récentes inondations sur celle-ci. Dans leur discours, les libéraux n'ont pas promis l'investissement et la sensibilisation nécessaires pour sauver cette espèce dont la situation est critique. Je continuerai d'exercer des pressions sur le gouvernement pour obtenir cette aide et je travaillerai avec les communautés des Premières Nations, les provinces et les territoires pour régler cette crise.

Encore une fois, bien qu'il ne s'agisse pas d'une liste exhaustive des problèmes dont j'ai entendu parler en faisant du porte-à-porte dans Nanaimo—Ladysmith, je suis déterminée à travailler aussi fort que possible pour les gens de la circonscription que je représente et les citoyens de toutes les collectivités au Canada. Le Parlement devrait être plus grand que la somme de ses parties, et je veux que nous agissions en ce sens. Nous faisons face à de grands défis et nous devons travailler ensemble pour les relever.

● (1720)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, c'est une excellente chose de vous retrouver à la présidence.

Nous avons beaucoup entendu parler du prix des logements et de l'incidence de divers facteurs sur ce prix, surtout à Vancouver et à Toronto. La députée a-t-elle réfléchi à l'incidence des capitaux étrangers qui entrent illégalement au pays, peut-être par le biais d'organisations criminelles, et qui faussent le marché immobilier de la région métropolitaine de Vancouver et d'autres endroits au Canada?

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, nous savons que nous devons nous pencher sur le prix des logements. Je parle à des concitoyens jour après jour, et ils sont trop nombreux à ne pas pouvoir payer le prix des logements et joindre les deux bouts. Le problème ne touche pas seulement l'achat d'un logis, il touche la location aussi. Les options sont rares. Nous pourrions envisager bien d'autres solutions pour rendre le logement accessible à tous, par exemple des coopératives et divers types d'habitations. Il y a fort à faire pour avancer dans cette direction.

Nous devons mettre en place un plan solide. Il y a une chose qui manquait dans le discours du Trône, soit un plan pour les Autochtones, par les Autochtones, pour élaborer une stratégie de logement autochtone. Ils sont nombreux à ne pas pouvoir accéder aux logements qu'ils méritent et dont ils ont besoin.

Je remercie le député de sa question et j'espère que nous aurons l'occasion de travailler ensemble pour résoudre le problème du logement.

● (1725)

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination. C'est un plaisir de vous voir occuper le fauteuil.

Je tiens aussi à féliciter la députée de Nanaimo—Ladysmith. C'est fantastique d'entendre ses commentaires sur l'importance de la collaboration.

Ma question porte sur le logement, qui représente un grave enjeu dans la région de la baie de Quinte, comme dans tout le pays, bien sûr. C'est un problème dans chacune de nos municipalités et régions.

Pour en revenir à la collaboration, la députée souscrit-elle à notre plan et à l'idée de travailler avec les conservateurs? Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a un problème d'offre en ce moment; c'est même le plus gros problème. Nous ne pouvons pas nous permettre de déprécier davantage notre monnaie. Nous devons nous assurer de collaborer avec les municipalités, les provinces et toutes nos régions pour accroître l'offre le plus rapidement possible et ainsi régler ce problème une fois pour toutes.

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, je pense automatiquement à ce que mes électeurs m'ont dit, à savoir que nous devons nous concentrer sur l'abordabilité du logement et ne pas continuer à construire des maisons pour les ultrariches qui peuvent se les payer alors que les possibilités de logement pour les autres sont nulles.

Il y a tellement de gens qui sont laissés pour compte. Si nous continuons à ne fournir des maisons qu'aux ultrariches, les personnes à faible revenu — celles qui cherchent des logements coopératifs ou des logements à louer — ne seront pas en mesure d'avoir les logements dont elles ont besoin et qu'elles méritent.

Le plan proposé par les conservateurs fait malheureusement fausse route au chapitre des besoins en matière de logement. Si nous voulons faire quelque chose pour augmenter le nombre de logements pour les personnes de tous les niveaux de revenus, nous pouvons poursuivre la conversation, mais nous n'avons certainement pas besoin de plus de maisons pour les ultrariches, car ils en ont déjà.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je félicite ma collègue du NPD pour son discours, la glace est brisée, elle a bien fait cela.

Le discours du Trône était assez vague quant aux propositions concrètes du gouvernement en matière autochtone, malgré les prévisions du ministre. Il ne contenait aucune proposition d'investissement en matière de logement pour les Premières Nations du Québec, entre autres.

Ma collègue va découvrir que le Bloc québécois n'est pas nécessairement le trouble-fête qu'on tente de dépeindre. Le Bloc québécois est un parti qui aime travailler en collaboration. Nous avons plusieurs propositions intéressantes, notamment pour trouver des solutions à la pénurie de logements et particulièrement pour les populations des Premières Nations.

Nous proposons aussi de travailler avec les entrepreneurs pour intégrer davantage les travailleurs autochtones pour contribuer à combattre la pénurie de main-d'œuvre, en effet, mais aussi pour contribuer à créer de la richesse au sein des communautés.

J'aimerais entendre la collègue sur cette proposition du Bloc québécois.

[Traduction]

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, je suis heureuse que l'on reconnaisse notre manque de rigueur pour ce qui est de respecter les promesses que nous avons faites aux peuples autochtones. J'espère bien que nous pourrions travailler ensemble afin d'élaborer de meilleures façons de faire à l'égard des communautés autochtones.

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier mes concitoyens d'Edmonton Griesbach. Je suis vraiment honoré et très fier d'avoir l'occasion de les servir en cette 44^e législature et de représenter les nombreuses collectivités qui font de notre circonscription un endroit formidable. Je ne tiendrai jamais cela pour acquis.

J'aimerais également souligner que nous sommes réunis ici sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin. Je remercie tout particulièrement Shannon Chief de la nation algonquine, qui m'a accueilli lors de la cérémonie d'assermentation. C'était très important pour moi d'avoir cette relation avec le peuple algonquin.

C'est un honneur pour moi d'être le premier député ouvertement bispirituel à avoir été élu à la Chambre. En tant que jeune Autochtone queer, je sais que la représentation est importante. Depuis mon élection, j'ai reçu d'innombrables messages de jeunes, d'Autochtones et de queers de ma circonscription et d'ailleurs. Beaucoup d'entre eux m'ont raconté des histoires touchantes sur leur vie et m'ont dit à quel point mon élection était importante pour eux, car ils se voient enfin au gouvernement et se voient enfin représentés à la Chambre.

Je suis honoré que ces personnes m'aient raconté leurs histoires et j'espère pouvoir faire entendre leurs voix et leurs points de vue à la Chambre parce que, en réalité, on ne s'attend pas à ce qu'une personne comme moi se trouve ici. Le fait que les habitants d'Edmonton Griesbach aient décidé d'élire un jeune queer à la peau brune provenant de leurs rues me surprend encore aujourd'hui. J'ai survécu et je siège à la Chambre, ce qui, en soi, est surprenant au Canada. J'ai grandi dans l'établissement métis de Fishing Lake, qui est souvent l'une des communautés les plus oubliées et les plus mal desservies au pays. Je suis ici en raison de la force de cette communauté et de ses fiers habitants qui font que cet endroit est merveilleux. Je suis fier de raconter leurs histoires à la Chambre aujourd'hui.

Je siège aussi à la Chambre à titre de survivant intergénérationnel de l'effroyable système des pensionnats et de la politique canadienne de la rafle des années 1960. Je tiens à dire à ma kokum, à mes oncles, à tous les survivants et aux nombreux enfants perdus que nous nous souvenons d'eux. Je suis ici parce que ma mère biologique, Brenda, elle-même victime de la rafle des années 1960, a

L'Adresse

pris la décision courageuse de demander de l'aide, ce qui m'a permis d'éviter d'entrer dans le système de protection de la jeunesse et de grandir dans ma communauté en contact avec ma culture, ma langue, mon peuple, mais, surtout, ma famille, ce dont bien des Autochtones ont été privés au Canada. Nous disposions souvent de bien peu de choses, mais nous étions toujours là les uns pour les autres, ce qui est un cadeau que tant de gens tiennent pour acquis encore aujourd'hui.

Kinanaskomtinawaw packchi-wanis.

En tant qu'Autochtones, nous devons nous attendre à mieux de la part de notre gouvernement et de nos dirigeants. Nous devons faire en sorte qu'il y aura du changement. Nous devons veiller à ne jamais permettre que de telles injustices se reproduisent. J'espère que ma présence à la Chambre pourra contribuer à nous rapprocher pendant notre cheminement vers la réconciliation, même si je crois que le discours du Trône ne contient pas grand-chose pour y parvenir. Un gouvernement qui dit de belles paroles depuis plus de six ans, mais qui ne fait rien lorsque cela compte ne fait qu'encourager le cynisme et non la réconciliation. Il faut que les choses changent si nous voulons progresser en tant que pays.

Par ailleurs, le discours du Trône ne contient pas grand-chose pour aider les gens de ma circonscription, Edmonton Griesbach, et améliorer leur quotidien. Ma circonscription est constituée de collectivités fortes et dynamiques de la classe ouvrière. C'est une circonscription diversifiée, qui compte l'une des plus grandes populations autochtones en milieu urbain au pays et l'une des plus importantes populations de néo-Canadiens, mais aussi une circonscription qui comporte son lot de problèmes. Le taux de pauvreté chez les enfants y est l'un des plus élevés au pays, et on y retrouve bon nombre des sans-abri d'Edmonton, et ce dans une proportion de plus en plus grande. À bien des égards, ma circonscription est en crise: on y retrouve une crise du logement, une crise des opioïdes, une hausse importante des crimes haineux — en particulier à l'endroit des femmes musulmanes portant le hijab —, et on y ressent toujours les effets de la pandémie actuelle.

Ce sont là quelques-unes des inquiétudes dont les gens me font continuellement part quand je fais du porte-à-porte. Pourtant, le discours du Trône ne présente aucune mesure pour atténuer ces inquiétudes. Le gouvernement a parlé abondamment du logement, mais il faut maintenant passer à l'action. Le nombre d'itinérants a doublé à Edmonton. Les itinérants de ma communauté souffrent autant qu'avant, sinon plus. Le discours du Trône ne présente aucun engagement pour mettre en œuvre la stratégie sur le logement « pour les Autochtones et par les Autochtones », une promesse de longue date des libéraux. Je suis né dans les années 1990 et c'était déjà l'une de leurs promesses à cette époque.

● (1730)

Le discours du Trône ne s'attaque pas au problème de la crise du logement qui sévit à Edmonton Griesbach et ailleurs au Canada. L'hiver est arrivé. Il fait froid. Nous devons en faire plus dès maintenant.

L'Adresse

Rien n'est prévu pour réaliser la promesse du régime national d'assurance-médicaments ou la couverture des soins dentaires. D'une maison à l'autre, j'ai entendu d'innombrables histoires de Canadiens qui ne peuvent pas payer leurs médicaments ou qui, pour ce faire, doivent choisir entre la nourriture, le paiement du loyer ou d'autres nécessités. La population canadienne a désespérément besoin d'un régime d'assurance-médicaments. Cela changerait la vie des gens, en plus de sauver des vies. Nous le savons tous. Le gouvernement le sait, car son propre rapport le démontre.

Les Canadiens sont favorables à la mise en place d'un régime national d'assurance-médicaments. Ils en ont besoin et c'est la raison pour laquelle les libéraux font miroiter cette promesse d'une campagne à l'autre. Il est complètement inacceptable que le discours du Trône ne parle pas de cet enjeu et qu'il ne présente aucune mesure pour accomplir des progrès dans ce dossier. C'est une injure pour les habitants de ma circonscription parce qu'ils méritent mieux. Le gouvernement doit faire mieux.

La lutte contre les changements climatiques, la création de bons emplois et une transition équitable pour les travailleurs sont d'autres enjeux cruciaux qui ne figurent nulle part dans le discours du Trône. De nombreux résidents de ma circonscription ont encore du mal à trouver un emploi. Ceux qui dépendent du régime actuel d'assurance-emploi sont frustrés parce que le discours du Trône ne renferme aucune mesure pour les aider. Beaucoup s'inquiètent de ce que l'avenir leur réserve au moment où le monde délaisse graduellement les ressources non renouvelables. Ces personnes ont travaillé fort. Je le sais, parce que je suis moi-même un ancien travailleur du secteur pétrolier et gazier. Ces gens veulent un avenir eux aussi. Ils veulent savoir qu'il y aura de bons emplois en Alberta et à Edmonton pendant de nombreuses années.

Les libéraux ont misé dans leur campagne sur une transition équitable pour les travailleurs. Ils ont promis de les faire participer à la création de plans, car il ne peut y avoir d'équité sans la participation des personnes touchées par cette transition. Il ne peut y avoir de mesures efficaces pour lutter contre les changements climatiques sans la participation des travailleurs. Pourtant, le discours du Trône ne renferme rien pour assurer de bons emplois ou une transition équitable pour les travailleurs de ma circonscription. Encore une fois, les belles paroles ne suffisent pas. Il faut agir. Nous devons créer de bons emplois.

De plus, ce discours ne reconnaît pas l'interdiction de longue date qui a empêché un grand nombre de queers, moi y compris, de donner du sang. Les libéraux ont fait des promesses, ils ont fait campagne à ce sujet et ils ont même recueilli des fonds, mais nous attendons toujours que des mesures soient prises.

Dans l'ensemble, le discours du Trône ne dit pas grand-chose. D'à peine 24 pages, c'est l'un des plus courts de l'histoire récente. Il n'y est aucunement question de ce qui importe le plus aux gens d'Edmonton Griesbach que je représente. Après des décennies de promesses non tenues, y compris en ce qui concerne les services de garde abordables, j'ai été heureux de voir enfin la question abordée dans le discours du Trône, mais il reste encore beaucoup à faire pour que cela se concrétise. Cela ne ferait pas grand-chose pour améliorer la vie des gens que je représente. Les gens de ma circonscription se sentent laissés pour compte.

On peut se demander pourquoi il y a eu des élections, quand le gouvernement a si peu de choses à proposer. Toutefois, je suis ici pour faire un travail. Je suis ici pour représenter les gens d'Edmonton Griesbach et faire entendre leur voix au Parlement, et je suis

fier d'être leur voix. Je continuerai de faire pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses et pour qu'il fasse mieux. C'est ce à quoi s'attendent mes concitoyens, et c'est ce que les Canadiens méritent.

• (1735)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, nombreux sont ceux qui croient que pour instaurer le type de régime d'assurance-médicaments que les Canadiens veulent, il faut que les provinces y adhèrent. Je suis sûr que le député peut comprendre pourquoi, compte tenu des champs de compétence et de l'importance de la question.

Dans le discours du Trône de septembre 2020, le gouvernement fédéral s'est engagé à collaborer avec les provinces volontaires. Il y a une volonté d'aller de l'avant. Nous avons vu qu'il y avait une volonté d'aller de l'avant dans le dossier des services de garde et que les provinces adhéraient au projet. Conséquemment, les Canadiens en bénéficient. C'est le gouvernement national qui assure le leadership, et, idéalement, les provinces le reconnaissent, elles se rangent de son côté, puis elles travaillent ensemble.

Le député peut-il nous dire s'il estime qu'il est important que nous collaborions avec les provinces pour que certaines de ces possibilités deviennent réalité?

M. Blake Desjarlais: Madame la Présidente, c'est possible. Nous avons vu les gouvernements travailler ensemble, y compris celui de l'Alberta, dans des dossiers comme les services de garde. Des partis qui sont aux antipodes idéologiquement ont réussi à conclure une entente à ce sujet. Je trouve encourageant de voir que le gouvernement peut y arriver, mais il était temps.

De nombreuses familles ont perdu des décennies de financement, ce qui a privé leurs enfants, maintenant devenus grands, de cette possibilité. Je veux simplement m'assurer que le gouvernement va agir rapidement afin que nous évitions de faire les mêmes erreurs que dans la mise en place à retardement d'un programme de garderies. Nous devons agir maintenant pour mettre en place un programme d'assurance-médicaments. Pour certaines personnes, c'est une question de vie ou de mort. Nous travaillons avec de nombreuses réserves et nous constatons, par exemple, que les droits à l'assurance-médicaments pour les gens qui y vivent ne vont pas assez loin. Nous devons voir des engagements concrets et des mesures concrètes pour mettre en place un programme d'assurance-médicaments, et je pense qu'il y a...

• (1740)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois permettre à d'autres députés de poser des questions.

Nous reprenons les questions et observations. La députée de Sarnia—Lambton a la parole.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais connaître l'opinion du député, en tant qu'Autochtone, sur quelque chose. Depuis 2015, je siége à la Chambre et j'écoute le gouvernement dire que sa relation la plus importante est celle de nation à nation et affirmer qu'il mettra fin aux avis de faire bouillir l'eau et qu'il fera quelque chose au sujet des femmes autochtones assassinées ou disparues. La réalité est que les libéraux veulent maintenant seulement mener des consultations relativement aux avis de faire bouillir l'eau et qu'aucune mesure n'a été prise en ce qui concerne les femmes autochtones assassinées ou disparues.

L'Adresse

Les progrès ont été très lents quant aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation. Puis, le premier ministre s'est rendu à Tofino lors de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Je suis déçue et je pense que cela a nui à notre capacité de travailler à la réconciliation avec les Premières Nations. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense au nom de ses concitoyens?

M. Blake Desjarlais: Madame la Présidente, je crois que la question de la députée est d'actualité. Nous, les Autochtones, avons enduré beaucoup de choses, et ce, depuis la fondation du Canada. Ce n'est qu'aujourd'hui que les atrocités commises commencent à sortir au grand jour, et ces découvertes ont de quoi changer tous ceux qui aiment notre pays et qui souhaitent sincèrement l'améliorer.

Pourtant, les actions du gouvernement et du premier ministre se sont surtout soldées par des échecs. Le 30 septembre était extrêmement important pour les peuples autochtones, car c'était l'occasion d'honorer la mémoire des milliers d'enfants autochtones dont nous découvrons maintenant les restes. J'ai trouvé atroce que le premier ministre ne se soit pas déplacé pour pleurer ces enfants en compagnie de la bande indienne de Kamloops, comme nous les pleurons tous nous aussi. Quand le premier ministre rompt ses promesses, cela nous ramène aux nombreux traités qui ont commencé à être négociés, mais qui n'ont jamais vu le jour. Il reste encore beaucoup de chemin à faire.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, nous savons qu'il y a eu une réduction massive des transferts en santé depuis les années 1970.

Presque 50 % des dépenses en santé étaient assumées par le gouvernement fédéral, alors que c'est seulement 22 % aujourd'hui. Le Québec et les provinces demandent l'augmentation des transferts en santé à 35 %.

J'aimerais que mon collègue me donne son opinion sur le respect des compétences du Québec et des provinces.

[Traduction]

M. Blake Desjarlais: Madame la Présidente, les transferts en santé doivent augmenter. C'est absolument essentiel pour continuer à lutter contre la COVID-19 et les nombreux variants qui surgissent de par le monde. La pandémie n'est pas terminée. Les provinces ont besoin d'argent pour faire leur travail et pour assurer la sécurité de tous les Canadiens.

[Français]

M. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination en tant que vice-présidente adjointe de la Chambre des communes. Encore une fois, c'est un honneur de travailler avec vous, ainsi qu'avec tous les députés et collègues de la Chambre.

Avant de commencer avec mes observations, j'aimerais signaler que je partagerai mon temps de parole avec le député de Steveston—Richmond-Est, de la Colombie-Britannique. Il est devenu mon cher ami en très peu de temps après son élection en 2021.

Par ailleurs, j'aimerais à mon tour préciser que nous trouvons sur le territoire traditionnel du peuple algonquin de la nation Anishinabe. Nous sommes très reconnaissants d'être ici et de partager ce territoire avec eux.

Il s'agit de mon premier discours officiel à la Chambre des communes, et je suis très fier d'avoir la chance de représenter les électeurs et les résidents de Hull—Aylmer pour la troisième fois. Je suis vraiment reconnaissant et, franchement, cela me rend très humble de savoir que les gens de Hull—Aylmer m'ont accordé leur confiance une troisième fois. J'aimerais donc les remercier et les assurer que je vais travailler très fort et consacrer toutes mes forces pour m'assurer que nous pouvons bâtir un Hull—Aylmer, un Québec et un Canada plus forts, plus unis et plus durables.

Avant de parler du discours du Trône, j'aimerais aussi remercier les hommes et les femmes qui se sont présentés aux élections de 2021 dans Hull—Aylmer, c'est-à-dire les gens de toutes les formations politiques, que ce soit le Bloc québécois, le Nouveau Parti démocratique, le Parti conservateur, le Parti vert et les autres. Ces femmes et hommes ont eu le courage de participer à l'exercice démocratique pour discuter de leurs idées et avoir des débats d'une façon très respectueuse. Je pense que les vrais gagnants de l'élection sont les résidents de Hull—Aylmer, vu la qualité des candidats qui se sont présentés à la dernière élection.

Je suis un homme qui adore ce lieu, le Parlement. J'adore l'idée de l'existence de notre démocratie constitutionnelle. Je pense que nous, les 338 députés, avons de la chance de débattre des idées et des grands enjeux d'aujourd'hui. Comme je l'ai dit, j'y consacrerai toutes mes forces, mais je tiens à préciser que je suis certainement un homme imparfait. Je vais donc faire des erreurs. J'en ai déjà fait beaucoup, mais je fais tout mon possible pour rectifier le tir et toujours continuer à faire le travail, ce qui m'amène à faire le lien avec le discours du Trône.

Le discours du Trône est vraiment une expression de la volonté de notre gouvernement de faire de notre mieux pour assurer un avenir plus fort, plus durable et plus prospère pour tous les Canadiens. J'adore le fait que le discours du Trône — je l'admets volontiers — n'est pas parfait. Ce n'est pas l'Évangile, mais il s'agit d'un bon plan, je dirais même d'un excellent plan pour le Canada et les Canadiens.

D'abord, notre priorité absolue est vraiment axée sur l'actualité et c'est de mettre fin à la pandémie.

• (1745)

En effet, nous savons bien qu'en étant confinés, nous ne pouvons pas agir librement et faire toutes les choses que nous devrions faire. Nous devons donc utiliser tous les moyens à notre disposition pour pouvoir mettre fin à la pandémie et ainsi relâcher le talent de tous les Canadiens, que ce soit en créant de la cohésion sociale, en combattant les changements climatiques ou en créant une économie plus forte, durable et prospère.

Dans ce discours du Trône, il y a un plan pour mettre fin à cette pandémie. Notre objectif principal, aujourd'hui, est de contrôler la pandémie et de mener à bout notre travail de vaccination. Ce faisant, comme je l'ai dit, nous pouvons vraiment créer des occasions qui permettront aux talents des Canadiens de s'exprimer.

Je suis fier de ce que les Canadiens ont accompli. Presque 88 % d'entre eux sont déjà vaccinés. Ce pourcentage est extraordinaire et remarquable, et cela signifie que les Canadiens ont décidé d'accepter la science, de même que tout le bon travail que nos scientifiques et nos chercheurs ont accompli non seulement au Canada, mais partout au monde. Les Canadiens ont joint les files d'attente pour se faire vacciner. Ils ont accompli leur devoir de citoyen. Je suis très content de constater que la vaste majorité des Canadiens ont pris part à ce remarquable effort.

L'Adresse

En tant que député de la région de la capitale nationale, je dois également dire à quel point je suis fier que les fonctionnaires fédéraux aient répondu présents en s'assurant de se faire vacciner. Ils ont fait leur devoir afin de mieux protéger non seulement leur propre santé, mais aussi la santé de leurs collègues. Je sais que la députée d'Ottawa-Ouest—Nepean, qui est à mes côtés et qui est également députée de la région de la capitale nationale, est aussi très fière du fait que les fonctionnaires canadiens se sont fait vacciner dans une proportion de 98 %. C'est un chiffre extraordinaire, et je leur dis bravo. Comme fils d'immigrant, j'ai tendance à être insatisfait des 2 % qu'il nous manque. Je souhaite donc qu'on atteigne les 100 %.

Passons à d'autres grands thèmes qui ont été abordés dans ce discours du Trône. Il y a une chose qui me touche personnellement et qui est d'ailleurs en lien avec mon dernier commentaire. Il s'agit de la question des initiatives sur la diversité et l'inclusion.

En tant que membre d'une minorité visible, comme Canadien de race noire et fils de deux personnes qui ont eu le courage de quitter leur pays natal pour s'installer ici au Québec, au Canada, afin de créer un monde meilleur pour leur famille et aussi de contribuer à la société canadienne, cela me touche profondément de trouver la question de la diversité et de l'inclusion non seulement dans le discours du Trône, mais également dans le budget de 2021. Dans les deux budgets antérieurs, on a également retrouvé des initiatives s'adressant pour la première fois à la particularité des Canadiens noirs.

Je suis très fier que l'on ait trouvé, dans l'énoncé économique, des initiatives particulières pour s'assurer de respecter la déclaration solennelle du gouvernement canadien en stipulant que l'on inclut dorénavant les talents de tous les Canadiens, peu importe leurs origines.

Je terminerai en rappelant que le discours du Trône renferme des initiatives pour mettre fin à la pandémie, ainsi que des initiatives portant sur la diversité et l'inclusion. Je n'ai malheureusement pas eu la chance de parler du débat existentiel concernant l'environnement et de toutes les mesures qui y sont liées.

● (1750)

Ce discours du Trône vaut la peine d'être appuyé par tous les députés de la Chambre des communes.

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, je veux tout d'abord vous féliciter pour votre élection à la vice-présidence de la Chambre. C'est toujours un plaisir de vous voir chapeauter les débats ici même.

Mon collègue de Hull—Aylmer a bien exprimé son soutien envers tout ce qui touche la diversité et l'inclusion. J'aimerais l'entendre sur un sujet qui touche ce sujet, c'est-à-dire l'immigration africaine des francophones qui sont présentement refusés à plus de 80 % c'est quand même incroyable. Présentement, c'est le gouvernement qui fait de la discrimination envers ces gens-là, alors j'aimerais entendre mon collègue à ce propos.

Qu'est-ce qu'il pense de cela et qu'est-ce qu'il pense que son gouvernement devrait faire pour que cette situation ne perdure pas plus longtemps?

● (1755)

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, j'aimerais féliciter mon collègue de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques pour

sa réélection et le remercier de sa question. Je sais qu'il appuie la question de la diversité.

C'est très simple. Tout d'abord, j'aimerais féliciter le premier ministre d'avoir eu le courage d'admettre que, dans toutes les institutions, que ce soit au gouvernement, dans le secteur privé ou dans les ONG, il y a de la discrimination inconsciente, de la discrimination systémique. Cela relève aussi du gouvernement canadien.

Il y a une façon facile de régler ce problème. Il faut que les gouvernements du Québec et du Canada travaillent main dans la main sur la question de l'immigration et surtout pour les étudiants étrangers. Si on veut avoir plus d'étudiants qui viennent de l'Afrique francophone, on peut peut-être faciliter la situation en ce qui a trait aux frais de scolarité que les étudiants internationaux doivent payer et les aider à faire la transition de leurs études à la citoyenneté pour devenir d'excellents citoyens du Québec et du Canada.

[Traduction]

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, le discours du Trône souligne l'importance de la réconciliation. Bien sûr, dans la circonscription de Kenora et dans le Nord de l'Ontario, c'est un enjeu fort important. Or, les avis de faire bouillir l'eau dans les réserves nuisent considérablement aux efforts de réconciliation. En effet, malgré certains progrès importants, le gouvernement n'a pas respecté les délais fixés, je crois, lors de la campagne électorale de 2015, pour la levée de ces avis. D'ailleurs, la ministre des Services aux Autochtones affirme maintenant que le gouvernement ne fixera pas de nouvelle date cible pour la levée de tous les avis prolongés de faire bouillir l'eau.

Je me demande si le député approuve cette décision quand tant de communautés ont besoin d'aide et ont besoin d'avoir accès maintenant à de l'eau potable.

[Français]

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, j'aimerais féliciter mon collègue de Kenora, une circonscription que j'ai eu le privilège de visiter à plusieurs reprises, pour sa réélection.

Concernant la réconciliation, je suis particulièrement fier de notre bilan sur cette question. Quand nous avons été élus en 2015, il y avait 105 avis d'ébullition d'eau dans les réserves autochtones. En 2021, ce problème était réglé dans plus de 110 de ces communautés. Mes collègues se demanderont comment il se fait que nous ayons réglé plus de dossiers et plus de cas que le nombre annoncé en 2015. C'est parce qu'entretiens il y a eu de nouveaux cas.

Le gouvernement continue à faire son travail afin de s'assurer de régler ces problèmes et de faire en sorte que ces réserves autochtones aient accès à l'eau potable, comme tout Canadien et tout être humain devrait pouvoir le faire.

[Traduction]

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Madame la Présidente, j'aurais vraiment aimé voir le gouvernement s'engager fermement à protéger les océans entourant le Canada, mais il n'en fait étrangement pas mention dans le discours du Trône.

Je pense à l'accident qui vient de survenir dans ma circonscription: plus de 100 conteneurs maritimes flottaient dans l'océan. Certains d'entre eux ont échoué sur le rivage. C'est une situation terrible.

Quand le gouvernement prendra-t-il au sérieux la nécessité de protéger nos océans? Quand de tels accidents se produisent, nous avons besoin d'une approche coordonnée. Le gouvernement ne veut pas prendre cet engagement. Quand le fera-t-il?

[Français]

M. Greg Fergus: Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord féliciter la députée de North Island—Powell River pour sa réélection.

En réponse à son intéressante question concernant les océans, je lui dirais que je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui a sa propre stratégie de protection de l'océan.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, très peu des océans qui entourent le Canada étaient protégés. Nous avons cependant déjà réussi à en protéger 20 %, et nous avons une cible de 25 % pour 2025 et de 30 % pour 2030. C'est non seulement un bon bilan, c'est aussi un excellent objectif.

• (1800)

[Traduction]

M. Parm Bains (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été reconduite dans vos fonctions.

Avant de commencer, je veux souligner que je viens du territoire ancestral non cédé des Salishs du littoral et des Premières Nations de Musqueam et de Tssawwassen.

Comme nous en avons tous été témoins, ma province, la Colombie-Britannique, connaît un autre épisode de pluie provenant d'une rivière atmosphérique. Je tiens à remercier tous les habitants, les organismes et les sociétés de gurdwara de répondre toujours présents dans les moments difficiles. Ils étaient là encore une fois.

Je veux aussi remercier le premier ministre, le ministre de la Protection civile et la ministre de la Défense d'avoir agi promptement pour fournir l'aide nécessaire dans notre province.

C'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole à la Chambre. Comme chacun sait, nous avons besoin de beaucoup de soutien pour arriver jusqu'ici. Je veux féliciter tous mes collègues qui sont ici dans cette enceinte d'avoir été élus ou réélus.

Je veux aussi remercier mes amis et les membres de ma famille qui m'ont aidé à me faire élire à la Chambre. Je suis vraiment très honoré de pouvoir représenter les gens de Steveston—Richmond East. Je leur suis reconnaissant de la confiance qu'ils m'accordent.

Je tiens à remercier mon épouse, qui m'appuie dans tout ce que je fais et qui est une mère exceptionnelle. Je remercie mes parents, Daljit et Gunwant Bains, de leurs conseils, de leur soutien et de m'avoir enseigné l'importance de la communauté et de l'éducation. Je remercie également ma sœur, Nav, qui est la meilleure grande sœur du monde. Elle a fait du porte-à-porte pendant les jours pluvieux de la côte Ouest et elle a toujours été là pour moi. Je remercie ma famille élargie, mes cousins, mes neveux et mes nièces, ainsi que mes amis d'enfance. Enfin, je tiens à remercier une fois de plus tous les bénévoles et l'équipe responsable de l'installation des pancartes.

Récemment, ma fille Hasina a été choisie pour faire partie de l'équipe de basketball de son école secondaire. J'ai hâte de la voir jouer.

L'Adresse

C'est la première fois depuis 40 ans que je ne joue pas au soccer ou que je n'entraîne pas d'équipe. Entraîner mon fils Daya me manquera pendant que je suis ici et que je serai à l'écart de ce sport merveilleux. Je devrai me consoler en me disant que, à tout le moins, le plancher de la Chambre est recouvert d'une moquette verte.

Avant de passer au sujet du discours du Trône que je compte aborder, je tiens à rendre hommage à deux amis d'enfance qui sont décédés pendant ma campagne électorale. Il s'agit de Sanjay Johal et de Dalvir Nahal, qui était conseiller municipal de la Ville de Vernon. C'étaient deux de mes plus grands partisans et je leur dédie mon premier discours.

La partie du discours du Trône dont je veux parler aujourd'hui concerne le logement. Nous avons beaucoup entendu parler du logement au cours des quelques derniers jours et dernières semaines à la Chambre, mais c'est un sujet pour lequel je me passionne. À Richmond, où j'ai grandi, le prix des logements est devenu trop élevé pour les professionnels et pour de nombreuses familles. Les amis avec qui j'ai grandi ont quitté la ville pour courir après le rêve d'une maison avec une cour arrière dans d'autres circonscriptions. Cette situation dure depuis plusieurs années; c'est une des raisons pour lesquelles je me suis lancé en politique. Je cherchais sans cesse des moyens et des solutions pour proposer des logements abordables. J'ai essayé de collaborer avec la municipalité sur ces enjeux pour concevoir différentes options qui n'existent pas et trouver les options intermédiaires manquantes.

• (1805)

Je crois que chaque Canadien devrait avoir un chez-soi sûr et abordable. Voilà pourquoi je suis enchanté de collaborer à ce plan du gouvernement. D'énormes investissements ont déjà été faits dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, première en son genre, pour veiller à ce que les Canadiens aient les logements dont ils ont besoin. S'il y a plus de logements, on attirera plus de familles, ce qui mènera à des collectivités plus saines.

Ces investissements ont aidé plus de 1 million de familles à obtenir le logement voulu, et ce n'est pas fini. Dans le cadre du budget de 2021, on a déjà investi dans la construction afin de réparer des milliers de logements abordables. Notre parti est le seul à avoir pris des mesures pour créer plus de logements abordables.

Les 70 milliards de dollars investis dans la Stratégie nationale sur le logement appuient des programmes comme l'Initiative pour la création rapide de logements et l'initiative Financement de la construction de logements locatifs. Nous avons mis sur pied l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et l'Allocation canadienne pour le logement. Toutes ces initiatives aideront les familles, les jeunes, les personnes à faible revenu, les gens en situation d'itinérance ainsi que les femmes et les enfants fuyant la violence à trouver un chez-soi sûr et abordable.

Il s'agit d'un plan à long terme pour une économie canadienne qui croît rapidement. Ce plan doit prévoir des logements à prix abordable pour les travailleurs canadiens, notamment les jeunes familles. Comme je l'ai mentionné, la stabilité du marché du logement est cruciale pour les communautés et la vitalité de la classe moyenne. Le gouvernement instaurera en outre la première taxe canadienne sur les immeubles résidentiels vacants ou inutilisés appartenant à des non-résidents étrangers. Cette mesure entrera en vigueur en janvier de l'année prochaine.

L'Adresse

Depuis que nous formons le gouvernement, nous avons aidé plus d'un million de familles à obtenir le logement dont elles ont besoin, mais nous savons qu'il reste du travail à faire. Le discours du Trône de cette semaine donne un aperçu de l'engagement renouvelé du gouvernement de rendre le prix du logement plus abordable, notamment en instaurant un fonds pour accélérer la construction de logements, en mettant un terme à l'itinérance chronique et en lançant un incitatif plus souple pour l'achat d'une première propriété ainsi qu'un programme de location avec option d'achat pour aider les locataires à devenir propriétaires.

Comme je l'ai dit, il reste des progrès à réaliser, mais ces mesures font partie de celles que nous prendrons pour veiller à ce que chaque Canadien ait un chez-soi sûr et abordable, et je travaillerai à la réalisation de ces mesures avec tous les députés.

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de son discours.

De toute évidence, pour les gens de York—Simcoe, le discours du Trône n'a tout simplement pas été à la hauteur. En effet, nous nous attendions à ce que ce discours présente une vision, surtout pour nos agriculteurs. J'ai toujours dit que, si l'on peut déplacer une usine de General Motors, on ne peut pas déplacer une ferme. Dans York—Simcoe, nous espérions une certaine vision pour les agriculteurs.

Il n'a pas été question de croissance ni de productivité. Il n'a pas non plus été question des petites entreprises. J'aimerais connaître l'opinion du député sur ces questions.

M. Parm Bains: Madame la Présidente, le discours du Trône regorge de mesures visant à aider le secteur agricole et les petites entreprises. De plus, tout au long de la pandémie et en ces temps très difficiles pour les Canadiens, le gouvernement a non seulement permis aux entreprises de rester à flot, mais il a aussi fait les investissements nécessaires pour assurer leur croissance.

• (1810)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, à mon tour, je vous félicite pour votre réélection. En tant que femme, c'est toujours plaisant de voir des femmes assises au fauteuil pour assurer la présidence.

Mon collègue a abordé rapidement la question des violences envers les femmes en passant par le logement. Effectivement, avoir plus de logements est essentiel pour briser le cycle de la violence envers les femmes, mais j'aimerais revenir sur un aspect qu'il n'a pas traité.

Dans le discours du Trône, il est question d'un plan sur 10 ans pour étudier les violences faites aux femmes. Dix ans, c'est beaucoup trop long, alors qu'il y a déjà un plan d'action national. Si les libéraux ne savent pas quoi faire avec l'argent pour venir en aide aux femmes victimes de violence, qu'ils le transfèrent à Québec qui sait quoi en faire avec son réseau de la santé. Au Québec, on a déjà une belle expertise. En plus, il y a un comité transpartisan qui a fait des propositions pour venir en aide aux femmes et réussir à briser le cycle de la violence conjugale.

J'aimerais entendre mon collègue sur l'importance de transférer ces sommes-là à Québec, qui sait quoi en faire et qui n'aura pas besoin d'avoir d'autres études et d'attendre encore 10 ans.

[Traduction]

M. Parm Bains: Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de poursuivre le travail accompli au Québec, et j'ai hâte de collaborer avec la députée pour échanger des idées et nous assurer de pouvoir mettre fin à la violence contre les femmes. Nous travaillerons ensemble pour l'éradiquer sous toutes ses formes.

En ce qui concerne la durée du programme, il faut un effort constant, et nous devons veiller à ce que ces mesures de soutien soient toujours là.

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite d'occuper le fauteuil.

C'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre pour la première fois, et je tiens à remercier les habitants de Calgary Skyview de m'avoir appuyé et de me donner l'occasion de les représenter ici. Je veux remercier ma femme, Aman, et mes enfants, Amita, Noor et Liv. Elles ont fait des efforts considérables et ont sacrifié beaucoup de temps et d'énergie pour m'appuyer dans cette aventure. Je remercie également tous les bénévoles qui ont travaillé extrêmement fort, ainsi que tous les candidats qui se sont présentés aux dernières élections partout au Canada.

Le député de Steveston—Richmond-Est a beaucoup parlé de logement, et je tiens à le remercier d'avoir soulevé cette question et d'avoir rappelé l'importance du logement abordable pour les Canadiens. Dans ma circonscription et dans le contexte des travaux du conseil municipal, le logement abordable est vraiment important, et le gouvernement a soutenu les résidents de Skyview grâce à la construction de logements pour les aînés et grâce aux possibilités créées dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements. Le projet fédéral pour les aînés en est un excellent exemple.

Je me demande si le député peut donner des exemples de projets de logements que le gouvernement a financés dans sa circonscription.

J'en profite également pour offrir mes félicitations au député.

M. Parm Bains: Madame la Présidente, je félicite également le député de Calgary Skyview pour son élection. C'est un honneur de travailler avec lui ici.

En ce qui concerne les projets dans ma circonscription, je suis heureux de dire que, dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, des partenaires communautaires comme Habitat pour l'humanité se sont associés à Richmond, et que des maisons sur mesure pouvant accueillir huit familles ont été bâties sur la rue Ash. Ce projet est maintenant terminé, et j'ai hâte de passer à d'autres projets similaires. Ce n'est qu'un simple exemple d'un programme qui fonctionne.

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ le sous-amendement dont la Chambre est saisie. Le vote porte sur la motion.

[Français]

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

L'honorable député de Montarville a la parole.

L'Adresse

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, nous demandons un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Convoquez les députés.

● (1845)

[Traduction]

Après l'appel de la sonnerie:

Le Président: À l'ordre s'il vous plaît. Comme il s'agit du premier vote hybride de la 44^e législature, je souhaite décrire brièvement les étapes qui seront suivies pour ce type de vote.

Avant de lire la motion, je vais demander au Bureau de produire la liste des députés qui participent virtuellement et qui seront appelés un après l'autre lors du vote. Une fois cela fait, je lirai la motion.

● (1850)

[Français]

Je demanderai d'abord à ceux présents en personne à la Chambre et qui sont en faveur de la motion de se lever. Je demanderai ensuite à ceux qui sont présents en personne et qui s'y opposent de faire de même. Il s'agit de la procédure habituelle à laquelle nous sommes tous habitués.

Ensuite, le greffier au Bureau nommera les députés qui participent virtuellement par parti et par ordre alphabétique, en commençant par le parti qui détient le plus de sièges à la Chambre. Il poursuivra avec les autres partis reconnus pour terminer avec les députés indépendants.

[Traduction]

Je rappelle aux députés qu'il est essentiel que leur caméra soit allumée pendant toute la durée du vote. Cela nous permet d'authentifier les députés, ce qui est une exigence de la motion de la Chambre et une composante essentielle de l'intégrité du processus décisionnel.

Une fois qu'un greffier a appelé votre nom, vous devez allumer votre microphone et indiquer comment vous avez l'intention de voter. En anglais, vous devrez dire de façon claire « I vote for the motion » ou « I vote against the motion ».

[Français]

En français, vous devrez dire avec clarté « je vote pour la motion » ou « je vote contre la motion ». Les députés doivent s'en tenir à ces mots seulement.

Je répète, les députés doivent s'en tenir à ces mots seulement.

[Traduction]

Veillez ne pas allumer votre microphone à l'avance, car votre image pourrait apparaître à la place de celle du député en train de voter. Une fois que vous avez voté, veuillez mettre votre microphone en sourdine.

Les députés doivent rester connectés à la séance jusqu'à l'annonce des résultats du vote. Si votre nom n'a pas été appelé par le greffier au moment où les députés de votre parti sont appelés à voter, veuillez attendre que tous les députés aient été appelés. À ce moment-là, j'inviterai les députés qui n'ont pas été nommés, mais qui ont entendu la question, à s'identifier. Ils peuvent le faire en utilisant la fonction « main levée » de l'application de vidéoconférence. Je nommerai ensuite chaque député qui a levé la main pour que son vote soit enregistré.

[Français]

Si vous éprouvez des difficultés techniques à tout moment durant un vote ou lorsque vous essayez de vous connecter virtuellement à une séance, veuillez communiquer avec les ambassadeurs des TI au numéro indiqué dans l'invitation courriel. Ces derniers donneront des mises à jour à intervalles réguliers auprès du Bureau.

Avant de procéder au vote, afin de faciliter le travail des greffiers au Bureau, je demanderais aux députés de baisser leur masque après qu'ils se seront levés et de le remettre en place une fois que leur nom est appelé par le greffier.

Je remercie les députés de leur attention. Passons maintenant au vote.

● (1915)

[Traduction]

Et le greffier ayant annoncé le résultat du vote:

Mme Yvonne Jones: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Mon vote n'a pas été enregistré.

Le Président: Le vote de la députée n'a pas été compté. Nous ne l'avons pas entendue se prononcer.

M. Ted Falk: Monsieur le Président, j'invoque aussi le Règlement. J'ai éprouvé des difficultés techniques. Cela ne changera pas le résultat final, mais j'aimerais que mon vote soit enregistré contre la proposition.

Le Président: Nous ne pouvons pas permettre que ces votes soient comptabilisés sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime pour que les deux députés votent?

Des voix: D'accord.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n^o 4)

POUR

Députés

Barsalou-Duval	Beaulieu
Bergeron	Bérubé
Blanchet	Blanchette-Joncas
Blaney	Boulerice
Brunelle-Duceppe	Chabot
Champoux	DeBellefeuille
Desbiens	Desilets
Fortin	Garon
Gaudreau	Julian
Larouche	May (Saanich—Gulf Islands)
Michaud	Morrice
Normandin	Pauzé
Plamondon	Savard-Tremblay
Simard	Sinclair-Desgagné
Ste-Marie	Thériault
Therrien	Trudel
Vignola	Villemure— 34

CONTRE

Députés

Aitchison	Albas
Aldag	Alghabra
Ali	Allison
Anand	Anandasangaree
Angus	Arnold
Arseneault	Arya
Ashton	Atwin

L'Adresse

Bachrach	Badawey	MacKinnon (Gatineau)	Maguire
Bains	Baker	Maloney	Martel
Baldinelli	Barlow	Martinez Ferrada	Masse
Barrett	Barron	Mathysen	May (Cambridge)
Battiste	Beech	Mazier	McCaughey (Edmonton West)
Bendayan	Bennett	McDonald (Avalon)	McGuinty
Benzen	Bergen	McKay	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
Berthold	Bezan	McLean	McLeod
Bibeau	Bittle	McPherson	Melillo
Blair	Block	Mendès	Mendicino
Blois	Boissonnault	Miao	Miller
Bradford	Bragdon	Moore	Morantz
Brassard	Brière	Morrison	Morrissey
Brock	Calkins	Motz	Murray
Cannings	Caputo	Muys	Naqvi
Carr	Carrie	Nater	Noormohamed
Casey	Chagger	O'Connell	Oliphant
Chahal	Chambers	O'Regan	O'Toole
Champagne	Chatel	Patzner	Paul-Hus
Chen	Chiang	Perkins	Petitpas Taylor
Chong	Collins (Hamilton East—Stoney Creek)	Poilievre	Powlowski
Collins (Victoria)	Cooper	Qualtrough	Rayes
Cormier	Coteau	Redekopp	Reid
Dabrusin	Dalton	Rempel Garner	Richards
Damoff	Davidson	Roberts	Robillard
Davies	Deltell	Rodriguez	Rogers
d'Entremont	Desjarlais	Romanado	Rood
Dhaliwal	Dhillon	Ruff	Sahota
Diab	Dong	Sajjan	Saks
Dowdall	Dreeshen	Samson	Sarai
Drouin	Dubourg	Scarpaleggia	Scheer
Duclos	Duguid	Schiefke	Schmale
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Duncan (Etobicoke North)	Seeback	Serré
Dzerowicz	Ehsassi	Sgro	Shanahan
El-Khoury	Ellis	Sheehan	Shields
Epp	Erskine-Smith	ShIPLEY	Sidhu (Brampton East)
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)	Sidhu (Brampton South)	Singh
Fast	Fergus	Small	Sorbara
Ferreri	Fillmore	Soroka	Spengemann
Findlay	Fisher	Steinley	Stewart
Fonseca	Fortier	St-Onge	Strahl
Fragiskatos	Freeland	Stubbs	Sudds
Fry	Gaheer	Tassi	Taylor Roy
Gallant	Garrison	Thomas	Thompson
Gazan	Généreux	Tochor	Tolmie
Gerretsen	Gladu	Trudeau	Turnbull
Godin	Goodridge	Uppal	Valdez
Gould	Gourde	Van Bynen	van Koeverden
Gray	Green	Van Popta	Vandal
Guilbeault	Hajdu	Vandenbeld	Vecchio
Hallan	Hanley	Vidal	Vien
Hardie	Hepfner	Viersen	Virani
Holland	Housefather	Vis	Vuong
Hughes	Hussen	Wagantall	Warkentin
Hutchings	Iacono	Waugh	Webber
Idlout	Ien	Weiler	Wilkinson
Jaczek	Jeneroux	Williams	Williamson
Johns	Jones	Yip	Zahid
Jowhari	Kayabaga	Zarrillo	Zimmer
Kelloway	Kelly	Zuberi — 289	
Khalid	Khera		
Kmiec	Koutrakis		
Kram	Kramp-Neuman		
Kurek	Kusie		
Kusmierczyk	Kwan		
Lake	Lalonde		
Lambropoulos	Lametti		
Lamoureux	Lantsman		
Lapointe	Lattanzio		
Lauzon	Lawrence		
LeBlanc	Lebouthillier		
Lehoux	Lewis (Essex)		
Lewis (Haldimand—Norfolk)	Liepert		
Lightbound	Lloyd		
Lobb	Long		
Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)		
MacAulay (Cardigan)	MacDonald (Malpeque)	Aucun	
MacGregor	MacKenzie		

PAIRÉS

Le Président: Je déclare la motion rejetée.

[Français]

Le Président: Conformément à l'ordre adopté le mardi 30 novembre, je quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le conflit du bois d'œuvre avec les États-Unis.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

Le Président: Avant d'entamer le débat de ce soir, j'aimerais rappeler aux honorables députés la manière dont les délibérations se dérouleront.

[Traduction]

Chaque député qui prendra la parole se verra accorder 10 minutes pour le débat, suivies de 10 minutes pour les questions et les observations. Le débat prendra fin après quatre heures ou lorsque plus aucun député ne demandera la parole. Conformément à l'ordre adopté le mardi 30 novembre 2021, les députés pourront partager leur temps de parole avec un autre député, et la présidence ne recevra ni demandes de vérification du quorum, ni motions dilatoires, ni demandes de consentement unanime.

[Français]

Nous commençons maintenant le débat exploratoire.

* * *

[Traduction]

LE CONFLIT SUR LE BOIS D'OEUVRE AVEC LES ÉTATS-UNIS

(La Chambre se forme en comité plénier, sous la présidence de M. Anthony Rota, pour étudier l'affaire émanant du gouvernement n° 2.)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que le comité prenne note du conflit du bois d'œuvre avec les États-Unis.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour présenter quelques réflexions sur cette question d'une grande importance. Quel que soit le côté de la Chambre où nous siégeons, nous reconnaissons tous que le Canada est un chef de file mondial dans de nombreuses industries. L'une d'elles est l'industrie du bois d'œuvre. Notre pays, je crois, a la réputation d'avoir toujours fourni un produit de première qualité non seulement aux États-Unis, mais aussi à bien d'autres pays. Ce fait est bien reconnu.

J'ai beaucoup réfléchi à la question et exprimé ma reconnaissance et mes remerciements à ceux qui ont été là au fil des ans pour protéger cette industrie et en favoriser la croissance. Elle emploie des milliers de personnes. Elle contribue à notre PIB à hauteur de milliards de dollars. Elle est un moteur important de notre économie. Que l'on pense aux emplois directs ou indirects qu'elle génère, cette industrie est importante pour nous tous. Le premier ministre lui-même, tout comme le gouvernement, a exprimé ses préoccupations, notamment au président des États-Unis. Le Canada, et en particulier le gouvernement libéral, sera là pour protéger cette industrie.

Ordres émanant du gouvernement

Je crois qu'il conviendrait de débiter en citant la déclaration que la vice-première ministre et ministre des Finances a faite l'autre jour au sujet de cette industrie si importante. La ministre a déclaré:

Monsieur le Président, l'industrie du bois d'œuvre est une source d'emplois et de fierté pour les Canadiens de partout au pays. Nous sommes extrêmement déçus que les États-Unis aient pris la décision injuste et injustifiée d'imposer des droits de douane plus élevés sur le bois d'œuvre. Le premier ministre a évidemment abordé cet enjeu pendant sa rencontre avec le président Biden. Je l'ai moi-même abordé avec la secrétaire Yellen, et tous nos collègues ont fait de même. Nous faisons valoir que ces droits de douane font grimper la taxe d'inflation que paient les consommateurs des États-Unis.

Cet enjeu n'est pas nouveau. Nous pourrions discuter de ce que nous considérons de ce côté-ci de la Chambre comme des pratiques injustes que les États-Unis emploient à l'occasion et qui ciblent l'une des plus importantes industries du Canada. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Nous l'avons constaté à diverses occasions dans le passé. En tant que gouvernement, il faut nous exprimer d'une seule voix, ne pas capituler et reconnaître que notre voix est plus forte quand on s'unit pour dénoncer ce qui ne va pas.

En ce qui concerne le libre-échange avec les États-Unis, la relation que le Canada entretient avec son voisin du Sud, le point d'honneur que se fait le Canada d'être un bon voisin et les liens économiques entre les provinces et les États, il faut penser à des groupes comme nos associations interparlementaires. Nous comprenons la dynamique. Il y a de grands chefs de file de différentes industries aux États-Unis, un groupe de personnes importantes et relativement riches qui sont très efficaces pour ce qui est de faire du lobbying.

Cela étant, nous nous retrouvons encore avec des droits de douane. Les États-Unis ont pris des mesures qui causent du tort non seulement à nous, ici au Canada, mais aux Américains aussi. D'après ce que je comprends, les États-Unis n'ont pas la capacité de répondre à la demande de leur marché en matière de bois d'œuvre. Le Canada, au fil des décennies, a suppléé à l'insuffisance de la production intérieure américaine.

● (1920)

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons un produit de première qualité qui suscite une forte demande aux États-Unis. Toutefois, les riches propriétaires de scieries et d'autres intervenants aux États-Unis ont réussi à faire pression pour que ces pénalités soient mises en œuvre.

En tant que gouvernement, nous nous sommes adressés au plus haut échelon politique: la présidence. Nous allons maintenant invoquer l'accord de libre-échange que nous avons ratifié il y a peu, lequel inclut le Mexique. Nous en appellerons à l'Organisation mondiale du commerce. Je sais que la ministre s'occupe activement de ce dossier et qu'elle comprend son importance. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour protéger cette industrie, qui est bien représentée dans un certain nombre de régions, dont la Colombie-Britannique, qui a récemment été durement frappée par d'importantes pluies. Le Québec et le Manitoba, d'où je viens, ont aussi d'importantes industries du bois de sciage.

En ce qui concerne les emplois, les communautés autochtones sont souvent les chefs de file de l'approvisionnement en main-d'œuvre. Cette industrie soutient tellement de communautés dans les régions rurales au Canada. C'est incroyable à bien des égards.

Ordres émanant du gouvernement

Le gouvernement, le premier ministre, la vice-première ministre et la ministre responsable sont bien au fait du dossier. Pour ceux qui le suivent, surtout ceux qui travaillent dans l'industrie et les propriétaires qui essaient de faire en sorte que nous puissions conserver notre part du marché, le gouvernement du Canada défend leurs intérêts. Nous continuerons de travailler avec les différents intervenants et de faire appel aux députés des deux côtés de la Chambre pour ajouter au débat que nous tenons ce soir. Ce débat ne devrait pas nécessairement chercher à pointer du doigt des coupables. Il faut reconnaître que la situation dure depuis plusieurs années. Elle est antérieure à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

C'est pour cette raison que nous avons des accords commerciaux. C'est pour cette raison que nous avons l'Organisation mondiale du commerce. C'est pour cette raison que nous forgeons les relations que nous avons. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le Canada finira par l'emporter, comme il l'a fait dans le passé, parce que nous sommes du bon côté dans ce dossier. Nous ne pourrions pas nécessairement empêcher la chose de se produire, même si j'aimerais bien que ce soit le cas, mais nous pouvons faire en sorte, au bout du compte, qu'en plus de survivre, l'industrie prospère à l'avenir.

Nous avons constaté une croissance des marchés d'exportation, que ce soit vers la Chine, l'Europe ou d'autres pays, car c'est important. La ministre nous dira que nous cherchons des moyens d'élargir nos marchés d'exportation. C'est pourquoi nous avons des accords commerciaux progressifs et dynamiques. Nous avons signé plus d'accords commerciaux que tout autre gouvernement. C'est un fait. Cela en dit long sur la façon dont ce gouvernement reconnaît la valeur de nos exportations, car nous le voyons dans les mesures que nous prenons chaque jour.

• (1925)

Les travailleurs peuvent notamment être assurés que nous serons là pour les soutenir dans les jours ou les semaines qui viennent, ou quel que soit le temps nécessaire pour résoudre ce problème, et que nous l'emporterons dans ce dossier.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Nord des sentiments qu'il a exprimés. Toutefois, évidemment, les citoyens de Kenora et du Nord de l'Ontario veulent plus que cela. Ils veulent des résultats et une intervention concrète.

On a posé à la ministre quelques fois déjà, si je ne m'abuse, une question à laquelle elle n'a pas pu répondre. Je me demande si le député pourrait y répondre. Combien de séances de négociation et de réunions ont eu lieu entre le gouvernement et la représentante des États-Unis pour le commerce extérieur?

• (1930)

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je ne peux donner de chiffre exact, mais je crois que ce genre de discussions et ce dialogue se font en continu. Aujourd'hui, j'oserais dire que ces échanges se sont intensifiés en conséquence directe de l'intérêt accru suscité par ce dossier à la suite des mesures prises par les États-Unis.

Évitons de politiser cette affaire. Le problème n'est pas nouveau. Le gouvernement n'est pas le premier à devoir intervenir dans ce dossier. L'important, c'est que le gouvernement de l'heure prenne les mesures nécessaires pour protéger l'industrie. Comme je l'ai dit, je crois sincèrement que le gouvernement du Canada réglera cette

affaire de manière avantageuse. Malheureusement, cela prendra du temps.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je comprends mon collègue de Winnipeg-Nord de vouloir dépolitiser le débat parce que, tant du côté conservateur que du côté libéral, ce qui a été fait pour l'industrie forestière est lamentable.

Tout à l'heure, j'entendais mon collègue nous dire que ce sont de puissants lobbyistes américains qui ont réussi à faire imposer des tarifs; il nous disait que les députés ne devraient pas pointer les uns et les autres. S'il nous dit cela, c'est que le gouvernement en place et les gouvernements successifs n'ont absolument rien fait pour l'industrie forestière. Les lobbyistes au Canada sont les lobbyistes de l'industrie pétrolière.

Un secteur des ressources naturelles qui est sous-estimé est celui de l'industrie forestière. Demandons à n'importe quel acteur de l'industrie, il n'y a pas un programme fédéral qui vient en aide pour diversifier l'industrie forestière. Notre problème est là, nous sommes dépendants des États-Unis et aujourd'hui nous nous retrouvons à fragiliser ce secteur d'activité qui est la base économique de nombreuses régions du Québec. Le problème, il est là.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, ce n'est absolument pas vrai. Non seulement le gouvernement a été là pour aider l'industrie lorsqu'elle en avait besoin, mais nous avons été là constamment depuis 2015. Nous avons assisté à une croissance des exportations au-delà des États-Unis au cours des quatre ou cinq dernières années. Nous continuons à travailler au développement des perspectives économiques et des débouchés à l'exportation, d'où l'approche très dynamique que nous avons utilisée pour conclure des accords commerciaux.

Nous ne craignons pas de tenir tête aux États-Unis. Je crois que l'important est qu'il y ait un processus en place. Comme par le passé, ce processus permettra au Canada et à notre industrie non seulement de survivre, mais de prospérer. Cela complique effectivement les choses, et c'est pourquoi le gouvernement doit être là pour l'industrie. Nous avons été là et nous le serons encore.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Monsieur le Président, nous savions que le gouvernement Biden envoyait des signaux de protectionnisme clairs, et nous savons que la question du bois d'œuvre est continuellement soumise à l'influence des lobbyistes américains de ce secteur à Washington. L'équipe du premier ministre s'est rendue à Washington le 17 novembre pour ce qui était censé être le grand rapprochement. Sept jours plus tard, nous avons été frappés par des droits de douane de 18 %.

Ma question est la suivante: y a-t-il eu des discussions à Washington sur la question du bois d'œuvre? Quelle a été la teneur des discussions, et pourquoi, dans les sept jours suivant leur rencontre avec la délégation canadienne, les États-Unis nous ont-ils infligé des pénalités d'une ampleur inégalée? Qu'est-ce qui a mal tourné à Washington?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je ne veux pas attacher trop d'importance à une coïncidence. Je pense que c'est à la fin de l'automne dernier que la question a fait surface à la Chambre la dernière fois. Il se peut que ce soit une question de calendrier. Je ne suis pas au courant des détails, à savoir pourquoi le dossier a fait surface au cours des dernières semaines, mais je sais que c'est un enjeu qui revient périodiquement, malheureusement, et que l'élément moteur qui le pousse à l'avant-plan n'est pas nécessairement le gouvernement. C'est le lobbying que font de très riches propriétaires forestiers aux États-Unis.

C'est ce que je comprends de la situation, et le gouvernement a la responsabilité d'utiliser les outils à sa disposition pour protéger notre industrie. C'est exactement ce que nous allons faire ici au Canada. Et nous gagnerons la bataille.

• (1935)

M. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Monsieur le Président, comme mon ami et collègue vient de le dire, ce n'est pas la première fois que cela arrive, et à force de détermination et de persévérance, nous avons chaque fois remporté la bataille.

J'aimerais que le député nous parle un peu des négociations de l'ACEUM, le récent accord de libre-échange, et de l'importance pour le pays de parler d'une seule voix. Les députés de l'opposition, les députés du gouvernement et tous les Canadiens doivent faire front commun. Est-il d'accord avec cela et pourrait-il nous dire quelques mots à ce sujet?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le Canada est un pays commerçant. Nous devons pouvoir faire du commerce avec le reste du monde.

L'élargissement de nos marchés d'exportation nous permet d'améliorer le mode de vie de tous les Canadiens. Les marchés d'exportation créent des emplois pour les Canadiens de la classe moyenne. Ils créent et contribuent à notre PIB. Comme je l'ai dit, l'industrie forestière contribue à elle seule des milliards de dollars à notre PIB chaque année.

Lorsque nous pouvons donner notre aval à des accords commerciaux qui permettent à nos producteurs et à nos exportateurs d'accéder plus facilement aux marchés mondiaux, nous nous en trouvons mieux en tant que nation. C'est pourquoi nous avons fait une priorité de cet enjeu. Aujourd'hui, nous devons mettre l'accent sur l'utilisation des outils dont nous disposons pour protéger une industrie qui est respectée et qui mérite d'être défendue. Le gouvernement est prêt à intervenir et à faire en sorte que nous gagnions la bataille et protégeons cette industrie.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, voici à quoi ressemble la situation. Tolko a fermé l'usine qui se trouvait à Merritt, dans ma circonscription, et celle qui se trouvait dans la circonscription de Kelowna—Lake Country. Cette entreprise n'a pas renoncé à l'exploitation forestière, non; elle a décidé de quitter la Colombie-Britannique pour aller s'installer dans des endroits comme la Louisiane. À entendre le député, les entreprises doivent pouvoir ouvrir d'autres installations ailleurs.

Selon l'article « Biden administration could double Canadian lumber tariffs even as wood and construction costs soar », ou « Le gouvernement Biden pourrait doubler les droits de douane sur le bois d'œuvre canadien alors que le prix du bois et les coûts de construction sont en hausse », publié par Lance Lambert dans le magazine *Fortune* du 29 mai 2021, le département du Commerce

Ordres émanant du gouvernement

des États-Unis se proposait de doubler les droits de douane sur le bois d'œuvre canadien, qui passeraient alors de 9 à 18 %, une perspective consternante pour les constructeurs d'habitations. C'était le 29 mai dernier. Le gouvernement aurait dû se douter de quelque chose. Il aurait dû agir. Il aurait dû ouvrir des pourparlers, et la ministre ne peut même pas nous dire combien de fois elle a rencontré la représentante au Commerce.

Que pense le député d'un gouvernement qui semble se moquer éperdument des Merritt et des Kelowna de ce monde, qui doivent dire définitivement adieu à ces emplois?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, que ce soit dans ma circonscription ou celle de mon collègue, quelles que soient les industries qu'on y trouve, nous reconnaissons les emplois de tous les Canadiens qui travaillent dans des secteurs participant à la prospérité de la nation. Nous continuons de les soutenir du mieux que nous pouvons et, parfois, nous devons nous manifester de façon plus ferme et étudier les possibilités qui s'offrent à nous, comme celles dont j'ai parlé: invoquer les accords commerciaux et avoir davantage de discussions avec les politiciens locaux.

N'oublions pas que cette politique étatsunienne nuit également aux consommateurs américains. Nous savons combien la question est importante, nous poursuivrons le dialogue et nous continuerons de défendre les intérêts du Canada. Comme on l'a dit, et comme d'autres gouvernements l'ont fait, nous l'emporterons. C'est juste une décision qui a été prise, et ce n'est pas uniquement la faute du gouvernement. C'est pourquoi je dis qu'il n'est pas juste de tout mettre sur le dos du gouvernement, car ce dernier n'est pas responsable de la situation.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à préciser que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Calgary Nose Hill.

J'aimerais faire contrepoint à ce que nous venons d'entendre de la part des libéraux, car il faut faire une distinction entre la fiction et les faits. La vérité, c'est que ce différend a une longue histoire qui remonte au moins à 1982. C'est un gouvernement libéral dirigé par Paul Martin qui a finalement tenté de ramener la paix dans le dossier du bois. À l'époque, on parlait d'une guerre dans le dossier du bois, parce qu'il y avait constamment des batailles entre le Canada et les États-Unis au sujet du bois d'œuvre. Malheureusement, Paul Martin n'a pas réussi à conclure un accord, à faire régner la paix dans le dossier du bois. Son ministre du commerce, Jim Peterson, n'est pas parvenu à négocier un accord pour les Canadiens.

Puis nous avons eu des élections en 2006. Stephen Harper a été élu premier ministre et il a fait quelque chose de remarquable. Il a demandé à David Emerson de traverser l'allée et de se joindre à son cabinet. Il avait une grande tâche à lui confier et c'était de résoudre le conflit du bois d'œuvre. David Emerson avait des racines profondes dans l'industrie du bois d'œuvre. Il la connaissait bien. Stephen Harper savait qu'il était en mesure de conclure un accord, et savez-vous quoi? C'est ce qu'il a fait.

En fait, sa réussite a été remarquable. Il a acheté la paix et négocié un accord sur le bois d'œuvre d'une durée de sept ans. Il a également négocié la possibilité de prolonger l'accord de deux ans. Qui plus est, il a obtenu des États-Unis qu'ils remboursent au Canada la somme de 4,5 milliards de dollars, qui a été versée aux producteurs de bois d'œuvre canadiens. Ce fut une grande victoire pour le Canada, de même que pour le gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui nous a donné la paix dont nous avions besoin dans le dossier du bois.

Ordres émanant du gouvernement

Cette entente devait être ratifiée par la Chambre par l'intermédiaire d'une motion de voies et moyens, et devinez quoi? Les libéraux s'y sont opposés en 2006. Un seul député libéral a voté en sa faveur. Il s'agit de Joe Comuzzi, qui a tenu tête avec audace à la duplicité des libéraux de l'époque. Grâce au renouvellement de l'accord qui a eu lieu par la suite, la paix entre le Canada et les États-Unis a duré neuf ans en tout.

• (1940)

Nous nous trouvons aujourd'hui dans la situation suivante. Depuis six ans, le gouvernement libéral, la ministre des Finances et le premier ministre nous promettent sans cesse qu'ils vont régler ce différend.

En fait, j'ai en main un article de la CBC paru le 12 mars 2016 et selon lequel la ministre du Commerce du Canada de l'époque annonçait une véritable percée dans les négociations sur le bois d'œuvre. Il y a six ans de cela. Voici ce que cette ministre du Commerce a déclaré à l'époque: « Nous avons réussi à nous asseoir avec les Américains, nous avons réussi à attirer l'attention des plus hauts échelons du gouvernement sur cette question ». Elle enchaîne: « Je ne veux pas minimiser de quelque façon que ce soit la complexité, la complexité infernale, du dossier du bois d'œuvre, [mais] c'est une véritable percée. » C'était il y a six ans. Qu'est-il advenu de cette percée?

Quand nous posons des questions à la Chambre sur la progression des négociations, on nous répond encore et toujours que nous en viendrons à un accord. Pourtant, six ans se sont écoulés. Par définition, il s'agit là d'un échec, surtout quand on compare la situation à la norme établie par le gouvernement Harper dans ses négociations, qui ont mené à neuf années de paix dans le dossier du bois. La guerre du bois d'œuvre fait rage depuis six ans et elle se poursuit. En fait, nous en sommes aujourd'hui au point où les États-Unis ont doublé les tarifs douaniers sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre.

Honte au gouvernement. Honte au premier ministre. Honte à la ministre des Finances, qui était ministre du Commerce quand elle a fait ces déclarations insolentes. Je sais que nous pouvons faire mieux, et les Canadiens méritent mieux.

• (1945)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'avancerais qu'avant la défaite de Paul Martin et de son gouvernement, l'industrie s'est quelque peu assouplie, ce qui a permis ensuite à M. Harper de conclure son premier accord.

Cela dit, regardons ce qui s'est produit en 2015, année d'élections fédérales. Si Stephen Harper était si fantastique, pourquoi n'avait-il pas déjà conclu un nouvel accord au moment où il y a eu un changement de gouvernement et où l'accord en place arrivait à échéance? J'ai du mal à comprendre l'argument présenté. Le député pourrait-il parler davantage du nombre de rencontres auxquelles a participé Stephen Harper dans les mois qui ont précédé l'élection de 2015 et l'échéance de l'accord?

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, il est facile de répondre à cette question. L'accord sur le bois d'œuvre est arrivé à échéance un peu avant l'élection, plus précisément en octobre 2015. Rappelons que nos collègues libéraux d'en face faisaient alors toutes sortes de promesses à propos de la prolongation et du renouvellement de l'accord. Ils affirmaient avoir une bien meilleure relation avec les États-Unis que le gouvernement conservateur. Nous savons

maintenant que ce n'était que foutaises et pure invention. Les libéraux n'avaient aucune relation avec les États-Unis.

Nous savons maintenant que, sous le gouvernement libéral actuel, la relation canado-américaine est un échec. C'est vraiment désolant, surtout quand on repense à la relation solide qui existait à l'époque de Stephen Harper. Après avoir traité avec trois présidents américains successifs, le premier ministre actuel n'a pas réussi à obtenir quoi que ce soit au chapitre du commerce bilatéral.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je trouve assez étonnant que mon collègue se félicite de l'entente conclue en 2006. Pour les gens de ma région, c'était la catastrophe, en 2006.

Les conservateurs n'ont jamais mis en place de programme d'accès aux liquidités pour les gens du secteur forestier, de sorte que ces gens se sont essouffés et qu'ils ont été obligés d'accepter une entente au rabais.

Ce que mon collègue ne dit pas, c'est que l'industrie forestière, en 2006, a laissé 1 milliard de dollars sur le tapis. C'est 1 milliard de dollars qu'on n'a jamais revus.

Maintenant, on utilise cette entente-là comme un exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Ce qu'on demande au gouvernement, c'est un programme d'accès aux liquidités et, surtout, de ne jamais renégocier une entente au rabais comme cela a été fait en 2006. Mon collègue devrait savoir cela.

[Traduction]

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, j'ignore si le député se souvient que, lorsque l'accord sur le bois d'œuvre a été négocié et conclu par le gouvernement conservateur précédent, toutes les provinces productrices de bois d'œuvre au pays étaient d'accord. Tous les producteurs du pays avaient donné leur appui. L'industrie avait donné son appui. Les gouvernements avaient donné leur appui. C'était une grande victoire pour le Canada.

Quatre milliards et demi en dollars américains, les députés peuvent-ils l'imaginer? Cela équivaut à 6 milliards en dollars d'aujourd'hui, et ce montant est allé aux producteurs canadiens. Au lieu de garder cet argent, comme les libéraux l'auraient sans doute fait, nous, les conservateurs avons déclaré que ce remboursement appartenait aux producteurs. Le député devrait célébrer cette victoire plutôt que de nous houspiller.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je veux parler de cela plus longuement. Le montant était de 1 milliard de dollars, dont 500 millions sont allés aux producteurs de bois d'œuvre et 500 millions de dollars sont allés à l'administration Bush. Le B.C. Business Council a qualifié l'accord de mauvaise affaire. Il est donc erroné de prétendre qu'il a permis une sorte d'expérience utopique en ce qui a trait au bois d'œuvre. En fait, l'article 1905 a été vertement critiqué parce qu'il a eu pour effet de limiter nos réponses par la suite.

Il est important de reconnaître qu'en raison de l'accord, 1 milliard de dollars canadiens ont été laissés sur la table. Selon moi, on ne devrait pas suggérer que le résultat de l'accord a été aussi grandiose que le laisse entendre le député dans le présent débat.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. L'interprète vient d'indiquer que la qualité du son est très mauvaise. Il faudrait corriger cela pour lui permettre de bien faire son travail.

• (1950)

Le Président: D'accord.

[Traduction]

Je prie le député de Windsor-Ouest de répéter sa question. Il y a eu un problème d'interprétation et nous voulons que tout le monde puisse entendre ce qui se dit à la Chambre.

Le député de Windsor-Ouest a la parole.

M. Brian Masse: Monsieur le Président, je serai bref. Je ne sais pas ce qui s'est passé.

Quoi qu'il en soit, ce que je voulais dire, c'est que, avec l'accord précédent dont on a parlé, on a laissé 1 milliard de dollars; 500 millions de dollars sont allés à l'administration Bush, et 500 millions de dollars sont allés aux producteurs des États-Unis. Par ailleurs, l'article 1905 limitait nos recours dans le cadre d'accords ultérieurs.

Enfin, je pense qu'il est faux de dire que cette solution était idéale pour le Canada, car elle comportait de nombreuses lacunes. Même les entreprises de la Colombie-Britannique ont dit que c'était un accord injuste. Les provinces l'ont accepté, mais c'était quand même un accord injuste.

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, je pense que le député réécrit l'histoire. Tout comme lui, je siégeais à la Chambre à l'époque, sauf que mon parti était au pouvoir. J'ai examiné très attentivement l'accord et j'étais chargé de le renégocier ou de le prolonger pour une durée de deux ans au moment de son échéance.

Premièrement, l'industrie canadienne du bois d'œuvre a bien accueilli cet accord. Elle a considéré que c'était le meilleur résultat qu'elle pouvait espérer, compte tenu de l'intransigeance des États-Unis. Deuxièmement, le député répète que 1 milliard de dollars a été laissé sur la table, mais ce n'est pas tout à fait exact. La moitié de cet argent est allée à l'industrie américaine et l'autre moitié a été placée dans un fonds commun utilisé conjointement par le Canada et les États-Unis pour promouvoir l'industrie du bois d'œuvre. En tout, 500 millions de dollars ont été versés dans ce fonds administré conjointement, puis 4,5 milliards de dollars ont été versés aux producteurs canadiens. Je vois cela comme une réussite.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, nous prenons part ce soir à un débat exploratoire et l'objectif de ces débats est de donner l'occasion aux députés d'exprimer leur opinion sur l'établissement de politiques concernant un enjeu urgent. Le gouvernement a envoyé aujourd'hui une délégation à Washington dans le but manifeste de discuter du différend sur le bois d'œuvre. Je voudrais brièvement décrire, dans le peu de temps qui m'est accordé, quel est le problème et quelles seraient deux solutions pour le régler.

Il faut d'abord établir les faits. Les faits sont que le gouvernement américain est devenu plus protectionniste, en particulier dans ses politiques concernant le Canada, sous l'actuelle administration. Mon collègue de Timmins—Baie James a décrit certains des problèmes qui entourent tout ce qui concerne les politiques relatives aux produits laitiers; il y a aussi les crédits d'impôt pour les véhi-

Ordres émanant du gouvernement

cules électriques dont ma collègue de Markham—Thornhill a parlé; il y a aussi le fait que les Américains font la sourde oreille face aux demandes répétées concernant la canalisation 5 et je sais que le gouvernement est resté silencieux au sujet du pipeline Keystone XL, mais les gouvernements provinciaux, eux, ne sont pas restés les bras croisés. Je pourrais parler de nombreux problèmes, mais le doublement des droits de douane sur le bois d'œuvre indique qu'il y aurait quelque chose de déréglé dans les relations canado-américaines. La question est de savoir pourquoi. Tout le monde ici devrait chercher à comprendre ce qui se passe d'une manière pondérée.

Le monde a changé, et il est avantageux pour nous tous d'avoir de bonnes relations avec les États-Unis et une certaine intégration de nos politiques en matière d'économie, de défense et d'immigration à l'échelle du continent. C'est logique parce que le monde a changé. En ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement et le commerce, nous devons travailler avec des partenaires aux vues similaires. Nous devons donc nous demander pourquoi cette relation s'est détériorée.

Dans le cas qui nous occupe, je crois que la raison est toute simple. Je pense que la relation n'a pas été entretenue et que les Américains ne s'en préoccupent pas. Je suis sûre qu'ils ne sont pas indifférents; je connais au moins un Américain qui se soucie de moi. Il m'écoute peut-être en ce moment, et je lui offre mes condoléances. Cependant, du point de vue de la balance commerciale, étant donné que les exportations des États-Unis vers le Canada ne représentent que 2 % de la valeur de leurs exportations, je dirais que le Canada représente une si petite part de marché pour les États-Unis, comparativement à l'importance que le marché américain représente pour le Canada, que, si les deux pays n'avaient pas déjà entretenu une relation qui n'existe plus maintenant, je ne pense pas que les Américains nous écouteront.

C'était très décevant de voir les réseaux mis en place lors des négociations de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, comme les relations de ville à ville, la présence des premiers ministres aux réunions avec les autorités étatiques, les liens entre les gens d'affaires, de voir tous ces réseaux être démantelés en quelque sorte par le gouvernement actuel. Je ne sais pas si c'était de fruit d'une mauvaise gestion ou simplement d'un effritement, mais sans ces relations, le gouvernement ne s'en souciera pas. En politique étrangère, la première règle est de pouvoir discuter avec quelqu'un avec qui vous avez partagé un repas pour lui dire: « Je comprends où sont les points communs et les divergences, alors travaillons ensemble pour nous entendre ». Je ne pense pas que cela soit arrivé. Je répète que nous sommes une erreur d'arrondissement pour les Américains à bien des égards. Nous devons faire en sorte de compter pour eux. C'est la suggestion que je ferais bien humblement au gouvernement: rétablissons nos relations avec les Américains.

Mon dernier point est le suivant. Je connais un Américain plutôt bien. Je sais que si quelque chose ne l'intéresse pas, je peux soit essayer de l'amadouer, soit le forcer à s'y intéresser. Il faut parfois amener un partenaire commercial à nous écouter et, malheureusement, c'est par la voie des mesures de représailles qu'on y arrive.

Ordres émanant du gouvernement

Comme nous l'avons souligné à la Chambre cette semaine, nous disposons d'outils de contestation prévus dans l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Le gouvernement devrait informer l'industrie canadienne de ses plans en ce sens et il devrait en aviser ses partenaires américains. Cela dit, j'ose espérer que nous pouvons bel et bien rétablir les relations entre les deux pays. Elles ont été très affaiblies, mais le gouvernement ne peut plus dire que Donald Trump est au pouvoir. Il faut donc travailler à améliorer ces relations sous l'égide d'Affaires mondiales, qui a vu plusieurs ministres à sa tête en une très courte période.

Le gouvernement doit reconnaître qu'il s'agit d'une nécessité, faire preuve de leadership politique et donner une orientation claire pour que ces relations fonctionnent à tous les niveaux, non seulement à l'échelon des ministres, mais aussi entre les États et les provinces, entre les municipalités et entre les dirigeants de l'industrie. Si les discussions sont rompues, ce sont d'autres acteurs de partout dans le monde qui profitent du fait que nous n'avons pas intégré nos chaînes d'approvisionnement, que nous ne travaillons pas ensemble et que nous nous livrons ces ridicules guerres commerciales au lieu d'adopter une approche continentale à l'égard de certaines valeurs tout en conservant notre souveraineté et notre droit souverain sur notre économie.

● (1955)

C'est donc ce que je propose humblement, en tout respect, en ce débat exploratoire ce soir: rétablir les relations avec les Américains et faire en sorte qu'ils soient à l'écoute.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que pense la députée des consommateurs américains. Je pourrais faire erreur, mais si j'ai bien entendu, la demande pour le bois d'œuvre canadien sur le marché américain pourrait atteindre 30 % — quelque chose du genre. C'est beaucoup. Les consommateurs américains devront payer leur bois d'œuvre plus cher.

La députée convient-elle qu'avec une bonne campagne d'information, il y aurait de quoi retenir l'attention du public? Il faut répéter aux gens que les Américains aussi seront désavantagés par ce texte législatif.

L'hon. Michelle Rempel Garner: Exactement, monsieur le Président. Ce que j'essayais de dire, dans mon discours, c'est que les Américains sont aussi gagnants que les Canadiens si les relations entre nos deux pays sont bonnes, car nous pouvons éviter les guerres commerciales à n'en plus finir. Or, ce travail, c'est celui du gouvernement.

Si je ne m'abuse, le Canada a eu cinq ministres des Affaires étrangères en six ans, et quatre ministres du Commerce international. Comment assurer la continuité si même les fonctionnaires n'ont pas l'impression qu'il s'agit d'une priorité et que la volonté politique est là? Une bonne partie des bases nécessaires pour consolider la relation canado-américaine ont disparu avec l'Accord Canada—États-Unis—Mexique.

Oui, le Canada en tire un avantage. Les deux pays gagnent à ce que les relations commerciales soient vigoureuses et se fassent dans le respect des règles. Ce n'est toutefois pas ce qui se passe présentement, et c'est au gouvernement d'y voir.

● (2000)

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours. J'aurai d'ailleurs le plaisir de la retrouver au Comité permanent des ressources naturelles.

Ma collègue a beaucoup insisté sur la relation avec les États-Unis. Cette relation est essentielle pour la question qui nous préoccupe ce soir. Cependant, il ne faut pas non plus passer sous silence l'un des problèmes majeurs que l'on a avec l'industrie forestière, à savoir qu'il n'y a pas de soutien pour la deuxième et la troisième transformation.

L'industrie forestière est un secteur fabuleux pour lutter contre les changements climatiques, mais les programmes du gouvernement fédéral sont faméliques. Ce secteur, qui représente 20 milliards de dollars en exportations au Québec, reçoit à peine 0,2 % en soutien financier de la part du gouvernement fédéral. De plus, 75 % de ce soutien est octroyé sous forme de prêts. C'est non seulement famélique, mais c'est aussi atroce.

Ma collègue est-elle d'accord avec moi pour dire qu'il y a un grand manque, en matière de soutien au secteur forestier, de la part du gouvernement fédéral?

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, il me tarde de travailler avec mon collègue dans le dossier des ressources naturelles, car je sais à quel point ce secteur est important pour sa circonscription. Je crois qu'en fait, il y a beaucoup d'enjeux sur lesquels nous pouvons travailler ensemble.

Je conviens tout à fait, comme lui, que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour promouvoir la transformation à valeur ajoutée des produits forestiers. Cela dit, il doit aussi veiller au maintien de bonnes relations avec nos principaux marchés d'exportation. Il devrait pouvoir faire les deux. Or, sous le gouvernement actuel, nous avons observé un recul dans les deux cas.

J'espère certainement que nous pourrions travailler ensemble au comité des ressources naturelles afin d'exiger des comptes au gouvernement, dans l'intérêt supérieur de tous les Canadiens.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Monsieur le Président, ce que nous savons des États-Unis, c'est qu'ils se battent pour leurs travailleurs.

Lorsque Joe Biden est allé à la COP26, il a parlé d'un investissement de 1 billion de dollars dans une économie de l'énergie propre offrant de bons emplois syndiqués. Je n'ai jamais entendu le premier ministre du Canada tenir un tel discours. Lorsqu'il est allé à la COP26, le premier ministre s'est contenté d'annoncer l'imposition d'un plafond d'émissions. Les gens du secteur que je connais savent déjà que cette mesure arrivera. Le monde entier s'attend à ce genre de mesure, mais nous n'avons aucun détail, aucun plan, aucune information sur des investissements financiers pour les 140 000 travailleurs du secteur de l'énergie qui se préparent à la transformation à venir. Comment se fait-il que je n'aie jamais entendu le premier ministre du Canada parler d'un plan comme celui promis par Joe Biden pour la création d'une économie de l'énergie verte comprenant des investissements majeurs et offrant d'importants débouchés et de bons emplois syndiqués?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, il semble que l'unanimité s'instaure dans les rangs de l'opposition. J'ai également hâte de travailler avec mon collègue de Timmins—Baie James sur cette question, car il a raison. Nous devons éviter de délocaliser les emplois dans le secteur des ressources naturelles et de perdre notre compétitivité sur le plan des coûts en raison de l'échec de nos relations avec les Américains sous le gouvernement actuel.

C'est exactement sur ce point que les libéraux doivent être tenus de rendre des comptes. C'est précisément pour cette raison que le comité des ressources naturelles doit reprendre ses travaux immédiatement. Je suis impatiente de travailler avec le député ainsi qu'avec mon collègue du Bloc québécois pour établir les faits, à savoir que nous avons perdu des emplois, nous avons perdu des occasions et nous n'avons plus la capacité de faire la transition vers une économie axée sur l'énergie propre.

Très brièvement, j'en profite aussi pour souhaiter un très joyeux anniversaire au député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, comme je suis tout juste revenu hier d'une mission d'observation en Colombie, c'est ma première intervention à la Chambre depuis la tenue de la dernière élection, si on exclut bien sûr le petit rappel au Règlement que j'ai fait précédemment.

Je désire profiter de l'occasion pour remercier chaleureusement les électeurs et les électrices de Saint-Hyacinthe—Bagot de leur confiance renouvelée. Je ferai tout en mon pouvoir pour être à la hauteur de ce second mandat que j'ai eu l'honneur de recevoir.

Plutôt que de livrer une petite guéguerre où l'on se renvoie la balle en accusant soit les libéraux ou les conservateurs, je vais tenter d'amener le débat autrement, même si je pense que la faute est partagée. Faire porter le débat sur autre chose ne pourra qu'élever la teneur de la discussion.

Rappelons d'abord les faits rapidement. L'administration américaine a annoncé la semaine dernière que, dès 2022, les droits compensateurs sur le bois d'œuvre exporté depuis le Canada allaient doubler, passant en moyenne de 9 à 18 %. Quand on regarde l'ensemble des entreprises touchées, la principale victime, c'est l'entreprise québécoise Produits forestiers Résolu, qui écope d'une taxe combinée de 29,66 %. C'est pourquoi le Bloc québécois voulait avoir ce débat exploratoire ce soir, dans le cadre duquel j'interviens à titre de porte-parole de ma formation politique en matière de commerce international.

La guerre commerciale entourant la question du bois d'œuvre est un vieil enjeu qui n'en finit plus de finir. Cela a été dit précédemment et il faut encore le préciser. On ne compte plus les occasions manquées de mettre fin à ce problème.

L'industrie forestière représente 11 % des exportations du Québec. Nos forêts sont une source de développement économique, d'emplois et de revenus publics en taxes et en impôts, en plus de présenter une grande valeur écologique. Il faut le dire aussi. Le secteur forestier présente une grande capacité de séquestration et de stockage du carbone, en plus d'inspirer bon nombre de PME québécoises innovantes dans la production de bioénergies et de bioproduits. Certains enjeux nécessitent une collaboration planétaire. L'environnement, la lutte contre les changements climatiques et le

Ordres émanant du gouvernement

commerce vert en font partie, et notre bois peut y tenir une place de choix.

La nouvelle guerre tarifaire sera nuisible à tous, ou presque. Elle l'est pour nous, bien sûr, car elle pourrait causer une importante hausse du prix du bois et des conséquences graves pour nos entreprises et pour les 25 000 emplois directs canadiens liés aux ventes de bois d'œuvre aux États-Unis. Aux États-Unis, cela n'ira pas nécessairement mieux non plus: le prix de l'habitation augmentera, ce qui privera davantage d'Américains de l'accès à la propriété, et ce, même si l'administration Biden prétend que l'accès au logement est l'une de ses priorités. Qui y gagne au bout du compte? C'est bien sûr le lobby américain du bois et quelques politiciens qui voient les élections de mi-mandat arriver à grands pas.

Rappelons le fond de l'affaire. Les États-Unis, bon an mal an, accusent l'industrie forestière canadienne de bénéficier de subventions publiques, nuisant ainsi au secteur américain. La décision américaine relève de ce qu'on pourrait appeler une dynamique structurelle. Cela revient souvent. Nous n'en sommes pas à la première crise du bois. Quatre rondes ponctuées de conflits commerciaux sont survenues: en 1982-1983; en 1986; de 1991 à 1996; et de 2001 à 2006. Nous voilà maintenant à l'aube d'un cinquième conflit.

Cela n'a pas de bon sens. Le Canada a donc déposé à de multiples reprises des plaintes devant les tribunaux de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Le Canada a toujours gagné ses causes. L'OMC a d'ailleurs affirmé en mai 2020 que Washington n'avait pas agi de façon objective ou équitable et que ses tarifs étaient illégitimes.

Les accords de libre-échange prévoient généralement un temps limite aux litiges pour éviter que ceux-ci ne perdurent exagérément longtemps. Cependant, sachant qu'ils vont perdre leur cause, la formule américaine est toujours la même: les Américains multiplient les tours de passe-passe pour retarder les travaux des tribunaux d'arbitrage, notamment en déposant des requêtes pour leur faire perdre du temps ou en tardant à nommer les arbitres. Pendant que le temps passe, la situation de notre industrie forestière se dégrade.

• (2005)

Le calcul des Américains est donc clair: établir des tarifs qui seront jugés — ils le savent — incorrects et profiter des années pendant lesquelles ils sont en vigueur pour mettre l'industrie canadienne en faillite, ou du moins en difficulté. Cela permettra aux États-Unis de faire avancer leur industrie pendant ce temps, de la moderniser, d'améliorer sa compétitivité et, par conséquent, de prendre une longueur d'avance.

C'est ce qui se cache derrière les velléités de guerre commerciale. N'est-ce pas justement ce qu'on peut qualifier aisément de concurrence déloyale? Il me semble que oui. Il y a quand même eu beaucoup d'occasions manquées de régler cela.

L'Accord Canada—États-Unis—Mexique, l'ACEUM, voté à la Chambre en mars 2020, représente à ce chapitre une très grande occasion manquée. Il faut amender l'ACEUM. Le gouvernement aurait pu saisir l'occasion de colmater ces brèches dans le cadre des négociations du libre-échange nord-américain des dernières années pour que le processus de litige soit beaucoup mieux encadré afin d'éviter de trop longs délais lorsque le temps joue contre nous.

Ordres émanant du gouvernement

Il faut également amender l'ACEUM sur un autre point. Il faudrait y créer un conseil consultatif permanent sur le bois-d'œuvre. J'ai tenté de déposer à la Chambre en mars 2020 un tel amendement, mais celui-ci a malheureusement été rejeté par la présidence.

Cela m'amène à vous parler d'une autre urgence, celle de faire reconnaître le régime québécois.

Depuis 2013, le régime québécois est totalement conforme au cadre et aux exigences du libre-échange, ce qui devrait lui épargner des soubresauts comme ceux que nous subissons. Le régime est simple à expliquer. Le quart du bois provenant de la forêt publique est vendu aux enchères, où tout le monde peut miser. Le prix obtenu est ensuite appliqué à l'ensemble du bois provenant de la forêt publique. Ce système est tout à fait comparable avec celui qui est en vigueur aux États-Unis. Le prix du bois est donc fixé par le marché, et non par le gouvernement. Il n'est pas subventionné, ce qui passe à 100 % le test du libre-échange. Il a même été conçu spécifiquement pour cela.

En revanche, ce n'est pas le cas du régime de droit de coupe de la Colombie-Britannique qui, lui, est fixé par le gouvernement. Faire reconnaître la spécificité du régime québécois nous épargnerait pas mal de problèmes.

Je fais un aparté, c'est une des raisons pour lesquelles je suis en politique. Quand on me demande pourquoi je suis indépendantiste et que je réponds que c'est pour avoir le pouvoir de signer ses propres accords et ses propres traités, cela sonne un peu abstrait et cela a l'air très théorique. On en a pourtant ici un exemple éminemment concret et un cas assez typique: pouvoir négocier en son nom propre, pour ses intérêts, plutôt que de laisser un État qui n'en fait pas une priorité le faire à sa place.

À court terme, bien sûr, le gouvernement doit urgemment offrir un soutien à l'industrie par l'entremise d'un programme de prêts et de garanties de prêts, équivalant aux sommes retenues par Washington. C'est la seule manière de traverser la crise.

Ottawa peut également plaider en faveur d'une exemption du bois provenant de forêts privées. Si la grande majorité, 90 %, du bois coupé au Québec provient de forêts publiques, certaines forêts privées ont une certaine importance et un poids réel dans quelques régions et méritent donc qu'on s'y attarde. L'argument à soulever est tout de même très simple. Les États-Unis pointent du doigt les forêts publiques en disant qu'elles ne respectent pas les lois du marché et qu'elles bénéficient de subventions cachées. Pourquoi alors le bois provenant de forêts privées, dont je précise qu'il n'est pas soumis au régime québécois, est-il lui aussi visé par ces nouveaux tarifs? Cela devrait être un argument très simple pour nos amis du gouvernement. Il me semble que cela ne devrait pas être très difficile de plaider cela.

Puisque les nouveaux droits ne touchent pas les produits transformés, c'est une belle occasion, comme mon collègue de Jonquière le mentionnait tout à l'heure, de développer une chaîne de valeur pour favoriser la transformation de produits forestiers. Il me semble qu'on aurait une belle occasion avec la deuxième et la troisième transformation.

Que fait le gouvernement? Il nous dit qu'il travaille très fort pour l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes et que le bois d'œuvre est une priorité qu'il défend, je le cite, « vigoureusement ».

Il y a deux semaines, le premier ministre a participé au premier sommet trilatéral des « trois *amigos* » depuis de très nombreuses

années. À peine une semaine plus tard, de nouveaux tarifs sur le bois ont été annoncés. Comprenne qui voudra, mais il y a quand même un problème ici. Demain, la ministre du Commerce international sera à Washington. Espérons que les résultats seront plus probants.

● (2010)

Le gouvernement adoptera-t-il un ton plus ferme? Ripostera-t-il avec des mesures sur les produits américains?

Il faudra voir. On attend toujours des annonces concrètes. Les mots-clés vides de sens comme « priorité » et « vigueur » ont fait leur temps. Maintenant, une importante industrie...

Le président: À l'ordre. La parole est maintenant à l'honorable député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le président, j'aimerais féliciter le député pour son discours.

Lorsque le gouvernement libéral a été élu, en 2015, il y a eu beaucoup de problèmes avec les lettres de mandat que le gouvernement a rendues publiques.

[Traduction]

Je me souviens d'avoir demandé au gouvernement d'accorder la priorité au bois d'œuvre dans les lettres de mandat de 2015. C'est la première chose que j'ai faite à la reprise des travaux de la Chambre après les élections.

Le député conviendrait-il que le gouvernement doit accorder une priorité nettement supérieure à cet enjeu pour faire savoir aux travailleurs de cette industrie que le gouvernement y travaille activement? Comme je l'ai dit plus tôt, le gouvernement aborde la question du bois d'œuvre uniquement en situation urgente.

● (2015)

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, on voit défiler un paquet de mots vides de sens comme « priorité » et « vigueur » pendant que des travailleurs et des industries sont en difficulté.

À un moment donné, c'est assez, les phrases vides. C'est comme pour les mots-clés. Il faut les ajuster pour dire que c'est important pour nous autres. Cela a fait son temps, et il y a des gens qui attendent.

Cela devrait effectivement être au cœur des priorités. Toutefois, je suis curieux et je me questionne. Le président Biden a organisé le premier sommet des « trois *amigos* » depuis plusieurs années, réunissant les trois chefs d'État nord-américains, et, une semaine après, de nouveaux tarifs sont annoncés. Si ce n'est pas ce qu'on peut appeler un grand succès diplomatique — avec tout le sarcasme qui s'impose —, je ne sais pas ce que c'est.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le président, j'aimerais entendre les réflexions du député sur l'expansion des marchés d'exportation au-delà des États-Unis.

Nous pouvons discuter de la diversification de l'industrie dans des marchés secondaires comme celui des meubles ou de tout autre produit en bois, mais ce que le gouvernement a de mieux à faire, entre autres, c'est de trouver des moyens de permettre à l'industrie d'augmenter le nombre de marchés pour les produits qu'elle fabrique déjà, que ce soit au Québec, en Colombie-Britannique ou au Manitoba, ma province.

Le député pourrait-il nous dire s'il y a des pays, selon le Bloc, où nous devrions chercher à élargir ces marchés? J'aimerais qu'il nous dise ce qu'il en pense.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, j'aimerais d'abord savoir quoi en penser. Or, je n'ai entendu aucune intention. Je veux plutôt dire que j'ai entendu l'intention, mais que je n'ai pas vu la chair autour de l'os.

J'aimerais être le premier à pouvoir dire que j'ai vu la politique proposée, qu'elle a de l'allure, que telle chose ou telle autre devrait être améliorée. Cependant, il n'y a rien en ce moment. Il n'y a que du néant, que du vent. Ce sont encore une fois des paroles vides.

Mon collègue me demande si je suis en faveur de la transformation et de la diversification des marchés. J'en ai parlé. Maintenant, quand est-ce qu'on va joindre la parole aux actes?

Nous ne formons pas le gouvernement. Il appartient aux libéraux de répondre à cette question.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le président, le conflit lié au bois d'œuvre a des répercussions énormes sur les communautés forestières dans le Nord de l'Ontario, mais il a aussi provoqué une transformation de l'industrie, particulièrement en matière d'efficacité et d'utilisation des ressources naturelles dans le Nord.

Ma question est la suivante. Où est le plan du gouvernement fédéral pour travailler avec l'industrie forestière et les régions du Nord? Comment entend-il développer de nouveaux marchés pour utiliser la transformation de l'industrie et créer de nouvelles occasions pour celle-ci au Canada?

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, je remercie mon collègue de sa question, mais je n'ai tout simplement pas de réponse à lui donner.

Mon collègue me demande où est le plan. Si je l'avais vu, je pourrais sans doute lui fournir une réponse. Je devrai malheureusement, et avec la plus grande tristesse du monde, conclure qu'il n'existe pas.

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le président, je tiens d'abord à féliciter mon brillant collègue de Saint-Hyacinthe—Bagot pour son discours.

L'industrie forestière est majeure chez nous. Elle représente près de 20 % de l'économie bas-laurentienne et près de 40 % des emplois reliés à la manufacture au Bas-Saint-Laurent.

Le passé est garant du futur. Mon collègue l'a très bien évoqué. On a déjà joué ce scénario dans ce mauvais film. En 2006, les industries ont dû laisser sur la table près de 1 milliard de dollars sur les 5 milliards de dollars qui étaient imposés en tarifs compensatoires.

Ordres émanant du gouvernement

Je demande à mon collègue quelle est la solution pour que le Québec arrête de subir les contrecoups des tarifs douaniers imposés sur le bois d'œuvre de la part des Américains.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, je suis de tout cœur avec les travailleurs de la région de mon collègue qui ont été touchés par ces différents soubresauts et qui risquent de l'être en 2022, si cela se poursuit.

Mon collègue parlait de l'entente de 2006. Quand elle a expiré en 2015, il y a eu de belles paroles, mais il n'y a pas eu de nouvelle entente par la suite. Aucune annonce concrète n'a été faite. Pour répondre à sa question sur la façon d'arrêter de subir cela, je dis qu'il faut qu'Ottawa fasse reconnaître que le régime québécois est authentique. La véritable solution est pertinemment que le Québec négocie directement ses propres accords en tant que république libre et indépendante.

• (2020)

[Traduction]

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le président, le député et moi avons siégé au comité du commerce plus tôt cette année. La ministre a participé à une réunion du comité en juin dernier, et nous lui avons posé des questions sur l'annonce des droits de douane à venir. Qu'a pensé le député de cette réunion et a-t-il été rassuré par les observations de la ministre?

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, je salue ma collègue et ancienne camarade au Comité permanent sur le commerce international. Nous avons beaucoup de plaisir à travailler ensemble. Nous avons de très bons rapports.

Habituellement, la visite de la ministre du Commerce se résume à un exercice où on tente plutôt de manger le temps des questions. Lorsque nous posons une question concrète qui exige une réponse courte et concrète, nous recevons une réponse qui commence par un long préambule avec des remerciements, des salamalecs et des formules de ce genre pour manger le temps. Puis, on nous dit qu'on travaille fort pour les Canadiens, que c'est une priorité, qu'on travaille la-dessus avec vigueur, et ainsi de suite. Toutefois, nous n'avons jamais de réponse de la part de la ministre. D'ailleurs, nous n'en avons jamais de la part de beaucoup de ministres de ce gouvernement.

Non, cela ne m'a pas rassuré. Même si je l'avais été, j'aurais eu tort de l'être, j'aurais été pas mal naïf. La réponse, nous l'avons depuis une semaine.

[Traduction]

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le président, je suis heureux que le député ait parlé des avantages environnementaux de l'industrie forestière, en particulier celle du Canada. Nous avons l'une des industries les plus vertes, les plus écologiques du monde. Je me demande s'il peut nous en dire un peu plus sur l'avantage de soutenir l'industrie forestière canadienne dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Monsieur le président, je remercie mon collègue de sa question qui me permet de donner certains détails.

Ordres émanant du gouvernement

En ce qui concerne les avantages de l'industrie forestière, on a vu certaines entreprises extrêmement innovantes. Elles sont en train de concevoir des produits dérivés, des bioproduits à base de bois, plutôt que de recourir à des énergies du passé. Je pense qu'il y a là une voie d'avenir, comme il y en a dans un paquet d'énergies du futur.

Nous sommes un parti nationaliste. Nous ne sommes pas contre le nationalisme économique. Il y a des questions qui vont devoir se régler sur une base continentale et planétaire et l'environnement en fait partie.

Il a fallu des siècles et des siècles pour que les arbres se développent. C'est presque miraculeux. Il y a toutes sortes d'études sur les arbres qui montrent qu'ils n'offrent que des avantages, que ce soit en ce qui a trait à l'oxygène ou au bien-être. Certaines études démontrent qu'ils créent un meilleur bien-être et des îlots de fraîcheur. Les arbres n'offrent que des avantages. Ils nous fournissent un bois d'une extrême grande qualité.

C'est sûr que l'industrie forestière n'a pas toujours été à la hauteur. Je me rappelle un film qui avait marqué le Québec. Il s'intitulait *L'erreur boréale* et a été réalisé par Richard Desjardins, une grande figure artistique québécoise que tous, ici, affectionnent du côté de mes collègues du Bloc québécois.

Heureusement, la réalité a changé et c'est le signe que les mouvements sociaux doivent continuer à se mobiliser. Aujourd'hui, on a une belle industrie. On a un beau secteur qui peut toujours s'améliorer, bien sûr, tant et aussi longtemps que le soutien public est là, qu'il y a une stratégie et que des priorités politiques sont mises en place.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Monsieur le président, félicitations pour votre nomination. J'ai entendu beaucoup de bien à propos de votre sagesse, et je suis ravi de travailler avec vous.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Windsor-Ouest.

Comme c'est la première fois que je prononce un discours depuis ma réélection, je tiens à remercier les gens de Timmins—Baie James. Je trouve très émouvant de consacrer ce premier discours à un enjeu qui touche nos communautés. Je pense à la merveilleuse communauté d'Elk Lake et aux travailleurs des scieries de la région. La scierie EACOM de Timmins a été reprise par Interfor. Les gens de cette entreprise ouvrent volontiers leurs portes et m'ont accueilli pour une visite. J'ai pu rencontrer les travailleurs et voir les chaînes de production.

L'un des effets de la longue crise du bois d'œuvre, c'est que nous avons vraiment perdu beaucoup de scieries dans le Nord, alors que l'industrie papetière s'effondrait: nous avons perdu des scieries à Smooth Rock Falls et à Kirkland Lake, sans oublier la fermeture de l'usine Abitibi, une immense perte. Les scieries qui ont survécu sont toutefois devenues très efficaces. Le printemps dernier, j'ai parlé à des représentants d'EACOM, qui m'ont dit qu'ils connaissaient enfin une bonne année. Alors qu'ils commençaient enfin à réinvestir, ces nouveaux obstacles sont apparus. C'est un enjeu qu'il faut régler.

Je ne vais pas attaquer mes bons amis des banquettes conservatrices, mais leur perspective de l'histoire est, selon moi, un peu étrange. Certes, Stephen Harper a signé un accord sur le bois d'œuvre, mais cet accord, au lieu de tirer profit de nos multiples

victoires auprès de l'OMC, prévoyait que, sur le montant de 1 milliard de dollars en subventions que l'industrie canadienne devait payer — et qui auraient dû lui revenir —, 500 millions de dollars iraient à des scieries concurrentes aux États-Unis. Les députés ne pensent-ils pas que ces scieries ont trouvé l'idée excellente et qu'elles avaient l'intention de soutirer plus d'argent aux compagnies canadiennes dès que l'accord sur le bois d'œuvre viendrait à échéance? Le fait que notre industrie ait dû subventionner la concurrence américaine montre à quel point l'accord était inacceptable. Voilà pour l'histoire.

En six ans, le gouvernement actuel n'a pas négocié d'accord sur le bois d'œuvre, ce qui a des conséquences. Il s'agit d'une bombe à retardement. Lorsque l'administration Biden est arrivée au pouvoir, nous savions qu'elle adopterait la ligne dure en matière de protection d'emplois et je ne le lui reproche pas. Je ne blâme pas Joe Biden de se tenir debout et d'affirmer qu'il défendra de bons emplois syndiqués. Je n'ai jamais entendu le premier ministre faire de même. Je souhaiterais qu'il le fasse.

Je m'inquiète de ce que le premier ministre soit le dernier des libre-échangistes de Davos. Il s'imagine que lui et la vice-première ministre peuvent se rendre à Davos pour discuter de l'ordre international au sein duquel tous les partenaires commerciaux concluent des accords, mais il n'en est rien. Partout dans le monde, les pays défendent leurs propres intérêts financiers, et nous avons été laissés pour compte. Nous avons pu le constater au début de la pandémie, alors que le Canada était incapable de fabriquer de l'équipement de protection individuelle ou d'assurer la sécurité des citoyens en l'absence de moyens pour fabriquer des vaccins, et le premier ministre s'en est remis au marché international. Les Américains ont investi des sommes considérables dans la recherche médicale durant la pandémie pour ne plus jamais se retrouver dans une telle situation. Nous avons espéré que tout irait pour le mieux, tout comme nous l'avons fait pour le bois d'œuvre. Nous espérons que tout va se régler tout seul.

Le premier ministre et la ministre du Commerce international se sont rendus à Washington le 17 novembre. Ce devait être la grande accolade. Le premier ministre allait se lancer dans une opération de charme. Sept jours plus tard, les Américains nous ont assommés. Qu'est-ce que le premier ministre a dit qui les a tellement énervés qu'en sept jours, ils ont doublé les droits de douane qui nous sont imposés? Je ne suis pas sûr que la ministre du Commerce ait même mentionné le bois d'œuvre. Nous n'en avons jamais entendu parler, mais sept jours après leur visite, nous avons été assommés.

Nous savons comment les Américains vont procéder. Nous connaissons leur position et nous savons comment ils vont se plier à leurs lobbyistes et à leurs intérêts particuliers à Washington. Ce n'est pas nouveau pour nous. La question est de savoir ce que nous allons faire pour défendre notre industrie, nos travailleurs, les emplois syndiqués que nous devons défendre dans le secteur forestier et le secteur automobile, et la transformation massive que nous devons opérer sur les marchés de l'énergie. Le premier ministre n'a rien dit à ce sujet.

● (2025)

Maintenant, les libéraux nous disent que la question est complexe. « Faites-nous confiance. Faites-nous confiance », disent-ils. Les travailleurs d'Elk Lake, de Timmins, de Cochrane et de Kapuskasing, dans ma région, ne vont pas faire confiance. Ils veulent qu'on agisse.

• (2030)

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le président, je me réjouis de pouvoir prendre la parole ce soir au sujet des ressources forestières, du bois d'œuvre et des répercussions ressenties dans les régions rurales partout au pays. Je remercie le député de Timmins—James Bay d'avoir attiré l'attention sur le sort des travailleurs. Dans ma circonscription, des gens ont perdu leur emploi. Ils ont perdu leur source de revenus et la capacité de subvenir aux besoins de leur famille parce que le gouvernement a mis en place une politique et qu'il ne fait rien pour régler le conflit dans le dossier du bois d'œuvre.

Le député pourrait-il expliquer les avantages que tirerait l'industrie forestière si le gouvernement prenait la situation au sérieux en donnant suite à son engagement de 2016, quand il avait annoncé qu'il avait presque conclu un accord? Près de six ans plus tard, nous attendons toujours que cela se concrétise.

M. Charlie Angus: Monsieur le président, il faut faire preuve de fermeté et ne pas avoir peur de déclarer que notre industrie, qui encaisse coup sur coup année après année, demeure extrêmement efficace. Nos travailleurs font le meilleur travail possible, et les consommateurs américains recherchent des produits du bois canadiens, car ils savent que ce sont des produits de première qualité. Pourtant, malgré cela, il nous est impossible d'aller à Washington plaider notre cause. Quelque chose ne va pas.

Cela a des répercussions dans nos collectivités. Ceux qui, pour nourrir leur famille, vont travailler dans les mines, les forêts ou les champs doivent savoir que leur vie compte ici, où les lobbyistes, les proches du pouvoir et les riches passent leur temps. Comme on entend rarement leur voix à la Chambre, nous devons être leurs porte-parole. Nous devrions avoir honte de laisser ces emplois disparaître parce que le premier ministre est incapable de défendre la classe ouvrière de notre pays. Nous devons faire mieux et lutter pour la conservation de ces emplois, et cela signifie user de représailles commerciales. Il faut en arriver là. Nous devons fixer des limites et contre-attaquer.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le président, je remercie mon collègue de Timmins—Baie James de son discours. D'ailleurs, nous allons nous retrouver au Comité permanent des ressources naturelles.

Il a terminé sa présentation en demandant ce qu'on peut faire pour les gens de l'industrie. J'ai envie de lui dire que ce qu'on peut faire est surtout axé sur les deuxième et troisième transformations. Malheureusement, tous les acteurs du secteur nous disent que le gouvernement fédéral n'offre aucun programme structurant pour développer cette chaîne de valeur.

J'ai envie de soumettre à mon collègue une piste possible de solution. S'il n'y a pas de programme structurant, n'est-ce pas parce que le gouvernement fédéral a décidé de mettre tous ses œufs dans le même panier, c'est-à-dire dans celui du pétrole? On se retrouve maintenant avec un déficit épouvantable et il n'est plus temps d'investir dans des ressources énergétiques qui seraient plus intéressantes ou des secteurs d'activité environnementale plus intéressants, comme le secteur forestier.

M. Charlie Angus: Monsieur le président, j'invite mon collègue à participer aux travaux du Comité permanent des ressources naturelles. C'est très important, c'est une occasion de mettre en place des solutions de rechange concrètes afin que le gouvernement res-

Ordres émanant du gouvernement

pecte le besoin d'aider le développement du secteur des ressources naturelles et pour développer l'économie régionale du Canada.

L'industrie forestière a beaucoup de potentiel. C'est un potentiel qui a été transformé grâce à l'efficacité de l'industrie et la vision des travailleurs et des travailleuses partout au Canada. Il est nécessaire pour le gouvernement du Canada de mettre en place un plan d'investissement pour aider le développement de cette économie.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le président, je remercie mon collègue de son intervention, et je veux saluer rapidement les vaillants membres du syndicat des métallurgistes de ma circonscription, qui travaillent très fort dans les aciéries de Cowichan—Malahat—Langford pour subvenir aux besoins de leur famille.

En Colombie-Britannique, nous élaborons des plans de construction d'un grand nombre de structures en bois massif, qui ont évidemment une empreinte carbone bien plus faible que les bâtiments fabriqués en acier et en ciment. Je me demande si mon collègue pourrait parler de ces nouvelles technologies, ainsi que de la façon dont nous devons défendre les intérêts des travailleurs canadiens, tout en exerçant des pressions concertées sur les industries américaines. Après tout, ce sont elles qui souffriront des droits de douane imposés sur le bois d'œuvre. Les constructeurs de maisons américains souffriront également. Il y a d'incroyables technologies à l'horizon, et le gouvernement doit vraiment les défendre à l'étranger.

• (2035)

M. Charlie Angus: Monsieur le président, nous devons tenir compte de tous les secteurs à l'échelle fédérale sur le plan de la crise climatique et des possibilités liées aux changements climatiques. Certes, les enjeux liés au ciment sont énormes. Grâce à sa capacité d'utiliser les produits forestiers pour transformer et diminuer les répercussions du carbone, le Canada peut être un chef de file, mais nous ne pouvons pas être un chef de file si le gouvernement n'est pas prêt à négocier. Les représentants de l'industrie en parlent, les travailleurs aussi, et les gens ont une vision. Ce qui nous manque, c'est un gouvernement qui est prêt à collaborer avec nous pour créer les transformations qui sauveront la planète.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NDP): Monsieur le président, ceci étant la première occasion qui m'est donnée de prononcer un discours, j'aimerais remercier les citoyens de Windsor-Ouest. Je ne saurais imaginer une manière plus appropriée de commencer mon intervention.

Quarante pour cent des échanges commerciaux quotidiens du Canada vers les États-Unis passent par ma circonscription. Avant la pandémie, cela signifiait 30 000 véhicules et 10 000 camions par jour. Nous revenons progressivement à ce niveau. À l'époque du chemin de fer clandestin, ma circonscription a accueilli les esclaves qui fuyaient les États-Unis, partant de Detroit pour venir à Windsor. Elle a été le théâtre de la guerre de 1812. Elle a également vu Detroit porter secours à Windsor lorsque la ville était en proie aux flammes, un peu comme Windsor a dépêché des pompiers pour prêter assistance à la suite des événements du 11 septembre 2001. Bref, notre culture et notre économie sont étroitement liées à celles des États-Unis. D'ailleurs, depuis le début de la pandémie de COVID-19, quelque 2 000 professionnels de la santé, dont des médecins et des infirmiers, traversent quotidiennement la frontière pour offrir leurs services à titre de travailleurs essentiels aux États-Unis.

Ordres émanant du gouvernement

En gros, notre relation avec les États-Unis bat de l'aile. C'est l'une des raisons qui expliquent les problèmes que nous connaissons en ce moment dans le domaine du bois d'œuvre. Ironiquement, en juin, cela fera 20 ans que j'ai participé pour la première fois à un groupe de pression en tant que député. J'étais en compagnie de Pierre Pettigrew, qui était alors ministre du Commerce international. À l'ambassade du Canada, nous avons exercé des pressions contre l'imposition de droits de douane sur le bois d'œuvre canadien. Je me suis rendu là-bas maintes fois en tant que membre du Groupe interparlementaire Canada—États-Unis dans un esprit non partisan afin de défendre cette cause.

Il n'en demeure pas moins que nous avons constaté un effritement de cette relation au cours des dernières années, et c'est vraiment le gouvernement actuel qui en est responsable. Il faudra faire un effort conscient pour inverser cette tendance. Quand on examine la situation concernant l'AEUMC, l'ACEUM, le nouvel ALENA ou peu importe le nom qu'on veut lui donner, le fait est qu'en signant cet accord, le Canada s'est même laissé avoir par le Mexique dans les négociations. Les forces progressistes, les sénateurs et les membres du Congrès que je connais bien aux États-Unis reconnaissent que le Canada voulait au départ un accord qui ne visait pas l'environnement ou le travail. Ce sont les États-Unis et le Mexique qui ont ajouté cette composante et, par la suite, le Canada a dû revenir à la table pour ratifier ce changement.

Je peux dire très succinctement aux députés qu'il y a ici un effritement dans les deux sens. Voici un bon exemple, qui peut paraître insignifiant: le Canada néglige sa contribution à la Commission des pêches, qui est de l'ordre de 7 à 9 millions de dollars, pour ce qui est de la lutte contre la lamproie dans les Grands Lacs. Nous refusons de payer la facture.

Nous souhaitons bâtir une installation destinée aux déchets nucléaires à proximité des Grands Lacs, alors que les États-Unis avaient accepté, à la demande de Joe Clark, le premier ministre de l'époque, de ne pas bâtir une telle installation du côté américain. Différents enjeux ont émergé. Ils ont beaucoup retenu l'attention dernièrement, quand des représentants du gouvernement du Canada sont allés aux États-Unis pour exercer des pressions dans le dossier des véhicules électriques. Rappelons que la signature du premier ALENA a porté un coup dur aux communautés comme la mienne: l'industrie de l'automobile a été durement touchée. Dans le nouvel ALENA, nous avons perdu le pacte de l'automobile, cette position commerciale favorable qui avait été négociée par des gouvernements précédents.

Bref, les gens du gouvernement sont allés chez nos voisins du Sud, et je n'avais jamais rien vu comme ce qui est arrivé à leur retour. Comme l'a dit le député de Timmins—Baie James, une autre répercussion est survenue alors qu'ils ne l'avaient vraiment pas vue venir, du moins à ce qu'ils disent. On pourrait dire que les États-Unis ne se sont pas gênés pour ajouter une autre insulte à la liste. C'est ce qui s'est produit. Leur geste est très révélateur: il montre la détérioration de la relation canado-américaine, qui s'est accentuée.

Toutefois, avant de terminer, je tiens à dire qu'il ne faut pas oublier que ces droits de douane auront une incidence sur des emplois, des familles et du travail à valeur ajoutée. Je sais qu'une autre usine a récemment fermé ses portes dans la circonscription de la whip de mon parti. Les néo-démocrates ont réclamé des stratégies sectorielles pour l'industrie automobile, l'industrie du bois d'œuvre et l'industrie pétrolière et gazière, entre autres, afin que nous ne dé-

pendions pas de l'extraction et l'expédition. Dans le cadre des négociations avec les États-Unis, nous devons lutter contre la politique d'achat aux États-Unis et d'autres politiques protectionnistes en vigueur dans ce pays. Ces politiques font partie de la culture américaine. Nous pourrions seulement lutter contre ce protectionnisme en élaborant des stratégies sectorielles canadiennes.

• (2040)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le président, j'aimerais poser une question au député sur le droit d'auteur de la Couronne, mais ce sera pour un autre jour.

Nous perdons de plus en plus d'investissements au profit de nos voisins du Sud. C'est une mauvaise chose pour les travailleurs qui veulent utiliser leurs compétences et subvenir aux besoins de leur famille. Cela nuit aussi aux collectivités, en particulier celles où les emplois dépendent largement du secteur forestier.

Le gouvernement s'est traîné les pieds et n'a pas accordé d'attention à ce dossier. En fait, la première chose que j'ai faite à l'ouverture de la législature en 2015 a été de demander au gouvernement s'il allait mentionner précisément l'entente sur le bois d'œuvre dans sa lettre de mandat. Pourtant, le gouvernement maintient le statu quo. Quand des députés, comme celui qui vient de prendre la parole et des députés de la Colombie-Britannique, posent des questions au gouvernement à ce sujet, on dirait que ce dernier n'a aucun plan pour remédier à la situation.

Le député pense-t-il lui aussi que le gouvernement doit commencer à prendre ce dossier au sérieux et entreprendre de véritables discussions avec les Américains? Que faut-il faire de plus pour régler la question?

M. Brian Masse: Monsieur le président, nous reviendrons sur le droit d'auteur de la Couronne. C'est très important. C'est un exemple qui montre à quel point le Canada est encore immature. D'autres pays, dont les États-Unis, ont adopté des stratégies sectorielles pour l'aérospatiale. Les États-Unis sont un bon exemple avec leurs véhicules électriques. Maintenant, c'est au tour du bois d'œuvre. Bien franchement, nous nous y attendions.

Qui plus est, à l'heure actuelle, il n'y a même pas de plan pour intégrer les gisements miniers au Canada dans une stratégie efficace de développement pour les véhicules électriques. Voilà pourquoi le gouvernement était mécontent de devoir se précipiter à la dernière minute aux États-Unis. Nous avons déjà eu une stratégie nationale de l'automobile. Jadis, nous occupions le troisième rang mondial dans le secteur de la fabrication. Maintenant, nous sommes au 10^e rang.

C'est en adoptant des stratégies sectorielles — qui permettent de protéger les travailleurs, mais aussi d'investir dans leur avenir, comme d'autres pays le font — que nous résistons et que nous établissons des chaînes d'approvisionnement intégrées qui ont du poids à la table de négociations.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le président, à voir l'urgence et à entendre les discours du débat de ce soir, on constate que la question du bois d'œuvre risque de toucher plusieurs territoires, particulièrement dans nos régions, au Québec. Je pense naturellement à l'Abitibi et au Lac-Saint-Jean, mais je ne peux pas exclure que même chez moi, en Estrie, des scieries vont être touchées. Cela a un impact sur l'ensemble de notre occupation du territoire. C'est une industrie qui est importante. Le Bloc québécois a un beau projet pour développer la troisième transformation. Durant ma campagne, j'ai rencontré des producteurs forestiers. C'est une partie importante de notre économie régionale. Il faudrait en faire davantage.

J'aimerais l'entendre au sujet de l'importance de protéger ces producteurs forestiers.

[Traduction]

M. Brian Masse: Monsieur le président, voici comment nous pouvons mettre à profit notre situation actuelle. Il n'y a aucune raison pour que nous ne puissions pas en tirer parti dans l'intervalle, pendant que nous mettons en place une solide stratégie en matière de logement dans l'ensemble du pays.

Si nous gardons certaines des installations en activité pendant que nous réglons la question de ce processus commercial déloyal, la perturbation des chaînes d'approvisionnement nous donnera l'occasion de nous fixer des objectifs nationaux. J'estime que c'est la raison pour laquelle nous avons réussi, par le passé, à faire bouger les choses: en faisant en sorte que l'industrie canadienne présente un front uni.

Encore une fois, pour obtenir des résultats, il nous faudra une stratégie, un plan avec des lignes directrices, des calendriers et une application rigoureuse des directives. Les États-Unis respecteront cette démarche. Quand on leur présente les choses de cette façon, cela signifie quelque chose pour eux.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le président, à Powell River, une usine de papier a cessé ses activités pour de bon, et je sais que cette fermeture aura de graves répercussions. Des centaines de personnes seront touchées dans cette région. Le plus inquiétant, c'est que le gouvernement fédéral ne semble pas prendre ces choses au sérieux et ne comprend pas l'incidence énorme de ce genre d'événements sur les petites collectivités rurales du pays.

Je me demande si le député pourrait expliquer, au nom du gouvernement, les mesures qui doivent être prises pour que ces collectivités ne soient pas laissées pour compte à ce point.

● (2045)

M. Brian Masse: Monsieur le président, l'un des éléments les plus importants, c'est d'avoir un engagement à long terme envers une stratégie sectorielle. Il ne fait aucun doute que les produits qui sont fabriqués sont valables. Ils sont touchés par des facteurs externes provenant de l'étranger. Ces travailleurs et ces collectivités en valent la peine. Ils ne peuvent pas tout simplement se tourner vers d'autres emplois. Il fut une époque où nous avions une telle vision. Il faut renouer avec celle-ci. C'est ce que d'autres pays font. Nous l'avons fait avec vigueur par le passé et nous pouvons encore le faire, mais il faut un engagement à long terme de la part du gouvernement. Voilà le type de protection dont nous avons besoin et le soutien auquel les travailleurs s'attendent.

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill.

Je remercie tous les députés d'être ici ce soir pour discuter d'une autre mesure commerciale déloyale visant une industrie qui mérite beaucoup mieux de la part de nos voisins américains.

L'industrie du bois d'œuvre est l'un des plus grands employeurs du Canada et elle l'a été tout au long de notre histoire. Elle est intégrée à la trame même de notre nation et est une source de fierté pour les Canadiens. Une grande partie de ces milliers d'emplois sont exigeants et impliquent un dur labeur dans des endroits éloignés, mais le travail est gratifiant et contribue à la force de la classe moyenne du Canada. L'industrie est particulièrement essentielle aux collectivités autochtones, dont les relations avec la forêt remontent à des siècles. Par conséquent, il est décourageant pour ces travailleurs et les collectivités où ils habitent de faire face à une augmentation des droits de douane à la suite d'une décision commerciale persistante, injuste et injustifiée de la part des États-Unis.

Le gouvernement est vraiment déçu et nous avons fait connaître notre frustration à nos homologues américains des plus hauts niveaux. J'espère que tous les députés travailleront au sein des forums interparlementaires et se serviront de toutes leurs relations, qu'elles soient commerciales, familiales ou amicales, pour expliquer clairement la position canadienne à nos voisins du Sud. Il est impératif que nous adoptions une approche « Équipe Canada ». Le message que nous voulons envoyer est que ces droits sont injustes, qu'ils nuisent aux travailleurs des deux côtés de la frontière et qu'ils font grimper les coûts de construction aux États-Unis, un problème dont aucune économie de la planète n'a besoin présentement.

Je peux assurer à mes collègues que nous avons toujours défendu avec vigueur l'industrie canadienne et ses travailleurs et que nous n'arrêterons pas de le faire; nous savons que le Canada sortira gagnant de cette affaire. Pourquoi? Parce que, au fil des décennies, peu importe le parti au pouvoir, le Canada a dû se défendre face à des mesures du genre. Ces batailles juridiques sont coûteuses, longues et pénibles pour les collectivités vulnérables, mais les tribunaux commerciaux nous ont toujours donné raison. Si nous avons confiance en notre position juridique, il faut quand même tout faire en notre pouvoir pour aider les collectivités touchées, et notre bilan en la matière est fort reluisant.

Au pire du différend de 2017, le gouvernement fédéral a créé un groupe de travail avec nos homologues provinciaux de tout le pays afin de tenir des consultations sur les façons de défendre l'industrie et ses travailleurs, ainsi que les collectivités touchées. Nous avons par la suite créé le plan d'action sur le bois d'œuvre, dans lequel nous avons investi 867 millions de dollars. Ce plan comprenait des initiatives de diversification des marchés et des produits ainsi que des programmes pour venir en aide aux travailleurs touchés. Nous avons continué d'investir dans l'industrie.

En 2019, nous avons renouvelé les programmes de compétitivité du secteur forestier, soit un investissement de 251 millions de dollars sur trois ans. Ces programmes visent à favoriser l'accès au marché et à encourager l'innovation afin de créer de nouveaux débouchés pour le secteur. Les exemples de réussite sont nombreux et beaucoup d'entre eux nous ont permis de surcroît de faire avancer le plan solide du gouvernement fédéral pour atteindre nos objectifs climatiques en 2030 et 2050.

Ordres émanant du gouvernement

Nous voyons des édifices de grande hauteur en Colombie-Britannique et au Québec, et ils sont construits principalement à partir de fibre de bois plutôt que d'acier ou de ciment. Les pièces automobiles fabriquées en bois permettent aussi de rendre les véhicules plus légers et plus écoénergétiques. Nous croyons que le Canada doit miser sur la bioéconomie mondiale en émergence qui devrait atteindre les 5 billions de dollars par année d'ici la fin de la décennie.

Nous procédons aussi à des investissements colossaux pour lutter contre les infestations du dendroctone du pin, de la tordeuse des bourgeons de l'épinette et de l'agrile du frêne.

Nous avons de nombreux autres exemples qui illustrent les mesures prises par le gouvernement pour défendre cette industrie et ses travailleurs, ce qui devrait donner confiance à tous les députés et à tous les Canadiens que nous allons poursuivre sur cette voie.

● (2050)

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le président, la députée a parlé abondamment de défendre les intérêts du Canada et de la manière dont son parti, le gouvernement, entend promouvoir les valeurs canadiennes pour régler les enjeux qui touchent le commerce et le bois d'œuvre. Elle a parlé de défendre les intérêts, mais — en tout respect — c'est comparable à une équipe de la Ligue de hockey de l'Ouest qui essaie de défendre son titre contre une équipe de la Ligue nationale de hockey. Le fait que le gouvernement entend promouvoir les valeurs canadiennes ne signifie pas — en tout respect — qu'il joue dans la même ligue. C'est exactement ce que nous avons pu constater. Seulement six jours après la rencontre, le président américain a augmenté les droits, ce qui a mis fin aux échanges commerciaux.

Quand le premier ministre a-t-il appris que cela allait se produire? S'il savait que la situation allait évoluer ainsi, pourquoi n'a-t-il rien fait?

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le président, j'aimerais croire que sur cette question, nous sommes tous dans la même équipe. Je pense que nous visons tous le même résultat lorsque nous disons que nous voulons que cette question soit réglée. Nous sommes très déçus par les résultats de l'examen administratif. Nous sommes très déçus que les droits sur le bois d'œuvre aient augmenté. Nous savons que dans une relation aussi importante que celle qui existe entre le Canada et les États-Unis, il y aura forcément des problèmes, mais je peux assurer au député et à tous les députés de la Chambre, ainsi qu'à tous les Canadiens qui nous regardent que nous avons, dès le début, fait part aux Américains de notre désaccord avec l'augmentation des droits. Nous avons défendu les entreprises et les travailleurs canadiens. Nous avons parlé au président Biden. Nous avons parlé à l'ambassadrice Tai. Nous avons parlé à la secrétaire Raimondo. Nous continuerons à défendre les intérêts de notre secteur forestier. Je me réjouis à la perspective de continuer à exprimer mon point de vue dans le cadre de la prochaine question.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le président, l'industrie forestière et le bois sont d'une importance capitale pour ma région et pour le Québec. Si l'on regarde autour de soi, on est entouré de bois. Tout ce que je touche ici est fait de bois.

Si le bois est si important pour le gouvernement libéral, ma collègue peut-elle m'expliquer pourquoi la stratégie du fédéral pour les hydrocarbures de 2018 à 2020 représentait 14 milliards de dollars

par an, alors que la stratégie du gouvernement fédéral pour l'industrie forestière au Québec représente 71 millions de dollars?

[Traduction]

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le président, comme je l'ai mentionné, dans une relation aussi complexe que celle qui lie le Canada et les États-Unis, il y aura inévitablement des problèmes. Sachant que nos échanges commerciaux bilatéraux s'élèvent à 614,9 milliards de dollars, on peut dire que les choses vont généralement très bien entre nos deux pays. Ce dossier est une pomme de discorde depuis 1982, et le problème s'est aggravé au cours des dernières semaines. Je suis vraiment ravie d'apprendre que la ministre Ng dirige à Washington une délégation canadienne, composée de députés de tous les partis à la Chambre, pour continuer de défendre et de promouvoir les intérêts des Canadiens au nom du gouvernement. Nous ne relâcherons pas nos efforts tant que nous n'aurons pas réglé cette question. Nous nous porterons toujours à la défense des entreprises et des travailleurs canadiens.

Le président: Je rappelle simplement à la députée de ne pas désigner les ministres par leur nom de famille.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola, dont on célèbre l'anniversaire aujourd'hui, a la parole.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le président, je remercie la députée de Davenport, mais je déplore qu'elle ait dit que les choses se passaient bien avec les États-Unis. Il y a des enjeux avec les batteries pour les véhicules électriques, avec les dispositions sur les achats aux États-Unis et avec le bois d'œuvre. Tout cela est catastrophique. Nous faisons peut-être tous partie d'Équipe Canada, mais quand l'entraîneur n'arrive pas à bien gérer son équipe, il faut le remplacer. Cette situation est terrible. Comme je l'ai dit plus tôt, le magazine *Fortune* indiquait en mai que l'administration Biden avait l'intention de doubler les droits sur le bois d'œuvre. Pourtant, nous arrivons à la fin de l'année, et le gouvernement réagit comme s'il s'agissait d'une nouvelle de dernière heure.

Les gens s'interrogent sur le sort de leur collectivité. Qu'arrivera-t-il aux travailleurs forestiers et aux collectivités qui comptent sur l'industrie forestière, qui sont laissés à eux-mêmes? Que pense la députée du fait que le gouvernement était au courant de l'augmentation de ces droits depuis le mois de mai?

● (2055)

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le président, je souhaite un très joyeux anniversaire au député. Je souhaite aussi lui assurer, de même qu'à tous les députés, que nous sommes à la recherche d'une issue et d'une solution acceptable pour l'industrie et pour les travailleurs. Nous avons toujours soutenu que ces droits de douane sont injustes et injustifiés, que ce soit au groupe spécial sur l'ACEUM ou à l'OMC, et nous continuerons à défendre les travailleurs et le secteur forestier.

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.) Monsieur le président, je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de parler des mesures que le gouvernement a prises pour soutenir les intérêts du Canada dans le différend sur le bois d'œuvre avec les États-Unis.

Tout d'abord, comme c'est la première fois que je prends la parole au cours de cette 44^e législature et, en fait, de ma vie, je voudrais d'abord remercier les électeurs d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill de m'avoir envoyée ici et de m'avoir fait confiance.

Malgré certaines accusations affirmant le contraire, je peux assurer aux députés que nous sommes en dialogue constant avec le gouvernement des États-Unis pour lui faire comprendre l'importance de parvenir à un règlement satisfaisant de ce différend. Nous avons été très clairs sur le fait que le Canada croit qu'un accord négocié avec les États-Unis est dans l'intérêt des deux pays. Cependant, nous accepterons seulement un accord qui soit dans l'intérêt de notre industrie du bois d'œuvre, de nos travailleurs et de nos collectivités. Un accord qui protège les emplois canadiens est une priorité.

Les États-Unis ont toujours compté sur les importations de bois canadien pour combler l'écart entre leur capacité de production nationale et la demande de bois. Les importations en provenance du Canada ont historiquement satisfait environ un tiers de la demande américaine. Les consommateurs américains ont besoin de notre bois d'œuvre pour construire des maisons et d'autres structures. Il est clair que l'imposition de droits injustifiés sur une si grande partie de la consommation aux États-Unis est contre-productive pour lutter contre la hausse de l'inflation et des coûts du logement.

La National Association of Home Builders, aux États-Unis, a souligné que les droits imposés au bois d'œuvre canadien viennent amplifier les prix déjà élevés du bois d'œuvre et augmentent directement les coûts pour les consommateurs. C'est en contradiction directe avec l'objectif américain d'accroître l'accessibilité du logement. L'association est en mesure d'envisager une solution à ce problème que, manifestement, le gouvernement américain n'a pas encore compris.

Un accord négocié qui assurerait la stabilité et la prévisibilité dans l'industrie du bois d'œuvre est le meilleur résultat possible pour toutes les parties concernées. Malheureusement, l'industrie américaine du bois d'œuvre incite l'administration américaine à ne pas participer pleinement aux négociations, puisqu'elle préfère la perturbation soutenue de l'approvisionnement en bois d'œuvre due à ces droits, au détriment des consommateurs américains et de nos travailleurs. Néanmoins, notre gouvernement persiste dans ses invitations aux États-Unis à revenir à la table des négociations pour trouver un accord mutuellement acceptable.

Tout le gouvernement participe à cet effort. Le premier ministre a personnellement soulevé les préoccupations du Canada auprès du président Biden à maintes reprises. La ministre des Affaires étrangères a récemment soulevé la question auprès du secrétaire d'État américain, et les hauts fonctionnaires canadiens, y compris l'ambassadrice du Canada aux États-Unis, sont constamment en contact avec leurs homologues américains.

La ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique joue un rôle de premier plan dans ces pourparlers. Plus tôt cette semaine, elle s'est entretenue avec son homologue, la représentante des États-Unis pour le commerce extérieur, pour discuter de nombreux enjeux relatifs au commerce, dont le bois d'œuvre. La ministre du Commerce international est à Washington, D.C., à l'heure actuelle. Elle tentera à nouveau de défendre les intérêts des Canadiens et de bâtir des partenariats avec des Américains aux vues similaires.

Comme dans toutes les divergences commerciales entre le Canada et les États-Unis, nous croyons fermement qu'il est possible d'en arriver à une solution où toutes les parties sont gagnantes. Instaurer des barrières commerciales injustifiables ne serait avantageux ni pour le Canada ni pour les États-Unis, car celles-ci nuiraient à la prospérité de tous. Parallèlement, le gouvernement conti-

Ordres émanant du gouvernement

nuera de défendre vigoureusement les intérêts de l'industrie canadienne du bois d'œuvre ainsi que ceux des travailleurs de l'industrie forestière et de leurs communautés par tous les moyens possibles.

● (2100)

Le président: Avant de passer à la prochaine question, je demande à tous de soumettre des questions et des réponses plus concises. J'essaie de donner à tous la chance de prendre la parole. Le temps alloué n'a pas été respecté quelques fois.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon a la parole.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le président, j'aimerais remercier la nouvelle députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, qui vient probablement de donner un de ses premiers discours.

Dans l'immédiat, les travailleurs forestiers de ma circonscription ne veulent pas entendre de beaux discours sur une relation gagnant-gagnant, car jusqu'à présent, tout le monde est perdant. Ils ont déjà perdu leur emploi, les scieries ont commencé à fermer et les entreprises forestières en Colombie-Britannique, comme la West Fraser, commencent à lorgner de l'autre côté de la frontière. Pour être franc, le gouvernement aurait pu s'atteler à la question depuis 2016, lorsqu'il a commencé à évoquer une nouvelle entente, mais il n'a rien fait.

L'autre jour à la Chambre, j'ai demandé à la ministre lors d'un débat d'ajournement quelles mesures concrètes elle allait prendre. J'admets qu'elle en a pris une aujourd'hui en se rendant à Washington. Pour autant, nous ne disposons pas d'un processus transparent auquel l'industrie pourrait se raccrocher un minimum.

La députée peut-elle nous dire si elle est d'avis que la situation n'a que trop duré et que le gouvernement n'a pas agi assez rapidement pour soutenir les travailleurs de ma circonscription et de la Colombie-Britannique en général qui sont les plus touchés par l'inaction du gouvernement?

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le président, nous partageons tous les préoccupations de mon collègue. Que ces emplois quittent nos circonscriptions ou non, ce sont des emplois canadiens et ce sont de bons emplois canadiens. Nous sommes tous d'accord ce soir pour dire que nous voulons protéger ces travailleurs et cette industrie, mais ce problème dure depuis des décennies, et, pour dire vrai, la série actuelle d'irritants dans ce différend commercial est liée au protectionnisme américain.

Nous souhaitons rassurer les députés: ce qui nous intéresse, ce sont des résultats qui sont acceptables pour les travailleurs de l'industrie. Les Canadiens nous ont élus pour travailler les uns avec les autres, et je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que ce sont les résultats que nous voulons. Nous allons continuer à défendre les travailleurs et le secteur forestier. Le gouvernement a toujours défendu les entreprises et les travailleurs canadiens, et nous allons toujours nous battre dans l'intérêt supérieur de tous les Canadiens.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le président, je voudrais savoir ce que ma collègue pense du programme d'accès à des liquidités. Pour s'en prévaloir, les producteurs doivent pratiquement être en faillite technique. Or, les travailleurs forestiers de ma région aimeraient avoir accès à ce programme avant d'être en faillite, pour pouvoir éponger les tarifs. Ma collègue pense-t-elle que son gouvernement serait prêt à rendre ce programme accessible aux travailleurs?

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le président, il est évident que personne ne veut voir des industries faire faillite ou des entreprises fermer leurs portes. Le gouvernement libéral s'est toujours battu pour les travailleurs et les industries du pays. Je sais que nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour permettre aux industries de continuer à exercer leurs activités et de conserver leurs travailleurs.

• (2105)

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le président, puisqu'il s'agit d'un débat exploratoire, je m'interroge sur l'inclusion de questions d'égalité des sexes dans les négociations. Cependant, je veux d'abord reconnaître les compétences des travailleurs forestiers et des travailleurs des scieries québécoises qui sont venus dans ma circonscription au début du XX^e siècle pour travailler à la scierie Fraser, qui a depuis fermé ses portes. Je tiens à leur rendre hommage, de même qu'aux travailleurs forestiers qualifiés et aux immigrants sikhs et chinois qui se sont établis dans ma collectivité au début des années 1900.

Cette année, le Plan d'action pour l'égalité entre les sexes dans l'industrie forestière a pris fin. Je me demande si on a déjà parlé du travail fait dans le cadre de ce projet lors des négociations avec les États-Unis ou si on peut le faire afin que les Américains comprennent à quel point il est crucial d'encourager la diversité dans ce secteur.

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le président, je crois que l'accent que nous mettons sur l'équité entre les sexes est très important. Le gouvernement fera ses appels et ses présentations en gardant cela à l'esprit. Le gouvernement est un gouvernement féministe qui s'engage à assurer l'égalité des sexes, et je sais que c'est très important pour tous les ministres et toutes les parties concernées.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Miramichi—Grand Lake.

Si je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui, je déplore que nous soyons ici tard ce soir pour tenir ce débat exploratoire sur le bois d'œuvre à cause de la perpétuelle mauvaise gestion des relations canado-américaines de la part du gouvernement libéral.

Le bois d'œuvre est une industrie essentielle partout au pays, en particulier dans ma province, la Colombie-Britannique, et dans l'Ontario. Les travailleurs de ce secteur espèrent un nouvel accord sur le bois d'œuvre qui leur donnerait des garanties et une certaine stabilité. Le dernier accord, négocié et signé par un gouvernement conservateur précédent, a expiré en octobre 2015.

Malgré le fait que le premier ministre libéral se soit engagé à négocier un nouvel accord après l'arrivée au pouvoir des libéraux, nous attendons toujours. Entretemps, six ans se sont écoulés, quatre ministres ont été responsables du commerce international et trois administrations américaines se sont succédé. Les libéraux n'ont pas

non plus réussi à inclure une entente sur le bois d'œuvre dans l'Accord Canada—États-Unis—Mexique.

En février dernier, dans le cadre de mon rôle précédent comme ministre du cabinet fantôme en matière de commerce international, j'ai dirigé, au nom du caucus conservateur, l'établissement d'un comité spécial sur les relations économiques entre le Canada et les États-Unis parce que les libéraux géraient mal de nombreux dossiers épineux. Des milliers de personnes avaient perdu leur emploi dans le secteur du bois d'œuvre.

Le premier ministre peut se vanter de sa relation avec l'administration américaine et le président Biden, il n'en reste pas moins que c'est cette même administration qui a maintenant annoncé officiellement qu'elle doublait les droits de douane imposés à notre secteur du bois d'œuvre. Notre relation est tendue et, au lieu de faire avancer le dossier du bois d'œuvre, le gouvernement a perdu du terrain.

L'inaction de la ministre du Commerce quant à la signature d'un nouvel accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis est dévastatrice pour les petites entreprises et les travailleurs de l'industrie forestière. Ma région en a subi elle-même les contrecoups. Dans Kelowna—Lake Country, le secteur forestier était florissant, il offrait de bons emplois et beaucoup de gens dépendaient de sa prospérité. Or, sur une période de deux ans, plus de 200 personnes de ma région ont perdu leur bon emploi à la scierie à cause de l'incertitude et de la mauvaise conjoncture du marché. Le coup de grâce est survenu en 2020, quand on a fermé la scierie qui avait mené ses activités et subvenu aux besoins des familles pendant plus de 80 ans.

En Colombie-Britannique, ce sont près de 10 000 entreprises de toutes tailles qui offrent des services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur forestier. Ces entreprises dépendent de la prospérité du secteur pour payer les salaires de leurs employés, embaucher des travailleurs et réinvestir dans leur collectivité.

Malgré l'annonce faite par les États-Unis en mai dernier au sujet de leur intention d'augmenter les droits compensatoires sur le bois d'œuvre, nous n'avons vu aucune preuve concrète des efforts faits par les libéraux pendant cette période pour convaincre les États-Unis que ces droits sont injustes. Les libéraux ont eu cinq mois pour agir, et tout ce que nous avons vu dans l'intervalle, c'est qu'ils ont accordé la priorité à la tenue d'élections inutiles cet été, au lieu d'agir pour les travailleurs forestiers canadiens. De surcroît, nos chaînes d'approvisionnement avec les États-Unis étant intégrées, cette incertitude a entraîné une hausse des prix, ce qui, au bout du compte, provoque une hausse des coûts de construction.

Les conservateurs ont, à maintes reprises, pressé les libéraux d'agir. Au printemps dernier, lorsque les États-Unis ont annoncé leur intention de doubler les droits de douane sur le bois d'œuvre, mes collègues conservateurs et moi avons convoqué d'urgence une réunion du comité du commerce international pour savoir quelles mesures la ministre du Commerce avait prises et comptait prendre pour empêcher l'imposition de ces droits compensateurs. Or, nous avons plutôt eu droit à une réunion où la ministre du Commerce n'était pas en mesure de nous parler des mesures qu'elle avait prises, ni même de nous dire si elle avait rencontré ses homologues américains après l'annonce des droits compensateurs ou si elle en avait discuté avec l'ambassadrice aux États-Unis.

Au printemps dernier, lorsque j'ai demandé à la ministre du Commerce pourquoi elle ne réagissait pas face à l'intention des États-Unis de doubler les droits sur le bois d'œuvre, elle a répondu qu'elle était déçue que les États-Unis agissent ainsi. Elle a depuis réitéré ces commentaires. Dans un compte rendu d'une réunion que la ministre du Commerce a eue hier avec son homologue américain, on peut lire qu'elle a de nouveau exprimé sa déception.

Si je disais à un travailleur forestier de la Colombie-Britannique de ne pas s'inquiéter puisque la ministre a fait part de sa déception à l'administration américaine au sujet des droits sur le bois d'œuvre, je doute fort qu'il en serait rassuré. Ce n'est pas en exprimant sa déception que l'on résoudra comme par magie le différend sur le bois d'œuvre.

Nous avons besoin de voir des actions concrètes de la part de la ministre du Commerce et du gouvernement libéral en vue d'obtenir un nouvel accord sur le bois d'œuvre. Notre secteur forestier en dépend, et il est temps que le gouvernement libéral prenne cette question au sérieux, car il en va de la relance économique de notre pays.

• (2110)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le président, ma collègue de Kelowna—Lake Country a parlé de l'importance de cette industrie en Colombie-Britannique et de ses retombées à l'échelle locale. On ne saurait trop insister sur le fait qu'on parle ici d'emplois et de gagne-pain. Ce n'est pas seulement l'économie en général qui est en jeu ici.

Je me demande si la députée peut nous en dire plus sur les préoccupations locales, sur ce que les gens lui ont dit en Colombie-Britannique ou sur ce que ses collègues lui ont raconté au sujet de ce qui se passe réellement dans leur circonscription.

Mme Tracy Gray: Monsieur le président, comme je l'ai dit, des gens ont perdu leur emploi dans ma région. Il y a des gens qui travaillaient à la scierie depuis 15, 20, 25, 30 ou même 35 ans et qui se sont retrouvés sans emploi du jour au lendemain. C'était leur métier. Il n'y a pas beaucoup d'autres choix qui s'offrent à eux.

On sait aussi que la production en Amérique du Nord existe toujours. Toutefois, on a remarqué que le Canada perd du terrain et que les États-Unis en gagnent, ce qui signifie que nous perdons des clients au profit des États-Unis. Cette situation provoque une grande incertitude dans l'industrie. Les entreprises n'ont pas assez confiance pour investir ici, au Canada, et garder les emplois ici. C'est pour cela qu'il est si important de conclure un accord sur le bois d'œuvre.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la présidente, ce qui se passe en ce moment est inacceptable et injuste. Malheureusement et tristement, ce n'est pas la première fois que cela se produit. Les riches bonzes de l'industrie, les parties prenantes et les lobbyistes des États-Unis n'en sont pas à leur premier coup.

Le Canada est déjà parvenu à remporter la partie au bénéfice de notre industrie. Malheureusement, voici que le gouvernement du Canada doit à nouveau s'interposer et prendre les mesures qui s'imposent pour éliminer les barrières. J'espère que les députés de tous les partis conviendront qu'au bout du compte, la Chambre doit être unie et veiller à ce que le Canada l'emporte dans ce dossier très important.

Mme Tracy Gray: Madame la présidente, il faut se rappeler qu'il n'y a plus d'accord sur le bois d'œuvre depuis 2015. Comme je l'ai indiqué dans mon discours et mes questions à la ministre, il y a

Ordres émanant du gouvernement

eu très peu de discussions, de négociations ou de communications. C'est ce qui se passe lorsque des relations se détériorent.

Le président actuel des États-Unis, M. Biden, était vice-président lorsque le dernier accord était en vigueur. Les conservateurs sont parvenus à prolonger cet accord, alors la chose est parfaitement faisable. Le gouvernement n'a pas du tout envisagé cette avenue, ce qui est vraiment déplorable.

• (2115)

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Vous savez que les entreprises dans nos régions subissent des pertes, des pénuries d'emplois, des coûts administratifs et qu'elles sont quasiment en faillite, quand elles n'ont pas déjà disparu.

Ma région d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou comporte un secteur forestier très important. Vous savez, le premier ministre est allé à Washington, on a parlé du retour des « trois *amigos* », mais on a vu la suite des choses.

La ministre est actuellement à Washington. Pensez-vous qu'il va y avoir du positif ou encore du négatif?

La vice-présidente: Je voudrais rappeler à la députée de s'adresser à la présidence et non directement aux députés.

L'honorable députée de Kelowna—Lake Country a la parole.

[Traduction]

Mme Tracy Gray: Madame la présidente, je suis certaine que tout le monde ici espère que nous trouverons des solutions ce soir. La dernière fois que des discussions hautement médiatisées ont eu lieu entre la ministre du Commerce international, le premier ministre et leurs homologues, la possibilité de mesures compensatoires avait été annoncée peu de temps après.

C'est une tendance que nous avons déjà vue. Chose certaine, nous espérons qu'un règlement interviendra bientôt. C'est tout ce que nous voulons. Tous les députés souhaitent qu'on trouve une solution pour donner à cette industrie plus de certitude et de stabilité.

M. Jake Stewart (Miramichi—Grand Lake, PCC): Madame la présidente, les États-Unis et le Canada possèdent la frontière commune internationale la plus longue de la planète et sont des alliés depuis plus de 150 ans. Au cours de la dernière année, le premier ministre s'est préoccupé des relations canado-américaines. Il s'est préoccupé de la production de véhicules électriques et des ajustements à la frontière des prix du carbone. Il s'est préoccupé des changements climatiques ici même au pays, mais il ne s'est pas vraiment préoccupé du différend sur le bois d'œuvre.

Le président Biden ne respecte pas vraiment le premier ministre, parce que, avant lui, le premier ministre Brian Mulroney avait conclu des ententes. Les premiers ministres libéraux qui ont suivi ce dernier ont aussi conclu des ententes. L'ex-premier ministre Stephen Harper avait réussi à obtenir des exemptions pour le Canada Atlantique. Sous l'actuel gouvernement libéral, le Nouveau-Brunswick, le Canada Atlantique et tout le reste du pays doivent faire face à des droits de douane problématiques qui ont plus que doublé.

Ordres émanant du gouvernement

L'administration Obama avait chargé le département du Commerce de chercher par tous les moyens à obtenir ce qu'elle voulait sans que le Canada obtienne ce qu'il veut. En amitié, la règle d'or est de se respecter mutuellement. La relation entre les deux pays dure depuis plus de 150 ans. Ils ont toujours trouvé des solutions qui servent leurs intérêts respectifs.

À l'heure actuelle, les États-Unis n'ont aucun respect pour le Canada parce que notre premier ministre est faible sur la scène internationale. Cela fait partie du problème qui se pose actuellement. Les Clinton ont donné un bel appui au premier ministre lors de l'élection, sachant qu'il faciliterait les choses pour les Américains et leur campagne d'achat aux États-Unis. Tout le monde s'inquiétait du président Trump et parlait de la méchanceté des républicains. Ces droits de douane ont vu le jour sous le président Obama et ils ont été doublés à deux reprises. Ils ont été doublés la deuxième fois sous le président Biden. En réalité, il s'agit d'un programme libéral américain que le gouvernement libéral du Canada n'a aucun moyen de contrer.

Le secteur forestier est crucial au Nouveau-Brunswick, car il emploie des milliers de Néo-Brunswickois. Le gouvernement doit soutenir les producteurs de bois d'œuvre pour le bien de nos collectivités. Il n'a pas été en mesure de le faire. Les faits sont très clairs. Il y a trois ou quatre scieries dans ma circonscription et de nombreuses collectivités en bénéficient. Mon père était bûcheron. Mon grand-père était un entrepreneur. L'industrie forestière est dans mon sang. Il y a un total de 24 000 emplois et ils reposent sur le secteur des scieries au Nouveau-Brunswick.

Ce soir, j'ai entendu les députés libéraux d'en face prendre la parole dans la plus parfaite hypocrisie pour dire comment ils vont s'y prendre pour remporter la bataille. On voit les preuves à l'heure actuelle qu'ils ont échoué non pas à une, mais bien à deux reprises. Où étaient-ils pendant tout ce temps? Ils s'attendent maintenant à ce que nous croyions qu'ils vont remporter la bataille. Cela n'arrivera pas parce que le premier ministre a échoué sur la scène internationale. Et cette fois, c'est tout le Canada qui écope.

Je veux dire aux gens du Nouveau-Brunswick et aux gens de Miramichi—Grand Lake que les conservateurs vont obliger le gouvernement à rendre des comptes parce qu'à l'heure actuelle, les libéraux sont incapables de faire grand mal de l'autre côté de la frontière. Avec une relation de 150 ans, nous devrions pouvoir dire ce qui est bon pour eux, et ce qui est bon pour nous, et arriver ainsi à conclure quelques ententes. Ce sont là les règles élémentaires du commerce. Il doit bien y avoir un produit que nous exportons aux États-Unis dont ils sont dépendants de nous. Il doit bien y avoir un produit plus important que les véhicules électriques.

Les députés du gouvernement n'ont aucun intérêt à régler immédiatement ce dossier. Le premier ministre a promis une nouvelle relation aux Canadiens, mais qu'avons-nous au lieu de cela? Un crédit d'impôt pour l'achat de véhicules électriques qui menace le secteur canadien de la fabrication automobile, une rigoureuse politique d'achat aux États-Unis, des mesures ciblant les exportations agricoles et des mesures antipipelines qui contribuent à l'explosion du prix de l'énergie, tout comme l'inflation dans tout le pays.

Nous apprenons maintenant que les États-Unis ont doublé les tarifs douaniers sur le bois d'œuvre canadien. Qu'allons-nous faire à cet égard? L'hypocrisie des députés d'en face, c'est qu'ils prétendent qu'ils l'emporteront sur les États-Unis. Cela paraît merveilleux. Au nom des habitants de Miramichi—Grand Lake, j'aimerais savoir comment ils vont s'y prendre.

Je suis fier, ce soir, de parler au nom du Nouveau-Brunswick et des entreprises néo-brunswickoises. Nous avons besoin d'un gouvernement qui fera passer leurs intérêts avant tout dans le dossier du bois d'œuvre.

• (2120)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la présidente, je suis complètement en désaccord avec ce que le député vient de dire.

Le gouvernement du Canada l'emportera dans ce dossier, comme il l'a fait par le passé. Si on remonte aux origines du débat, nous ne ferons pas ce que Stephen Harper a fait, soit concéder des centaines de millions de dollars aux Étatsuniens dans ce dossier. Aucun gouvernement dans l'histoire du Canada n'a conclu autant d'accords de libre-échange officiels que le gouvernement libéral actuel l'a fait au cours des six dernières années. Il est ridicule de dire que nous n'entretenons pas de relations internationales.

Le député ne convient-il pas que, en définitive, l'industrie a besoin d'être soutenue, et le gouvernement libéral continuera à la soutenir ici même? Nous livrerons les batailles qui méritent d'être livrées pour que les Canadiens et le Canada l'emportent dans ce dossier très important.

M. Jake Stewart: Madame la présidente, lorsque l'ancien premier ministre Stephen Harper a signé le premier accord en 2006, l'estimé député d'en face qui promet que le Canada l'emportera dans ce dossier — une promesse comparable à celle des voies ensellées — a voté contre.

Quelle honte de prendre la parole à la Chambre et de dire de telles choses, alors que les libéraux ont échoué en 2006 et ont laissé tomber toutes les entreprises de bois d'œuvre du Canada. Les libéraux remontent des années en arrière pour parler d'un dossier dans lequel ils ont échoué. C'est de l'hypocrisie totale à la Chambre des communes.

Le premier ministre doit faire preuve de leadership dans ce dossier et il ne l'a pas fait. Il n'a pas été capable de le faire. C'est le président Obama qui a tout commencé. Le premier ministre a été incapable d'établir une relation avec le président Trump. Le président Biden a maintenant sévèrement puni le premier ministre, et toutes les entreprises de bois d'œuvre de notre pays en ressentent actuellement les effets.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, plusieurs facteurs sont bien sûr en cause. Il y a sans doute le fiasco diplomatique dont j'ai parlé un peu plus tôt, ainsi qu'une forme de mauvaise foi du côté américain, c'est indéniable.

De façon générale, le Québec a fait l'effort de se doter d'un régime qui était conforme aux règles du libre-échange. Malheureusement, ce régime est plombé par les droits de coupe qui sont en vigueur dans d'autres provinces. C'est l'analyse que nous en faisons de notre côté.

Selon mon collègue, le régime québécois devrait-il être reconnu dans sa spécificité lors de futures négociations?

[Traduction]

M. Jake Stewart: Madame la présidente, je suis persuadé que le député a soulevé un point légitime en ce qui concerne sa province, et j'oserais dire qu'il en connaît plus que moi au sujet de sa propre province. Toutefois, toutes les provinces canadiennes souffrent à cause de l'incapacité du premier ministre à établir des relations avec le pays qui est censé être notre meilleur ami.

Si les États-Unis sont notre meilleur ami, alors notre pays devrait être capable d'établir de bonnes relations, peu importe que nous soyons des libéraux, des conservateurs, des bloquistes ou autre. Cela ne devrait avoir aucune importance. Les États-Unis viennent de nous servir une bonne raclée, mais tout ce que fait le premier ministre, c'est parler de la crise climatique et de véhicules électriques.

C'est maintenant le pays tout entier qui en souffre.

• (2125)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Tout cela est très instructif, madame la présidente. Ce soir, j'ai rencontré les membres du caucus libéral sur le bois d'œuvre, qui représentent le centre-ville de Toronto, la banlieue de Toronto et la banlieue d'Ottawa.

Ils nous ont dit qu'ils allaient finir par l'emporter. Ils nous ont dit de téléphoner à tous nos parents et amis aux États-Unis pour qu'ils sachent à quel point tout cela est injuste. Nous savons que nous sommes vraiment en mauvaise posture dans un accord commercial lorsque le caucus libéral sur le bois d'œuvre nous dit de téléphoner à nos parents et amis aux États-Unis pour leur dire qu'on est méchant avec nous. Ce n'est pas cela qui va ramener des emplois dans ma région ou protéger les scieries du Nord de l'Ontario.

Je ne vois pas le gouvernement prendre le moindre engagement envers la classe ouvrière des collectivités forestières de notre pays.

M. Jake Stewart: Madame la présidente, je suis on ne peut plus d'accord avec le député.

J'ai moi aussi, comme le député d'en face, des scieries dans ma circonscription. Je suis d'accord avec lui. Nous avons besoin que le premier ministre fasse preuve de leadership. Il faut que cela prime sur la politique et sur les partis politiques. Nous avons besoin d'un vrai leadership, mais le gouvernement libéral est incapable de nous le fournir.

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Madame la présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Fleetwood—Port Kells.

Comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre durant cette législature, j'aimerais respecter la tradition et remercier simplement tous mes électeurs, et surtout leur promettre que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour représenter au mieux leurs intérêts et défendre leurs ambitions pour le Canada.

D'ailleurs, parmi leurs intérêts figurent le bois d'œuvre et la question dont nous débattons. Je sais que cela peut faire sourire, mais nous sommes persuadés que le tort fait à l'un est un tort fait à tous, et que nous sommes tous préoccupés par cette question qui nous concerne tout autant. En effet, les habitants de ma circonscription pourraient utiliser ce type de produits, voire posséder des intérêts dans ces scieries, et ils n'en demeurent pas moins concernés par ce problème.

J'ajouterais que c'est une cause qui me tient personnellement à cœur, puisque mon père était forestier de profession et a travaillé

Ordres émanant du gouvernement

40 ans dans le Nord-Est de l'Ontario à alimenter les scieries du Nord de l'Ontario en bois d'œuvre. Étant donné que c'est le travail de mon père dans l'industrie forestière qui a payé, du moins en partie, mes études, cette cause me touche personnellement et profondément. Le fait que j'habite maintenant dans un centre urbain n'enlève rien à mon engagement envers la classe moyenne, les gens qui ont édifié ce pays, quel que soit le secteur dans lequel ils travaillent, qu'il s'agisse des industries extractives, de l'industrie du bois d'œuvre, de l'agriculture ou autres.

Une fois de plus, l'industrie du bois d'œuvre est injustement la cible de droits de douane imposés par les États-Unis. Le conflit du bois d'œuvre n'est pas une nouvelle pomme de discorde entre nos deux pays sur le plan commercial; il est toujours latent et finit tôt ou tard par prendre de l'ampleur de manière cyclique. Comme tous les députés, je conviens que c'est injuste. Il est malheureux que notre principal partenaire commercial refuse de reconnaître les torts que cela cause des deux côtés de la frontière.

Les secteurs forestiers de nos pays sont hautement intégrés. Ils ont besoin de prévisibilité et de stabilité pour maintenir l'offre en bois d'œuvre et répondre à la demande, qui est extrêmement élevée aux États-Unis en ce moment. C'est pour assurer la prospérité économique des deux pays. En tant que pays commerçant, le Canada s'est toujours appuyé sur l'ordre international fondé sur les règles, et sur ce système commercial, qui ne fonctionne que si on joue franc jeu. Nous allons nous efforcer de faire en sorte que le Canada et les Canadiens reçoivent en tout temps un traitement équitable dans le marché mondial.

Dans une relation aussi importante et d'une aussi grande envergure que celle que nous avons avec les États-Unis, les frictions sur le plan commercial sont inévitables. C'est normal. L'établissement de bonnes relations à tous les niveaux, le respect du système commercial fondé sur les règles et des mécanismes exécutoires de règlement des différends sont les clés pour régler les sources de frictions.

Je dirais qu'il ne s'agit pas d'une question partisane. Je crois que tous les députés doivent convenir qu'il est nécessaire de travailler de concert. Si nous avons réussi à maintenir le mécanisme de règlement des différends dans le nouvel ALENA, l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, c'est parce que les conservateurs, le NPD, le Bloc québécois et les libéraux ont collaboré avec les partenaires de l'industrie pour obtenir le meilleur accord commercial possible. En fait, nous avons amélioré l'ancien ALENA. Nous avons été capables de maintenir en vie le mécanisme de règlement des différends parce que nous avons uni nos efforts.

Ce n'est pas le leadership qui manque ici. Nous devons travailler ensemble, et j'espère que nous pourrions compter sur la créativité de tous les députés dans ce dossier. Nous devons unir nos efforts. La ministre du Commerce international a dit très clairement qu'elle veut du soutien, des idées et la collaboration de tous les députés pour trouver une solution. Il faudra donc faire des démarches auprès des législateurs que nous connaissons aux États-Unis afin de leur exposer le point de vue du Canada et de leur rappeler que les intérêts du Canada et ceux des États-Unis sont étroitement liés dans ce dossier.

Ordres émanant du gouvernement

Les États-Unis ont besoin de notre bois; c'est aussi simple que cela. Ils ont besoin de bois, et nous en avons. Nous les approvisionnerons convenablement, mais notre industrie doit être protégée comme il se doit, conformément à l'ordre international fondé sur des règles. Nous allons faire le nécessaire. Le premier ministre s'y engage. Nous nous y engageons. Je sais que la Chambre est prête à s'engager également, et il me tarde de travailler avec les députés et de connaître les solutions novatrices qu'ils ont à proposer et qui ne pourront que bonifier notre stratégie dans ce dossier.

• (2130)

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Madame la présidente, je suis d'accord avec le député d'en face quand il dit que nous devons travailler ensemble, car le gouvernement a tout simplement échoué dans ces négociations. Nous avons eu tellement de temps au cours des six dernières années pour le faire. Le président Biden a dit lors de la campagne présidentielle qu'il ne voulait pas que les États-Unis maintiennent les droits imposés par Trump à ses alliés.

En juin dernier, les représentants de la coalition américaine du bois d'œuvre ont dit que le Canada n'était pas à la table. Ils ont dit souhaiter parvenir à une entente, mais le Canada ne lui proposait rien.

Nous avons eu tout le temps nécessaire. Notre principal atout dans les négociations est que c'est nous qui possédons le bois, et non les États-Unis. Leur approvisionnement national n'est pas suffisant pour combler leurs besoins. Nous avons les tactiques de négociations.

Le gouvernement retournera-t-il à la table avec des arguments plus solides afin de conclure une entente pour l'industrie canadienne du bois d'œuvre?

M. Robert Oliphant: Madame la présidente, avec tout le respect que je vous dois, ce n'est pas ainsi que se règlent les différends commerciaux internationaux.

Le fait est que nous allons régulièrement et consciencieusement porter notre affaire devant les instances où il existe des mécanismes de règlement des différends commerciaux.

Je rappelle aux députés de la Chambre que nous avons toujours eu gain de cause. C'est parce que notre position est claire, que nous connaissons la position du Canada sur ces questions, que nous écoutons nos partenaires de l'industrie, que nous sommes capables d'examiner cette question de manière globale et de comprendre que ces mécanismes fonctionneront.

J'ai été critiqué à un moment donné par un de mes collègues parce que, dans une question posée lors de la dernière législature, j'ai dit que nous aurions gain de cause. J'ai clairement dit « nous aurons gain de cause » dans ce différend, et c'est ce qui s'est produit, et c'est ce qui se produira encore parce que nous serons consciencieux, clairs et cohérents.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la présidente, j'ai bien écouté le discours de mon collègue de Don Valley-Ouest, et je ne suis pas du tout d'accord.

Il dit qu'il n'y a pas eu de problème de leadership, mais il y en a eu. Cela ne date pas d'hier matin que les États-Unis ont dit qu'ils allaient doubler les tarifs douaniers, mais depuis le mois de mai. Cela fait six mois. Qu'a fait le gouvernement? Il n'a pas réagi.

Encore là, c'est la même situation que l'on vit, année après année. Il dit qu'il faut respecter les mécanismes. Combien le Canada a-t-il remporté de recours devant l'Organisation mondiale du commerce? Il ne s'agit pas d'un tribunal exécutoire. Il faut hausser le ton quand les voisins ne nous respectent pas.

Je vais demander à mon collègue: quelle est la solution miracle?

[Traduction]

M. Robert Oliphant: Madame la présidente, je vais simplement répéter que nous n'utiliserons pas de tactiques d'intimidation. Nous utiliserons des tactiques de négociation régulières et consciencieuses en nous appuyant sur les lois en vigueur, qu'il s'agisse des mécanismes de l'OMC, de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique ou d'autres mécanismes commerciaux mis en place pour garantir le règlement équitable des différends.

Cette situation n'est pas nouvelle. Que ce soit au Canada, aux États-Unis ou chez l'un de nos partenaires commerciaux, nous sommes une nation commerçante et nous comprenons que la politique intérieure entre en jeu dans chaque pays. Nous continuerons de faire valoir nos arguments tant sur le plan politique que juridique, et nous aurons gain de cause une fois de plus.

• (2135)

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Madame la présidente, à la période des questions l'autre jour, j'ai demandé si on pouvait s'attendre à ce que les 20 millions de dollars de droits de douane que la scierie appartenant à des Premières Nations dans ma circonscription a payés et qui sont retenus lui soient remis grâce à ces mécanismes.

Le député dit qu'il existe des mécanismes et qu'il faut y recourir de façon appropriée du début à la fin. Cette scierie en Saskatchewan, qui se trouve à avoir 20 millions de dollars immobilisés — des fonds qui ne sont pas utilisés par les Premières Nations pour fournir des logements sociaux et d'autres programmes à la communauté —, peut-elle s'attendre à récupérer cet argent? Dans l'affirmative, à quel moment?

M. Robert Oliphant: Madame la présidente, le député sait très bien que je ne suis pas au courant de cette information. Je ne connais pas la situation de cette scierie en particulier. Elle m'intéresse par contre. Je m'intéresse à tous les cas où l'entrepreneuriat des communautés autochtones du Canada peut être exploité et fonctionne.

Le gouvernement actuel a été plus déterminé que tout autre gouvernement à veiller à ce que les entreprises, les sociétés, les investissements et les occasions d'emploi autochtones reçoivent non seulement un traitement équitable, mais aussi le meilleur traitement possible. Je serais heureux d'en apprendre davantage à ce sujet. Je serais ravi de parler du problème au gouvernement pour y trouver une solution.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la présidente, même si ce n'est pas la première fois que je prends la parole à la Chambre depuis la rentrée, j'aimerais prendre quelques instants pour remercier les habitants de Fleetwood—Port Kells de m'avoir élu pour la troisième fois. Je ne sais pas s'ils voulaient simplement que je quitte la ville ou s'ils apprécient vraiment le travail que nous effectuons, mais je suppose que la seconde hypothèse est la bonne.

Ordres émanant du gouvernement

Je suis heureux de me joindre à mes collègues pour défendre l'industrie forestière et, pour faire allusion à l'observation de mon collègue de Don Valley-Ouest, c'est ce pour quoi nous sommes tous ici. Nous sommes tous ici pour défendre le secteur, ses travailleurs et les fournisseurs, ainsi que leur énorme contribution à notre économie partout au pays.

Nous sommes confrontés à la plus récente série de droits de douane injustes et injustifiés imposés par les États-Unis. Je pense que nous pouvons assurer aux Canadiens que nous avons des moyens de défendre les travailleurs et les collectivités qui dépendent de leur travail. Soit dit en passant, ces collectivités incluent les peuples autochtones qui dépendent de ce secteur vital de l'économie dans de nombreuses régions. Comme nous l'avons fait à chaque étape de ce différend au fil des ans, nous nous servirons de toutes les méthodes à notre disposition pour combattre les initiatives commerciales déloyales des États-Unis. Cela comprend les recours juridiques devant l'Organisation mondiale du commerce prévus dans nos accords commerciaux bilatéraux. Nous avons gagné à maintes reprises. Les groupes spéciaux de ces instances se sont systématiquement prononcés contre les droits de douane américains.

Le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour défendre les travailleurs et les collectivités, comme il l'a fait en 2017 lorsqu'il a proposé le Plan d'action sur le bois d'œuvre de 867 millions de dollars. Ce plan était axé sur l'expansion des marchés, la diversification des produits et l'aide aux travailleurs, y compris ceux qui font la transition vers d'autres secteurs de l'économie.

À long terme, nous avons un avantage. Nous disposons d'un écosystème forestier vaste, sain et exceptionnellement résilient, bien que certaines parties de la Colombie-Britannique fassent malheureusement exception cette année. Nous avons un écosystème qui absorbe la pollution par le carbone. En fait, il n'y a aucun scénario visant la carboneutralité qui n'implique pas nos forêts. Notre gouvernement a souligné cette réalité avec un plan consistant à planter 2 milliards d'arbres supplémentaires au cours des 10 prochaines années. Cela devrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 12 mégatonnes par an d'ici 2050.

Le Canada joue également un rôle de premier plan à l'échelle mondiale en contrebalançant la perte de forêts tropicales et la dégradation des sols. Il est logique que nous soyons à l'avant-garde dans ce domaine, car notre rigoureux système de lois sur les forêts, de surveillance et d'application de la loi fait en sorte que nous avons des pratiques de gestion durable des forêts dans tout le pays. Le Canada abrite 9 % des forêts du monde, mais nous avons 36 % des forêts gérées de façon durable de la planète.

Les forêts du Canada sont surveillées de près. Chaque année, le gouvernement du Canada publie un rapport intitulé *L'état des forêts au Canada*. Le rapport fait le suivi d'un certain nombre d'indicateurs en matière de durabilité. Le gouvernement continuera de travailler avec l'industrie, les provinces et les territoires pour protéger et gérer nos forêts dans une optique de durabilité, car c'est dans notre avantage à long terme de procéder de la sorte. Or, comme le souligne le débat d'aujourd'hui, nous devons investir afin d'encourager la transformation de cette industrie.

Prenons à titre d'exemple le programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière. Ce programme appuie l'innovation depuis plus de 10 ans et, à ce jour, il a contribué à la réussite de 43 projets d'investissements de capitaux. Ces initiatives ont créé approximativement 6 600 emplois dans le secteur forestier et 450 emplois dans le domaine de l'innovation. Par ailleurs, ce pro-

gramme soutient les communautés qui dépendent de l'industrie forestière, en plus d'améliorer l'environnement et le rendement du secteur forestier. Ces projets contribuent à la fabrication de produits plus diversifiés et de plus grande valeur, notamment la bioénergie, les biomatériaux, les produits biochimiques et les produits de construction de la prochaine génération.

Le budget de 2021 reconnaît le succès du programme en ajoutant jusqu'à 54,8 millions de dollars sur deux ans, à partir de l'exercice en cours, pour accroître les capacités du programme. Comme je l'ai mentionné, nous avons aussi reconnu l'importance de ce secteur pour de nombreuses communautés autochtones. C'est pourquoi nous allons investir dans le secteur forestier pour créer des emplois, en plus d'accroître les possibilités connexes dans les domaines du savoir et de l'économie.

Habituellement, quand on négocie avec quelqu'un, on s'attend à discuter de façon rationnelle. Nous avons cependant constaté au cours des dernières années que les États-Unis et les Américains ont pris certaines décisions irrationnelles. Nous traversons une période étonnante et très difficile, mais nous avons les moyens, la patience et le talent pour mener ce processus à bien.

• (2140)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la présidente, je remercie le député d'en face de son discours.

J'aimerais revenir aux travailleurs, aux gens sur le terrain qui subissent les répercussions de cette situation, car c'est ce que nous avons vu dans la circonscription de Kenora pendant toute la durée de ce différend. Il y a quelques années à peine, la compagnie Kenora Forest Products a dû congédier plus de 100 travailleurs lorsque sa société mère a déclaré faillite en invoquant le différend persistant sur le bois d'œuvre.

Je veux poser ma question de la façon la plus collégiale possible. Que dirait le député à ces travailleurs qui ont perdu leur emploi et à leur famille, et qui attendent des mesures concrètes de la part du gouvernement?

M. Ken Hardie: Madame la présidente, j'ai vécu de nombreux endroits où l'industrie forestière occupait une place prépondérante, et c'est encore vrai dans ma circonscription actuelle, où se trouve l'immense scierie de l'entreprise Teal-Jones. Toutes les régions du pays ont vu les secteurs du papier, du bois d'œuvre et autres décliner. Ces secteurs sont en pleine transformation, tout le monde s'entend là-dessus, et c'est en misant sur les nouvelles technologies, l'innovation ou peut-être tout simplement sur la diversification des emplois que l'on pourra le mieux soutenir les travailleurs touchés. Voilà ce que le gouvernement fédéral peut faire, et c'est ce qu'il va faire.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, puisque mon collègue vient de la Colombie-Britannique, si je ne m'abuse, j'aimerais l'entendre nous parler du régime des droits de coupe de sa province. Ce régime y est fixé par le gouvernement, contrairement au régime du Québec, dont le prix est fixé par le marché. Cela semble être la source du rapproche des Américains. Que me dirait mon collègue pour défendre le régime de la Colombie-Britannique au regard des règles du libre-échange?

Ordres émanant du gouvernement

[Traduction]

M. Ken Hardie: Madame la présidente, je sais que le gouvernement du Québec a déjà tâché d'harmoniser ses façons de faire avec celles de ses voisins, et plus particulièrement du Nouveau-Brunswick, dans le but d'échapper aux repréailles des Américains, mais ce fut peine perdue. La Colombie-Britannique a écopé plus que les autres pour la simple raison que les coûts associés à la valorisation de la forêt et à l'accès aux terres de la Couronne y sont beaucoup moins élevés qu'aux États-Unis.

J'aimerais terminer en racontant une anecdote. Je connaissais bien certaines des personnes qui ont négocié l'accord sur le bois d'œuvre de 2006, dont David Emerson. Un jour, les représentants du Canada discutaient avec un exploitant forestier de la Géorgie qui n'avait pas grand-chose à dire de bon au sujet du régime canadien. Selon lui, les Canadiens dépensaient énormément d'argent pour être plus efficaces, alors que lui, il lui suffisait pour obtenir tout ce qu'il voulait d'apporter à Washington une valise contenant quelques centaines de milliers de dollars.

• (2145)

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPDP): Madame la présidente, je tiens à préciser que, il y a six ans, quand j'ai pris la parole pour la première fois à la Chambre des communes, c'est à ce député que j'ai posé ma première question. La boucle est en quelque sorte bouclée.

Je souhaite lui demander ceci: pour nous affranchir de cette dépendance par rapport aux États-Unis, y a-t-il quoi que ce soit d'autre que nous puissions faire pour développer nos marchés, tant ici qu'à l'étranger, de même que pour ajouter de la valeur à nos forêts ou les monétiser autrement que sous forme de fibres ou de colombages?

M. Ken Hardie: Madame la présidente, c'est une question épineuse, simplement parce qu'il y a beaucoup d'autres facteurs qui ont contribué à nous ravir la possibilité d'avoir une production à valeur ajoutée dans le secteur forestier. L'époque de l'économie réaganienne, du thatchérisme et d'autres politiques néolibérales des années 1970 ont causé la relocalisation à l'étranger de beaucoup d'activités manufacturières canadiennes. Et c'est là que se déroulent les activités à valeur ajoutée. La Colombie-Britannique augmente continuellement ses expéditions de grumes parce que nous ne pouvons pas concurrencer les secteurs mal rémunérés d'Asie qui fournissent ces produits à valeur ajoutée. Donc, c'est difficile.

Selon moi, globalement, nous devons réfléchir à la façon de rapatrier beaucoup de ce que nous avons perdu au cours des 50 dernières années et de récupérer ces entreprises. Actuellement, le Canada a une pénurie de logements. Nous avons beaucoup de bois d'œuvre. Retrouvons-nous les manches et passons à l'action.

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Madame la présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kenora.

À l'occasion de ma première intervention depuis le début de cette 44^e législature, je tiens à prendre un moment pour remercier les résidents de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, qui m'ont réélu pour que je les représente de nouveau à Ottawa. C'est un privilège et une responsabilité que je ne tiens pas pour acquis. Je remercie aussi tous les membres de mon équipe pour leur professionnalisme et pour tout le temps et les efforts qu'ils ont consacrés à la campagne. Sans cette équipe extraordinaire, rien de tout cela n'aurait été possible.

Finalement, je souhaite remercier ma famille, particulièrement mon épouse, Lori, qui continue de me soutenir pendant cette aventure. Je sais que, pour de nombreux députés, le soutien de notre conjoint ou conjointe est ce qui nous permet d'accomplir la tâche importante qui nous incombe.

L'enjeu dont nous débattons ce soir a des conséquences importantes et un effet direct sur les gens de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill. L'industrie forestière du Nord de la Saskatchewan est un moteur économique qui fournit de l'emploi, directement et indirectement, à environ 8 000 personnes. La valeur des ventes de produits forestiers dépasse 1 milliard de dollars par année. Par ailleurs, 30 % de l'approvisionnement en bois dans le Nord de la Saskatchewan est alloué aux entreprises autochtones, le pourcentage le plus élevé parmi toutes les provinces du pays. Ajoutons que les Autochtones représentent environ 30 % de la main-d'œuvre du secteur forestier, ce qui est aussi le pourcentage le plus élevé parmi toutes les provinces du pays.

Ces statistiques portent seulement sur la situation actuelle. À long terme, le secteur pourrait croître et générer plus de 2 milliards de dollars en ventes annuelles et bien au-delà de 12 000 emplois. Cette industrie vitale des ressources renouvelables, qui est en phase de croissance, montre qu'elle pourrait amener les résidents de la Saskatchewan à travailler de concert pour résoudre de nombreux problèmes socioéconomiques dans leurs collectivités.

Pas plus tard qu'hier, Paper Excellence, la compagnie qui est en train de remettre en marche l'usine de pâte à papier au nord de Prince Albert, et One Sky Forest Products, qui est à construire une nouvelle usine de panneaux de lamelles orientées, ont fait ensemble une annonce majeure. Ces deux compagnies ont noué un partenariat de colocation. Elles partagent des aires d'entreposage de billes et l'infrastructure existante, y compris les lignes électriques, les canalisations de gaz naturel et les voies ferrées. L'objectif commun de cette collaboration devrait être célébré comme un exemple de résolution de problèmes par la coordination et un dialogue empreint de respect. C'est là une leçon que le gouvernement libéral pourrait appliquer dans ses pourparlers avec l'administration américaine.

La mise sur pied de ces grandes usines de produits forestiers est l'une des nombreuses raisons qui expliquent qu'en septembre, le Nord de la Saskatchewan se classait parmi les dix régions du pays affichant la plus forte croissance en matière d'emploi. Cette statistique mérite d'être soulignée. Je signale que lorsque le gouvernement — dans ce cas-ci, le gouvernement de la Saskatchewan — crée un cadre pour offrir à tous des perspectives économiques, ce sont les gens qui y gagnent.

Puisqu'on parle de perspectives économiques offertes à tous, je tiens à parler d'une entreprise unique de ma circonscription. NorSask Forest Products est la plus grande scierie du Canada dont les propriétaires et les exploitants sont tous des membres de Premières Nations. Comme je l'ai dit récemment pendant la période des questions, jusqu'à maintenant, NorSask a payé environ 20 millions de dollars en droits de douane. Maintenant qu'on a annoncé que les droits de douane sur le bois d'œuvre vont doubler, les dommages causés par ces mesures punitives seront encore plus importants. Les profits de NorSask sont partagés entre les neuf nations autochtones du Conseil tribal de Meadow Lake. Ces communautés devront maintenant faire face à une baisse de revenus. Il y aura donc des millions de dollars de moins pour l'éducation, les soins de santé, y compris en santé mentale, pour les programmes destinés aux toxicoomanes, pour le logement, pour les activités destinées aux jeunes et aux aînés, et cetera.

C'est non seulement un échec pour l'économie et les échanges internationaux, mais aussi un échec de plus sur le plan de la réconciliation. Les communautés des Premières Nations qui ont travaillé sans relâche pour fournir des emplois aux gens de leur communauté et qui ont créé leurs propres sources de revenus pour investir dans des solutions aux problèmes sociaux auxquels ils doivent faire face méritent que le gouvernement fédéral travaille tout aussi fort pour les défendre afin qu'ils récupèrent ce qui leur est dû.

En conclusion, comme le député d'Abbotsford l'a bien expliqué plus tôt ce soir, de 2006 à 2015, lorsque le premier ministre Harper et les présidents Bush et Obama étaient au pouvoir, il y avait un accord sur le bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis. Depuis l'élection de l'actuel gouvernement, en 2015, trois administrations américaines se sont succédé, et il n'y a toujours pas d'accord.

Puisque la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique dirige une délégation à Washington aujourd'hui, je l'implore, au nom des résidents de Desnethé—Mississippi—Rivière Churchill, de ne pas revenir bredouille. Les gens du Nord de la Saskatchewan méritent mieux. Les Canadiens méritent mieux.

• (2150)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la présidente, le député a parlé de l'accord de 2006 de Stephen Harper, et je dirais que l'absence d'accord est préférable à un mauvais accord. L'accord conclu par Stephen Harper nous a obligés à céder des centaines de millions de dollars aux États-Unis, au détriment de l'industrie canadienne.

L'important, c'est que nous reconnaissons que nous avons raison dans ce dossier. Nous savons qu'en continuant d'utiliser les mécanismes qui sont prévus, notamment ceux de l'Organisation mondiale du commerce ou même de nos accords commerciaux, et de participer aux très importantes négociations, nous vaincrons.

Le député ne pense-t-il pas qu'il vaudrait mieux que nous insistions fortement et faisons preuve de patience afin de protéger des dizaines de milliers d'emplois et les centaines de collectivités qui en bénéficieraient directement si nous faisons bien les choses pour nous assurer que le Canada l'emporte dans ce dossier important?

M. Gary Vidal: Madame la présidente, en fait, j'ai entre les mains le communiqué du 12 septembre 2006 sur cette entente. On peut y lire que, à l'époque, 4,3 milliards de dollars allaient être remboursés aux importateurs attirés. NorSask Forest Products, située dans le Nord de la Saskatchewan, faisait partie de ces importateurs.

Ordres émanant du gouvernement

J'ai rencontré l'entreprise dans les dernières semaines, et je peux dire aux députés qu'elle se souvient très bien d'avoir reçu sa part des 4,3 milliards de dollars.

Je soulève cette question depuis maintenant deux ans et au cours de cette période, le montant retenu en droits de douane d'une entreprise appartenant à des Premières Nations dans le Nord de la Saskatchewan est passé de 14 milliards de dollars à 20 milliards de dollars. Cette entreprise ne peut pas attendre indéfiniment que le problème soit réglé.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, mon collègue nous parlait des grandes occasions manquées. Le Bloc serait favorable à ce qu'il y ait deux amendements à l'ACEUM.

Ce serait tout d'abord pour encadrer ces fameux litiges, qui s'étirent pendant que notre industrie est en faillite. Toutes sortes de tours de passe-passe de la part des Américains retardent les processus.

Ensuite, il s'agirait de créer un comité consultatif permanent sur le bois d'œuvre au sein de l'ACEUM. J'ai d'ailleurs déjà proposé un amendement en ce sens à la Chambre, en mars 2020.

Pourrions-nous compter sur les conservateurs pour travailler avec nous sur cette question?

• (2155)

[Traduction]

M. Gary Vidal: Madame la présidente, le Canada est tenu d'inclure les producteurs de bois d'œuvre autochtones dans les discussions entourant tout accord sur le bois d'œuvre. En 2016, le Comité permanent du commerce international a fait la recommandation suivante:

Que le gouvernement du Canada s'assure que ses consultations dans le cadre des négociations visant à conclure un nouvel accord sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis incluent certains intervenants qui auraient pu être laissés de côté dans le passé, particulièrement les intervenants autochtones et les petits producteurs.

Pour répondre à la question de mon collègue, je crois que de nombreux intervenants doivent être inclus dans les négociations pour régler les problèmes que vivent de nombreux Canadiens partout au pays.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la présidente, parfois, l'un des avantages de siéger à la Chambre est de pouvoir en apprendre davantage sur des industries telles que celles du Nord de la Saskatchewan.

Je crois que nous convenons tous, en tant que parlementaires, que les temps sont difficiles pour le secteur forestier. Le député d'en face a mentionné qu'une délégation est présentement en route pour Washington. Ma question porte sur l'innovation dans le secteur forestier, chose qui se fait sans doute déjà en Saskatchewan.

Le député pourrait-il nous parler du bois massif? Je sais que c'est un produit très répandu en Colombie-Britannique. À l'heure où l'on se parle, des discussions se tiennent au Canada atlantique à savoir si les essences de bois de la Saskatchewan pourraient servir à fabriquer du bois massif et si ce dernier devrait être inclus dans le Code national du bâtiment. Est-ce là les mesures auxquelles nous devrions travailler pour favoriser l'innovation dans le domaine forestier dans sa province?

Ordres émanant du gouvernement

M. Gary Vidal: Madame la présidente, le député parle d'innovation, et je peux lui assurer que NorSask Forest Products est l'une des entreprises les plus modernes et les plus avant-gardistes sur le plan de la technologie au pays. Elle progresse à une vitesse incroyablement sur le plan technologique.

Le problème, c'est l'absence des 20 milliards de dollars pour payer des dividendes aux collectivités des Premières Nations et investir en même temps dans de nouvelles technologies supérieures. Cet argent peut servir à l'investissement de capitaux et aux dividendes. Lorsque nous n'avons ni l'un ni l'autre, nous avons un problème.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la présidente, je suis heureux de participer au débat de ce soir sur un sujet aussi crucial. Il est tout à fait à propos que ma première intervention de la 44^e législature porte sur un enjeu aussi vital pour les habitants de la circonscription de Kenora et de tout le Nord de l'Ontario.

L'industrie forestière est si importante pour l'ensemble du Canada, ainsi que pour son économie. Elle contribue au PIB du pays à hauteur de près de 24 milliards de dollars par année et représente environ 6 % de nos exportations totales. L'industrie emploie des centaines de milliers de personnes, dont de nombreux Autochtones, beaucoup de résidents du Nord du Canada et, comme je l'ai mentionné, un grand nombre d'habitants de ma circonscription. Ces familles comptent sur les emplois syndiqués bien rémunérés que fournit l'industrie forestière.

Toutefois, nous sommes ici aujourd'hui parce que l'industrie est en crise. Dans le Nord de l'Ontario et partout au pays, des dizaines de scieries ont fermé leurs portes au cours des dernières années, ce qui a eu des conséquences sur des milliers de travailleurs. De plus, ces fermetures ont ensuite des répercussions sur des emplois indirects, par exemple dans le secteur du camionnage, ainsi que sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

J'ai mentionné plus tôt la société Kenora Forest Products, une scierie qui a dû se séparer de plus d'une centaine de travailleurs il y a quelques années, car la société mère s'était déclarée en faillite, en expliquant que le long conflit sur le bois d'œuvre était une des raisons principales de cette faillite. L'absence d'accord continue de menacer des emplois à Kenora, à Ear Falls, et dans tout le Nord de l'Ontario.

Nous savons que les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada, mais ces politiques protectionnistes restreignent notre accès au marché américain. Aujourd'hui, l'industrie forestière a subi un autre coup dur, une semaine après que le premier ministre se soit déplacé à Washington pour rencontrer le président Biden. Les États-Unis ont bien sûr annoncé leur intention de doubler les droits de douane sur les produits du bois d'œuvre canadiens.

Lorsque j'ai évoqué ce problème pendant la période des questions la semaine dernière, la ministre du Commerce international a répondu en disant que le gouvernement avait recours au mécanisme de règlement des différends prévu dans l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, et j'en suis heureux. En général, le Canada a très souvent eu gain de cause en utilisant ce type de mécanisme, mais en attendant le verdict, l'industrie canadienne continue de souffrir. L'industrie et les travailleurs de la circonscription de Kenora continuent d'être laissés pour compte.

Le cycle actuel — où notre plus important partenaire commercial impose des droits de douane agressifs et déraisonnables que le Canada conteste ensuite avec succès jusqu'à ce que, peu de temps

après, le cycle se répète — ne fonctionne vraiment pas. Il ne fonctionne pas pour l'économie du pays, il mine les relations avec nos alliés et, surtout, il nuit aux familles qui comptent sur ces emplois et cette industrie pour se nourrir et se loger.

Ce dont l'industrie forestière canadienne a besoin, c'est de stabilité. Il faut une entente sur le bois d'œuvre avec les États-Unis. Nous avons besoin d'un premier ministre qui est prêt à se battre pour défendre les travailleurs canadiens et s'assurer qu'ils sont traités équitablement. Nous avons besoin d'un premier ministre en mesure de travailler efficacement avec nos partenaires internationaux pour défendre les intérêts du Canada. Ce que les discussions que nous avons aujourd'hui nous indiquent, c'est que, pour une raison ou une autre, le président Biden ne semble pas prendre le premier ministre au sérieux, et c'est très inquiétant pour nous tous et pour bien des gens de ma circonscription.

En terminant, je voudrais souligner que lorsqu'on lui a posé la question à la Chambre, la ministre du Commerce international a été incapable de dire à combien de séances de négociations le gouvernement avait participé avec la représentante des États-Unis pour le commerce extérieur. Elle a été incapable de nommer les mesures de rétorsion, s'il y a lieu, que le gouvernement prévoit prendre, ni, de façon plus générale, d'expliquer le plan du gouvernement pour dénouer cette crise. Les travailleurs de la circonscription de Kenora et de partout dans le Nord de l'Ontario comptent sur la réussite du gouvernement dans ce dossier. D'ailleurs, tous les Canadiens comptent sur la réussite du gouvernement dans ce dossier. J'espère que les députés ministériels pourront donner un peu d'espoir aux Canadiens durant le débat de ce soir.

• (2200)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la présidente, je sais que l'industrie forestière revêt une grande importance pour la circonscription de Kenora, comme l'a mentionné le député d'en face. Tous les députés ont participé au débat de ce soir. Peu importe de quel côté de la Chambre on siège, cette question est préoccupante, et c'est la réalité. En ce moment, la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise, et du Développement économique est en route vers Washington en vue de parvenir à une solution favorable à l'industrie forestière canadienne.

Ma question est sincère. J'ai écouté les interventions du député d'en face ce soir, et ses questions semblent certainement de bonne foi. Le député d'en face s'est-il entretenu avec les intervenants du secteur forestier de sa circonscription et peut-il faire part à la Chambre des préoccupations de ces derniers quant aux répercussions économiques à Kenora et ailleurs? Nous partageons tous cette préoccupation, mais je souhaiterais obtenir plus de détails, si possible.

M. Eric Melillo: Madame la présidente, je suis ravi de savoir que la ministre se rend à Washington. Je suis également heureux de voir que notre ministre du cabinet fantôme en la matière est, lui aussi, en route. C'est formidable de constater que des députés de toutes les allégeances veulent travailler ensemble pour trouver une solution.

J'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux intervenants dans ma circonscription et dans tout le Nord de l'Ontario pour discuter de cette question. Il me faudrait probablement plus de temps de parole pour mentionner toutes les préoccupations qu'ils ont soulevées. C'est surtout la question de l'incertitude qui revient sans cesse dans nos entretiens — l'incertitude de ne pas savoir ce qui va se passer et s'il y aura ou non une solution à ce différend.

Encore une fois, j'encourage le gouvernement à faire ce qu'il peut pour mettre fin à ce différend une bonne fois pour toutes.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, j'ignore si mon collègue partage ma lecture de la situation. Je trouve une chose fascinante. Nous sommes dans un débat exploratoire et très peu de solutions sont avancées du côté du gouvernement. Il y a une industrie et des travailleurs qui souffrent et tout ce qu'on a c'est un méli-mélo de bonnes paroles. Il n'y a aucune action concrète.

Concrètement, quelles mesures, quelles politiques mon collègue avance-t-il étant donné que du côté gouvernemental, visiblement, il n'y en a pas?

[Traduction]

M. Eric Melillo: Madame la présidente, c'est une question importante. Ce dont nous avons le plus besoin concrètement, c'est d'un résultat. Nous devons mettre un terme au différend, et il faut que la ministre revienne de Washington avec de bonnes nouvelles pour la Chambre et pour tous les Canadiens. Un point, c'est tout.

Je sais que le gouvernement parle beaucoup de sa stratégie, de la façon dont il veut procéder et du fait qu'il ne veut pas pousser trop fort. Le gouvernement a demandé à la Chambre des communes de souscrire à cette stratégie, mais elle n'a rien donné jusqu'à maintenant. Au bout du compte, ce qu'il nous faut, ce sont des résultats pour les gens de Kenora, pour les gens du Nord de l'Ontario et, j'en suis sûr, pour les gens du Québec qui sont aussi touchés par cette situation.

• (2205)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la présidente, chaque fois que nous parlons du bois d'œuvre et du différend entre le Canada et les États-Unis, il faut comprendre que nous comparons des pommes et des oranges.

Au Canada, la personne qui abat l'arbre est responsable de la construction de la route qui mène à l'arbre, du respect de toute la réglementation environnementale relative à l'abattage de l'arbre, de la replantation de l'arbre et de sa croissance jusqu'à maturité.

Aux États-Unis, dans le cas de la plupart des arbres qui sont abattus, la société forestière vient et coupe l'arbre, et quelqu'un d'autre est responsable de la construction de la route et ainsi de suite. Les gens qui achètent l'arbre ne font rien d'autre, alors qu'au Canada, ceux qui abattent un arbre sont responsables de l'accès à celui-ci et de sa replantation.

C'est comme comparer des pommes et des oranges. Voilà ce dont il est question. Ce que nous voulons savoir de ce côté-ci de la Chambre, c'est ce que le gouvernement est prêt à faire avec tout l'argent perçu avec les droits de douane qui dort dans le compte bancaire. Je me demande si mon collègue a une idée des plans du gouvernement pour cet argent en dormance qui a été perçu en droits de douane.

Ordres émanant du gouvernement

M. Eric Melillo: Madame la présidente, je répondrai simplement que non, je ne le sais pas, car je ne fais pas partie du gouvernement. C'est une question très importante.

Je dirais, pour revenir sur la remarque du député au sujet de la responsabilité des producteurs forestiers canadiens, que cela démontre à quel point notre industrie est robuste sur les plans environnemental et social, et que nous devons continuer à soutenir l'industrie canadienne.

La vice-présidente: Le député de Calgary Skyview a la parole.

M. Jake Stewart: Madame la présidente, j'invoque le Règlement. Avant que le député libéral prenne la parole, je crois qu'il est important de savoir qu'il fait l'objet d'une enquête de la police de Calgary...

La vice-présidente: Je suis désolée, mais il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement.

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Madame la présidente, je partagerai mon temps avec la députée d'Ottawa-Ouest—Nepean.

M. Arnold Viersen: Madame la présidente, j'invoque le Règlement. J'aimerais demander au député de nous expliquer pourquoi il estime être en mesure de siéger...

La vice-présidente: Encore une fois, j'ai tranché là-dessus. Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Le député a été assermenté. Il est à la Chambre.

M. George Chahal: Madame la présidente, le dossier du bois d'œuvre demeure une priorité pour le gouvernement. L'industrie du bois d'œuvre emploie des milliers de personnes d'un bout à l'autre du Canada. Elle est une part importante de l'économie canadienne et un élément clé de notre secteur forestier hautement intégré. Les États-Unis demeurent le plus important débouché pour le bois d'œuvre canadien...

La vice-présidente: Je demanderais au député de Calgary Shepard de laisser le député s'exprimer et de faire preuve de respect. Je lui ai déjà fait part de ma décision à ce sujet, alors je lui demanderais de ne pas chahuter pendant que le député a la parole.

Le député de Calgary Skyview a la parole.

M. Damien Kurek: Madame la présidente, j'invoque le Règlement. Je crois que les deux rappels au Règlement précédents portaient sur l'intégrité de notre système démocratique.

Lorsqu'il y a d'importantes réserves quant à la légitimité de la présence d'un député à la Chambre, je crois qu'il...

La vice-présidente: Je dois une fois de plus mettre un terme à la discussion. Cela ne concerne pas la Chambre pour l'instant.

C'est une question qui a déjà été soulevée à la Chambre. Le Président précédent a déjà rendu sa décision à ce sujet. J'aimerais qu'il n'y ait plus d'interruptions concernant cette affaire.

Le député de Calgary Skyview a la parole.

Ordres émanant du gouvernement

M. George Chahal: Madame la présidente, les États-Unis demeurent le débouché le plus important du bois d'œuvre canadien. Les consommateurs américains bénéficient grandement des produits de haute qualité de ce secteur depuis des dizaines d'années. Il est vraiment regrettable que le gouvernement des États-Unis continue d'imposer des droits de douane injustifiés qui causent des préjudices et font grimper les prix des deux côtés de la frontière. Il ne fait aucun doute que les dernières années ont été difficiles pour l'industrie canadienne du bois d'œuvre. C'est pour cette raison que nous continuons de soutenir les intervenants de l'industrie et d'établir un dialogue avec eux chaque fois que l'occasion se présente. Quand les États-Unis ont imposé des droits de douane injustifiés sur les produits de bois d'œuvre canadiens, nous avons écouté les intervenants et nous avons agi en établissant un plan d'action à cet égard. Lorsque la pandémie est arrivée, nous avons écouté les parties concernées et nous avons réagi en mettant en place un plan d'intervention économique en réponse à la COVID-19.

L'été dernier, la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, le ministre du Travail et le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie du Canada ont rencontré des dirigeants de l'industrie du bois d'œuvre pour leur donner les dernières nouvelles sur le dossier et leur demander directement ce que pouvait faire le gouvernement pour mieux les soutenir dans ce différend. Ces rencontres ont été très instructives et les ministres ont pris bonne note des points de vue de l'industrie.

Le gouvernement poursuivra ses discussions auprès des intervenants du secteur du bois d'œuvre canadien à chaque étape du processus de manière à connaître le point de vue de toutes les parties. Cela comprend les gouvernements provinciaux et territoriaux, les entreprises du secteur du bois d'œuvre, les représentants de l'industrie, les syndicats et les communautés autochtones. Autrement dit, le gouvernement tiendra compte d'une grande part des opinions économiques à l'échelle du pays, car il est persuadé qu'une approche « Équipe Canada » permettra de défendre et d'appuyer l'industrie du bois d'œuvre de la meilleure manière possible. En communiquant directement d'innombrables fois avec les entreprises du secteur, le gouvernement a démontré aux intervenants de l'industrie qu'il est déterminé à défendre leurs intérêts.

Le gouvernement sait que l'industrie canadienne du bois d'œuvre ne veut pas d'un accord vide avec les États-Unis. Notre industrie a besoin d'un accord qui offre prévisibilité, stabilité et protection pour les travailleurs canadiens. Je veux être bien clair. Le gouvernement refusera de signer un accord qui nuit à notre industrie. C'est très décevant que les États-Unis continuent d'imposer ces tarifs injustes à notre secteur du bois d'œuvre. Le désir des Canadiens d'obtenir une relation commerciale équitable est totalement légitime.

Dans le dossier du bois d'œuvre, le Canada a toujours été prêt à examiner les idées susceptibles de permettre un retour à un commerce transfrontalier prévisible, mais le Canada ne conclura un accord qu'à condition qu'il soit dans l'intérêt supérieur des travailleurs forestiers canadiens et bon pour les entreprises forestières. Nous n'accepterons pas n'importe quel accord, comme le feraient les conservateurs. Rappelons à la Chambre que le gouvernement continue de se tenir debout et de défendre les intérêts des travailleurs canadiens, tandis que le Parti conservateur du Canada voudrait que nous capitulions devant les États-Unis. Entretemps, nous continuerons de contester les droits américains sur le bois d'œuvre en vertu du chapitre 19 de l'ALENA, du chapitre 10 de l'ACEUM et du système de règlement des différends de l'OMC. Le Canada estime que

les droits américains sur le bois d'œuvre sont injustifiés et incompatibles avec le droit américain et les obligations commerciales internationales des États-Unis.

• (2210)

La vice-présidente: Je suis désolée d'interrompre le député, mais j'ai essayé de lui faire signe pour l'informer que son temps de parole était écoulé. Il s'agit d'une intervention de cinq minutes seulement, mais je suis convaincue qu'il pourra donner d'autres renseignements au cours des questions et observations.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Battle River—Crowfoot a la parole.

M. Damien Kurek: Madame la présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de poser une question qui montre bien la pertinence du présent débat. Le député d'en face a admis avoir agi d'une manière inconvenante...

La vice-présidente: Encore une fois, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'invoquer le Règlement à ce stade-ci. Je tiens à rappeler au député que sa question doit porter sur le sujet du débat, que je n'accepterai aucun propos ou référence relativement à la décision que j'ai rendue et que je passerai aux prochaines questions et observations.

Je répète que la question doit porter sur le dossier du bois d'œuvre.

• (2215)

M. Damien Kurek: Madame la présidente, ma question est très simple. Le député croit-il qu'un parti politique qui ferme les yeux sur ses activités peut en toute bonne foi...

La vice-présidente: Je vais déclarer cette intervention irrecevable.

Nous reprenons les questions et observations. Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la présidente, il faut être sérieux et continuer le débat; je suis absolument d'accord avec vous.

On sait que l'industrie des pâtes et papiers connaît certaines difficultés. Je veux remercier mon collègue de Calgary Skyview, parce que j'ai su que, pendant la dernière campagne électorale, il a fait produire beaucoup de dépliants papier pour les libéraux et les conservateurs.

Qu'est-ce que les libéraux proposent comme solution concrète pour l'industrie des pâtes et papiers à part la production de dépliants politiques?

[Traduction]

M. George Chahal: Madame la présidente, il s'agit d'une industrie importante qui emploie 100 000 travailleurs forestiers et qui apporte plus de 13 milliards de dollars à l'économie de la Colombie-Britannique. Nous allons travailler en étroite collaboration avec nos collectivités et nos travailleurs. Le gouvernement demeure fermement engagé à collaborer avec tous les intervenants pour trouver la meilleure approche à adopter à l'avenir.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la présidente, c'est formidable de voir une représentation aussi forte de Calgary Skyview de la part d'un député ministériel de notre caucus de l'Alberta.

Le député a parlé du travail que fait le gouvernement et de l'approche « Équipe Canada » que nous adoptons tous en tant que parlementaires. L'un des défis, à mes yeux, à mes yeux, c'est que les États-Unis ont un manque ou une quantité plutôt insuffisante de bois d'œuvre sur leur territoire pour répondre à leurs besoins en matière de logement et de bois de construction.

Je sais que le député d'en face vient du milieu des affaires. Il pourrait peut-être nous donner son avis sur ce qui constitue, selon moi, une approche problématique auprès des États-Unis, en ce sens qu'ils n'ont même pas une demande intérieure suffisante. Le député est-il d'accord avec moi pour dire qu'il s'agit d'une politique malavisée qui va créer des difficultés économiques des deux côtés de la frontière?

M. George Chahal: Madame la présidente, ces droits sont injustifiés. Or, il est extrêmement important que nous entretenions de bonnes et solides relations commerciales avec les États-Unis et que nous résolvions ces problèmes. Nous souhaitons que ce différend connaisse un dénouement positif.

J'ai travaillé dans l'industrie de la construction. Bon nombre de mes électeurs exploitent des entreprises qui sont touchées par ce différend, et de nombreux gens de métier et travailleurs en subissent eux aussi les conséquences. Nombre de mes amis et de membres de ma famille travaillent dans ce secteur, et leur gain-pain et leurs entreprises sont touchés. Il est primordial que nous trouvions des solutions et que nous collaborions de part et d'autre de la Chambre, en adoptant une approche Équipe Canada, afin de trouver un dénouement positif à cette situation.

M. Jake Stewart (Miramichi—Grand Lake, PCC): Madame la présidente, au cours des six dernières années, le gouvernement libéral a essayé deux échecs consécutifs dans ce dossier, ce qui a eu des répercussions sur le bois d'œuvre dans toutes les provinces. Le député a de l'expérience dans le monde des affaires et a manifestement la capacité d'aller jusqu'au bout et de l'emporter dans diverses situations; on peut donc se demander comment il compte sortir vainqueur cette fois-ci.

La vice-présidente: Je rappelle au député qu'il ne peut pas dire indirectement ce qu'il n'a pas le droit de dire directement.

Le député de Calgary Skyview souhaite-t-il répondre à la partie de la question qui portait sur le bois d'œuvre?

M. George Chahal: Madame la présidente, il s'agit d'un enjeu important et c'est pour cette raison que nous avons envoyé une délégation de députés d'Équipe Canada à Washington. Nous entendons collaborer avec les députés de tous les partis pour trouver des idées de solutions qui amélioreront les débouchés des entreprises canadiennes et, surtout, qui protégeront les emplois des Canadiens.

C'est une priorité pour bon nombre de mes collègues et moi et je sais que tous les députés veulent, comme moi, protéger les emplois et les travailleurs du Canada.

• (2220)

Mme Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Madame la présidente, je remercie le député de Calgary Skyview de partager son temps de parole avec moi et, en tant que Calgarienne d'origine, je le félicite de son élection dans Calgary Skyview.

[Français]

Le secteur forestier du Canada...

Ordres émanant du gouvernement

[Traduction]

La vice-présidente: Le député de Battle River—Crowfoot invoque le Règlement.

M. Damien Kurek: Madame la présidente, j'invoque le Règlement. Il est intéressant que la députée aborde, de toute évidence, le même sujet que le député à qui vous avez dit plus tôt qu'il ne pouvait pas parler des allégations qui pèsent actuellement sur le collègue de la députée. Elle fait indirectement ce que vous avez dit explicitement que nous ne pouvions pas faire directement.

La vice-présidente: Le député sait pertinemment que la députée d'Ottawa-Ouest—Nepean faisait référence au député parce qu'il venait de prononcer un discours et qu'il avait partagé son temps de parole avec elle. Elle ne faisait pas indirectement ce qu'elle ne peut pas faire directement.

La députée d'Ottawa-Ouest—Nepean a la parole.

M. Damien Kurek: Elle va sans cesse y revenir...

La vice-présidente: Je demande du député de Battle River—Crowfoot de sortir de la Chambre.

[Et M. Kurek s'étant retiré:]

La vice-présidente: La députée d'Ottawa-Ouest—Nepean a la parole.

[Français]

Mme Anita Vandenberg: Madame la présidente, le secteur forestier du Canada constitue un élément essentiel de l'économie, d'un océan à l'autre. L'industrie forestière contribue à la vitalité économique de milliers de communautés.

Cette semaine, le ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique est à Washington pour rencontrer des leaders du Congrès américain et des intervenants afin de défendre les intérêts canadiens et de soulever les questions qui s'imposent sur le bois d'œuvre résineux.

Le 18 novembre dernier, le premier ministre s'est aussi entretenu sur le sujet avec le président des États-Unis d'Amérique, Joe Biden. Le 12 novembre dernier, la ministre des Affaires étrangères a également soulevé la question du bois d'œuvre résineux lors de sa rencontre avec le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken. Parallèlement, les autres fonctionnaires canadiens réitérent le message à chaque occasion, lorsqu'ils rencontrent leurs homologues américains.

Le Canada est très déçu que les États-Unis aient décidé d'augmenter les droits injustes qu'ils imposent à la plupart des producteurs de bois d'œuvre résineux canadien. Ces droits injustifiés causent du tort aux communautés, aux entreprises et aux travailleurs canadiens.

Le Canada demande aux États-Unis de mettre fin à l'imposition de ces droits nuisibles sur les produits canadiens de bois d'œuvre. Pour l'instant, les États-Unis n'ont pas démontré d'intérêt à discuter sérieusement pour résoudre le différend sur une base mutuellement acceptable.

Le gouvernement du Canada continuera à défendre vigoureusement l'industrie canadienne du bois d'œuvre résineux, ainsi que les travailleurs et les communautés qu'elle soutient, y compris au moyen de recours en vertu du chapitre 19 de l'ALENA et du chapitre 10 de l'ACEUM, de même qu'auprès de l'OMC.

Ordres émanant du gouvernement

Dans le passé, ces mécanismes ont invariablement statué que le Canada est un partenaire commercial équitable, et nous nous attendons à de pareils résultats dans les contestations en cours. De l'imposition de ces droits injustes en 2017, le Canada a répondu avec force. Nous avons lancé des contestations sur le chapitre 19 de l'ALENA et demandé à des groupes spéciaux de l'OMC de se pencher sur ces décisions. Nous avons déjà obtenu des décisions positives de la part des groupes spéciaux de l'OMC, qui ont notamment confirmé que les droits américains ne sont pas conformes aux obligations des États-Unis en vertu de l'OMC.

Ces succès seront utiles pour le Canada dans notre argumentation auprès des groupes spéciaux établis en vertu du chapitre 19 de l'ALENA, eux aussi tenus d'évaluer la validité des décisions de 2017 des États-Unis.

Le Canada conteste également les résultats définitifs des premiers examens administratifs des États-Unis, publiés en 2020. Ces décisions seront jugées par des groupes spéciaux composés en vertu du chapitre 10 de l'ACEUM.

En ce qui concerne la plus récente décision des États-Unis de presque doubler les taux de droits imposés à la majorité de l'industrie, nous discutons présentement avec les parties prenantes canadiennes pour examiner les options disponibles, comme des contestations additionnelles en vertu du chapitre 10 de l'ACEUM, et pour déterminer ensemble la meilleure manière de réagir.

En parallèle, nous continuerons de faire pression sur nos homologues américains pour qu'ils annulent ces mesures commerciales injustes et injustifiées. Nous restons convaincus qu'un règlement négocié est non seulement possible, mais aussi dans l'intérêt de nos deux pays. Les travailleurs du secteur forestier peuvent être assurés que nous serons toujours là pour défendre leurs intérêts, leur famille et leur communauté.

● (2225)

[Traduction]

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la présidente, j'aimerais revenir sur ce que disait le député de Timmins—Baie James tout à l'heure. Il a dénoncé le fait que nous faisons jouer nos contacts aux États-Unis pour leur expliquer à quel point le bois d'œuvre canadien est important pour leur pays.

N'est-ce pas précisément la stratégie que nous avons employée pour mener à bien les négociations de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique et faire tomber les droits de douane sur l'acier et l'aluminium? Nous avons mobilisé les personnes les plus en vue et les plus raisonnables des États-Unis et les avons convaincus de défendre la position du Canada.

Mme Anita Vandenberg: Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue, madame la présidente. Tous les partis s'entendent là-dessus, il faut agir comme une équipe.

Parlant d'équipe, la ministre est présentement à Washington avec un groupe de députés de tous les partis afin de bien défendre les intérêts des Canadiens, des entreprises d'ici et du secteur forestier. Nous devons faire front commun.

Mon collègue a parlé de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Nous nous sommes battus bec et ongles pour conserver le mécanisme de résolution des différends qui se trouvait au chapitre 10, et c'est ce qui nous permet aujourd'hui de défendre nos intérêts.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, encore une fois, je voudrais poser la question à ma collègue d'en face.

Du côté du gouvernement, du côté du Parti libéral, est-ce qu'on serait prêt à envisager un amendement à l'ACEUM? Elle nous a donné des exemples de l'ACEUM, de recours, de règlement des différends potentiels, mais serait-on prêt à bonifier la question des litiges pour ne pas étirer indûment ces litiges quand le temps joue contre nous et également pour inclure un conseil consultatif permanent sur la question du bois d'œuvre?

Mme Anita Vandenberg: Madame la présidente, notre gouvernement reconnaît l'importance de l'industrie forestière et du bois d'œuvre pour le Québec. Nous continuerons à défendre la résilience et l'innovation de l'industrie forestière québécoise, qui exporte plus de 10 milliards de dollars par année en produits forestiers et fait vivre plus de 60 000 travailleurs dans la province.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la présidente, en réponse à une question, ma collègue a parlé des raisons pour lesquelles nous avons besoin d'utiliser l'ACEUM, l'ALENA et tous les mécanismes à notre disposition. Elle a dit également que l'ACEUM a été négocié de la façon habituelle. Eh bien, pourquoi le bois d'œuvre n'a-t-il pas été inclus dans ces négociations? Il me semble qu'il s'agit d'un problème tellement insoluble que la logique et l'équité n'ont rien à y voir.

Quels sont les obstacles ici et comment allons-nous les surmonter? Nous aurions pu inclure le bois d'œuvre dans l'ACEUM si la logique et l'équité avaient quelque chose à voir dans ce différend.

Mme Anita Vandenberg: Madame la présidente, c'est exactement la raison pour laquelle nous nous sommes battus pour que soit conservé le mécanisme de règlement des différends dans l'AEUCM, et c'est ce que nous allons continuer de faire. En fait, l'OMC, sous l'ALENA et l'ACEUM, s'est toujours prononcée en faveur du Canada en disant qu'il est un partenaire commercial loyal. Il n'y a aucune raison de penser que ce serait différent cette fois.

● (2230)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la présidente, j'écoute le débat de ce soir. Le premier ministre s'était vanté que le Canada était de retour à l'international. Cependant, je suis encore une fois frappée par le fait qu'on se rend compte que ce n'est pas le cas et que lorsqu'on signe des accords internationaux, ce sont des secteurs chers à l'économie du Québec qui sont sacrifiés.

Bois versus pétrole, les investissements ne sont pas les mêmes. Pourquoi n'est-on pas capable d'investir plus d'argent pour le bois, mais qu'on est capable d'investir tant d'argent pour l'industrie du pétrole de l'Ouest?

Mme Anita Vandenberg: Madame la présidente, nous continuons de défendre vigoureusement toutes les industries au Québec et partout au Canada.

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Madame la présidente, je vais profiter de l'occasion pour remercier mes concitoyens de m'avoir confié ce troisième mandat à titre de représentant de Portneuf—Jacques-Cartier à la Chambre des communes.

Je dis merci aux nombreux bénévoles qui ont travaillé d'arrache-pied pour faire sortir le vote et pour faire en sorte que les gens viennent voter pour moi. Cela a été un succès extraordinaire, un résultat au-delà de mes espérances avec 51,6 % du suffrage. C'était au-delà de mon objectif. Maintenant, j'en suis très heureux et je suis très reconnaissant.

Je veux dire merci à des bénévoles en particulier. Je remercie mon président d'association, Serge Henry, et sa conjointe, Hélène Naud. Je veux dire merci au secrétaire-trésorier, Alain Pouliot, et au vice-président, Mario Paquet. Enfin, je remercie évidemment, comme nous le faisons tous en cette enceinte, ma famille: ma conjointe, Isabelle, et mes enfants, Charles-Antoine et Ann-Frédérique.

Je profite de l'occasion parce que c'est ma première intervention après mon discours à l'élection de la présidence que je n'ai pas gagnée, comme vous, madame la présidente. Cela fait partie des déceptions à gérer en politique.

Avant de passer au débat sur le bois d'œuvre, j'annonce que j'arrive, ce soir, de l'hôtel Westin où il y avait la remise des grands prix du tourisme. Encore une fois, Portneuf—Jacques-Cartier s'est démarquée avec l'Hôtel de glace qui a remporté le grand prix du tourisme canadien. Je veux donc profiter de l'occasion pour féliciter ces gens. J'invite toute la population canadienne à venir à Portneuf—Jacques-Cartier et à découvrir cette attraction extraordinaire, unique, éphémère qui se renouvelle chaque année.

Sautons maintenant dans le vif du sujet. Si on regarde la file...

La vice-présidente adjointe: Je pense que le député va peut-être partager son temps de parole avec quelqu'un d'autre.

M. Joël Godin: Madame la présidente, je vous remercie de me le rappeler. C'est très important. J'informe donc la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Prince George—Peace River—Northern Rockies qui est un extraordinaire député de la Colombie-Britannique.

Pour continuer, je dirais que ce dont nous débattons, ce soir, c'est un secteur important de l'économie canadienne. Il l'est, entre autres, en Colombie-Britannique, au Québec et dans d'autres provinces au Canada.

Le Québec n'est pas encore un pays. Au Parti conservateur, on ne travaille pas dans ce sens-là, mais on va le protéger.

J'ai parlé de l'Hôtel de glace. Il se trouve dans la région périphérique de Québec. Je participe au débat ce soir parce que je représente un secteur de ma circonscription qui est plus rural et où il y a des moulins à scie et des scieries. Par contre, si on regarde la liste de tous les libéraux qui ont pris la parole ce soir, on voit qu'ils représentent des tours à bureaux et des stationnements plutôt que des régions rurales où il y a des scieries et des moulins à scie.

Je pense qu'il faut prendre cela au sérieux. Je trouve que le gouvernement en place depuis les six dernières années banalise l'économie comme si ce n'était pas important et pellette le problème en avant. On n'amène pas de solution. C'est malheureux.

On est au début d'une relance économique. Je pense que ce qui est important, lorsqu'on est au début d'une relance économique, c'est d'être en avant de la parade. Il faut avoir les outils pour attaquer, il faut avoir la main-d'œuvre. Si on regarde l'actualité, on voit que la pénurie de main-d'œuvre est très présente.

Ordres émanant du gouvernement

Puisqu'il me reste peu de temps, je dirais tout simplement qu'on peut chialer sur le fait de voir ce que les libéraux font. Toutefois, au lieu de chialer, je vais amener une solution. Je pense que c'est important de travailler pour dénouer ce problème. Je pense que si on met nos culottes, ici au Canada, et qu'on dit aux gens des États-Unis que nous ne leur enverrons plus de bois d'œuvre, que c'est terminé pour les six prochains mois, ce sont les citoyens américains qui vont demander aux gouverneurs de leurs États de faire le nécessaire pour accélérer le processus.

Notre premier ministre n'est pas capable de mettre de la pression. Il n'a pas de levier pour forcer le gouvernement américain. Le marché américain est très important. Je pense qu'il faut soutenir cette industrie en interrompant l'exportation aux États-Unis et en la subventionnant pour que les entreprises puissent absorber la perte de revenus. Dans six mois, tout va revenir. Je pense qu'il faut développer cela. C'est une piste de solution. Je pense qu'il faut construire et trouver des solutions pour que nous puissions relancer notre économie et faire partie de la relance.

• (2235)

[Traduction]

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Madame la présidente, je tiens à dire au député d'en face que, même si je représente Thunder Bay, je représente aussi tout ce qui se situe entre Thunder Bay et la frontière du Manitoba. C'est un territoire où poussent beaucoup d'arbres; alors, je ne viens certainement pas juste de la grande ville.

Je me souviens que quand j'étais à la faculté de droit, j'ai lu sur une affaire traitant d'une décision du groupe spécial de l'OMC sur les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien. C'était il y a 25 ans, mais très peu de choses semblent avoir changé depuis lors.

Je sais que l'opposition veut nous considérer comme des ennemis, mais je dirais que ce n'est peut-être pas le cas. Les ennemis, ce sont les forces étatsuniennes non seulement protectionnistes, mais aussi égocentriques. Il serait peut-être un peu exagéré de dire que nous avons un contrôle quelconque sur ces forces protectionnistes, tout comme nous n'avons aucun contrôle sur le temps qu'il fait en Floride.

[Français]

M. Joël Godin: Madame la présidente, mon collègue fait probablement exception chez les libéraux ce soir puisqu'il représente une circonscription qui comporte des régions rurales.

Je ne dis pas que les conflits sont complètement évitables, mais ce qui m'insécurise en tant que député, c'est l'inaction du gouvernement libéral et le fait qu'il n'a pas de levier ou de position de force lorsqu'il négocie. J'aimerais donc parler de certains éléments qui sont importants lorsqu'on négocie. Je veux être constructif; je vais donc offrir quelques trucs, des trucs de négociation.

D'abord, il faut lancer le bal. Dans ce cas-ci, c'est le président Biden qui a lancé le bal. Il faut aussi savoir ce que l'on veut. Lorsque le premier ministre s'est présenté à la Maison blanche, est-ce qu'il savait ce qu'il voulait? A-t-il parlé du bois d'œuvre? Je m'interroge là-dessus.

Ordres émanant du gouvernement

Il faut prévoir les meilleurs scénarios. Il faut éviter les compromis. Il faut se donner une marge de manœuvre. Il ne faut pas se laisser impressionner. Il faut éviter les culs-de-sac. Il ne faut pas viser gagnant-perdant, mais gagnant-gagnant. Il faut trouver des solutions. Il faut créer une relation avec la personne ou le pays avec qui on négocie, mais je pense que le gouvernement actuel n'a pas ce genre de relation avec notre plus gros client, les États-Unis.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la présidente, mon collègue nous parlait de sa tentative d'être élu à la présidence de la Chambre. Je le remercie d'avoir pris le temps de m'appeler à ce sujet. Par contre, je ressens un certain soulagement chez lui de ne pas être dans le fauteuil de la présidence, puisqu'il peut continuer de défendre ses compatriotes.

Je sens chez lui une invitation à ce qu'on mette nos culottes. Maintenant, comment le fait-on? Quelles actions doit-on entreprendre? Mon collègue et moi voulons aller au même endroit, nous cherchons les mêmes résultats, mais comment devons-nous procéder maintenant?

• (2240)

M. Joël Godin: Madame la présidente, je remercie mon collègue de Saint-Hyacinthe—Bagot, qui a été très réceptif et très impliqué dans notre conversation lorsque j'ai tenté de le convaincre de voter pour moi lors de l'élection à la présidence. Comme on l'a vu, je n'ai pas été élu. J'accepte la situation car, en politique, il faut gérer nos déceptions. C'est ce que j'ai fait la semaine passée et je commence enfin à avaler la pilule.

Pour ce qui est des solutions, il faut toujours se trouver un pouvoir de négociation. Présentement, j'ai l'impression que le Canada est à genoux devant les États-Unis. Le Canada n'est pas en position de négocier. Il est toujours en train de quémander de l'aide à l'international et c'est gênant. Tout à l'heure, un collègue du Bloc québécois mentionnait que le Canada était de retour. En fait, le Canada ne fait que reculer au lieu d'avancer. C'est ce qui est insécurisant.

On parlait tantôt d'un accord de partenariat avec différents pays. C'est le gouvernement conservateur qui avait mis cela en place et les ficelles ont été attachées à l'arrivée du gouvernement libéral. Toutefois, le modèle avait été élaboré par le gouvernement conservateur. C'est une bonne chose et je remercie le gouvernement libéral de continuer dans ce sens, parce qu'il est important d'avoir des clients et un bon réseau sur le plan économique.

Il faut trouver la solution. Je n'ai pas la science infuse, mais j'ai donné une piste de solution. Je veux travailler avec tous les parlementaires dans l'intérêt de l'économie canadienne.

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la présidente, je remercie le député de Portneuf—Jacques-Cartier de partager son temps de parole avec moi.

Les actes sont plus éloquents que les paroles; je reviendrai sur cette idée dans un instant. L'absence d'un accord sur le bois d'œuvre a d'énormes conséquences pour ma circonscription. Nous sommes dans le Nord de la Colombie-Britannique: le bois d'œuvre et l'industrie forestière sont au cœur de nos activités. Je souhaite revenir à 2015, alors que le président Obama et le premier ministre promettaient de conclure un accord dans les 100 jours. L'extrait suivant est tiré d'un article publié dans le *Globe and Mail* en mars 2015:

Comme nous sommes aux deux tiers du délai de 100 jours fixé en mars par [le premier ministre] et le président Barack Obama pour s'entendre sur les modalités

d'un nouvel accord bilatéral sur le bois d'œuvre, il reste très peu de temps pour conclure un accord avant que les négociations ne soient éclipsées par les élections présidentielles des États-Unis.

L'industrie canadienne du bois d'œuvre espère encore que les pourparlers bureaucratiques auront avancé suffisamment pour que M. Obama et [le premier ministre] puissent régler les différends qui subsistent lors de leur rencontre prévue à la fin de juin dans le cadre du Sommet des leaders nord-américains [...] Le dernier [accord sur le bois d'œuvre] a pris fin en octobre 2015 [et je souligne que c'est] en raison de l'expiration d'un accord de 2006 qui encadrait le commerce entre les deux pays qui sont pourtant censés être les plus grands promoteurs du libre-échange dans le monde [...]

Aujourd'hui, bon nombre des députés d'en face promettent d'en arriver à un accord. Ils nous disent qu'il ne faut pas s'en faire, qu'il leur faut plus de temps. Or, cette promesse remonte à il y a six ans, et elle ne s'est toujours pas concrétisée. C'est pour cette raison que nous avons cette discussion ce soir, et je suis heureux que nous ayons cette possibilité.

La situation s'est même aggravée depuis. Le Canada a reçu le président des États-Unis — et je me trouvais à environ 20 pieds de lui durant son allocution à Ottawa —, et il y avait des attentes. Les conservateurs avaient perdu les élections, mais on se consolait en disant qu'on allait au moins obtenir un accord commercial impeccable. Le président Obama a prononcé une excellente allocution dans l'édifice du Centre, juste devant le Président de la Chambre, et on s'attendait à ce qu'un accord soit signé l'après-midi même. Or, il ne s'est rien passé. L'Air Force One a quitté Ottawa sans qu'il y ait eu de nouvel accord sur le bois d'œuvre.

Nous voici en 2021, toujours sans accord sur le bois d'œuvre. Je siégeais au comité des ressources naturelles avec la ministre du Commerce international, qui venait de rencontrer la nouvelle administration Biden dans le cadre d'une réunion bilatérale. Bien entendu, je lui ai demandé si elle avait soulevé la question du bois d'œuvre durant cette réunion. Sa réponse a été plutôt vague. Quand quelqu'un se montre vague à propos d'un enjeu très précis et d'un accord très important se chiffrant dans les milliards de dollars, je deviens méfiant.

La situation est devenue plus claire grâce à un article paru dans *Politico*. Le passage suivant cite Katherine Tai, la représentante des États-Unis pour le commerce extérieur. Elle prononce ces mots après avoir promis qu'elle a discuté du sujet avec le négociateur au commerce et qu'ils travaillaient à rédiger un accord sur le bois d'œuvre. Voici ce qu'elle dit:

Pour conclure un accord et entamer des négociations, il faut un partenaire. Or, jusqu'à présent, le Canada n'a pas manifesté son intérêt.

La situation devient grave lorsque la représentante des États-Unis pour le commerce extérieur déclare que les États-Unis veulent cet accord, mais que jusqu'à présent, la ministre du Commerce international n'a même pas cherché à la contacter. Par conséquent, ces promesses sonnent creux, et j'en reviens au même adage: les actes sont plus éloquents que les paroles. Que font les libéraux? Il ne suffit pas de laisser entendre qu'on souhaite un accord sur le bois d'œuvre, il faut l'exiger.

J'ajouterais que le premier accord a été conclu par un gouvernement conservateur en 2006. Nous l'avons reconduit en 2013 et il est arrivé à échéance en octobre 2015. Certains députés d'en face disent qu'ils n'arrivent pas à obtenir un accord. Nous l'avons fait à deux reprises, donc c'est possible, et cela prouve que s'il le veut vraiment, le gouvernement actuel peut aussi le faire.

Je vais conclure avec une citation. Il s'agit d'une déclaration de la ministre, qui a été publiée sur le site Web d'Affaires mondiales le 6 octobre 2021, à partir d'Ottawa, en Ontario. On peut y lire ceci :

Aujourd'hui, la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international [...] a rencontré la représentante au Commerce des États-Unis, Katherine Tai, en marge de la réunion du Conseil ministériel de l'OCDE à Paris, en France [...]

La ministre [du Commerce international] a réitéré ses préoccupations concernant les dispositions « Buy America », les droits tarifaires imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre et les produits solaires canadiens [...]

● (2245)

C'était le 6 octobre 2021, à un moment où les négociations devaient déjà être en cours. Les gestes sont plus éloquentes que les paroles. Nous voulons que le gouvernement passe à l'action dans le dossier du bois d'œuvre.

[Français]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la présidente, premièrement, je vous adresse mes félicitations pour votre nomination en tant que vice-présidente adjointe.

[Traduction]

Je tiens à parler au député de Prince George—Peace River—Northern Rockies des Cougars de Prince George qui, sauf erreur, est l'équipe de hockey junior qui se trouve dans sa région. En tant qu'ancien athlète, j'apprécie certainement leur bonne attitude sur la glace.

Ce côté-ci de la Chambre, on a laissé entendre deux choses au cours du débat. Une d'entre elles est que le gouvernement n'a rien fait pour contester les mesures américaines et travailler avec les États-Unis. Je pense à 2017, année où je ne siégeais pas à la Chambre. J'étais avocat à Halifax à l'époque. C'est notre gouvernement qui s'est porté à la défense des Canadiens et qui s'est assuré de protéger les intérêts canadiens contre un président américain qui, franchement, était prêt à déchirer l'ALENA et à tout recommencer.

Le député d'en face peut-il à tout le moins reconnaître deux faits? Le premier est que la ministre du Commerce international et le collègue du député d'en face sont en route vers Washington en ce moment dans le cadre d'une approche Équipe Canada. Le deuxième est que le gouvernement a protégé les intérêts canadiens, particulièrement lors de la 42^e législature. Est-il prêt à reconnaître ces faits?

M. Bob Zimmer: Madame la présidente, je tiens à féliciter la ministre et notre député. Le député de la Saskatchewan travaille sur le dossier américain depuis de nombreuses années. Je vais rendre à César ce qui appartient à César. Au moins, cela se produit maintenant. Nous espérons que de bonnes choses se produiront, mais je rappelle au député que nous avons déjà eu droit à une grande fanfare lorsqu'un président en exercice et un premier ministre se sont serrés la main. Que s'est-il passé pendant les cent premiers jours de l'accord sur le bois d'œuvre? Avec deux partenaires consentants, il aurait été possible d'aller de l'avant, à l'époque. Tout ce que nous voyons maintenant, c'est une multiplication par deux des droits peu de temps après une rencontre similaire entre le premier ministre et le président Biden.

Franchement, je ne crois pas qu'ils vont réussir à franchir la ligne. J'espère qu'ils le feront pour le bien des gens du secteur forestier. Encore une fois, les actions sont plus éloquentes que les mots. Or, les six dernières années d'inaction ne m'ont pas dit grand-chose jusqu'ici.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la présidente, tout le monde sait que je suis une personne de bonne foi et je ne vais pas embêter mon collègue avec lequel j'ai partagé beaucoup de bons moments au Comité permanent des ressources naturelles. Cependant, il a parlé de l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux des conservateurs et il a dit qu'il fallait être ferme. Je vais simplement lui indiquer que les gens du secteur forestier pensent que l'Accord de 2006 était une mauvaise affaire. Ils ont perdu 1 milliard de dollars. Les gens du secteur forestier disent maintenant que plus jamais ils ne veulent avoir ce type d'entente au rabais.

Ce que les gens du secteur forestier souhaitent, c'est que le gouvernement soit prêt à leur fournir un programme d'accès aux liquidités pour qu'ils puissent passer à travers la tempête, et que plus jamais les États-Unis n'imposent des tarifs pour que le secteur s'esouffle et accepte une entente au rabais.

J'aimerais que mon collègue dise qu'il est conscient que, en 2006, c'est une entente au rabais qui a été signée.

● (2250)

[Traduction]

M. Bob Zimmer: Madame la présidente, je respecte le député du Québec, avec qui j'ai siégé au comité des ressources naturelles. Je dirais seulement qu'initialement, en 2006, l'industrie voulait un accord. Elle en voulait un en 2015 également. Comme le député le sait très bien, une bonne partie de l'industrie et des scieries dans ma région, Mackenzie, s'en vont au sud. De bonnes compagnies canadiennes déménagent leurs scieries au sud de la frontière parce qu'il n'y a pas d'accord sur le bois d'œuvre. Sur le plan financier, il est tout simplement insensé pour elles de demeurer du côté canadien de la frontière.

Il nous faut un accord sur le bois d'œuvre pour apporter une stabilité au secteur forestier, c'est aussi simple que cela. Le secteur forestier est lié à beaucoup de gens et de foyers, des familles qui n'auront pas de souper de Noël parce que le papa ou la maman a perdu son emploi à la scierie. Nous devons nous occuper de ces personnes qui ont été mises à pied parce qu'il n'y a pas d'accord sur le bois d'œuvre. C'est de ces gens dont il faut nous soucier ce soir et c'est d'eux que le gouvernement devrait se soucier alors qu'il s'affaire à conclure cet accord.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la présidente, je remercie mon collègue de Prince George—Peace River—Northern Rockies de son discours. J'ai siégé au comité des ressources naturelles avec lui et le député qui a posé la question précédente.

Le député a parlé des scieries qui ont déménagé au sud. De nos jours, des entreprises de la Colombie-Britannique possèdent plus de scieries aux États-Unis qu'au Canada. Le député connaît-il un moyen commercial légal pour le gouvernement de redonner à ces entreprises l'équivalent des droits de douane qu'elles ont déjà payés sous forme de prêts tenant lieu en quelque sorte de mise de fonds pour sa promesse de régler ce problème?

M. Bob Zimmer: Madame la présidente, je dirais même plus. Le gouvernement pourrait rembourser aux Canadiens les droits de douane perçus dès qu'un nouvel accord est conclu, comme il l'a fait à la hauteur de 4 milliards de dollars lorsque nous avions un accord en place, en espérant que ce nouvel accord se concrétise sans plus tarder.

Ordres émanant du gouvernement

Cela se produira-t-il? J'en doute, mais je l'espère. Encore une fois, les actes sont plus éloquents que les paroles et la ministre du Commerce international doit passer aux actes.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest.

C'est un honneur de prendre la parole à la Chambre ce soir. Il est difficile en cinq minutes d'examiner cette question, qui porte littéralement sur deux de mes passions de longue date: protéger les forêts du Canada et lutter contre les accords commerciaux qui ont tendance à être injustes.

J'espère que nous pouvons adopter une approche « Équipe Canada » dans ce dossier et je sais que tous les députés conviennent que la récente imposition par les États-Unis de droits compensateurs et de règles antidumping qui doublent les droits de douane sur le bois d'œuvre canadien sont complètement injustes et injustifiés.

Que faisons-nous alors? J'aimerais proposer une nouvelle approche, mais je tiens d'abord à dire ce que nous devrions faire en tant que Canadiens pour aider le secteur forestier. Comme bien des députés l'ont dit, les travailleurs, les collectivités et les entreprises sont pénalisés. Nous devrions être capables de remédier à la situation au pays sans risquer de créer d'autres arguments voulant que le Canada subventionne ses produits forestiers.

Que pouvons-nous faire? Nous pourrions tenter d'interdire, et je crois que nous pouvons interdire l'exportation de grumes pour qu'elles soient acheminées vers nos scieries afin d'en faire des produits à valeur ajoutée, de maintenir des emplois et d'utiliser les produits non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi pour l'exportation.

Quand on regarde l'orientation choisie par l'industrie forestière suédoise, on constate qu'elle a choisi d'exporter de petites quantités de bois de grande valeur offrant une forte valeur ajoutée, alors que le Canada mise plutôt sur d'immenses quantités d'exportations de faible valeur et très peu de valeur ajoutée. Nous pourrions renverser ce modèle et tenter de créer plus d'emplois et de protéger la main-d'œuvre.

Nous devrions envisager d'utiliser davantage de bois massif dans la construction d'immeubles. Le Sénat est actuellement saisi du projet de loi présenté par le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest. La Chambre l'a appuyé et devrait continuer de le faire pour qu'il arrive à bon port.

Après la dévastation causée par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique, qui a provoqué de nombreuses pertes d'emplois dans les scieries, nous devons aussi faire tout notre possible pour signaler aux communautés du secteur forestier que nous nous battons pour elles.

C'est ici que les choses se corsent, mais je tiens à plonger quand même. Les accords commerciaux sont difficiles. Je me souviens qu'en 1995, Art Eggleton a réussi à acheter la paix pour 5 ans dans le cadre d'un accord sur le bois d'œuvre qui allait durer jusqu'en 2000. Je ne sais pas combien de personnes s'en souviennent. C'est toujours la même histoire qui se répète.

Comme Larry Herman, avocat spécialisé en droit commercial, je crois que nous avons besoin d'un engagement à long terme et d'un accord de longue durée, ce qui nécessitera une volonté politique de la part de Washington et d'Ottawa.

Par contre, ce qui a changé dans la situation générale, c'est que le système commercial multilatéral ne fonctionne plus. Nous savons que c'est Donald Trump qui l'a déréglé et, pour une raison que j'ignore, le président américain Joe Biden n'a pas cru bon de le réparer. Quand le Canada remporte des victoires, comme ce fut le cas à l'été 2020 devant l'Organisation mondiale du commerce, qui a conclu que l'approche canadienne en matière de foresterie n'enfreignait pas les règles du commerce international, les États-Unis ne sont pas contents. Ils n'étaient pas contents de cette décision non plus et tout le monde s'est plaint et ils ont décidé de porter la décision en appel. Qu'est-il arrivé? Les États-Unis ont affirmé que c'était une preuve de plus que l'Organisation mondiale du commerce n'est pas équitable. Ils ont dit qu'ils perdaient toujours et qu'ils refusaient par conséquent d'envoyer des juges aux tribunaux d'appel de l'organisation. Nous nous retrouvons devant un vide, devant un système qui ne fonctionne plus.

Que pouvons-nous faire pour réparer un système brisé? Les États-Unis disaient auparavant que les droits de coupe du Canada équivalaient à des subventions. Cette fois, ils prétendent qu'un programme sur les énergies renouvelables visant à inciter l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick à produire de l'énergie renouvelable équivaut à une subvention.

Les choses se corsent. Les régimes commerciaux de partout dans le monde entravent les mesures de lutte contre les changements climatiques. Des décisions ont été rendues contre l'Inde par rapport à des projets d'énergie solaire. Il faut tout faire pour que les régimes commerciaux ne s'immiscent pas dans les mesures pour protéger le climat. La ministre du Commerce international et le ministre de l'Environnement et du Changement climatique pourraient peut-être, et je dis bien peut-être, attirer l'attention de l'administration américaine en suggérant une nouvelle approche pour tenter de vraiment débloquer l'Organisation mondiale du commerce et en faire une structure qui ne s'oppose pas aux mesures de lutte contre les changements climatiques, mais qui veille plutôt à ce que les règles commerciales n'entravent pas ces mesures.

Il est plus que temps de repenser le régime de commerce mondial. L'OMC est dans une impasse — on pourrait même dire qu'elle n'est pas sortie du bois. L'administration américaine a fait déraier le système sous Donald Trump et ne veut pas qu'il soit réparé maintenant que le président Biden est au pouvoir. Il pourrait bien être possible, et je ne sais pas quelles sont les chances exactement, d'attirer l'attention de l'administration Biden, par l'entremise de John Kerry et d'autres personnes, pour repenser l'utilisation de ces règles, nommer des juges à l'organe d'appel et établir une vision à long terme qui inclut la capacité de séquestration des forêts, un avantage dans la lutte aux changements climatiques.

• (2255)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la présidente, j'ai bien aimé le discours de la députée de Saanich—Gulf Islands.

Un des aspects qui a été abordé ce soir, notamment par le député de Winnipeg-Nord, est la volonté du gouvernement de trouver de nouveaux marchés pour le bois d'œuvre canadien pendant qu'il cherche à régler le conflit. Je me demande si la députée pourrait nous faire part de ses commentaires à ce sujet.

Mme Elizabeth May: Madame la présidente, le marché des deux par quatre est limité si c'est le seul produit que nous avons à offrir. Si nous misions plus sur les produits à valeur ajoutée, nous pourrions certainement augmenter nos ventes de produits forestiers en Europe et au Japon. Le Japon a beaucoup contribué à ouvrir la voie dans le domaine de la construction d'habitations en bois.

Je pense que nous devons être créatifs et élargir nos marchés. Parallèlement, nous devons utiliser davantage le bois à l'intérieur de nos frontières. La pandémie de COVID-19 nous a permis de mieux comprendre les chaînes d'approvisionnement. Il faut accroître nos possibilités à l'échelle locale.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la présidente, je suis toujours heureux d'écouter ma collègue du Parti vert.

J'aimerais simplement lui demander si elle croit, tout comme moi, qu'une des parties de la solution pour l'industrie forestière est de développer davantage ce qu'on appelle aujourd'hui la bioéconomie qui permet de réduire grandement l'empreinte carbone qu'on a dans de nombreux secteurs d'activité. Je ne sais pas ce qu'elle en pense.

Mme Elizabeth May: Madame la présidente, je remercie mon collègue de Jonquière.

Je suis tout à fait d'accord avec lui qu'il y a des avantages à utiliser nos forêts avec une vision verte de bioéconomie. Il y a plusieurs autres produits forestiers qui servent à protéger le climat et à protéger les forêts, lesquelles séquestrent le carbone. Il est essentiel d'imaginer la valeur des forêts. Ces forêts valent plus que leur valeur pour les coupes à blanc.

• (2300)

[Traduction]

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Madame la présidente, la députée de Saanich—Gulf Islands siège dans cette enceinte depuis beaucoup plus longtemps que moi. Elle a vu ce dossier revenir sur le tapis bien des fois.

Parfois, on dirait que le conflit sur le bois d'œuvre est réglé, puis soudainement, nous y sommes replongés. La députée pourrait-elle nous livrer ses observations sur une solution à plus long terme pour ce problème, qui nous éviterait de nous coltayer constamment avec notre voisin?

Mme Elizabeth May: Madame la présidente, non seulement je siège à la Chambre depuis de nombreuses années, mais aussi je travaille sur la politique forestière depuis assez longtemps pour me souvenir du dossier des bardeaux, en 1982, qu'on appelait en anglais « shakes and shingles », qui fait penser à une maladie terrible que l'on contracte si on n'est pas vacciné.

De tout temps, nous avons eu affaire à ce qui se résume au protectionnisme des États-Unis. L'industrie du bois d'œuvre aux États-Unis exerce une grande influence politique. Toutefois, nous avons fait des changements. En effet, nous étions toujours bloqués sur la question des droits de coupe, et on n'a pas eu tort de recourir un peu aux subventions, mais les choses ont beaucoup changé. La Colombie-Britannique, le Québec et les Maritimes ont modifié leurs politiques en matière de droits de coupe pour éliminer la notion de subvention, mais les États-Unis sont toujours capables de jouer à ce jeu, même s'ils ont aussi besoin de notre bois d'œuvre.

Ordres émanant du gouvernement

Si on regarde à long terme, il faudrait que les relations commerciales reposent sur des règles équitables et un régime bilatéral profitable aux deux pays. Ce n'est pas trop demander. Tellement de choses dépendent de la politique américaine. Selon certains observateurs, ce conflit a peu de chances de se résoudre avant 2023 en raison des élections de mi-mandat.

La politique forestière canadienne n'a rien à voir là-dedans, mais on ne peut pas vraiment rejeter la faute sur le gouvernement américain actuel, même si c'est toujours tentant. Ce dossier dure depuis des dizaines d'années, et il hante autant les conservateurs que les libéraux fédéraux et les néo-démocrates au pouvoir dans les provinces. Ce serait merveilleux si nous pouvions trouver une solution, mais je crois qu'il faudra nous activer à un très haut niveau si nous voulons qu'il se passe quelque chose.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la présidente, c'est pour moi un plaisir d'intervenir ce soir dans le débat sur le bois d'œuvre.

Comme d'autres l'ont souligné tout au long de la soirée, ce conflit revient sans cesse. L'article de Wikipédia concernant le conflit sur le bois d'œuvre témoigne de la longueur de ce conflit, puisqu'il comporte plusieurs sections sur les deuxième, troisième et quatrième rondes. On dirait des guerres mondiales ou des matchs du Super Bowl. Je pense que même Wikipédia n'arrive plus à savoir où nous en sommes, puisque l'article s'arrête à la quatrième ronde, et je crois que nous en sommes maintenant à la cinquième ou à la sixième ronde.

Nous sommes dans une impasse, et je conviens, comme la députée de Saanich—Gulf Islands, que les mesures prises par les États-Unis se fondent sur le protectionnisme plutôt que sur la raison ou l'équité. Les États-Unis savent que nous avons besoin d'eux pour vendre notre bois d'œuvre. Ils savent aussi que, s'ils mettent suffisamment de barrières en place, s'ils imposent des droits de douane injustes, s'ils font traîner le dossier devant les tribunaux pendant des années et s'ils bloquent le processus de nomination au sein des tribunaux d'appel de l'OMC de telle sorte que le processus de résolution des différends ne fonctionne plus, alors les scieries devront fermer leurs portes avant même qu'une décision puisse être rendue de façon équitable.

Je pense que nous devons adopter une nouvelle stratégie qui nous permettra de nous éloigner progressivement des États-Unis. Les États-Unis dépendent de nous et je pense que, tôt ou tard, ils se rendront compte qu'ils souffrent. Je suis allé à Washington pour le faire comprendre aux sénateurs et aux membres du Congrès, et cela a fonctionné avec certains d'entre eux.

Nos forêts sont en train de changer. Nous avons eu des incendies dévastateurs en Colombie-Britannique. Nous avons été aux prises avec une infestation de dendroctones. Les conditions météorologiques changent elles aussi. Je viens de parler à mon épouse, et elle m'a dit qu'il faisait aujourd'hui 22,5 degrés Celsius dans ma ville, Penticton. Il s'agit là d'un nouveau record canadien pour le mois de décembre. Ce sont des conditions idéales pour le dendroctone du pin. Il adore ce type de climat hivernal. Qui sait dans quel état seront nos forêts l'année prochaine?

Je ne suis pas le premier à le dire et je ne serai pas le dernier, mais nous devons trouver des façons de tirer une plus grande valeur économique de chaque arbre que nous abattons. Nous savons tous que nous avons abattu beaucoup d'arbres et qu'il n'y aura bientôt plus de forêts anciennes. Nous l'avons entendu à maintes reprises.

Ordres émanant du gouvernement

Chaque fois que nous abattons un arbre, nous devons en tirer la valeur maximale. Comme la députée vient de le dire, je pense qu'une mesure que nous pouvons prendre, c'est utiliser le bois massif. Le Canada est à la fine pointe de la technologie dans ce domaine en Amérique du Nord. Il y a Structurlam dans ma ville, Pen-ticton, les Chantiers Chibougamau, au Québec, et Kalesnikoff Lumber à Castlegar, de l'autre côté de ma circonscription. Ce sont trois usines de calibre mondial qui fabriquent du bois massif.

Des scieries de partout au Canada pourraient produire des deux par quatre et des deux par six et les vendre à des usines de bois massif afin qu'elles créent des matériaux de construction permettant de construire davantage de bâtiments en bois et davantage de grands bâtiments en bois. Voilà comment les grands bâtiments de l'avenir seront construits. Comme je l'ai déjà dit, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui porte sur l'utilisation de ce type de bois ou de tout matériau qui nous aidera à lutter contre les changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de nos bâtiments. Ce projet de loi a été renvoyé au Sénat, et j'espère qu'il nous reviendra au printemps et qu'il recevra un bon accueil à la Chambre.

Nous devons aussi prendre des mesures qui permettront d'élargir notre marché national. Nous avons tenté d'élargir nos marchés en Asie, et plus particulièrement en Chine, et cela a fonctionné pendant un certain temps. Toutefois, c'est le moins qu'on puisse dire, nous avons dû affronter des vents contraires. Je ne sais pas si nous pouvons en faire plus en Chine en ce moment, mais nous avons l'occasion d'élargir considérablement notre marché national et de réduire ainsi la pression qui s'exerce sur nos scieries.

Nous pourrions vendre du bois massif aux États-Unis sans droits de douane, car ce produit n'est pas admissible aux droits douaniers sur le bois d'œuvre dont nous parlons. C'est une solution que nous devrions examiner. Nous aurions à éduquer les architectes, modifier les codes du bâtiment et former les constructeurs, mais nous devrions vraiment examiner cette solution pour tirer plus de valeur de nos forêts. Nous devrions aussi tirer profit d'autres aspects de nos forêts que la fibre ligneuse: l'eau qu'elles protègent, la protection qu'elles fournissent contre les inondations et le carbone qu'elles séquestrent.

Je vais m'en tenir à cela.

• (2305)

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Madame la présidente, je me demande ce que pense le député du fait qu'aucun ministre du gouvernement n'ait participé au débat exploratoire de ce soir, qui est très important. C'est un enjeu crucial et je me demande ce qu'en pense le député.

M. Richard Cannings: Madame la présidente, ce débat est important. L'industrie forestière canadienne est très importante. On nous a parlé des travailleurs forestiers qui sont touchés par cet enjeu. En Colombie-Britannique, on entend beaucoup parler des travailleurs du secteur de l'énergie et du secteur pétrolier qui perdent leur emploi en Alberta et en Saskatchewan. Au début des années 2000, la Colombie-Britannique a perdu autant de ces emplois à la suite d'un autre épisode du différend sur le bois d'œuvre. Des dizaines de milliers de travailleurs y ont perdu leur emploi.

Comme je le dis, ce problème est incessant. Le différend sur le bois d'œuvre n'est qu'un des nombreux enjeux auxquels l'industrie forestière est confrontée. Au cours de la dernière année, les scieries s'en sont bien tirées grâce aux prix qui étaient ridiculement élevés,

mais les prix sont revenus à leur cours habituel et les difficultés ont repris.

C'est décevant, mais nous devons y mettre toute notre énergie. Je suis convaincu qu'il nous faut une solution à long terme. En 1982, mes enfants n'étaient pas encore nés, mais ils ont maintenant leurs propres enfants. Nous devons trouver une autre façon d'aborder cet enjeu.

• (2310)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la présidente, 1982, c'est l'année où je suis née. On peut voir que ce dossier traîne.

J'ai eu aussi la chance d'être l'adjointe parlementaire d'un député qui a été nommé l'un des premiers architectes verts au Canada et qui défendait l'architecture verte et l'utilisation du bois comme matériau noble dans les édifices, y compris les édifices fédéraux. J'ai eu l'occasion de développer ce projet entre les années 2006 à 2011. Ce dossier-là traîne encore, lui aussi.

J'aimerais que le député nous donne la raison pour laquelle cela traîne depuis si longtemps. Est-ce parce que le Canada n'a pas été capable de développer sa crédibilité dans ce dossier par rapport aux États-Unis? Encore une fois, cela nous ramène à l'importance, pour ce dossier si important pour le Québec, d'être capable de signer ses propres accords internationaux.

[Traduction]

M. Richard Cannings: Madame la présidente, le conflit perdure parce que cela fait l'affaire des États-Unis. Cela fait l'affaire de ce groupe de gens d'affaires protectionnistes, en particulier ceux qui possèdent de nombreuses scieries. Ils ont découvert que cette stratégie fonctionne. Ils savent que, s'ils réussissent à convaincre le Congrès d'imposer des droits de douane illégaux et injustes sur le bois d'œuvre canadien, le Canada contestera cette mesure.

Il y a plusieurs années, nous avons tenu un débat similaire à la Chambre. Je me rappelle avoir compté les nombreuses victoires que nous avons remportées, et je crois que nous avons gagné environ 24 batailles de suite, mais cela prend du temps. Comme je l'ai dit, au début des années 2000, pendant que les batailles judiciaires traînaient en longueur devant les tribunaux de l'ALENA et de l'OMC, de nombreuses scieries ont fait faillite partout au pays, y compris, bien sûr, en Colombie-Britannique. Je pense que c'est précisément ce que voulaient ces intervenants américains, alors ils recommencent sans hésitation.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la présidente, je remercie le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de ses observations sur la façon dont ce différend a touché sa région et sa province. Je sais qu'il a eu peu de temps de parole au cours du débat de ce soir et je tiens à lui donner la chance de soulever les points qu'il aurait omis de mentionner parce qu'il s'agit d'une discussion très importante. Je tiens à ce qu'il soit capable de faire passer son message.

M. Richard Cannings: Madame la présidente, la partie que j'ai escamotée à la fin de mon discours parce que je manquais de temps est qu'il faut vraiment envisager une nouvelle façon de gérer nos forêts. Par exemple, en Colombie-Britannique, chaque automne, on brûle tous les déchets de coupe qui ont été produits. Tout le bois non utilisé est brûlé. Cette combustion injecte autant de carbone dans l'atmosphère que toutes les voitures de la Colombie-Britannique réunies. Nous pourrions très facilement changer les pratiques forestières pour que le secteur nous aide à atteindre nos cibles climatiques, mais nous pourrions aussi apprécier les forêts autrement. Nous pourrions monnayer la séquestration du carbone. Nous avons vu les inondations en Colombie-Britannique...

La vice-présidente adjointe: Maintenant, le temps est vraiment écoulé.

[Français]

Nous reprenons le débat.

Le député de Jonquière dispose d'environ cinq minutes pour faire son discours.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la présidente, je serai franc. J'entends fréquemment à la Chambre les mots « Équipe Canada ». J'entends souvent qu'on doit agir en Équipe Canada. Personnellement, je ne me sens pas concerné par Équipe Canada et je vais dire pourquoi.

Au Canada, il existe deux grands secteurs économiques. Ce sont l'industrie pétrolière et le secteur de l'automobile. Quand on parle de bois d'œuvre, le gouvernement fédéral est complètement absent.

On a parlé aujourd'hui de la négociation des traités internationaux et du rapport qu'on a avec les États-Unis. C'est l'un des problèmes, mais il n'y a jamais eu de négociation sérieuse. J'en veux pour preuve quelque chose de très simple.

Pendant la négociation de l'ACEUM, le Québec a eu encore une fois certaines difficultés avec le gouvernement fédéral, l'aluminium n'étant pas protégé. Le négociateur en chef du Canada est venu nous voir au Comité permanent des ressources naturelles et je lui ai posé la question au sujet de l'industrie forestière. Il nous a répondu que l'industrie forestière n'était pas une priorité pour lui à ce moment précis.

En 2006, j'ai entendu des tas de gens se targuer d'une entente qui avait été signée. Or, si on parle de cela aux gens du secteur, ils sont en furie, parce qu'en 2006, ils ont perdu 1 milliard de dollars. Il faut dire que l'entente avait été négociée au rabais. C'est un des problèmes du secteur forestier. On est trop dépendant des États-Unis et, malheureusement, on n'a pas un gouvernement prêt à faire la bataille économique contre les États-Unis, ce qui fait que le secteur est laissé de côté. On en a fait la démonstration ce soir, en long et en large.

L'autre grand problème, c'est le secteur de la deuxième et de la troisième transformation. Il existe quelques programmes fédéraux pour les soutenir. Il y a entre autres le fameux ITIF. Ce programme

Ordres émanant du gouvernement

cherche à transformer l'industrie forestière. Comme on le sait tous, on ne consomme plus de papier, et l'industrie des pâtes et papiers doit vivre un tournant. Pour le programme ITIF, année après année, il y a plus de demandes que ce que peut fournir en capitaux le programme. Les gens du secteur sont venus me dire qu'ils ne font même plus de demandes à ITIF, car ils savent qu'ils seront refusés.

Le bras économique que le gouvernement fédéral pourrait utiliser pour soutenir la transformation du secteur est famélique. Tous les gens du secteur peuvent le dire.

Il y a un autre programme qui vise les exportations de bois d'œuvre. Le plus gros joueur, dans le secteur forestier au Canada, est le Québec. Or voilà que 80 % de cette enveloppe s'en va en Colombie-Britannique. On comprendra pourquoi, quand on me parle d'Équipe Canada, j'ai un arrière-goût sûr.

Voici un autre élément fondamental. Comme on le sait, au Québec, des tas de scieries arrivent à leur fin de vie utile. Avec le problème de main d'œuvre auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, les scieries qui ne sont pas automatisées n'arrivent pas à survivre. Si ces gens demandaient le soutien de Développement économique Canada, la réponse serait *nada*, c'est-à-dire rien. Pourquoi?

C'est parce que Développement économique Canada les renvoie à Affaires mondiales Canada, où on leur dira qu'on ne peut malheureusement pas les soutenir parce que cela irait à l'encontre des traités de commerce internationaux.

Encore une fois, il s'agit d'un secteur d'activités qui ne reçoit absolument rien du gouvernement fédéral. Pour comble d'injure, le secteur forestier est probablement le secteur le plus prometteur pour lutter contre les changements climatiques.

Annuellement, au Québec, l'investissement dans le secteur forestier est d'à peine 71 millions de dollars. Toutefois, 75 % de ce montant est octroyé sous forme de prêts. En somme, c'est environ 17 millions de dollars qui sont investis dans le secteur forestier.

Ma région, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, apporte au gouvernement fédéral 81 millions de dollars par année. Ce qui m'insulte encore plus, c'est de savoir qu'année après année, on donne aux alentours de 14 milliards de dollars au secteur gazier et pétrolier. Comme le disait mon père, il y a de quoi être « en crise ».

● (2315)

La vice-présidente adjointe: Comme il est 23 h 18, conformément à l'article 53(1) du Règlement, le comité s'ajourne maintenant.

(Rapport est fait de l'affaire émanant du gouvernement n° 2.)

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 23 h 18.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 1^{er} décembre 2021

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS			
Le député de Vaughan—Woodbridge			
M. Sorbara	427		
Le détachement de la GRC de Ridge Meadows			
M. Dalton	427		
Le service communautaire			
M. Sarai	427		
Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Longueuil			
M. Trudel	428		
L'initiative Pour un Pontiac vert et prospère			
Mme Chatel	428		
Les politiques gouvernementales			
M. Cooper	428		
Egmont			
M. Morrissey	428		
La violence contre les femmes			
Mme Damoff	428		
La boursière Rhodes			
M. Small	429		
La Journée mondiale de lutte contre le sida			
M. Samson	429		
Bob Kilger			
M. Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	429		
Kildonan—St. Paul			
Mme Dancho	429		
Les mesures liées à la pandémie de COVID-19			
Mme Barron	430		
Marie-Claire Blais			
Mme Desbiens	430		
L'économie			
Mme Ferreri	430		
La Fondation Nav Bhatia pour les super partisans			
M. Anandasangaree	430		
QUESTIONS ORALES			
Le logement			
M. O'Toole	430		
M. Trudeau	431		
M. O'Toole	431		
M. Trudeau	431		
L'économie			
M. O'Toole	431		
M. Trudeau	431		
M. O'Toole	431		
M. Trudeau	431		
L'emploi			
M. O'Toole	431		
M. Trudeau	431		
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté			
M. Blanchet	432		
M. Trudeau	432		
M. Blanchet	432		
M. Trudeau	432		
La santé			
M. Singh	432		
M. Trudeau	432		
M. Singh	432		
M. Trudeau	432		
Le logement			
M. Jeneroux	433		
M. Trudeau	433		
M. Jeneroux	433		
M. Trudeau	433		
M. Poilievre	433		
M. Trudeau	433		
M. Poilievre	433		
M. Trudeau	433		
L'emploi			
Mme Vien	434		
M. Trudeau	434		
Mme Vien	434		
M. Trudeau	434		
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté			
M. Brunelle-Duceppe	434		
M. Trudeau	434		
M. Brunelle-Duceppe	434		
M. Trudeau	434		
Les relations canado-américaines			
M. Barlow	434		
M. Trudeau	435		
M. Barlow	435		
M. Trudeau	435		
Mme Lantsman	435		
M. Trudeau	435		
Mme Lantsman	435		
M. Trudeau	435		
Le changement climatique			
M. Singh	435		
M. Trudeau	436		
M. Singh	436		
M. Trudeau	436		
La justice			
Mme Dzerowicz	436		
M. Trudeau	436		
Les ressources naturelles			
Mme Rempel Garner	436		
M. Trudeau	436		

Mme Rempel Garner	436
M. Trudeau	436
Mme Rempel Garner	437
M. Trudeau	437
Mme Rempel Garner	437
M. Trudeau	437

Les aînés

Mme Larouche	437
M. Trudeau	437
Mme Larouche	437
M. Trudeau	437

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté

M. Paul-Hus	437
M. Trudeau	438
M. Paul-Hus	438
M. Trudeau	438
M. Paul-Hus	438
M. Trudeau	438

L'emploi

Mme Bendayan	438
M. Trudeau	438

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté

M. Bezan	438
M. Trudeau	438
M. Bezan	439
M. Trudeau	439
M. Bezan	439
M. Trudeau	439

L'aide aux sinistrés

M. Dhaliwal	439
M. Trudeau	439

La santé

M. Singh	439
M. Trudeau	439

Le Code criminel

Ordres émanant du gouvernement: projet de loi C-4	440
M. Moore	440
Motion	440
Adoption de la motion; deuxième lecture du projet de loi; étude en comité plénier; rapport (sans amendement); approbation; troisième lecture et adoption du projet de loi	440

Le Bureau de régie interne

Le Président	440
--------------------	-----

AFFAIRES COURANTES

Le vérificateur général du Canada

Le Président	440
--------------------	-----

La Loi sur l'évaluation d'impact

Mme McPherson	440
Projet de loi C-205. Présentation et première lecture	440
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	441

Pétitions

Les affaires autochtones

Mme May (Saanich—Gulf Islands)	441
--------------------------------------	-----

La Loi de l'impôt sur le revenu

M. Viersen	441
------------------	-----

Questions au Feuilleton

M. Holland	441
------------------	-----

Privilège

Allégations concernant le greffier de la Chambre — Décision de la présidence

Le Président	441
--------------------	-----

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Mme Pauzé	442
M. Lamoureux	442
M. Boulerice	443
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	443
Mme Sudds	443
Mme Gladu	445
M. Champoux	445
M. Gerretsen	445
M. Dowdall	447
M. Blanchette-Joncas	447
M. Boulerice	447
M. Scheer	447
M. Lamoureux	449
Mme Larouche	449
M. Lake	450
M. Lamoureux	451
M. Thériault	451
M. Garrison	452
M. Van Bynen	452
M. Redekopp	453
Mme Chabot	454
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	454
Mme Kayabaga	454
Mme Gladu	456
M. Beaulieu	456
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	456
Mme Barron	457
M. Hardie	458
M. Williams	458
M. Champoux	458
M. Desjarlais	459
M. Lamoureux	460
Mme Gladu	460
M. Beaulieu	461
M. Ferguson	461
M. Blanchette-Joncas	462
M. Melillo	462
Mme Blaney	462
M. Bains	463
M. Davidson	464
Mme Larouche	464
M. Chahal	464
Rejet du sous-amendement	466

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le conflit sur le bois d'oeuvre avec les États-Unis

Étude en comité plénier de l'affaire émanant du gouvernement no 2, M. Anthony Rota au fauteuil	467	M. Stewart	483
M. Holland	467	M. Lamoureux	484
Motion	467	M. Savard-Tremblay	484
M. Lamoureux	467	M. Angus	485
M. Melillo	468	M. Oliphant	485
M. Simard	468	M. Williams	486
M. Angus	468	M. Blanchette-Joncas	486
M. Duguid	469	M. Vidal	486
M. Albas	469	M. Hardie	486
M. Fast	469	M. Melillo	487
M. Lamoureux	470	M. Savard-Tremblay	487
M. Simard	470	M. Cannings	488
M. Masse	470	M. Vidal	488
Mme Rempel Garner	471	M. Lamoureux	489
M. Lamoureux	472	M. Savard-Tremblay	489
M. Simard	472	M. Blois	489
M. Angus	472	M. Melillo	490
M. Savard-Tremblay	473	M. Blois	490
M. Albas	474	M. Savard-Tremblay	491
M. Lamoureux	474	M. Viersen	491
M. Angus	475	M. Chahal	491
M. Blanchette-Joncas	475	M. Brunelle-Duceppe	492
Mme Gray	475	M. Blois	492
M. Melillo	475	M. Stewart	493
M. Angus	476	Mme Vandenbeld	493
M. Vis	477	M. Hardie	494
M. Simard	477	M. Savard-Tremblay	494
M. MacGregor	477	M. Cannings	494
M. Masse	477	Mme Larouche	494
M. Albas	478	M. Godin	494
Mme Larouche	479	M. Powlowski	495
Mme Blaney	479	M. Savard-Tremblay	496
Mme Dzerowicz	479	M. Zimmer	496
M. Caputo	480	M. Blois	497
M. Brunelle-Duceppe	480	M. Simard	497
M. Albas	480	M. Cannings	497
Mme Taylor Roy	480	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	498
M. Vis	481	M. Melillo	498
Mme Michaud	482	M. Simard	499
Mme Zarrillo	482	M. Aitchison	499
Mme Gray	482	M. Cannings	499
M. Melillo	483	M. Aitchison	500
M. Lamoureux	483	Mme Larouche	500
Mme Bérubé	483	M. Melillo	500
		M. Simard	501
		Rapport: Ordre émanant du gouvernement No 2	501

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>